

« Initiatives » : 13 pages d'offres d'emploi

# Le Monde

15, rue Falguère, 75001 Paris Cedex 15



QUARANTE-NEUVIÈME ANNÉE - N° 14828 - 7 F

MERCREDI 30 SEPTEMBRE 1992

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JACQUES LESOURNE

Confirmant leur attachement à l'Union économique et monétaire

## Le « oui » britannique

Le système monétaire européen (SME) a officiellement survécu à sa grave crise du mois de septembre. Amoin, certes, puisque la lire italienne et le livre britannique n'appartenaient plus au mécanisme de change, et que la peseta espagnole a été dévaluée. Mais toujours vivant. En tout cas, les ministres des finances de la CEE réunis à Bruxelles lundi 28 septembre l'ont unanimement jugé digne d'une véritable remise à flot. Ils ont en effet qualifié le SME, dans les conclusions de la rencontre, de « facteur de prospérité et de stabilité économique en Europe ». Les cicatrices laissées par la crise de septembre sont pourtant profondes.

D'une part, les grands arguments de l'Europe se sont aperçus que leurs moyens étaient faibles comparés au raz-de-marée des centaines de milliards de dollars qui s'échangent chaque jour sur les marchés financiers. L'action conjointe de la Banque de France et de la Bundesbank, qui visait à enrayer la spéculation contre le franc, a coûté très cher aux deux établissements. Son succès réside avant tout dans l'affirmation par les deux établissements de leur détermination à stopper la crise. Un instrument de nature largement psychologique, dont le succès ne peut être garanti à tout coup. Du reste, les Douze ont décidé d'engager, lors de leur prochain conseil, à Birmingham, un travail d'analyse sur les turbulences financières.

D'autre part, les relations entre la Grande-Bretagne et ses partenaires sont durablement perturbées. Le ralliement de M. Norman Lamont aux conclusions du conseil constitue une heureuse surprise. Mais la photographie du chancelier de l'Echiquier, peuplée de balais, les livres un peu serrés, qui s'élève dans toute la presse britannique, est éloquent. Car de profondes désaccords existent au sein du Parti conservateur, ainsi qu'entre la Grande-Bretagne et ses partenaires européens, au sujet du SME et de l'Union économique et monétaire (UEM).

Il y a dix jours à peine, la guerre était ouverte entre Londres, clamant que le SME devait être revu en profondeur et que la Bundesbank avait « lâché » la livre, et Francfort, demandant à être associé plus étroitement à la détermination des cours de change de la livre, et celle-ci devait rejoindre le mécanisme de change.

Au cours des deux dernières semaines, marquées par l'entrée de la lire dans le SME, puis par l'adhésion de Londres au traité de Maastricht, la Grande-Bretagne s'était présentée comme un partisan - presque - convaincu de l'Europe monétaire. Aujourd'hui, une période de méfiance réciproque entre Londres et ses partenaires, caractéristique de la fin des années 1980, est de nouveau ouverte.

Enfin, même si l'option d'une union monétaire à deux vitesses a été catégoriquement rejetée lundi, les déclarations de la lire italienne et de la livre sterling du mécanisme de change du SME sont la preuve qu'aujourd'hui du moins l'UEM ne se construit pas d'un commun élan. La crise récente contribue peut-être à l'amélioration du fonctionnement du SME, mais elle n'a pas donné de réponse à une question fondamentale posée par l'UEM : comment rapprocher les performances économiques, dans un délai raisonnable, et sans souffrance excessive pour les pays concernés.

M0147 - 0930 0 - 7.00 F



## Les Douze entérinent le refus d'une Europe à deux vitesses

M. Norman Lamont, le chancelier de l'Echiquier britannique, s'est rallié, lundi 28 septembre, après bien des hésitations, aux conclusions du conseil des ministres des finances des Douze. Celles-ci s'écartent pourtant très sensiblement des positions exprimées par M. John Major. Le communiqué publié par les Douze à l'issue de leur rencontre se présente en effet comme un acte de foi dans le traité de Maastricht, l'Union économique et monétaire (UEM) et le SME, et comme un refus d'une Europe à deux vitesses.

BRUXELLES  
(Communauté européenne)  
de notre correspondant

Même si les tentatives des ministres pour masquer leurs divergences n'ont pas été très convaincantes, ils sont parvenus à éviter une crise ouverte. Le souci des Douze était certainement de ne pas embarrasser le chancelier de l'Echiquier britannique.

M. Norman Lamont, mais au contraire de mettre davantage l'accent sur ce qui les rapprochait, les uns et les autres, que sur ce qui les divisait. M. Michel Sapin, ministre français de l'économie, n'est-il pas allé jusqu'à prétendre que jamais M. Lamont n'avait été isolé durant le débat !

PHILIPPE LEMAITRE  
Lire la suite  
et nos informations page 21

A la demande de la France

## L'ONU va enquêter sur des massacres en Bosnie

M. Roland Dumas, ministre français des affaires étrangères, a demandé, lundi 28 septembre, à l'ONU et à la Communauté européenne d'ouvrir une enquête au sujet des informations selon lesquelles des massacres auraient été commis, en mai et juin, dans des camps de détention tenus par des milices serbes en Bosnie-Herzégovine. Des témoignages, cités par le département d'Etat à Washington et la presse américaine, font état notamment de l'exécution de milliers de prisonniers musulmans à Brcko, au nord de Sarajevo.

WASHINGTON  
de notre correspondant

Qu'elles viennent du département d'Etat ou de la presse américaine, les dernières informations diffusées aux Etats-Unis sur la situation en Bosnie vont toutes dans le même sens : les milices serbes auraient bel et bien commis, à au moins deux reprises, un véritable massacre de prisonniers musulmans. Le porte-parole du département d'Etat, M. Richard Boucher, a confirmé, lundi 28 septembre, que les Etats-Unis avaient recueilli deux nouveaux témoignages indépendants - venus corroborer de premières indications.

ALAIN FRACHON  
Lire la suite  
et nos informations page 4

Un entretien avec le président de la FNSEA

Dans l'entretien qu'il nous a accordé, M. Luc Guyau, président de la FNSEA, estime qu'après le « oui » français au référendum l'Europe est mieux armée pour tenir tête aux Etats-Unis dans les négociations du GATT. Mais, reprochant à M. Mermaz de « mener en bateau les paysans », la FNSEA organisera le 14 octobre une journée nationale d'action.

page 22

Prisons : fin du mouvement des surveillants

Une réunion sur la sécurité des personnels et des établissements, présidée par le garde des sceaux, M. Michel Vauzelle, devait se tenir mardi 29 septembre au ministère de la justice avec les syndicats de surveillants. Le travail avait repris le même jour dans tous les établissements pénitentiaires.

page 12

## Les gamins de Moscou

Dans la capitale russe, des bandes d'enfants s'adonnent aux « petits boulots » de la rue, sous la houlette de la mafia.

MOSCOU

de notre envoyé spécial

Offrez-lui une cigarette, il en prendra deux ! Tendez-lui votre boîte d'allumettes, elle se retourne aussitôt dans sa poche ! « Une belle française, ça se vend bien ! », explique-t-il, en homme qui connaît son marché.

Et d'ailleurs, comment refuser quoi que ce soit à Andreï, douze ans, à son sourire de pose grand trop vite, à ses mimiques de gamin des rues ? Andreï, « le meilleur livreur de hamburgers de

Moscou », rejoint, tous les jours, à trois heures de l'après-midi, aussitôt l'école finie, ses copains avenue Tverboul, en face du McDonald's, centre de la vie « branchée » de la capitale.

Le travail commence et va durer au moins jusqu'à 10 heures du soir. Il s'agit d'abord de repérer le client éventuel. « Les riches, je les devine », reconnaît Andreï. Les riches, ce sont ces automobilistes qui ne veulent pas faire la queue dans le magasin et souhai-

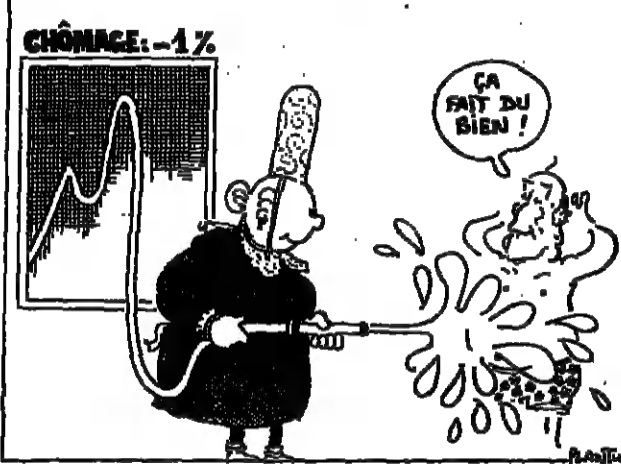
tent - un must ici - déguster leur précieux « McDo » dans leur voiture. Andreï prend la commande et, pendant qu'il se précipite vers le magasin, un autre enfant reste « en otage » auprès du client, jusqu'à la livraison.

En moyenne, chaque client leur donne 200 roubles « pour les jambes ! ». Andreï dit gagner environ 4 000 roubles par jour et « au moins » 50 000 roubles par mois.

JOSÉ-ALAIN FRALON  
Lire la suite page 4

30 300 chômeurs de moins en août

Thalassiothérapie



Lire nos informations page 22

La polémique sur les V2

Le cinquantième anniversaire des fusées ne sera pas célébré

page 3

La crise des partis en Italie

Les élections de Maniaco confirment la déroute de la classe politique

page 3

Les attermoissements de M. Ross Perot

Le milliardaire texan entraîne le mystère sur son retour dans la campagne présidentielle

page 6

La France et l'alliance atlantique

M. Joxe plaide pour une participation plus active aux structures alliées de défense

page 26

SCIENCES ♦ MÉDECINE

■ La santé des « Grands »  
■ L'herbe à neutrons  
■ L'énigme des vaches folles  
■ Gaz de mort, gaz de vie.

pages 13 à 15

**GUY SORMAN**

Une solution libérale à l'immigration et à la toxicomanie.

**EN ATTENDANT LES BARBARES**

FAYARD

384 p.  
120 F

**GUY SORMAN**

FAYARD

## Musées : les bouchées doubles

La première édition de « Musées en tête » s'accompagne d'orientations nouvelles.

par Emmanuel de Roux

L'exercice tient à la fois du bilan et d'une volonté de verrouiller par d'ultimes réformes une politique mise en place il y a une dizaine d'années. Le monde des musées est celui qui, sans doute, le plus profité de l'installation de Jack Lang rue de Valois. Puisqu'il gère désormais la rue de Grenelle, la méthode qui a réussi pour les beaux-arts devrait pouvoir s'appliquer, estime-t-il, aux musées des sciences et des techniques (relèvent de l'éducation nationale).

Le ministre aimerait également multiplier les passerelles entre deux mondes qui se sont longtemps ignorés : celui de la conservation et l'Université. Jack Lang a donc évoqué au cours de sa conférence de presse, mardi 29 septembre, l'état des chantiers - notamment celui du Grand Louvre - et ceux qui vont être lancés, par l'enrichissement des collections et annoncé un projet de loi pour la protection des œuvres dans la perspective du grand marché européen.

Il s'est penché sur la politique tarifaire, sur les horaires d'ouverture de ces établissements et s'est préoccupé de la modernisation de la profession. Au passage il a

signalé le règlement imminent des musées « à problèmes » (Arts et traditions populaires, Musée des arts d'Afrique et d'Océanie, pour la culture, Musée de l'homme). Pour conclure il a insisté sur le rôle pédagogique des musées et les projets scientifiques qui devraient tous les sous-tendre. On sent à travers l'énoncé de ce programme dense, une ambition toujours vivante mais aussi le désir de rendre irréversibles un certains nombres d'orientations.

Côté Grand Louvre, l'achèvement total des travaux est prévu pour 1997, mais dès la fin décembre 1992, trente-cinq salles nouvelles aménagées par Italo Rota présenteront la peinture française autour de la cour Carrée. Un an plus tard, ce sera au tour de l'aile Richelieu de s'ouvrir au public. Le mammoth prend forme. Aussi Jack Lang va-t-il proposer au gouvernement de conférer à cet énorme ensemble le statut d'établissement public au sein de la Réunion des musées nationaux. A Versailles, la récupération de l'hôpital Larrey, à proximité du château, que le ministère de la défense est prêt à céder, permettra une amélioration des conditions d'accueil.

Lire la suite page 17



## DÉBATS

Politique

## Parlons-nous

par René Teulade

**A** l'heure de la victoire de l'idée européenne sur le mortel danger du repli sur soi, qu'on nous dise l'essentiel : les Français ont-ils dit « oui » ?

Si le résultat obtenu par la coalition hétéroclite des tenants du « non » n'est pas accessoire, il ne doit pas occulter que seule restera, pour l'histoire, cette réponse qui engage désormais la France.

Au-delà de l'arithmétique démocratique, au demeurant incontestable, les enseignements de cette consultation résident surtout dans le déroulement de la campagne.

Je partage ce qui a souvent été dit sur la dignité et le niveau des débats, en cette occasion, et pour la première fois depuis longtemps, par le débat politique. N'étaient certaines outrances minoritaires, et les campagnes de peur qui n'ont pas été dépourvues d'écho, notamment à propos de l'Europe sociale, nos concitoyens ont pu assister à des échanges de très bonne tenue, à la hauteur de l'enjeu qui leur était proposé.

Précisément, les responsables politiques ont, dans leur grande majorité, été particulièrement frappés par l'appât d'information qui s'est fait jour, au sein de leurs différents auditoires. Ayant, comme mes collègues, sillonné la France, j'ai pu mesurer cet intérêt renouvelé, auquel se prêtait l'ampleur du sujet traité, mais qui me paraît, au-delà, démontrer un indiscutable regain d'intérêt pour la chose publique.

Trente années de responsabilités syndicales, mutualistes et politiques m'ont rendu familière des rencontres de terrain, des contacts directs. Or de Béziers à Evreux, de Quimper à Toulon, de Tulle à Cîteaux, j'ai été questionné, parfois interpellé, par une assistance étonnamment saine, souvent imprégnée de dispositions pourtant complexes du traité, et toujours attachée à des réponses concrètes.

Le fait nouveau est aussi que les Français, au-delà des clivages partisanes habituels, se soient parés. J'ai ainsi rencontré bon nombre de sympathisants de l'opposition outre-à, pour les raisons précitées, et qui ont su sur la menace que ferait peser le traité de Maastricht en matière de retraite ou de travail de nuit des enfants. D'autres interlocuteurs, proches de la majorité, m'ont au contraire fait part de leur déception face aux hésitations de l'Europe sociale.

Plus attentifs, plus communicatifs, nos concitoyens, quelle qu'ait été leur décision, dans le secret de l'isoloir, auront donc beaucoup gagné, parfois sans en avoir directement conscience, à l'occasion de ce scrutin. Le résultat du référendum est donc aussi une victoire pour tous les Français sur eux-mêmes. Pourquoi le nier, la classe politique a des enseignements positifs à en tirer.

Lorsque le président de la République et le premier ministre m'ont proposé de participer au gouvernement de ce pays, j'ai accepté avec d'autant plus d'enthousiasme qu'à

l'attachement qui me lie profondément à ces deux hommes s'ajoutait mon désir de mettre au service de la collectivité mon expérience des rapports sociaux.

A bien des égards, la campagne référendaire m'a conforté dans l'idée que la politique professionnelle et les professionnels arrivant en politique peuvent, et doivent désormais, unir leurs efforts au service de l'intérêt général.

## Tourner le dos aux slogans

Il nous faut donc retrouver, et pour certains trouver, les vrais chemins de la politique, qui ne soient ni tortueux ni secondaires, tels qu'ils avaient été tracés par les pères de la République. Il est possible, même sous un ciel constellé de satellites et malgré le déferlement des images et des sons, d'aller vers les Français, sans s'imposer à eux ni chercher à « vendre » systématiquement, qui, une réforme nationale, toujours bien conçue, rarement bien perçue, qui, une contre-réforme, dont le seul argument consiste à se démarquer des positions gouvernementales du moment.

Tout du local – la France en est riche – le sait : une tendance à gazer qui sévit le dimanche, ou un coq trop matinal sont l'objet de préoccupations souvent plus vives que l'évolution d'un indice économique, si essentiel soit-il à la vie de la nation.

Il ne s'agit pas pour moi d'entourer le thème commandé du retour à la terre et à de quelconques « valeurs fondamentales » : mes origines rurales m'interdisent, plus qu'à quiconque, cette facilité, et la génération à laquelle j'appartiens

sait trop les risques d'un rejet du politique et d'un appel immédiate au prétendu « bon sens » de l'irréductible Français moyen, pour ne pas les encourir de nouveau.

De même faut-il tourner le dos à la facilité des slogans commodes, par exemple ceux qui visent la technocratie. Cessons de faire croire que la bonne volonté peut tout, et que la France pourrait être conduite sans professionnels et sans administrateurs : imaginez-t-on une entreprise sans gestionnaires ? A la tête d'un ministère sensible, je mesure chaque jour combien sont nécessaires, aujourd'hui, les qualités techniques de nos fonctionnaires, que comptent, dans le cas présent, un remarquable dévouement et un sens du service public que le ministre actuel constate tout autant que l'ancien usager, qui suit aussi se montrer revendicatif.

Un projet, une réforme, une décision, ne sont jamais trop complexes en eux-mêmes, mais trop souvent insuffisamment discutés en amont, et « exportés » en aval. Cela est clairement de la responsabilité des politiques. A eux de discerner les attitudes, de répondre aux inquiétudes, de savoir argumenter sans se démasquer. Sur la base de ce dialogue, tout est possible, y compris, et c'est aussi un principe de gouvernement, d'imposer des mesures rigoureuses, quand elles sont justes. En adoptant cette rigueur, nous « serons » peut-être moins, mais nous « ferons » plus, certes pas en termes d'images, et les médias, puisqu'il faut bien les intégrer dans cette analyse, y trouveront leur compte en disposant d'un matériel plus riche et moins éphémère : dès aujourd'hui, les émissions thématiques et les magazines bien docu-

mentés ne dament-ils pas le pion aux spectacles *a priori* plus faciles d'accès ?

Dans cette affaire, la gauche, à laquelle je m'honore d'appartenir, n'est pas simplement plus concernée que ses concurrents : elle l'est tout entière. Il ne s'agit pas d'une différence de degré mais de nature : sans ce lien profond avec le peuple français, sans cette pratique du quotidien, le mouvement progressiste ne peut exister durablement, *a fortiori*, se régénérer. En cela, sa fonction historique demeure irremplaçable, même si ses contours évoluent nécessairement.

Homme de gauche, je sais que mon devoir est là : ministre du gouvernement, je sais que mon rôle peut s'y réduire sans dommage, car il n'est pas de plus noble mission que de parler de la France aux Français et, puisqu'ils sont souvent concernés, aux étrangers qui vivent à nos côtés. La politique sociale est un parfait exemple en la matière : ainsi, le revenu minimum d'insertion constitue-t-il une avancée considérable non seulement en reconnaissant un droit légal, sous forme de prestation, mais en instaurant un « seuil » minimum de décent, au plus près du terrain, qui vise à promouvoir une véritable insertion des bénéficiaires, et à mobiliser une quantité de partenaires autour de cet impératif.

L'Europe nouvelle qui constitue désormais notre horizon a donc remporté une formidable victoire en France, dimanche 20 septembre : voilà pourquoi, à l'approche d'un certain climat actuel, j'ai confiance en l'avenir.

René Teulade est ministre des affaires sociales.

## Citoyenneté civile

par Yves Buin

**L**a société civile est une inconnue. Serait-elle une notion vide ou redondante avec celle de société tout court, notre République ne reconnaissant que des citoyens égaux en liberté, en droits et en devoirs ? De par la diversification des champs d'activités et des responsabilités qui fait la vie sociale, la société civile ne se définirait-elle que par la négative, en opposition à un ensemble de citoyens abusivement constitué en (et dénommé) « classe politique » avec lequel le divorce aujourd'hui est devenu un fait sociologique majeur ?

Corporation plutôt que « classe », les politiques ont, semble-t-il, consacré l'espace de la « chose publique » et relégué à l'arrière-plan la « chose publique » et relégué à l'arrière-plan la « chose publique » et relégué à l'arrière-plan la « chose publique ».

Lorsque le président de la République et le premier ministre m'ont proposé de participer au gouvernement de ce pays, j'ai accepté avec d'autant plus d'enthousiasme qu'à

qu'ils interviennent de par leurs compétences à tous les niveaux du fonctionnement social dont ils sont le cœur véritable. La rélegation des citoyens dans la sphère de la simple « chose publique » est une dégradation, voire une déqualification dommageable.

Les bouleversements survenus dans le monde depuis trois ans ont introduit dans le plan des idéologies que sur le plan des repères identitaires bien établis une crise peut-être sans précédent de la conscience politique. Cette évidence s'explique pas tout. Le désarroi, la vacuité vécus par nombre d'entre nous de nos jours peuvent préfigurer à une remise en perspective salutaire et à une reconstruction du projet social de la démocratie dans la démocratie. D'où la nécessaire entrée en lice de la société civile.

## Participation

réversible et partage

Or que voit-on en cette période où l'opportunité de penser et de repenser se fait pressentir ? Le triomphe de la démocratie du rapport des politiques et des citoyens, dont la difficulté du dialogue s'est magistralement illustrée à propos de la campagne référendaire sur Maastricht. Dialogue ou dialogue ? L'explication pas tout. Le désarroi, la vacuité vécus par nombre d'entre nous de nos jours peuvent préfigurer à une remise en perspective salutaire et à une reconstruction du projet social de la démocratie dans la démocratie. D'où la nécessaire entrée en lice de la société civile.

Toutefois, nous ne rendrons pas les politiques seuls responsables de l'insuffisance démocratique et nous n'en ferons pas des boucs émissaires. On connaît très bien l'attachement de l'extrême droite, dont les propos sentent le fétor et qui n'apporte rien au renouvellement obligé du mode d'être politique. La corporation peut-elle faire son agissement d'elle-même ? Non. Quel message lui envoie le pays ? Que le métier politique dans son rôle et sa pérennité est à remettre sur le chantier et qu'il ne saurait se reproduire tel que, dans l'immédiatisme institutionnel, il doit cesser précisément de se vouloir métier pour redevenir participation réversible et partage aux responsabilités de la cité. Son contrôle électif doit

être revu et s'ouvrir aux grands corps de l'Etat à la fois rivaux et complices des politiques et bien souvent facteurs d'inertie considérable. Une délégation de pouvoir ne doit pas devenir privilège semi-régulier pour celui qui l'a reçue.

En silence, la plupart du temps, les citoyens anticipent la configuration future de la chose publique. A l'extrême droite, dans l'extrême et le pragmatisme, hommes de terrain et de communauté, sans attaches avec les appareils ou en dépit d'eux, s'organisent et proposent. Prenons le seul exemple – celui-là spectaculaire – de la coordination infirmière de 1983 qui, fagotée, montra la voie d'une possible action syndicale avant que, non relayée, la coordination employée à tout va et style commando couvre l'ultra-corporatisme (paysans, routiers). Le secteur associatif est de la réponse sociale, l'implication par son statut, pratique démocratique et non hiérarchique des débats et secoue la bureaucratie dans l'avancée des projets, tels ceux exemplaires des solidarités plurielles contre l'exclusion. En ce registre, les organisations non gouvernementales humanitaires ont bousculé le champ des conventions et pris des risques notables en des lieux où le politique engendrait sa prudence et sa tradition n'osait s'aventurer et agir. De même pour l'action écologique.

Rappelons également la percée des revendications féministes des années 70. Sans faire de l'immunitaire ou de l'écologie les parangons exclusifs de l'anticorporatisme et de l'alternatif, notons qu'ils ont interrogé clairement le politique et provoqué des effets en retour dans la société globale : « devoir d'urgence » pour le premier, « sommet de Rio » pour la seconde. Premiers pas encore incertains et insuffisants, mais pionniers d'un nouvel âge de la citoyenneté.

Le citoyen assume sa totale civilité quand, loin des attitudes et des discours communs, il décide par la libre association, l'absence d'inféodation de s'engager dans le réel, pour traiter le réel et renouer avec l'invention sociale. Ce qu'il vise, c'est à infuser le pouvoir et non à le conquérir ni à le servir. Combler le gouffre de la communication entre les hommes en un siècle hypermédiatisé qui se veut mondialiste, relever enfin l'indispensable défi démocratique, voilà ce qui l'anime. Le retour du sujet historique s'annoncerait-il ?

Yves Buin est l'auteur de *Remarque d'un citoyen ordinaire* (Éditions Balland, 1992).

## Le lieu du salut

par Henri Atlan

**L**e politique, domaine de la vie publique, est-il aussi le lieu où se joue le salut des individus ? La question du salut ne porte pas seulement sur l'au-delà. Espoir de bonheur et de liberté, elle concerne qui conque s'interroge sur un avenir inconnu et sur la meilleure façon de le préparer afin qu'il soit porteur de bonheur plutôt que de malheur. Dans la mesure où une décision politique est motivée par un espoir, il n'est pas de passion – ou par leurs négatifs, par l'incertitude et le désenchantement – celle implique déjà que l'on voit dans le politique le lieu où se joue le salut, avec tout ce que cela comporte non seulement d'incertain, mais de flou et de fantasmagorique, même si l'avenir est conçu dans ce monde-ci et sur cette terre, et non dans un arrière-monde de paradis et d'enfer. C'est pourquoi la participation à un mouvement politique générateur de trop d'espoir pour ses militants est un phénomène religieux où ceux-ci puisent au minimum l'enthousiasme (étymologiquement possession par le diable) qui les porte au maximum le fanatisme et l'intolérance.

Mais n'est-ce pas là une façon infantile de vivre le politique, ainsi que son salut ? La liberté n'est le bonheur, la liberté n'est l'ordre du privé, sauf quand on est enchaîné et opprimé en raison de son appartenance à une communauté.

Les chefs politiques, comme autrefois les prêtres et les sorciers, peuvent utiliser cette adhésion religieuse des individus, car elle est source réelle de leur pouvoir, et d'autant plus que celui-ci est limité et limité. La démocratie est une caractéristique du politique, exalté au contraire dans les régimes totalitaires. La patrie, même celle des droits de l'homme, n'est libératrice que de façon négative : dans la lutte contre une oppression trop violente, quand c'est malheureusement nécessaire. En temps de paix, invoquer Jeanne d'Arc ou Valmy comme symboles de la liberté, valeur individuelle s'il en fut, est une confusion digne d'un catéchisme élémentaire.

## La difficulté est de perdurer

La communion religieuse, où chacun se fonde dans une communauté tournée vers Dieu, fut longtemps le modèle d'un tel salut par engagement collectif interposé. L'impasse de cette communion était celle du roi, chef politique et religieux. Mourir pour son roi, pour Dieu et la patrie, était l'une des formes les plus achevées du salut sacrificiel. Le roi s'en est allé, et avec la République le dilemme est posé. La République, comme à Valmy, doit-elle remplacer le roi (avant que l'Empire ne prenne sa place) comme source d'images d'identifications sur lesquelles il conviendrait éventuellement, de se sacrifier pour se sauver ? Ou bien la République est-elle l'occasion d'insérer la démocratie réelle où le peuple souverain n'a plus besoin d'être personnifié, où le politique est au service des individus et non le contraire ?

Qu'à l'occasion de grandes batailles libératrices, et surtout de victoires, comme la bataille de Valmy ou la libération de Paris, les individus se retrouvent dans une communion nationale qui les emporte et où ils se dépassent, c'est bon pour que chacun d'entre nous puisse faire de temps en temps l'expérience d'un salut possible, même limité. Mais cela ne doit pas être un but en soi. Car sinon, comme autrefois, c'est la guerre victorieuse qui restera la valeur politique fondamentale. C'est la guerre qui constituerait la relation normale entre les peuples, car c'est par elle que ceux-ci devraient sans cesse consolider leur unité, tandis que les individus y puiseraient jusqu'à y laisser leur vie – l'enthousiasme et la force de leur propre dépassement.

Mais la difficulté pour la démocratie est de perdurer. Une fois installée, elle ne génère plus d'enthousiasme par elle-même ; elle est morte et inerte, comme une absence de catastrophe qui ne fait plus la une.

Car en démocratie, et d'autant plus qu'elle est décentralisée, le rôle du politique n'est plus de fournir des images du salut, il n'est que d'organiser le moins mal possible la coexistence des individus en ne les empêchant pas de s'épanouir et de se libérer autant que leur force intérieure le leur permet, sans amplifier sur les possibilités de liberté d'autrui. Chacun est condamné à tenter d'être heureux avec lui-même et dans ses relations avec les autres, dans la réalité de sa propre vie et non par identification avec une personne collective, la patrie, le peuple, la religion, le parti, la secte.

## Vrais problèmes faux espoirs

La révolution internationale et universelle servit aussi de réservoir apparentement insaisissable pour des idéologies du salut qui ont remplacé, parfois avec succès, les nationalismes étroits.

Voilà que les derniers qui y croyaient encore ont perdu l'espoir, depuis que s'est écroulé l'empire soviétique où ils trouvaient toujours, malgré toutes les déceptions, une alternative à l'ici et maintenant du quotidien et une incantation possible d'un salut à venir. Cette déception n'est pas nouvelle, elle est ancienne. Mais elle est pour nous nouvelle.

Le rejet du projet d'union européenne signé à Maastricht aurait été une régression dans l'illusion du salut par le politique. Il est remarquable que les jeunes l'aient compris, ceux dont l'espérance d'avenir est la moins illusoire, dans le concret de leur durée de vie individuelle prévisible. Ils ont compris que dire oui à une Europe où la monnaie unique consoliderait l'ouverture des frontières en facilitant les échanges, c'est accepter qu'un grand dessin politique ne peut s'occuper que d'aménager le moins mal possible l'existence en commun. C'est renoncer à l'illusion qu'ils pourraient y trouver, en outre leur salut individuel, dans un avenir lointain, pour la préparation auquel ils pourraient être invités, une fois de plus, à se sacrifier. C'est accepter que le projet ne serve qu'à multiplier tout de suite les possibilités pour chacun d'élargir le champ de ses activités et de ses expériences, sans imaginer, bien entendu, que cela puisse suffire, comme par miracle, pour y gagner la distribution gratuite d'un bonheur garanti.

On comprend bien le refus des anciens, nostalgiques d'un nationalisme doctrinaire ou d'un internationalisme révolutionnaire. Mais les autres, qui soutiennent l'unité européenne mais ne veulent pas « celle des marchands et des technocrates ? » Voudraient-ils à la place celle d'une armée en campagne où des landwehrs qui charient ? Il ne peut s'agir que d'aménager un environnement social et naturel dont la seule garantie est d'abord et avant tout un espace de paix irréversible sur des territoires qui ont tellement servi de champs de bataille. Et le fait que des guerres de nationalités et de religions aient éclaté au-delà de ses frontières de l'est, chez ceux à qui l'absence de marché n'avait pas laissé le loisir de s'engager dans le même processus, ne fait que renforcer le besoin de consolider cet espace de paix, justement là où le marché commun avait commencé à l'insulter.

Henri Atlan est l'auteur de *A tort et à raison. Intercité de la science et du mythe* et *Tout, non, peut-être. Éducation et vérité* (Éditions du Seuil).

## TRAIT LIBRE





# ÉTRANGER

ALLEMAGNE : après une vive polémique

## Le cinquantième anniversaire des fusées V2 ne sera pas célébré

BERLIN

de notre correspondant

L'indignation suscitée en Grande-Bretagne mais aussi en Allemagne a obligé, lundi 28 septembre, les responsables de la Fédération allemande des industries de l'aéronautique, de l'espace et de l'armement d'annuler leur projet de célébrer le 3 octobre prochain sur l'ancienne base de Peenemünde, au bord de la Baltique, le cinquantième anniversaire du lancement réussi de la première fusée balistique mondiale.

Cette initiative avait provoqué de très vives réactions à Londres, où le petit-fils de Winston Churchill, député conservateur, avait jugé « inacceptable que l'on puisse glorifier un système d'armes qui avait tué et terrorisé des civils ».

La fusée, nommée A-4, qui couronnait la recherche aéronautique du III<sup>e</sup> Reich, avait été testée pour la première fois sous les nazis, en pleine guerre, le 3 octobre 1942. Elle avait donné naissance aux fusées V2 lancées à la fin de la guerre sur Londres.

Après deux jours de tergiversations, le gouvernement allemand lui-même a dû intervenir pour faire cesser un scandale qui menaçait d'alourdir sérieusement le contentieux actuel avec Londres et dans lequel sa responsabilité était directement impliquée. Le parrainage de la manifestation était assuré par M. Erich Riedl, secrétaire d'Etat à l'économie et membre de la CSU bavaroise, qui avait qualifié les critiques de « réactions absurdes et hystériques ». Le chancelier Kohl lui-même a fait savoir qu'il n'avait jamais été tenu au

courant de l'affaire. M. Riedl a été contraint, lundi, de renoncer à son projet et fait l'objet aujourd'hui de pressions pour démissionner.

De nombreux responsables, y compris dans les milieux scientifiques, avaient réagi pour demander l'annulation d'une manifestation qui leur paraissait dénuée de toute sensibilité. Non seulement le programme spatial allemand avait été dévoyé par les nazis, mais les travaux sur la base de Peenemünde avaient coûté pendant la guerre la vie à près de vingt mille travailleurs forcés et prisonniers de camps de concentration.

Absence

de sens politique

Les responsables industriels n'ont pourtant renoncé qu'à contre-cœur. Le président de la Fédération allemande de l'aéronautique, M. Karl Dersch, a déploré que la manifestation soit devenue l'objet d'une « discussion politique qui ne

rend pas justice aux faits scientifiques ». Il a regretté qu'on ne puisse pas rendre hommage aux pionniers allemands de la recherche spatiale.

L'initiative témoigne en tout cas d'une curieuse absence de sens politique de la part de responsables d'une industrie spatiale allemande qui a toujours souffert, après avoir été pionnière, de n'avoir longtemps eu qu'un rôle de second plan dans la coopération européenne. Ses initiateurs avaient pour la plupart émigré aux Etats-Unis, comme le célèbre professeur Werner von Braun, un ancien de Peenemünde qui fut le père du programme spatial américain. Selon le porte-parole de la Fédération à Bonn, ces responsables avaient cru bon de saisir une idée lancée par l'ancien ministre-président de la région Mecklembourg-Poméranie-Occidentale, qui voyait là un moyen de relancer une région aujourd'hui déshéritée de l'est de l'Allemagne.

HENRI DE BRESSON

ROUMANIE : les élections présidentielle et législatives

## L'inquiétante percée des nationalistes

BUCAREST

de notre correspondant

« Des unités militaires hongroises sont massées à la frontière pour commencer la guerre. Les leaders de l'UDMR (Union démocratique des Magyars de Roumanie) travaillent main dans la main avec le gouvernement de Budapest. Les organisations comme l'UDMR ont des armes, et des milliers de jeunes de Transylvanie sont partis en Hongrie dans des camps de préparation militaire pour commencer une guerre civile. » Plus de 1,6 million de Roumains, près de 10 % des électeurs, ont voté, dimanche 27 septembre, pour l'homme qui s'exprime posément ainsi, M. Gheorghe Funar, candidat du Parti de l'unité nationale des Roumains (PUNR), arrivé en troisième position à la présidentielle, loin devant le candidat du parti de M. Petre Roman.

« Ceasecru a fait une bonne politique », poursuit le jeune candi-

dat nationaliste (quarante-trois ans) à la coiffure soignée, qui reçoit dans une chambre d'un hôtel de Bucarest, quartier général de sa campagne « à l'américaine mais sans argent ». Mais, nuance-t-il, Nicolas Ceasecru s'est trompé en accordant trop de privilèges à la minorité magyare... bien que le dictateur, inventeur du « national-communisme », ait fermé des écoles hongroises ainsi que le consulat de Cluj en Transylvanie, comme s'en plaign toujours la minorité magyare, qui compte, officiellement, 1,6 million de personnes. Les autorités post-révolutionnaires sont jugées aussi trop laxistes. Alors M. Funar a supprimé « les privilèges » des Magyars depuis qu'il a été élu, en février, maire de Cluj, la capitale de la Transylvanie, région au centre du contentieux historique entre Bucarest et Budapest.

C'est ce que M. Funar appelle « l'application de la Constitution », qui constitue l'essentiel de son programme électoral. Comme celle-ci prévoit que « la langue d'Etat est le roumain », il a fait interdire dans sa commune toute inscription en langue hongroise (même sur les églises). A Cluj, il a aussi soumis toute réunion publique à son autorisation, après avoir interdit diverses manifestations, intellectuelles mais « anti-roumaines ». Il faut assurer la « sécurité de l'Etat », menacée par l'irréductible hongrois.

Les juifs et les Hongrois visés

M. Funar, comme beaucoup de Roumains de Transylvanie, semble persuadé que la Hongrie ne renoncera jamais à ses prétentions territoriales sur cette région. Le candidat propose donc de « tripler les effectifs du SRI », le Service roumain d'information, successeur de la tristement célèbre Securitate, doit beaucoup de membres ont d'ailleurs rejoint son parti. M. Funar exclut évidemment que le PUNR, qui a réuni près de 8 % des voix aux législatives, s'allie avec la Convention démocratique, la coalition de l'opposition « dirigée de Budapest ». Son parti n'est pas le seul à jouer de la corde nationaliste : des vidéos électoraux du Front démocratique de salut national de M. Iliescu (FDSN) ont montré des cartes de la Roumanie amputée de la Transylvanie (par l'opposition) ainsi que des scènes de massacres attribués aux Hongrois. Le FDSN vante d'ailleurs en M. Iliescu l'homme « qui a évité le démembrement du pays ».

Il existe un mouvement « plus conséquent » que le PUNR ou le FDSN : le nouveau parti Romania Mare. La thèse de Romania Mare, qui défend aussi avec acharnement « l'intégrité du pays », est simple : tout ce que le Parti communiste roumain a fait est loin d'être condamnable ; ce qu'il a fait de mauvais est la faute de ses membres juifs ou hongrois. Romania Mare aurait obtenu 4 % des voix. Aujourd'hui, le FDSN de M. Iliescu - qui s'est bien gardé de condamner les uns ou les autres, tout en se prononçant « contre tout extrémisme », particulièrement celui des Hongrois et de l'opposition - pourrait peut-être disposer d'une majorité à la Chambre en s'alliant avec le PUNR et Romania Mare. Le FDSN aura peut-être aussi besoin des élus du Parti socialiste du travail, ouvertement communiste mais aussi nationaliste, si cette formation franchit le seuil des 3 % des voix.

JEAN-BAPTISTE NAUDET

## Italie : « crise de partis en phase terminale »

Les élections communales et provinciales de Mantoue confirment la déroute de la classe politique établie

ROME

de notre correspondant

« Si Mantoue était l'Italie, l'honorable Giuliano Amato, dans le meilleur des cas, serait sur le banc de l'opposition (...) et MM. Forlani, Craxi et compagnie seraient depuis ce matin à la retraite. » Mardi 29 septembre, le quotidien la Repubblica, qui ne résiste jamais à un bon coup de patte contre l'actuelle majorité, a beau jeu de dresser l'état des lieux des dirigeants des grands partis « qui composent la veille, dans une lettre à l'éditeur plus symbolique que réel - en l'occurrence les élections communales et provinciales de Mantoue, en Lombardie - auquel ont pris part un demi-million de personnes, les principales formations qui régissent pratiquement sans partage sur le territoire de l'Italie - en premier chef la Démocratie chrétienne et le Parti socialiste - ont enregistré une cuisante défaite.

Le mot même est bien faible, car si les élections législatives des 5 et 6 avril derniers qui ont montré un net recul des partis traditionnels, ont été considérées comme un « tremblement de terre », le test de Mantoue fait figure d'apocalypse. Que l'on en juge : la Ligue lombarde, qui, aux provinciales d'il y a deux ans, récoltait un petit 12,1 %, s'adjuge la part du lion avec pratiquement 34 %, soit douze points de plus qu'aux législatives. En passant respectivement

de 27 % en 1990 à 14 % et de 14,5 % à 7,2 % la Démocratie chrétienne et le Parti socialiste perdent pratiquement la moitié de leurs électeurs, la jadis toute-puissante DC passant en troisième position derrière un PDS (ex-PCI) à 17,8 % qui sauve les meubles en ne « régressant » depuis les législatives que de trois points. Plus humiliant encore, les petites formations se maintiennent, y compris celle des « socialistes de Marx et Lénine » qui, l'année dernière, ont fondé « Rifondazione Comunista » : un groupe que certains voient à une disparition aussi rapide que certaine. Enfin, plus encore, une obscure « Ligue alpine » fondée par la propre sœur d'Umberto Bossi, chef de la Ligue lombarde, arrive à 6,7 %, talonnant le PSI.

Ligue embourgeoisée

Certes, Mantoue n'est pas l'Italie, et la petite ville, une des plus riches de Lombardie, confirme que, comme tout le reste du nord du pays, elle est particulièrement sensible à la révolte d'une Italie prospère contre « Rome la dépensière », selon la terminologie chère à M. Bossi. Comme elle est peut-être sensible aussi aux autres arguments, pas tous démagogiques, du « Sentier » sur la décentralisation ou

un certain fédéralisme. Faut-il en conclure que la Ligue, désormais « embourgeoisée » et qui siège elle-même à Rome la corruption, aurait pleinement réussi son passage de mouvement de protestation en véritable formation politique, sans perdre une seule miette de sa capacité de contestation ? A moins que ce ne soient les fissures béantes qui affligent à présent la partitocratie italienne qui donnent au « vent du Nord » (autre sobriquet de la Ligue) toute sa force et son tranchant. Les commentateurs ne s'y sont pas trompés qui parlent de « crise de partis en phase terminale », de « catastrophe » ou, plus simplement, de « crise finale ». Tant il est certain que, venant après l'explosion du gigantesque scandale des pots-de-vin de Milan dont les ramifications viennent de toucher la capitale, où ont déjà eu lieu une dizaine d'arrestations, ce test électoral montre assez bien le peu de crédibilité de la classe politique italienne et le dégoût qu'elle inspire à ses électeurs.

Ce n'est pas un hasard si la DC et le PSI, qui sont les deux partis les plus fortement impliqués dans ce scandale, sont les plus sanctionnés. D'autant plus d'ailleurs que, artisans de l'actuelle et branlante majorité (relative) au pouvoir, ils sont aussi les deux partis qui ont donné - par incapacité ? - les signes les plus tardifs et les plus confus d'une volonté de se renouveler. A cet égard, le PDS, sorti affaibli

et encore hésitant de sa douloureuse métamorphose d'il y a deux ans, trouve dans le verdict de Mantoue un signe d'encouragement.

Même symbolique, la leçon sera dure à tirer pour tout le monde. A commencer par le gouvernement du socialiste Giuliano Amato, au corps à corps avec les syndicats et un mouvement de grèves en train de se généraliser contre un plan d'austérité très imparfait mais des plus nécessaires pour l'avenir de l'Italie dans une Europe aux contours incertains. Le succès de la Ligue, dont le chef a prêté à plusieurs reprises le boycottage des impôts, tombe bien mal à propos. Et M. Amato, toujours en quête de crédibilité et qui doit déjà se contenter d'une lire « anesthésiée » depuis plusieurs semaines en marge du SME, devrait dès mercredi, au cours du conseil extraordinaire des ministres, consacré au budget et au plan d'austérité, pouvoir calculer lui-même les effets dévastateurs du vote de Mantoue.

Changements au sommet de la DC

En ce qui concerne la Démocratie chrétienne, c'est chose faite : lundi soir, au cours de la réunion du bureau politique, le secrétaire du parti, M. Arnaldo Forlani, a confirmé qu'il quitterait son poste, ainsi que le président du parti, M. Ciriaco De Mita, lors de la réunion du conseil national, les 11 et 12 octobre. Décision qui, si elle met fin à une situation embarrassante pour M. Forlani (qui après avoir mené sa formation à l'échec des législatives et avoir été battu à l'élection présidentielle avait donné sa démission, mais avait été « congelé » à son poste faute d'un accord pour lui trouver un successeur...), montre à quel point la forteresse « démoc-

## A TRAVERS LE MONDE

GÉORGIE

Deux soldats russes tués à Tbilissi

Deux soldats russes ont été tués et un autre a été blessé, samedi 28 septembre dans la soirée, à l'est de Tbilissi, la capitale géorgienne. Les militaires russes n'avaient pas obéi à l'ordre des policiers géorgiens d'arrêter leur véhicule à un barrage. Les policiers ont alors ouvert le feu.

Cet incident n'a apparemment pas pesé sur la rencontre, lundi à Moscou, entre le président russe, M. Boris Eltsine, et M. Edouard Chevardnadze, le président du Conseil d'Etat géorgien. A l'issue des entretiens, ce dernier s'est déclaré « très satisfait » et a affirmé que le président russe « n'a rien à voir » avec la résolution du Parlement russe, adoptée vendredi, condamnant la Géorgie à propos du conflit abkhaze. Le Parlement avait accusé la Géorgie de ne pas respecter le cessez-le-feu signé début septembre et avait demandé l'évacuation immédiate des forces géorgiennes de cette région.

Par ailleurs, l'état d'urgence a été levé lundi à Natchik, dans la République autonome de Kabardino-Balkarie (nord du Caucase, sud de la Russie), où il avait été instauré la veille en raison d'importantes manifestations. - (AFP, Itar-Tass.)

LIBÉRIA

Massacre de civils

Un porte-parole du Mouvement uni de libération pour la démocratie (ULIMO), M. Joseph Taylor, a confirmé lundi 28 septembre le massacre de dix à quinze civils, vendredi, à Klay (45 kilomètres au nord de Monrovia), par des troupes du Front national patriotique du Libéria (FNPL) de M. Charles Taylor. Des témoins avaient auparavant parlé de « dizaines » de morts. M. Taylor a déclaré que cette estimation était « exagérée ». Il n'a ni confirmé ni démenti les affirmations de l'un des témoins, selon lesquelles les rebelles étaient habillés d'uniformes pris aux soldats de la Force onct-aficaine d'interposition (ECOMOG).

D'autre part, le FNPL et le Front national patriotique indépendant du Libéria (FNPLI) de M. Prince Johnson ont signé un accord destiné à rapprocher les deux groupes rebelles, a indiqué lundi le radio du FNPL. M. Johnson et ses troupes, qui comptent moins d'un millier d'hommes, sont basés à Caldwell, près de Monrovia. Enfin, la flotte de l'ECOMOG a reçu dimanche l'ordre de fouiller les navires arrivant au Libéria, pour empêcher la livraison d'armes dans les ports contrôlés par les rebelles de M. Taylor. - (AFP)

TADJIKISTAN

La Russie envoie des renforts de troupes

La Russie a annoncé, lundi 28 septembre, qu'elle envoie des renforts de troupes au Tadjikistan pour protéger les soldats et les installations militaires russes situés dans cette République d'Asie centrale, en proie à la guerre civile depuis plusieurs semaines.

C'est la première fois depuis la désintégration de l'empire soviétique que le gouvernement russe envoie des troupes supplémentaires hors de ses frontières pour protéger des soldats russes. Peu après cette annonce, le radio tadjik a annoncé que des manifestants s'étaient réunis devant l'ambassade russe à Douchanbé pour protester contre cet envoi de troupes.

Les médias locaux ont fait état, lundi, de très nombreux morts et blessés au cours des derniers jours autour de Kourgen-Toubé, ville du sud du pays où les combats font rage entre partisans et adversaires de l'ancien président Ravshon Nabiev. - (AFP, Itar-Tass.)

**INTERNATIONAL UNIVERSITY OF AMERICA**

CALIFORNIA STATE APPROVED UNIVERSITY - A.C.B.S.P.

220 Montgomery Street ■ San Francisco CA 94104

■ Université à San Francisco, spécialisée en management international, habilitée à délivrer le :

**Ph.D. Doctorate of Business Administration** for International Management

■ Filière d'admission en Ph.D. Doctorate of Business Administration : Diplômés de l'enseignement supérieur en management : Doctorats, MBA, DEA, DESS.

■ Programme résidentiel de 12 mois à San Francisco, au plus haut niveau du management international couronné par une thèse-dissertation de 2 ans hors résidence.

Informations et sélections pour l'Europe : 17-25, rue de Chailion, 75116 Paris - Tél. : (1) 40 70 11 51

Commissaire par International University of America - San Francisco - CA - Programme associé en Aile : AMA HONG KONG



هكذا من لامل

## EUROPE

### La situation dans l'ex-Yougoslavie

#### M. Tudjman va rencontrer M. Cosic à Genève

Le président de la Nouvelle Yougoslavie (Serbie et Monténégro), M. Dobrica Cosic, a accepté de rencontrer, mercredi 30 septembre, à Genève, le président croate, M. Franjo Tudjman, a annoncé lundi à Belgrade le médiateur de l'ONU, M. Cyrus Vance, cité par l'agence Tanjug.

Les conversations porteront sur le règlement de la crise yougoslave et « l'examen des questions litigieuses » entre la nouvelle Yougoslavie et la Croatie, a souligné M. Vance. Les entretiens entre M. Cosic et les deux présidents de la conférence sur l'ex-Yougoslavie, lord Owen et M. Cyrus Vance, ont été qualifiés de part et d'autre

de « positifs ». « Je veux convaincre notre opinion que nous discutons avec des hommes qui nous comprennent et qui désirent nous aider. Nos efforts afin d'instaurer la paix dans l'ex-Yougoslavie seront prochainement couronnés de succès », a déclaré M. Cosic.

Lord Owen s'est déclaré « très satisfait » des « progrès » réalisés à Belgrade pour le règlement de certains problèmes, notamment celui de la réouverture de l'autoroute Belgrade-Zagreb et de la reconstruction du pont de Maslatica (côte croate) détruit durant la guerre. — (AFP)

### Des massacres en Bosnie

Selon les témoignages des gardiens serbes d'un camp de détention installé près de la ville de Brcko, au nord de Sarajevo, ont tué quelque 3 000 détenus musulmans — hommes, femmes, enfants — en mai et en juin derniers. M. Boucher a parlé de « témoignages oculaires crédibles ».

Au moment de ces massacres collectifs de prisonniers, le camp était dirigé par les milices serbes des « commandants » Arkan et Seselj. A New-York, un diplomate d'un pays membre du Conseil de sécurité doit craindre qu'il n'y ait eu dans ce camp des actes de « génocide ». M. Richard Boucher a indiqué qu'un projet de résolution visant à créer une commission sur les crimes de guerre afin d'établir les faits et de poursuivre les coupables serait prochainement présenté à l'approbation du Conseil de sécurité.

#### Polémique à propos d'une intervention

La presse publie des informations concordantes. A la « une », le Washington Post relatait, lundi, un autre massacre de prisonniers musulmans qui aurait été perpétré par les Serbes le 21 août. Des militaires américains ont ouvert le feu sur un convoi de bus transportant quelque 200 détenus (188, selon certains témoignages). Il s'agissait de prisonniers — des hommes et des adolescents — du camp de détention de Trnopolje qui venait d'être évacué et devait être acheminé vers la localité musulmane de Travnik. Selon les témoignages recueillis par le journal, plusieurs dizaines de corps, mutilés, ont été retrouvés dans un ravin au bord de la route. Le Post rapporte encore que les troupes serbes ont lancé une nouvelle vague de terreur et de « purges ethniques » dans le nord-ouest de la Bosnie afin d'en chasser quelque 200 000 musulmans. L'éditorialiste du New York Times qui reprend les informations relatives aux massacres de prisonniers écrit que les milices serbes de Bosnie et l'aviation de Serbie et de Monté-

négo, en violation de toutes les promesses faites aux réunions de Londres et Genève, multiplient les bombardements contre les populations musulmanes. Le grand quotidien new-yorkais appelle à une intervention occidentale pour faire respecter une zone de sécurité dans l'espace aérien bosniaque. « Si les villes assiégées de Bosnie ne sont pas rapidement secourues, poursuit l'éditorialiste, le nombre des victimes va croître : 350 000 hommes, femmes et enfants — près d'un Bosnien sur dix — selon les calculs du gouvernement américain, sont condamnés à mourir durant l'hiver ».

Dans le même quotidien, le chef d'état-major, le général Colin Powell, rétorque, cependant, son opposition catégorique à une intervention de l'armée américaine dans l'ex-Yougoslavie. Le général Powell craint une situation « à la Liban », doute de l'efficacité d'une zone de sécurité aérienne et ne voit pas non plus possible de faire taire les batteries d'artillerie serbes par une série de raids de l'aviation.

Faute d'objets précis permettant une frappe massive et rapide de la part des forces américaines — comme au Koweït et au Panama —, le général se déclare extrêmement réticent à envisager un engagement militaire des Etats-Unis sur un terrain aussi complexe que l'ex-Yougoslavie.

Héritage ou manifestation du « syndrome vietnamien », cette approche, qui serait celle du Pentagone, est critiquée par certains responsables politiques américains. Dans le même quotidien, le démocrate Lee Aspin (Wisconsin), président de la Chambre des représentants, déclare ainsi : « Si nous devons qu'un engagement ne peut être que tout ou rien, et dans ce cas, nous exhortons l'utilisation de la force dans les Balkans, nous envoyons un message dans d'autres parties du monde selon lequel il n'y a pas de sanctions à l'épuration ethnique ; nous ne dissuadons plus personne ».

ALAIN FRACHON

#### M. Dumas parle de « génocide » et demande à l'ONU d'enquêter

M. Roland Dumas a demandé, lundi 28 septembre, aux Nations unies et à la Communauté européenne de vérifier les témoignages parvenus aux Etats-Unis faisant état de l'extermination de 3 000 musulmans bosniaques dans des camps serbes.

« Si ces nouvelles, qui rappellent les heures tragiques que l'humanité a vécues il y a cinquante ans, se révélaient exactes, le génocide serait créé », déclare M. Dumas dans une lettre adressée au secrétaire général de l'ONU et au secrétaire aux Affaires étrangères, M. Douglas Hurd, dont le pays préside actuellement la Communauté. « La communauté internationale ne doit pas tolérer que le moindre doute puisse subsister sur l'existence de faits aussi monstrueux. Je crois donc qu'une enquête internationale permettant de contrôler ces dires doit être menée dans les délais les plus brefs. Il appartient aux Nations unies et à la Communauté, corresponsables de la conférence internationale sur la Yougoslavie, de la diligenter. Elles ont les moyens sur place, si j'en crois les informations qui me sont parvenues ».

Washington a présenté, mardi 22 septembre, aux Nations unies un rapport de neuf pages sur des crimes de guerre présumés en Bosnie, mais les informations sur Brcko étaient de seconde main.

A la suite de précédentes révélations, le Conseil de sécurité des Nations unies avait exigé, dans la résolution 770 du 20 août, l'accès aux camps de détention pour le CICR et les organisations humanitaires. Le

CICR, nous indique notre correspondant à Genève, Isabelle Viduani, a multiplié les démarches pour pouvoir visiter les camps, en particulier ceux de la région nord-est de la Bosnie, où, selon de nombreux témoins, des atrocités étaient perpétrées. Le Comité international de la Croix-Rouge n'a obtenu que récemment l'autorisation de se rendre dans quelques-uns de ces centres de détention, dont celui de Brcko. Ils avaient été pratiquement vidés de leurs prisonniers, et les délégués du CICR n'ont rien pu établir.

L'ONU tente d'empêcher un mouvement de retour des réfugiés croates. — L'ONU a tenté d'obtenir des autorités croates qu'elles empêchent des milliers de réfugiés voulant rentrer chez eux de participer, mercredi 30 septembre, à une manifestation dans une région de Slavonie orientale tenue par les Serbes. Les réfugiés, des Croates chassés l'an dernier par les Serbes de la région du Baranja, ont annoncé qu'ils manifesteraient sans armes, pour obtenir la restitution de leurs maisons. Le Baranja, où vivaient 77 000 Croates et Hongrois de souche, est l'une des quatre zones où patrouille la Force de protection des Nations unies. De nombreux Croates estiment que la FORPRONU laisse en fait les Serbes consolider leurs positions sur ces territoires. — (Reuters)

### Les gamins de Moscou

Suite de la première page

« En hiver, c'est beaucoup plus parce que les gens ont trop froid pour sortir de leur voiture ! Même exagérés, ces chiffres sont énormes : le salaire mensuel minimum à Moscou ne dépasse pas 2 000 roubles et le salaire moyen tourne autour de 3 000 roubles. Andreï gagne tout simplement en un jour autant que son père en un mois ».

Andreï et son équipe ne sont pas seuls. Chacun doit d'abord acquiescer chaque jour, impérativement, une taxe de 1000 roubles auprès des « grands » chargés de les « protéger ». Des « grands », tout juste dix-sept ans, qui répartissent les différentes équipes dans les rues avoisinantes du McDonald's, empêchent les bagarres, fixent les tarifs et payent, à leur tour, des « hommes ». Ces derniers, blouson de cuir noir, mine patibulaire, constituent les troupes de choc des diverses mafias qui sévissent dans la capitale.

« Eux, ils ont vraiment beaucoup d'argent, car ils ont tout Moscou dans leurs mains », dit Andreï, admiratif et craintif à la fois. Il se contente de percevoir leur dû et, sans doute, de mener les négociations avec une police qui, elle aussi, doit percevoir quelques milliers de roubles au passage.

#### Le dollar c'est plus sûr

Andreï n'en a cure. Ce soir, « s'il a bien travaillé », il s'offrira un McDo et prendra le métro pour rentrer chez lui, à Butovo, dans la grande banlieue de la capitale, à plus d'une heure du centre. Là, il va « partager » avec ses parents, ouvriers dans une usine de carton, la recette de la journée. Mais impossible de savoir — on a sa dignité — la somme exacte qu'il reverse. « Au début, c'est vrai que

cela choquait mes parents que je gagne bien plus d'argent qu'eux. Maintenant, ils s'y sont habitués. Après tout, c'est normal, quand on est jeune, on se débrouille mieux ! Le reste de son magot, il le garde, caché quelque part, mais après avoir pris la précaution d'avoir, au préalable, changé ses roubles en dollars ».

Dollars ou roubles : voilà un des grands sujets de conversation d'Andreï et de ses acolytes, Ilouchka, Gregor, Piotr, Sacha, qui font le pied de grue devant le McDonald's. « Les dollars, c'est pour les étrangers, d'ailleurs tous les produits en dollars sont bien plus chers », dit l'un. « Oui, mais le dollar c'est plus sûr », rétorque l'autre. Avec l'assurance d'un vieux cambiste, Andreï lui, a choisi le billet vert. Les plus grands — quatorze ans ? — le charrient. « C'est pour acheter des collants pour ta fiancée ? » A propos, pourquoi des filles ne travaillent-elles pas avec eux ? Réponse unanime : « Ce n'est pas un travail pour les femmes ! » Que pensent ces « gosses du McDo » de la Russie d'aujourd'hui ? Tout et son contraire. Comme tout le monde, d'ailleurs. Ainsi, après avoir affirmé que « c'est Gorbatchev qui est responsable, car il a donné trop de liberté aux gens », ils n'hésitent pas à dire qu'« avant, c'était moins bien, car les gens n'étaient pas libres ». Pour preuve : on se pouvait pas faire tous ces petits méfaits ! Pour eux, Eltsine et Gorbatchev sont des « fous », bien qu'il tout prendre ils préfèrent encore le premier au second.

Quant à Lénine, « c'est un con ! A l'école on nous disait que c'était un type bien, mais, à l'époque, on ne savait pas qu'il avait mis des gens dans des camps de concentration ». En revanche, « Staline a quand même gagné la guerre, même s'il a fait tuer beaucoup de gens ». Comme leurs parents, ils

### Deux écoles, deux mondes

MOSCOU

de notre envoyé spécial

Jeans bien coupés, sweat-shirts confortables, les nouveaux enfants de l'Arbat, renfermés dans l'école du quartier central de Moscou, ne dépareraient pas dans un bon lycée parisien. Beaucoup d'entre eux parlent d'ailleurs très bien le français ou l'anglais, leurs parents, diplomates ou intellectuels, ayant souvent passé de longues années à l'étranger. Dans la classe, vaste et claire, règne une ambiance bon enfant. Quelle est, pour eux, la principale différence entre la Russie d'hier et celle d'aujourd'hui ? « Maintenant, c'est mieux, nous sommes libres, nous n'avons plus à porter l'uniforme », « Et puis, nous n'avons plus à aller chez les pionniers ou les autres organisations de jeunes », ajoute un élève qui, par dérision et sous les rires de toute la classe, met autour de son cou le foulard rouge des Jeunesses communistes.

S'ils font des petits travaux, c'est l'été, pour leur argent de poche. Et pas n'importe quel travail. Une fille répond ainsi qu'elle a aidé sa mère à réaliser une joint-venture avec une société allemande. S'ils ont des conflits avec leurs parents c'est parce que ces derniers « n'aiment pas notre uniformité », « ne font pas les mêmes bêtises que nous », ou encore, disent les filles, « ne comprennent pas qu'on porte des collants ». Ils se savent privilégiés. « Me souviens-tu d'un d'entre eux, à l'époque de la guerre, quand on avait faim ? » « On ne pouvait pas se procurer de la viande, on ne pouvait pas se procurer de la viande, on ne pouvait pas se procurer de la viande... » « On ne pouvait pas se procurer de la viande... » « On ne pouvait pas se procurer de la viande... »

C'est vrai qu'ils sont libres, peut-être même le sont-ils trop : ils peuvent tout lire et tout dire, même des gros mots ! La réponse de la directrice de l'école, avant de regretter la baisse du niveau scolaire. « Avant, il n'y

avait pratiquement que des enfants de l'intelligentsia, maintenant il y a aussi ceux des hommes d'affaires, vous comprenez ? »

#### Avant, on pouvait acheter des bonbons...

S'ils sont aussi adroits que des enfants de l'intelligentsia, maintenant il y a aussi ceux des hommes d'affaires, vous comprenez ?

Avec l'argent, la sécurité est l'une des préoccupations majeures des enfants de la Russie d'aujourd'hui. « On ne peut plus sortir le soir », « nous avons peur de nous faire raptés par les plus grands », « à l'époque de Staline, on pouvait même laisser un vélo devant la porte toute la nuit sans qu'il soit volé ! » Responsables : pour la plupart des élèves de la classe, ce sont « les étrangers ». Ils évoquent le cas de « ces Noirs qui a tué une petite fille qui a pu rentrer dans son pays », ou de « ces Africains qui ont cassé un appartement à Moscou et qui ne l'ont même pas réparé ». Idole des garçons : Schwarzenegger, suivi de James Bond, Sean Connery, la commissaire Catani, héros d'une série policière italienne, Victor Tsot. Les filles vénèrent avant tout Boris et Marianne, les deux héros du feuilleton mexicain le plus populaire en Russie. « Les riches pleurent aussi ». Quels pays voudraient-ils visiter ? Premiers réponses (polles) : « La France ». Secondes (enthousiastes) : « L'Amérique, l'Irlande ».

J.-A. F.

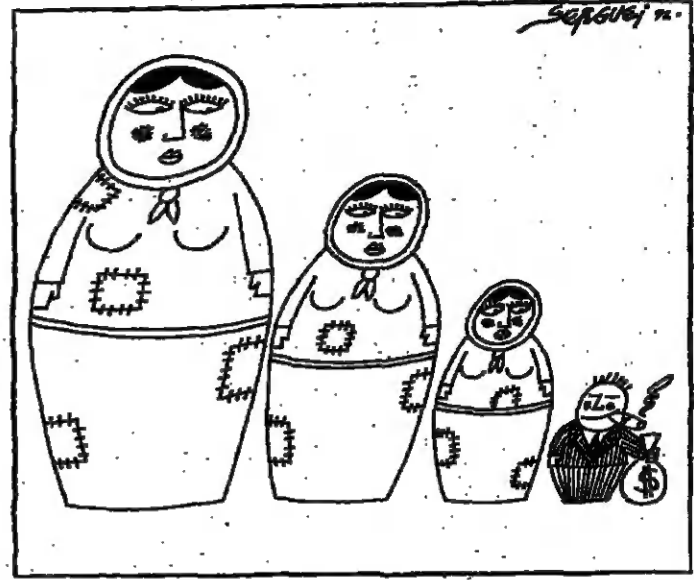
regrettent, malgré tout, le temps de l'URSS et préfèrent « les étrangers » (traduire les Européens de l'Ouest et les Américains) « à tous ces Caucasiens ou ces Azéris ».

#### Laveurs de voitures

Leur avenir ? « Dès que j'aurai seize ans, dit Andreï, j'irai en Pologne acheter des vêtements que je revendrai à Moscou. Ça gagne beaucoup ! ». Plus tard ? Ils rient : « Nous deviendrons les managers de McDonald's ». « Et toi, Andreï, que feras-tu, quand tu seras riche ? » Andreï toute l'ignorance du haut de

« Ce sont les plus souvent les enfants des familles pauvres qui travaillent, poursuit la directrice : ils arrivent complètement épuisés à l'école et la différence de niveau scolaire s'accroît de plus en plus avec les enfants des familles plus aisées. » Autre conséquence : le nombre sans cesse croissant d'écoliers qui abandonnent les cours, parfois des semaines entières.

« Ce sont les plus souvent les enfants des familles pauvres qui travaillent, poursuit la directrice : ils arrivent complètement épuisés à l'école et la différence de niveau scolaire s'accroît de plus en plus avec les enfants des familles plus aisées. » Autre conséquence : le nombre sans cesse croissant d'écoliers qui abandonnent les cours, parfois des semaines entières.



son mètre quarante, relève sa manche d'un coup de tête : « Mais, je suis riche, Monsieur ! » Une Volvo semble vouloir s'arrêter. Andreï se précipite. Le boulot continue.

« Des spéculateurs ! » Aliocha, treize ans, perdu dans sa salopette trois fois trop grande pour lui, n'a que mépris pour « ceux du McDo ». « Nous, nous sommes des travailleurs », dit-il, tout en portant d'immenses seaux d'eau. Son travail : laveur de voitures. Installés sur les berges de la Moskva, près d'une pompe à eau servant théoriquement à alimenter les nettoyeurs municipaux, ils sont une dizaine — « des tris » de l'école ! — présents, mais un peu trop vite sans doute pour être crus — à proposer leurs services aux automobilistes de passage. « Ceux qui ont une belle voiture sont tellement fiers qu'ils sont capables de la faire laver plusieurs fois par jour ! », dit Aliocha qui repère, lui aussi, d'un coup d'œil celui qui voudrait aussi « faire belle figure ».

L'organisation est la même que pour les livreurs de hamburgers : des « grands » qui discutent les prix — jamais moins de 400 roubles pour une voiture — et des hommes de main qui viennent toucher leur redevance. Aliocha a-t-il peur des policiers ? « Pourquoi ? Ils n'ont même pas assez d'argent pour faire laver leurs voitures ! »

Aliocha, de plus en plus trempé à mesure que le temps passe, est discret sur ce qu'il gagne : « environ 4 000 roubles par jour » — et encore plus discret sur ses dépenses. Tout juste consent-il à dire qu'il vient de s'acheter un baladeur. Quand on lui parle de la concurrence éventuelle de stations-service qui pourraient acheter du matériel plus moderne, il répond de lui-même : « S'ils le font, alors, nous aussi, nous mettrons tout notre argent en commun et nous nous paierons une machine ! » Que fait-il de ses roubles ? Lui aussi les change en dollars. « Non pas en dollars, comme vous, dit Aliocha avec condescendance en tentant de prendre l'accent des films noirs américains, nous on se fait des « bucks » (les dollars en argot américain). »

#### Ils ne pensent qu'à l'argent !

Rencontré sur les quais de la gare de Biorossie, but ultime des errances de tous les proscrits de Moscou, Sacha ne doit pas en gagner beaucoup, des « bucks », même s'il affirme récolter 2 000 roubles par jour en vendant au détail des bouteilles de Coca-Cola achetées dans le magasin de gros tout proche. « Je ne dors que trois heures par nuit », Sacha, épuisé, affamé, est quand même fier de dire qu'il donne tout son argent à ses parents. Son copain, un grand blond édenté, avoue qu'il aimerait travailler dans un journal. Sacha, lui, rêve d'une moto et d'un casque « tout rouge ! ».

« On ne peut empêcher les enfants de faire ainsi des petits travaux, estime la directrice d'une école de la banlieue de Moscou, mais, maintenant, cela prend des proportions incroyables : des qu'ils ont plus de douze ans, un quart des

« Et puis, ajoute la directrice, ce n'est pas facile de faire face à des enfants qui gagnent parfois en un jour ce que nous gagnons en un mois. » Beaucoup d'instituteurs reconnaissent ainsi qu'ils se font traiter de « minables » par leurs propres élèves. « Ils ne pensent qu'à l'argent, se plaignent ainsi une professeure de littérature, ils sont complètement obsédés par les dollars ».

JOSE-ALAIN FRALON

#### Pendant onze ans

#### Un officier polonais fut l'une des « têtes » les plus précieuses de la CIA

Un officier supérieur polonais, le colonel Ryszard Kuklinski, a entretenu pendant plus de dix ans avec la CIA, de 1970 à 1981, l'une des plus productives et extraordinaires relations de renseignement, a révélé lundi 28 septembre le Washington Post. Le colonel Kuklinski, aujourd'hui réfugié aux Etats-Unis, avait pris contact avec les Américains au cours d'un voyage à Berlin après les évènements de la Bataille, au cours desquelles, en décembre 1970, l'armée polonaise avait ouvert le feu sur des ouvriers. L'officier polonais, affirme le Washington Post, était désintéressé et n'a jamais été payé pour les quelque 35 000 pages de documents qu'il a transmis au fil des années aux Etats-Unis : c'est par frustration à l'égard de l'empire soviétique sur son pays qu'il s'était décidé à seuler la part. Ses informations se firent de plus en plus précieuses au fur et à mesure qu'il gravissait les échelons de la hiérarchie de l'armée polonaise, jusqu'à devenir un collaborateur direct du général Jaruzelski et officier de liaison avec le maréchal Kucinski, chef des forces du pect de Varsovie à Moscou.

En 1981, lorsqu'il comprit que l'état-major polonais était à la recherche d'une « taupe » en son sein, le colonel Kuklinski demanda aux Américains d'organiser sa fuite, non sans leur avoir fourni tous les plans de l'insurrection de l'état de guerre par le général Jaruzelski, le 13 décembre 1981. Condamné à mort par contumace, il chercha en vain à se faire réhabiliter en Pologne après la chute du communisme et obtint seulement que sa condamnation soit commuée en une peine de vingt-cinq ans de prison. L'existence du colonel Kuklinski et sa défection aux Etats-Unis furent connues en Europe lorsque la revue de l'émigration polonaise à Paris Kultura publia un entretien de lui, plusieurs années plus tard, dans lequel il racontait le rôle des Soviétiques dans l'état de guerre en Pologne. Mais on ignorait jusqu'ici l'étendue de sa collaboration avec la CIA.



# CNAB

Confédération Nationale  
des Administrateurs de Biens

Paris, le 30 septembre 1992

Madame le député,  
Monsieur le député,

Le débat sur la loi de finances pour 1993 revêt une importance exceptionnelle car il s'ouvre alors que l'immobilier connaît une crise sans précédent. Lorsque dès 1990, nous en avons fait l'annonce, les différents ministres qui se sont succédé écartaient courtoisement mais définitivement ces analyses sans, du reste, leur opposer de véritable réponse. Mais, aujourd'hui, nul ne peut nier les graves conséquences de cette situation :

- avec la chute de la construction, ce sont, d'une part de nombreuses entreprises sur l'ensemble de notre territoire qui s'interrogent sur leur avenir et, d'autre part, une aggravation du chômage qui se profile ;
- avec le gel des transactions, c'est une épargne qui ne s'investit pas et des rigidités économiques et sociales accrues qui viennent handicaper l'ensemble de notre économie ;
- avec l'hémorragie du parc locatif, c'est l'ensemble du marché qui voit disparaître son régulateur, ses structures d'accueil pour les jeunes, les personnes âgées et les plus démunis.

Ce constat n'a rien de conjoncturel ni d'irréversible et les termes de l'alternative sont connus : soit la situation continue de se détériorer au risque, à l'instar de ce que nous observons dans certains pays, de destabiliser l'économie entière et de déchirer le tissu social, soit la politique de l'habitat est enfin considérée comme ce qu'elle est, c'est-à-dire un enjeu de première grandeur pour notre pays, méritant des décisions équitables, claires et inscrites dans la durée. C'est cette seconde voie que, comme l'ensemble des acteurs professionnels, locataires, propriétaires, nous souhaiterions voir adopter par le législateur.

Bien évidemment, nous savons que les marges budgétaires sont extrêmement réduites. Mais, compte tenu de l'apport considérable que l'épargne immobilière n'a cessé d'effectuer au budget de l'Etat, réclamer une inflexion des tendances antérieures n'a rien d'inconvenant. Par ailleurs, la maîtrise de l'inflation permet aujourd'hui l'adoption de dispositions qui, tout en étant faiblement onéreuses pour les finances publiques, auraient immédiatement les conséquences positives qui s'attachent aux décisions allant dans le bon sens.

Ainsi, au-delà des indispensables mesures à prendre pour maintenir l'effort de construction et les financements alloués au logement social, trois dispositions seraient de nature à enrayer la disparition du parc locatif et à réhabiliter l'épargne immobilière :

- la première consiste à majorer, pour la porter au moins à 10 %, la déduction forfaitaire des propriétaires bailleurs ;
- la seconde est de pratiquer un abattement significatif des droits de succession pour les propriétaires s'engageant à maintenir, dans le secteur locatif, les biens dont ils héritent ;
- enfin, la troisième est de réduire fortement la durée requise pour bénéficier de l'exonération des plus-values qui, fixée aujourd'hui à trente deux ans, n'a plus la moindre signification.

Hélas, le projet de loi de finances tel que présenté aux media, il y a une semaine, n'emprunte pas le chemin de l'indispensable retour à la confiance susceptible de mobiliser l'épargne immobilière. La majoration du dispositif fiscal Quilès-Méhaugnerie en faveur du logement locatif intermédiaire ne constitue nullement une réponse à la réduction du parc locatif, bien au contraire. Quant au fonds de garantie annoncé il y a un an, il ne saurait faire oublier le niveau très élevé des taux d'intérêt réels.

Inadaptées à la situation présente, ces mesures, rejoignent les deux plans de soutien déjà mis en place en moins d'un an et ne sortiront pas le logement de la crise profonde qu'il connaît.

Sur l'ensemble de notre territoire, les conséquences induites par l'absence d'une authentique politique de l'habitat et de l'épargne immobilière sont bien connues des élus. C'est pourquoi nous voulons encore espérer qu'au cours du débat budgétaire les défis auxquels nous sommes confrontés dès à présent trouveront auprès de vous l'écho qu'ils méritent.

Par avance, nous vous en remercions et vous prions de croire, Madame le député, Monsieur le député, à l'assurance de notre considération distinguée.

Patrice BAZIN  
Président de la CNAB

Marc LANCE  
Président de la CNAB  
Paris Ile-de-France



## AMÉRIQUES

CANADA : le référendum du 26 octobre sur la réforme constitutionnelle

### Le gouvernement fédéral lance une campagne patriotique

MONTREAL  
correspondance

« Achetez canadien », disent les panneaux publicitaires. « Chantons ensemble le Canada », serine depuis des mois une série de publicités télévisées diffusées sur toutes les chaînes. « Ensemble, on peut réussir », renchérit une autre campagne télévisuelle récemment lancée.

Officiellement, ces trois campagnes nationales n'ont rien à voir avec la réforme constitutionnelle sur laquelle se sont entendus, le 28 août, les dirigeants politiques et les représentants des peuples autochtones du pays, et sur laquelle les Canadiens se prononceront par référendum le 26 octobre. Cette réforme est profonde : elle donne aux Américains le droit de former des gouvernements autonomes, elle retouche la répartition des pouvoirs entre Ottawa et les dix provinces, elle met ces dernières sur un pied d'égalité au Sénat sans plus tenir compte de leurs parts respectives de la population, elle introduit dans la Constitution une clause interprétative spécifiant les valeurs et caractéristiques du pays, dont l'existence au Québec d'une « société distincte » francophone.

Si la feuille d'érable du drapeau canadien tapait ainsi les espaces publicitaires, y compris et surtout au Québec, c'est officiellement qu'Ottawa veut célébrer le 125<sup>e</sup> anniversaire de la fédération canadienne, entend promouvoir la compétitivité des entreprises locales et cherche à lutter contre la fâcheuse tendance des Canadiens frontaliers à faire leurs courses aux États-Unis, où, avec l'actuel taux de change, le vie est moins cher. Mais tous les Québécois qui ont vécu, en 1980, la campagne du référendum provincial sur la « souveraineté-association » (le « non » avait emporté à 60 %), ont en tête l'impressionnante publicité fédérale de l'époque contre l'alcool au volant dont le slogan était à l'époque « Non, merci ».

La loi québécoise institue « deux comités-parapluie » du « oui » et du « non », qui sont seuls habilités à faire de la publicité pour leur option et dont les dépenses sont plafonnées (à 3,5 millions de dollars canadiens chacun en 1990 et à 4,6 millions cette fois). Mais le Québec ne peut évidemment pas empêcher le gouvernement fédéral et ses sociétés d'État, telle que la chaîne télévisée Radio Canada, de faire ce que bon leur semble. La loi canadienne, qui régit la campagne actuelle partout sauf au Québec, ne pose en pratique aucune restriction puisqu'un nombre illimité de comités du « oui » et du « non » peuvent être créés.

Messages  
publicitaires

Ces messages publicitaires patriotiques, qui font grincer des dents au Québec, reflètent indirectement la préoccupation des stratèges d'Ottawa : les sondages donnent le « non » largement gagnant au Québec. Or, le gouvernement fédéral de M. Brian Mulroney a déjà exprimé le vœu que le « oui » recueille une majorité absolue dans chacune des dix provinces, sans dire ce qu'il sera fait dans le cas contraire. En tout état de cause, pour valider l'entente constitutionnelle, il faudra que le Parlement de chaque province la ratifie.

Ces publicités donnent aussi le ton du plan de la campagne fédérale : un « oui » à la réforme sera un « oui » à un Canada uni. C'est ce que le premier ministre Mulroney et les chefs des deux principaux partis d'opposition fédéraux, M. Jean Chrétien (libéral) et M. Audrey McLaughlin (social-démocrate) répètent d'un bout à l'autre du pays. Avec des variantes cependant, car si les trois partis ont accepté de faire campagne ensemble pour le « oui », dans un « comité du Canada », la perspective d'élections fédérales l'an prochain reste néanmoins très présente dans les esprits. D'autant que la popularité de l'actuel gouverne-

ment n'a que légèrement bénéficié du déblocage constitutionnel et plébiscite à 20 %.

« Au fond, le référendum est là à l'ide qu'on se fait de ce que signifie être Canadien », résumait M. Mulroney en présentant au Parlement le libellé de la question référendaire (« Acceptez-vous que la Constitution du Canada soit renouvelée sur la base de l'entente conclue le 28 août 1992 ? »). « On est fier d'être Canadien », on ne l'aime ou on n'aime pas le Canada », les leaders de l'opposition, eux, prennent grand soin de mentionner les réserves qu'ils ont sur certains aspects de l'entente constitutionnelle et soulignent les vertus constructives de la critique. M. McLaughlin, chef du Nouveau Parti démocratique, déplore que le projet constitutionnel ne protège pas assez les minorités, les handicaps et les programmes sociaux. Elle regrette qu'un quota de sièges ne soit pas réservé aux femmes au sein du nouveau Sénat. Le principal groupe féministe du pays, qui fait pourtant partie de la clientèle traditionnelle du NPD, fait d'ailleurs campagne pour le « non ».

Réflexe  
provincial

Pour se hisser à la tête du Parti libéral, M. Chrétien avait combattu avec succès le précédent accord dit de « Lac Meeus », qui a échoué en 1990. Celui qui fut son maître à penser, l'ancien premier ministre fédéral, Pierre Elliott Trudeau, vient de dénoncer la nouvelle entente au nom des mêmes principes. M. Chrétien, lui, s'est laissé séduire, parce qu'il croit qu'un règlement du cas échéant à un bout du pays sans risque de se défaire des élections à l'autre bout. Car le réflexe provincial est ancré partout, qui veut que ce qui est bon pour l'Est ne puisse pas être bon pour l'Ouest et que ce qui est bon pour le Québec soit forcément mauvais pour le reste du pays.

CATHERINE LECONTE

ÉTATS-UNIS : la course à la Maison Blanche

### M. Ross Perot fait durer le suspense

L'indépendant Ross Perot hésite et consulte. En principe retiré de la course présidentielle depuis juillet, le milliardaire texan a reçu, à sa demande, lundi 28 septembre, des représentants des états-majors républicain et démocrate pour discuter de son éventuel retour dans la bataille. M. Perot entend faire durer le suspense : il prendra une décision, a-t-il dit, « d'ici à la fin de la semaine ».

WASHINGTON  
de notre correspondant

Sans barguigner un moment, le président et candidat républicain, M. George Bush, et son concurrent démocrate, M. Bill Clinton, avaient immédiatement répondu à la convocation de M. Perot, comme s'il importait de ne pas froisser l'homme d'affaires. Ils ont débouché à Dallas leurs principaux collaborateurs pour une série d'entretiens qui ont constitué une « première » dans l'histoire politique américaine : les candidats à l'écoute des desiderata du non-candidat. Car M. Perot exerce une manière de chantage sur la campagne. Officiellement, il dit n'être préoccupé que du bien du pays et de la manière de lutter contre ce qu'il considère comme le principal fléau de l'économie américaine : le déficit budgétaire.

Il s'agissait donc d'entendre à Dallas les propositions de MM. Bush et Clinton en la matière et, avec les représentants des comités « perotistes », d'en étudier la

portée. Si elles sont jugées insuffisantes par lui et ses sympathisants, M. Perot se vengera dans la course pour y effectuer une mission de « statut public » : se faire le porte-parole du strict programme d'austérité budgétaire qu'il a proposé cet été (après avoir retiré sa candidature).

En fait, les motivations de M. Perot seraient moins nobles et plus complexes. Après des débuts prometteurs, qui avaient suscité l'enthousiasme de millions d'Américains et le dévouement militant de plusieurs milliers d'entre eux, M. Perot avait renoncé à faire campagne, à la mi-juillet, dès les premières difficultés : des sondages médiocres et quelques portraits peu flatteurs dans les journaux. M. Perot, qui avait passé son temps à donner des leçons de morale à la classe politique, était accusé d'abandon de poste.

Un danger  
pour M. Clinton

Blessé dans son orgueil, il en aurait conçu une grande amertume et aurait trouvé un moyen de préserver sa réputation en organisant cette volte-face et ces curieuses consultations sur le déficit. « Ce n'est pas une opération pour le salut de la nation », écrit dans le New York Times son ancien chef de campagne, M. Edward Rollins, « c'est une tentative de sauver la face d'un homme à l'ego malade ». Et comme si M. Bush et M. Clinton, engagés dans une bataille très serrée, ne veulent courir le risque de heurter la moindre fraction de l'électorat, ils ont tous deux joué le jeu que leur imposait l'homme d'affaires texan.

M. Perot n'a, à ce stade, aucune chance de remporter l'élection. Les sondages le confirment à 15 % des suffrages, au mieux. M. Perot n'aurait aucune chance, non plus, de faire adopter par le Congrès son programme de coupes draconniennes dans les dépenses de l'État et de hausses de la fiscalité. Mais M. Perot est inscrit dans les consciences des États de l'Union et, comme août, il a encore dépensé près de 4 millions de dollars pour maintenir un réseau de militants. Cela veut dire que sa candidature

pourrait tout de même bouleverser la physionomie de la bataille.

Dans quel sens ? Toutes les hypothèses sont possibles. Il y a ceux qui pensent qu'une candidature Perot-2 nuirait d'abord à la campagne républicaine. L'indépendant pourrait mordre sur l'électorat conservateur, dans le sud notamment, au Texas par exemple, enlevant des voix à M. Bush et mettant certains de ces États à la portée de M. Clinton. Il y a ceux, un peu plus nombreux, qui jugent qu'une candidature indépendante serait surtout dangereuse pour M. Clinton.

Par son effet de choc, elle bouleverserait la dynamique actuelle de la course qui voit le candidat démocrate confortablement en tête, de neuf à quinze points, dans les sondages. Une telle candidature serait susceptible d'anéantir les voix des « démocrates réagissants » du Middle West dont M. Clinton a besoin : il s'agit de ces électeurs conservateurs, cols blancs et cols bleus, qui ont voté républicain aux trois dernières présidentielles, et qui, confrontés à la récession, seraient, cette fois, déçus, fâchés, de mieux, à revenir dans le giron dans leur parti.

De ces spéculations, il ne faut, officiellement, pas question à Dallas. On parle du déficit. Dans un geste témoignage de la faiblesse de la situation politique actuelle, M. Bush avait délégué certains de ses plus éminents collaborateurs pour aller courtoiser M. Perot. Sa délégation était dirigée par M. Bryant Steward, conseiller de la Maison Blanche pour les questions de sécurité, notamment accompagné d'un des dirigeants de la campagne présidentielle, Robert Teeter, et du secrétaire au logement, M. Jack Kemp.

L'équipe de M. Clinton, repue la première, dans la matinée, comprenait notamment son chef de campagne, M. Mickey Kantor, le sénateur Lyndon Bentsen (Texas), le financier Felix Rohatyn et l'amiral William Crowe, ancien chef d'état-major.

Chaque équipe a assuré que son programme était, bien sûr, le plus proche de celui de M. Perot. Celui-ci, l'air triomphant, manifestement ravi d'être ainsi courtoisé par les « grands » et de faire la preuve qu'il fallait encore compter avec lui, s'est permis de rester au-dessus de la mêlée. Multipliant les

conférences de presse, il a convenu qu'il y avait « de nombreux points communs » entre son programme et celui de M. Clinton mais observé, tout de suite après, que nombre de ses propositions « recourraient » aussi celles de M. Bush.

Séjourant le moment, M. Perot restait énigmatique. Comme on lui demandait lequel des deux candidats en lice il se sentait le plus proche, il répondait « qu'aucune réponse ne serait appropriée pour le moment ». C'était assez vexant et cruel pour les émissaires républicains et démocrates. Mais à jouer les courtisans, ne s'était-il pas mis en position d'être humilié ?

ALAIN FRACHON

BRÉSIL

Les députés se prononcent  
sur la procédure  
de destitution de M. Collor

Les 503 députés fédéraux devaient se prononcer, mardi 29 septembre, sur l'opportunité de l'ouverture, par le Sénat, d'une procédure de destitution du président Fernando Collor de Melo accusé de corruption. Ce vote crucial requiert une majorité des deux tiers des députés, soit 336 parlementaires. Si la majorité des députés accepte le renvoi du président devant le Sénat, M. Collor sera remplacé par le vice-président M. Itamar Franco. Le vote de mardi devait être retenu à partir de 14 heures (18 heures à Paris) sur les chaînes de radio et de télévision du pays. Plusieurs manifestations devaient avoir lieu dans les grandes villes du pays par les partisans de la destitution du président. À Brasília la sécurité a été renforcée dès lundi par l'arrivée de 10 000 gendarmes. (AFP)

Le PÉROU : début du procès du chef du Sentier lumineux. Le procès du chef du Sentier lumineux Abimael Guzman a débuté lundi 28 septembre dans le plus grand secret à San Lorenzo, une île située au large de Lima. Le leader maoïste comparait devant un juge militaire, qui aura dix jours pour rendre son verdict, a précisé à la radio M. Daniel Espinoza, procureur chargé des affaires de terrorisme. (Reuters)

## PROCHE-ORIENT

Une rencontre entre Israéliens et Palestiniens  
sous l'égide des Nations unies

### « Ne laissons pas la région entre les mains de nos extrémistes ! »

LISBONNE

de notre envoyé spécial

Décidément, le climat a changé entre Israéliens et Palestiniens. Comment le nier quand on voit coude à coude, à la même tribune, deux députés de l'État juif, appartenant à la majorité gouvernementale, et deux membres du Conseil national palestinien, le « parlement » de l'OLP ? Quand on les écoute dialoguer, utilement, pendant deux jours ? Quand, au fil des débats, le nom de Yasser Arafat — référence négative inévitable — n'est pas prononcé une seule fois, en bien ou en mal ?

Ces quatre acteurs, parmi d'autres, du drame proche-oriental participaient, l'autre semaine à Lisbonne, à une rencontre à laquelle les Nations unies avaient convié une cinquantaine de journalistes européens. Si un tel dialogue est désormais possible, et profitable, entre les élus des deux peuples — et plus seulement entre universitaires ou dirigeants de l'opposition politique — dénués de responsabilités — c'est bien sûr parce qu'un long chemin a été parcouru depuis la conférence de Madrid, il y a onze mois.

Comme le soulignait M. William Quandt, ancien conseiller des présidents Nixon et Carter, pour la première fois les Palestiniens négocient directement avec Israël, et sans le moindre garant quant à leur destin. « On nous demande d'entrer dans un tunnel, sans nous dire ce qu'il y a au bout », note M. Jamil Hilal, directeur du département de l'information de l'OLP. C'est vrai, reconnaît M. Amicham Burg, « étoile montante du Parti travailliste israélien », mais qu'avez-vous à perdre ? « Prenez ce gel, vous est offert. Ne pensez pas seulement à la solution définitive du conflit. Faites comme les sionistes autrefois : utilisez la technique du saut à l'élastique ! »

« Ce sera  
un solide gaillard »

Pour la première fois, ajoute M. Burg, un gouvernement israélien a sa stratégie autour de la fameuse résolution 242 du Conseil de sécurité — la terre en échange de la paix — et commence, parallèlement à la négociation, à prendre des mesures concrètes pour instaurer la confiance. « Le 23 juin dernier [jour de la victoire travailliste] Israël a définitivement tourné le dos à l'une des options qui s'offraient à lui : maintenir sa souveraineté sur la Cisjordanie et Gaza », renchérit M. Naomi Chezen, député du parti Meretz, à gauche de la coalition au

pouvoir. Il n'empêche : Palestiniens et Israéliens ne font pas la même lecture de la « 242 ».

Les premiers demandent son application immédiate et, en conséquence, attendent de l'occupant un engagement sérieux de retrait. Cette résolution, estiment les seconds, ne concerne que l'étape ultérieure, celle d'un règlement permanent du conflit. Pour l'instant, il s'agit d'aménager — pour cinq ans — un pouvoir palestinien autonome et provisoire.

« Si nous sommes tant attachés à la 242 », s'exclame M. Hilal, « ce n'est pas par félicisme. C'est parce que ce texte est d'une importance stratégique. En exigeant le retrait israélien des territoires, il reconnaît notre droit à la souveraineté et il donne une base matérielle. Sans ce droit, nous ne serions plus un peuple, mais une simple minorité nationale. »

Évoquant l'impénitence des Palestiniens, qui veulent tout de suite un État, le chef de la diplomatie israélienne, M. Shimon Peres, avait ironisé : « Il s'agit d'un enfant sans grossesse ». La formule a fait mouche. « Après vingt-cinq ans d'occupation, dont cinq d'intifada, tous les symptômes de la grossesse sont là, rétorque M. Hilal. La naissance de notre État a même pris du retard. Mais lorsqu'il naîtra, vous verrez, ce sera un solide gaillard ! »

On n'en est pas là. Et si chacun s'efforce d'imaginer l'avenir — État jordanien-palestinien ? commonwealth israélo-jordanien-palestinien ? — il faut, dans l'immédiat, « sortir de cette impasse conceptuelle », William Quandt. Car tout le monde est d'accord : le Proche-Orient bénéficie d'une « cohabitation inhabituellement favorable ». Il faut mettre à profit ce « facteur temps » pour développer une « culture de paix », en multipliant les contacts israélo-arabes, suggère M. Walid Al-Saadi, représentant du prince héritier de Jordanie.

Israéliens et Palestiniens traversent une phase délicate de « décentration psychologique », où l'avenir et le passé restent trop intimement mêlés, où le désir de paix n'a pas encore dissipé la méfiance mutuelle. Il n'est pas facile de « dé-démonstrer » l'ennemi, et de « renoncer une fois pour toutes à une part de ses rêves ». Mais c'est la seule source d'espoir. « Ne gaspillons pas les années qui viennent », conclut M. Burg. Ne laissons pas le Proche-Orient entre les mains de nos extrémistes !

JEAN-PIERRE LANGELLIER

Assassinés à Berlin

### Trois dirigeants kurdes iraniens ont été inhumés à Paris

Les obsèques du secrétaire général du Parti démocratique du Kurdistan d'Iran (PDKI), Sedegh Sharafkandi, et de deux autres responsables de son mouvement, assassinés le 17 septembre dans un restaurant berlinois (le Monde du 19 septembre), ont eu lieu lundi 28 septembre au cimetière du Père-Lachaise à Paris, en présence d'un millier de personnes parmi lesquelles M. Bernard Kouchner, ministre de la santé et de l'action humanitaire.

Comme son prédécesseur, Abdul Rahman Ghassemlou, assassiné à Vienne le 13 juillet 1989, Sedegh Sharafkandi a été inhumé à Paris parce que son corps ne pouvait pas être rapatrié au Kurdistan iranien, le PDKI étant en lutte contre le régime de Téhéran. De surcroît M. Sharafkandi était « un ami de la France », nous a expliqué le directeur de l'Institut kurde de Paris, M. Keadall Nazam.

À propos de l'enquête menée par la police criminelle de Berlin, M. Nazam indique qu'elle a « fait des progrès considérables » sans toutefois aboutir encore à des conclusions définitives. Il ajoute qu'« elle risque d'être longue » et qu'« un comité va se constituer au

Bundestag pour demander qu'elle soit accélérée ». Selon l'avocat allemand, M. Hans-Joachim Ehrig, chargé de l'affaire par le PDKI, les enquêteurs ont pu retrouver les armes du crime — un fusil-mitrailleur Uz4, de fabrication israélienne, et un pistolet de fabrication espagnole, — établir des portraits-robots des assassins, qui seraient au nombre de quatre, et reconstituer leur itinéraire. Mais il n'y a toujours pas de certitude sur leur identité, même si « plusieurs hypothèses et certaines doutes » conduisent à la piste des services secrets iraniens, a indiqué M. Ehrig, lors d'une conférence de presse, le 25 septembre à Paris. Il a fait valoir qu'il suffisait de poser la question : « A qui profite le crime ? » A l'Iran, a répondu, au cours de la même conférence, M. Abdullah Hassanazadeh, membre du bureau politique du PDKI, qui estime que Téhéran peut agir en toute impunité en Europe, en raison de « la position molle et conservatrice des pays occidentaux ». Il souhaite que cette fois l'enquête aboutisse, contrairement à ce qui s'était passé après l'assassinat d'Abdul Rahman Ghassemlou.

M. Na.



ASIE

# Japon : la politique flirte avec le crime

Le dernier en date des scandales jette une lumière crue sur les liens du parti gouvernemental avec le milieu

TOKYO

de notre correspondant

Le scandale Sagawa Kyubin, pour lequel le « parrain » du parti gouvernemental (PLD), M. Shin Kanemaru, a été inculpé lundi 28 septembre, est emblématique d'une pratique publique japonaise : politiciens, truands et entrepreneurs sans scrupules y sont les protagonistes d'une affaire dont l'ampleur dépasse tout ce qui l'a précédée, comme le scandale Rôkoku. Constatant le rôle de l'argent dans la vie politique du pays, elle éclaire un sous-bois giboyeux où se jouent maints intérêts interlopes.

Le pivot de cette affaire sont les malversations de 528 milliards de yens (21,2 milliards de \$) - auxquels s'ajoutent 80 milliards versés aux politiciens de la majorité et de l'opposition - est l'une des sociétés les plus prospères du Japon : l'entreprise de transports rapides Sagawa Kyubin. Fondée en 1957 à Kyoto par celui qui allait devenir président honoraire du groupe, M. Kiyoshi Sagawa, cette petite société de messagerie débuta avec une dizaine d'employés et deux bicyclettes. Aujourd'hui, Sagawa est la seconde entreprise de transports du Japon. Elle compte 20 000 employés, 15 000 camions et 270 établisse-

ments. Le chiffre d'affaires de Sagawa s'élevait en 1991 à 909 milliards de yens. Composée de douze sociétés régionales contrôlées par des entreprises locales « indépendantes », le groupe a atteint une envergure nationale. Sagawa Kyubin Tokyo, au cœur du scandale, était la pièce maîtresse du groupe. « Travailler deux fois plus et toucher trois fois plus » tel était le leitmotiv de son patron. Les salaires des chauffeurs y étaient élevés, mais les conditions de travail très dures : l'entreprise a fait l'objet de sanctions pour avoir violé, entre autres, les lois limitant la durée du travail.

M. Sagawa développe son affaire à la hussarde, en absorbant de petites messageries locales, dont il récupérait la licence, et en exploitant illégalement des itinéraires. Heurts et irrégularités ont marqué l'expansion du groupe, qui s'est appuyé sur deux forces : le monde politique et le pègre. Les truands sont traditionnellement présents dans les transports, comme entrepreneurs mais aussi comme « arbitres » des accidents de la circulation. M. Kiyoshi Sagawa est connu pour être personnellement lié à Toshikazu Togoshi, chef du gang de Kyoto, Aizu no kotetsu, qui lui fournissait ses gardes du corps. M. Sagawa recourait souvent aux « bons offices » de la pègre pour régler ses différends avec des messageries locales récalcitrantes et pour déloger des propriétaires refusant de vendre des terrains dont il voulait faire des dépôts.

Il cultiva en outre ses liens avec le monde politique : pour régler avec le ministère des transports les problèmes provoqués par des infractions répétées, et pour obtenir de nouvelles licences et faire oublier des fraudes fiscales. Au Japon, ce ne sont pas là des pratiques inhabituelles, sinon par leur ampleur. Les choses ont commencé à se gâter au milieu des années 80, lorsque M. Sagawa laissa à M. Hiroyasu Watanabe, président de la filiale de Tokyo, aujourd'hui jugé pour malversations, une marge de manœuvre pour traiter avec le monde politique. Une vraie guerre allait alors opposer les deux hommes. La chute de la Bourse entraîna par ailleurs l'effondrement de montages financiers frauduleux.

Avec M. Watanabe - à l'origine directeur d'une petite société de messagerie absorbée par Sagawa - les pratiques douteuses vont dépasser la « ruse ». L'homme approfondit, tout d'abord, les liens avec le milieu. Par un jeu de fausses écritures, et profitant de l'envolée spéculative, il fournit 124 milliards de yens à des entreprises contrôlées par Ishii Susumu, chef de la seconde organisation criminelle du Japon, le Yagawa-kai. Sortant de prison, Susumu était allié par les manipulations boursières très « juteuses » à l'époque : l'argent de Sagawa, conjugué à l'aide de la maison de titres Nomura.

M. Hiroyasu Watanabe cherchait, par ses largesses, à se constituer un réseau d'appuis pour évincer M. Sagawa. Le duel entre les deux hommes fut à l'origine de la diffusion de rumeurs destinées à se déstabiliser mutuellement, et qui ont fait échoier le scandale.

L'affaire Sagawa confirme, s'il en était besoin, le rôle de l'argent dans la politique au Japon. Ce pays n'a certes pas le monopole de ces pratiques qu'ailleurs, et peu contrôlées par une loi « passoire ». C'est en vertu de ses dispositions, et non de celles concernant la corruption, que M. Kanemaru est poursuivi - avec une clémence qui choque beaucoup de citoyens ici.

Les précédents scandales ne semblent pas avoir servi de leçon aux politiciens : les faits qui leur sont reprochés se sont en effet produits au moment où l'affaire Recruit (délit d'initiales) défrayait la chronique. L'implication dans le scandale Sagawa du gouverneur de Niigata, M. Kaneko, démontre en outre que la décentralisation administrative n'a fait qu'élargir les pratiques du pouvoir central à la province.

Développement troublant, enfin, de ce dernier scandale : les liens du monde politique avec la pègre, même si ceux-ci ne sont pas nouveaux. L'homme d'influence du PLD, M. Kanemaru, semble, pour sa part, avoir été lié avec le truand Ishii Susumu par l'intermédiaire de M. Hiroyasu Watanabe. Le politicien aurait demandé l'intervention d'Ishii en 1987, pour faire cesser le harcèlement dont était l'objet l'ex-premier ministre, M. Takeshita, de la part d'un groupuscule d'extrême droite (Nippon Komito, en fait, composé de voyous), puis en 1988, pour inciter un député conservateur, M. Koichi Hamada, à renoncer à la présidence de la commission du budget. Susumu avait d'autant plus d'ascendant pour convaincre M. Hamada que celui-ci avait appartenu dans sa jeunesse à son gang.

La participation de la pègre aux campagnes de levée de fonds pour le parti gouvernemental est notoire. Cette fois, à en croire le quotidien Asahi, elle semble avoir également joué un rôle dans les arbitrages en coulisses de la fin de 1987, qui se traduisaient par l'arrivée au pouvoir de M. Takeshita.

PHILIPPE PONS

## La province aussi

En même temps, M. Watanabe, qui menait grand train, se montrait généreux avec le monde politique : 40 milliards de yens (3 milliards de \$) furent ainsi distribués à une centaine de politiciens, parmi lesquels figuraient l'ex-premier ministre, M. Nakasone, le ministre des affaires étrangères M. Watanabe, et le ministre des transports, M. Okada. (Mais ceux-ci poursuivent en justice les journaux qui ont mentionné leur nom. Seul, jusqu'à présent, M. Kanemaru a reconnu avoir reçu 500 millions de yens).

## Quand les truands « se lavent les pieds »

TOKYO

de notre correspondant

La pègre japonaise n'est plus ce qu'elle était. L'une de ses traditions séculaires, la section de l'assassin en signe de repentir, est en train de se perdre. A en croire l'Asahi, certains truands se voient se faire désormais greffer un organe pour cacher leur appartenance passée. A noter que quitter le milieu se dit en japonais « se laver les pieds » (ashi o arai).

Un médecin, le docteur Mitsuo Yoshimura, serait passé maître dans la réalisation de ces opérations, qui requièrent une interven-

tion chirurgicale de quatre heures et coûtent 1 million de yens (40 000 francs), somme non remboursée par les assurances-maladie, précise l'Asahi, car ces interventions sont liées à une activité illégale. A la suite des nouvelles lois contre le pègre du début de cette année, la police a lancé une campagne pour la répression des truands. Bien que le pègre ne fasse grand cas, on peut se demander si cette initiative a beaucoup de succès. En tout cas, les « repentis » se bousculent chez M. Yoshimura, dont le carnet de rendez-vous est plein jusqu'en mai.

## CHINE

# Mort de Hu Qiaomu ancien secrétaire de Mao Zedong

PÉKIN

de notre correspondant

Les autorités chinoises ont annoncé lundi 28 septembre la mort, à quatre-vingt ans, de l'idéologue conservateur Hu Qiaomu. De tous les hommes qui firent la Longue Marche en 1934-1936, il était l'un des plus réfractaires à l'ouverture du pays sur le monde moderne. En ce sens, l'hommage funèbre du comité central du PCC annonçant sa mort le décrit avec précision : « Combattant communiste loyal et éprouvé de longue date, révolutionnaire prolétarien, théoricien marxiste éclairé, com-

mentaire politique, scientifique de la société, dirigeant de premier plan des domaines de l'idéologie, de la théorie, de la culture et de la propagande ».

A son tableau de chasse aux succès « bourgeois » - activité qui occupa à peu près toute sa carrière - Hu Qiaomu avait en particulier accroché comme éminent trophée, en 1957, Hu Yaobang, le plus insouciant et libéral secrétaire général à avoir un temps dirigé le PCC. M. Deng Xiaoping avait pu le mettre à la retraite en 1987, mais, de la commission des vieux conseillers du comité central, il continuait à s'opposer, avec Deng Ligu, aux initiatives réformatrices du patriarcat.

Fils d'un propriétaire foncier qui avait été de la politique, Hu avait rejoint le mouvement communiste à Pékin au début des années 30. Devenu secrétaire personnel de Mao Zedong en 1941, il a participé à ce titre à la répression des dissidents au sein du parti à partir de 1942, et contribua activement à la rédaction des œuvres du Grand

Timonier, dont certaines passent pour être de lui.

Disparu dans la tourmente de la révolution culturelle, Hu refit surface en 1974 et reprit sa place parmi les « chiens de garde » du monde intellectuel. On lui doit le cinquième volume posthume des écrits de Mao, ouvrage dont le régime ne se vante plus guère, ainsi que les campagnes de 1983 et 1987 contre « la pollution spirituelle » et le « libéralisme bourgeois ».

FRANCIS DERON

« Nouvel essai nucléaire chinois. Selon l'Observatoire suédois de recherche sur la défense, la Chine a révisé lundi 28 septembre, la Chine a procédé, à la fin de la semaine dernière, à un essai nucléaire d'une puissance estimée de 5 à 20 kilotonnes (la bombe américaine sur Hiroshima avait dégagé en 1945 une énergie inférieure à 20 kilotonnes). Il n'y avait pas eu d'expérimentation depuis mai dernier. » (AFP)

## Les autorités communistes « approuvent » une réincarnation au Tibet

PÉKIN

de notre correspondant

O'Kying Chilai, Tibétain âgé de huit ans, originaire du district de Chamdo, est devenu, dimanche 27 septembre, « Bouddha vivants », avec le soutien appuyé du gouvernement communiste chinois - une première depuis que celui-ci a « libéré politiquement » le Toit du monde en 1950-1951. L'enfant, découvert par les autorités religieuses de Lhasa, a été « approuvé » le 27 juin par le bureau des affaires religieuses de Pékin pour devenir le dix-septième réincarnation de Marpa (1012-1089), fondateur des kagyupas, ou sectes blanches, l'une des plus importantes du bouddhisme tibétain. Il portera le titre de Bouddha Karmapa dans le canon de la secte.

L'agence Chine nouvelle a rapporté que les autorités communistes de Lhasa ont pris part à la cérémonie de consécration du nouveau Bouddha Karmapa au monastère de Tsurphu - depuis l'an 1189 siège des kagyupas - près de la capitale de la « région autonome ». Elle ont remis à l'enfant son certificat « approuvant la réincarnation ». Selon Pékin, la prédiction de l'enfant, Karmapa Rigpe Dorje, décédé en 1981, avait prédit, par testament, que son âme se réincarnerait « en Chine ». Les médias de Pékin, qui ont amplement couvert la cérémonie, ont toutefois omis de préciser un point de biographie du défunt : il avait fui la répression du soulèvement antichinois de 1959 pour fonder un autre monastère, le temple Rumtek, au Sikkim, où il s'est éteint.

F. D.

(Publicité)

Pour accompagner vos C.V.  
Pour renouveler vos papiers d'identité  
Pour offrir à vos amis...

**UNE RÉVOLUTION**  
**DANS LE MONDE DE LA PHOTO**  
**PHOTO SERVICE EVASION**  
26, rue des États-Généraux, à VERSAILLES

C'est l'un des premiers magasins de la région parisienne équipé d'un studio de prises de vue pour photos d'identité sur imprimante photographique. Technologie à la pointe du progrès : vous posez... vous choisissez votre meilleure expression sur un écran vidéo et, 1 minute plus tard, le photographe vous remet 1 cliché de 6 photos d'identité, au format international, en couleurs ou en noir et blanc.

Des photos instantanées d'une qualité parfaite pour seulement 22 F.

AFRIQUE

ANGOLA : à la veille des élections

# Les forces régulières et les troupes de l'UNITA ont officiellement formé une armée « unique »

LUANDA

de notre envoyé spécial

L'Angola n'a officiellement plus qu'une seule armée. Après seize ans d'affrontements, les FALA, troupes rebelles de l'Union pour la libération totale de l'Angola (UNITA) de M. Jonas Savimbi, et les FAPLA, forces régulières du gouvernement, ont été officiellement dissoutes dimanche 27 septembre. Le soir d'annoncer la nouvelle a été laissé à la Commission conjointe politico-militaire (CCPM) (1), à l'issue d'une ultime rencontre entre le président José Eduardo Dos Santos et M. Savimbi, samedi à Luanda.

Les nouvelles Forces armées angolaises (FAA), constituées de soldats issus des FALA et des FAPLA, sont entrées en service effectif lundi après-midi, après que les officiers supérieurs, choisis pour diriger l'état-major, eurent prêté serment. A la tête de l'armée « unique » angolaise, les généraux Antonio Dos Santos Franca, « Ndallu », (FAPLA), et Arlindo Isaac Chenda Pena, « Ben-Ben », (FALA) (2), resteront sous l'autorité de la CCPM jusqu'à la constitution d'un nouveau gouvernement.

## Démobilisation retardée

La dissolution des anciennes forces ennemies, à la veille des premières élections multipartites, mardi 29 et mercredi 30 septembre, était inéluctable. Mais l'épineux problème de la démobilisation n'est pas réglé pour autant. Quelque 35 000 soldats des FALA et 15 000 guerilleros des FAPLA sont encore sous leurs uniformes respectifs, regroupés dans des camps disséminés à travers tout le pays.

Le calendrier de leur démobilisation, précisé dans les accords de paix signés le 31 mai 1991 à Lisbonne par MM. Dos Santos et Savimbi, n'a pas été scrupuleusement respecté. Théoriquement, tout devait être terminé avant la fin du mois d'août. Mais les retards se sont accumulés et les militaires des deux bords qui ne seront pas intégrés au sein de la nouvelle armée angolaise ne sont pas tous retournés à la vie civile.

Au début du mois d'août, trois

avions C-130 américains ont été mis à la disposition du gouvernement angolais pour accélérer le rapatriement des démobilisés vers leurs régions d'origine. En 68 missions, les équipages de l'armée de l'air américaine ont transporté plus de 7 200 anciens soldats et leurs familles. Les autres devront encore patienter avant de rentrer chez eux ou être incorporés dans la nouvelle armée. Celle-ci, qui devrait être forte de 50 000 hommes (40 000 pour l'armée de terre, 6 000 pour l'armée de l'air et 4 000 pour la marine) n'a en fait recruté que le tiers de ses effectifs.

Le problème est crucial car le programme d'aide alimentaire arrive à échéance fin septembre et le mécontentement va grandissant dans les centres de rassemblement où certains militaires séjourneront depuis le printemps 1991, dans des conditions souvent précaires. D'autre part, aucun des deux camps n'a entièrement livré les armes qu'il s'était pourtant engagé à mettre sous le contrôle de la CCPM. L'UNITA entretient toujours une petite armée cantonnée sur la frontière namibienne. Quant au gouvernement, qui dispose de troupes massées dans la province sécessionniste de Cabinda, il vient de créer, avec l'aide de l'Espagne, une force d'élite anti-émeutes, entraînée et bien armée.

Enfin, le Mouvement pour la libération de l'Angola (MPLA) de M. Dos Santos et l'UNITA, qui s'affrontent maintenant sur le terrain politique, ont gardé en réserve une partie de leur machine de guerre. Cette situation, peu conforme à l'esprit du traité de Lisbonne, laisse planer un sérieux doute sur la sincérité des deux signataires des accords de paix.

FRÉDÉRIC FRITSCHER

(1) La CCPM est formée de représentants du MPLA, de l'UNITA et des médiateurs portugais, américains et russes. Elle coiffe les activités de la Commission conjointe de formation des forces armées (CCFA) constituée de membres des FALA, des FAPLA et de militaires portugais, britanniques et français.

(2) Les généraux « Ndallu » et « Ben-Ben » étaient respectivement vice-ministre de la Défense et chef d'état-major de l'armée de l'UNITA.

ALGERIE : un sixième journal interdit. - Le ministère algérien de l'Intérieur a suspendu, lundi 28 septembre, le bi-mensuel A la Une, pour atteinte à « l'unité nationale » et à « l'honneur des forces armées ».

Les rédacteurs de la publication, accusés d'avoir publié des commentaires tentant de « justifier les actes criminels des terroristes et de leurs commanditaires » - référence au Front islamique du salut (FIS) dissous - seront poursuivis pour diffamation, précise un communiqué du ministère. Une loi, promulguée en août par le Haut Comité d'Etat (HCE, présidence collégiale), autorise le ministère de l'Intérieur à fermer pour une durée de six mois toute publication ou établissement dont les activités sont jugées menaçantes pour les « intérêts supérieurs du pays » ou pour l'ordre public. A la Une est le sixième journal suspendu au cours des deux derniers mois. - (Reuters)

ARRESTATIONS EN KABYLIE. - Une centaine d'habitants de la commune d'Al-Aissa-Mimoun, en Kabylie, ont été arrêtés, dimanche 27 septembre, après une manifestation de protestation contre le transfert du siège de la mairie vers un village voisin. Les manifestants avaient dressé des barrières sur l'axe routier Tala-Allam - Tizi-Ouzou (capitale de la Kabylie). Les personnes arrêtées seront notamment poursuivies pour « troubles à l'ordre public » et « atteintes à la possession d'armes blanches ». - (AFP)

DJIBOUTI : deux partis seulement autorisés. - Deux partis politiques seulement, dont le parti au pouvoir, ont été légalisés à Djibouti, a annoncé lundi 28 septembre le ministre de l'Intérieur, M. Ahmed Boulaleb Barret. Il s'agit du Rassemblement populaire pour le progrès (RPP, au pouvoir) et du Parti du renouveau démocratique (PRD) dirigé par M. Mohamed Djama Elabe. La nouvelle Constitution, adoptée le 4 septembre, prévoyait un pluralisme limité à un maximum de quatre partis, mais les dossiers de trois autres mouvements ont été rejetés. Selon le ministre de l'Intérieur, ces formations politiques n'ont pas rempli les conditions nécessaires, « notamment sur la représentation équilibrée des différentes composantes ethniques de la nation ». Des élections sont prévues pour le 20 novembre prochain. - (AFP)

ETHIOPIE : alliance contre le Front populaire en Erythrée. - Quatre mouvements, regroupés au sein de l'Alliance du peuple national érythréen, ont dénoncé, lundi, à Rome, les méthodes du Front populaire, au pouvoir à Asmara, et le risque d'une « nouvelle dictature ». L'Alliance réclame « la convocation d'une conférence nationale comprenant tous les groupes et les forces érythréennes pour réaliser la concertation nationale et établir un pacte national, qui jette les bases d'un Etat indépendant ». - (AFP)

UGANDA : libération de cinquante-neuf rebelles. - Emprisonnés depuis le mois d'octobre 1991, cinquante-neuf rebelles ont été libérés pour insuffisance de preuves, par décision du tribunal de Gulu, une ville du nord du pays, a rapporté, samedi 26 septembre, la presse ougandaise. Ces libérations surviennent alors que des organisations de défense des droits de l'homme, dont Amnesty International, se sont inquiétées récemment de la situation en Ouganda. - (AFP)

TUNISIE : la Ligue nationale des droits de l'homme autorisée à reprendre ses activités. - Le président Ben Ali a autorisé, lundi 28 septembre, la Ligue tunisienne des droits de l'homme (LTDH) à se réunir à nouveau dans ses locaux, fermés depuis le 13 juin dernier. Accusée d'être un « support de l'étranger », l'organisation - la plus ancienne de ce type dans le monde arabe - avait été dissoute après la promulgation d'une nouvelle loi sur les associations. - (AFP)

ZAMBIE : l'ancien président Kaunda dénonce le pluralisme. - L'ancien président Kenneth Kaunda a quitté dimanche 27 septembre la présidence du Parti d'Union nationale pour l'indépendance, qu'il avait fondé en 1959. M. Kaunda, qui a dirigé la Zambie pendant près de trente ans, avant de se retirer à la suite d'élections en octobre dernier, a estimé à cette occasion que le pluralisme constituait « une évolution très triste pour tous les nationalistes qui se respectent ». - (Reuters)

DEMAIN NOTRE SUPPLEMENT

ARTS  
Le Monde et SPECTACLES



هذا من الإيجل

## POLITIQUE

### Un entretien avec M. Jean François-Poncet

« Il serait logique que l'UDF désigne son candidat à la présidence du Sénat » nous déclare le sénateur de Lot-et-Garonne



Rédu sans difficulté sénateur de Lot-et-Garonne, où l'on avait pourtant voté majoritairement « non » au référendum sur l'Union européenne, M. Jean François-Poncet, président du conseil général de ce département et militant déterminé de l'Europe - il préside la branche française du Mouvement européen, - déclare, dans l'entretien qu'il nous a accordé, que la future présidence du Sénat devra appartenir à la majorité pro-européenne de cette Assemblée. Il souhaite que les groupes de l'UDF se réunissent pour choisir un candidat en leur sein.

« Dix jours à peine après le référendum, ne sommes-nous pas déjà bien loin des rapprochements qui ont pu s'esquisser entre pro-européens de droite et de gauche pendant la campagne ?

« Je ne me suis jamais attendu, contrairement à ce que certains ont pu dire, à ce que le débat européen et le vote sur le référendum conduisent vers Dieu sait quelle recombinaison de la vie politique française. L'Europe est un cadre beaucoup plus qu'un contenu. Sur le cadre, on peut et on doit débattre des frontières habituelles de la vie politique, comme on le fait depuis longtemps pour la force de frappe, mais ces frontières représentent toute leur signification et toute leur importance dès que l'on parle du contenu.

L'Europe n'est ni de droite ni de gauche. Elle est fondée, c'est vrai, sur l'économie de marché, mais celle-ci n'est plus, elle n'a plus, ni de droite ni de gauche. N'avons-nous pas rejoint nos amis allemands, pour qui l'économie sociale de marché est, depuis quarante ans, le dénominateur commun de la vie politique ? Il n'y a pas, pour autant, de recombinaison de la vie politique allemande. Ne faut-il pas que, dans une grande démocratie,

quelques questions majeures fassent l'objet de majorités d'idées, ce qui ne veut pas dire que celles-ci permettent de construire des majorités parlementaires ?

« M. François Mitterrand peut-il tirer profit du score très modeste du « oui » au référendum ?

« Le président de la République ne sort de l'épreuve ni affaibli ni conforté. S'il avait été seul à prôner le « oui », c'est le « non » qui l'aurait emporté. Chacun reconnaît ce que le « oui » doit aux leaders de l'opposition. Il ne s'agit pas, pour autant, de sous-estimer la contribution du président, et, notamment, son intervention télévisée.

« La France ayant rempli son contrat, M. Mitterrand doit-il songer à se retirer ?

« C'est une décision qu'il lui appartient de prendre. Les exhortations des uns et des autres, surtout à propos d'un homme qui n'a aucun problème de santé, ne peuvent que le fatiguer.

« L'opposition doit-elle alors se poser des maintenant la question de la cohabitation ?

« Le sujet mérite débat. Je comprends que l'opposition se sente peu attirée par la cohabitation, compte tenu de l'expérience faite de 1986 à 1988. L'opposition peut-elle, pour autant, renoncer à constituer un gouvernement ? Je suis de ceux qui pensent que ce ne serait pas contribuer à la Constitution. Il faut respecter les institutions, qui sont l'un des grands acquis de la Ve République. C'est un « patch institutionnel ».

#### L'aménagement du territoire

« Le référendum et ces considérations tactiques vont-ils peser sur l'élection du successeur de M. Alain Fauriol à la présidence du Sénat ?

« Toutes les élections sont tributaires de leur contexte politique. Bien sûr, les Assemblées, et, singulièrement, le Sénat, ont leur vie propre. Les alchimies y sont mystérieuses et imprévisibles. Cela dit, il serait paradoxal que le président du Sénat ne soit pas en harmonie avec la très large majorité de la Haute Assemblée, qui a voté en faveur de la modification de la Constitution, nécessaire à la ratification du traité de Maastricht. Il serait logique, d'autre part, que les sénateurs membres des différents groupes se reconnaissent dans l'UDF se réunissent pour choisir, en leur sein, un candidat.

« Qu'est-ce qui les en empêche ?

« Il y a, dans ces groupes, des sénateurs qui ne sont pas membres de l'UDF et qui ne souhaitent pas forcément s'associer à une telle démarche. Il y a, aussi, des préoccupations individuelles, l'espérance qu'un moment un autre, elles pourront être surmontées.

« Que pensez-vous des craintes exprimées par M. Charles Pasqua de voir l'élection à la présidence du Sénat se faire sous l'égide de l'UDF ?

et le RPR ne parviennent pas à s'entendre ?

« Les « primaires » au sein de l'UDF constituent un excellent moyen d'empêcher cela. Si un candidat est désigné par les sénateurs UDF, qui sont les plus nombreux, l'imaginer qu'il n'aura aucun mal à réunir autour de lui la majorité sénatoriale.

« Souhaitiez-vous être ce candidat ?

« J'appartiens à un groupe modeste du Sénat. Cela ne me qualifie pas pour être élu. Je ne me suis pas présenté pour me mettre en avant.

« Quel est le candidat idéal selon vous ?

« Quelqu'un qui permette au Sénat de jouer le rôle qui lui revient. Nous sommes entrés dans une phase difficile de la vie politique française. Il va falloir, enfin, prendre des décisions importantes, qui ont été sans cesse reportées. La navigation sera difficile.

« Le Sénat doit se faire entendre, notamment dans un domaine que les résultats du référendum ont mis en lumière de manière aiguë : l'aménagement du territoire. A force d'avoir été trop négative, cette question crée une véritable angoisse dans une grande partie du pays, dans cette France rurale. Près de 40 % du territoire national sont en voie de désertification. Il y a un équilibre à rechercher entre la région parisienne, les grandes métropoles régionales et l'espace rural, qu'il faut, à tout prix, revitaliser.

« Par ailleurs, un certain nombre de grandes réformes vont s'imposer en matière d'éducation, de justice, de fiscalité et de protection sociale. Il me semble que le Sénat, composé d'hommes d'expérience, fût une aide précieuse à la gestion locale et régionale, à un rôle très important à jouer dans l'examen de ces réformes. Le cas de la révision de la Constitution prouve, si besoin était, qu'il sait prendre ses responsabilités.

Propos recueillis par GILLES PARIS

#### La préparation des élections législatives

### M. Poperen ne sera pas candidat

LYON

de notre bureau régional

La dernière réunion du comité directeur du PS, le 23 septembre, l'en a, affirme-t-il, convaincu : la « composition », à gauche, ne se fera pas à partir du seul Parti socialiste. C'est la raison pour laquelle M. Jean Poperen, dans une interview publiée par le Progrès de Lyon du 29 septembre, lance un nouveau et sévère avertissement aux socialistes, en annonçant qu'il ne se présentera pas aux prochaines élections législatives. Maire de Meyzieu (Rhône) depuis 1977, âgé de soixante-sept ans, l'ex-numéro deux du PS avait été élu député de la treizième circonscription du Rhône en mars 1973. Réélu sans discontinuer, il avait laissé son siège, en juin 1988, à son suppléant, M<sup>me</sup> Martine David pour prendre le portefeuille de ministre des relations avec le Parlement, qu'il avait conservé jusqu'à avril dernier. M. Poperen souhaite que M<sup>me</sup> David soit investie par le PS dans sa circonscription.

Selon M. Poperen, qui a adressé une lettre à M. Laurent Fabius pour l'informer de sa décision, « le PS a perdu le contact avec une partie de son

électorat, (...) qui attendait que nous luttions contre une société inégalitaire à plusieurs vitesses ». « Une partie de notre électorat est partie vers le Front national. (...) Une autre s'est tournée vers l'écologie », explique-t-il. Partant de ce constat sévère, le maire de Meyzieu s'interroge sur la capacité du PS à remonter la pente d'ici au printemps prochain. Fidèle à son idée de « nouveau contrat social », il réclame la tenue d'une « grande négociation sur le temps de travail et la redistribution de l'emploi ».

Le fond de son message est la conviction, selon les termes de sa lettre à M. Fabius, que « le tissu politique, à gauche, est à refaire ». La recombinaison « ne pourra pas se faire seulement avec ce qui est devenu le PS », déclare-t-il dans le Progrès. En conséquence, il appelle de ses vœux « une grande alliance des forces de mouvement et de progrès, de l'extrême gauche à l'extrême centre, c'est-à-dire tous ceux qui ont le souci que, dans le domaine social, on inverse la tendance ». Une convergence qui pourrait aller de M<sup>me</sup> Arlette Laguiller à M. Bernard Stasi.

ROBERT MARMOZ

### Le maire d'Albi contre M. Quilès

ALBI

de notre correspondant

Candidat à la succession de M. Pierre Bernard, député élu dans la circonscription d'Albi-Carmaux, M. Paul Quilès, ministre de l'Intérieur, devra compter avec le maire d'Albi, M. Michel Castet. Ce dernier s'est déclaré candidat à la candidature dans cette circonscription dont les sections socialistes sont appelées à voter d'ici au 15 octobre. Après avoir conduit la liste socialiste aux élections régionales dans le Tarn, M. Castet, victime d'une « triangulaire » aux cantonales, appartenait au conseil de M. Lionel Jospin, majoritaire au sein de la fédération socialiste, mais menacé d'éclatement.

Le premier secrétaire fédéral et les cinq secrétaires fédéraux ont remis leur démission pour protester contre « l'absence de débat préalable à l'arrivée de M. Quilès » (Le Monde du 12 septembre). Parallèlement, nombre de jospinistes tarnais restent favorables à une candidature du ministre de l'Intérieur. La dernière réunion de la commission exécutive fédérale, le 25 septembre, a consacré le désaccord profond qui mine le courant jospiniste, et c'est un parti sans direction fédérale qui attend désormais l'arrivée de M. Daniel Vaillant, chargé des fédérations au secrétariat national, le 6 octobre, afin de trancher ce différend.

JEAN-PIERRE BARIJOU

#### Le « système de Villiers » en procès

### Le réveil de l'autre Vendée

LA ROCHE-SUR-YON

de notre envoyé spécial

Une semaine après Maastricht, Philippe de Villiers ne reconnaît plus ses gens. Comme ses bénévoles du Puy du Fou qui garantissent depuis près de quinze ans le grand spectacle annuel d'une insurrection de 1793 revisitées, il pensait une fois encore que les Vendéens le suivraient les yeux fermés dans son combat, « les blancs » du « non » contre les « bleus » du « oui ». Que le bon peuple devint, respectueux des usages en cours dans le bocage, viendrait remercier son hôte d'une si juste et honorable bataille. Bref, pour parler sans façon, qu'à l'heure où il se sent inégalement appelé par un grand destin national, on ne se retrairait point en tête, sur ses terres, de venir chahuter autour du château.

Dès lors, les conseillers généraux de sa majorité avaient été instamment priés de ne point faiblir dans la dénonciation d'un traité « bradant l'économie vendéenne ». Avec les mêmes arguments qui généralement ne se discutent pas, les patrons du département avaient été également vivement convaincus à s'associer à cette grande croisade. Journal du département, tracts multiples, tout devait être mis au service de la grande cause et du grand homme. La Vendée, pour son avenir et celui de son nouveau héros, se devait cette fois de s'insurger contre les troupes bruxelloises.

Le 20 septembre, la Vendée s'est effectivement réveillée, mais c'est M. de Villiers qui, depuis, ne dort plus. Tandis qu'à Paris il ironisait sur le « oui » pensif, étiolé, assoupli et équivoque des Français à Maastricht, les Vendéens le provoquaient à leur tour avec un « non » pouvant accepter les mêmes qualificatifs. 50,3 % pour un « non » que tout le monde, sur place voyait à plus de 60 %, succès net du « oui » dans son canton de Montalgu et dans son fief des Herbiers. M. de Villiers est tombé de haut.

Il aurait dû se méfier. Passionné par sa propre histoire, M. de Villiers a fini par oublier l'histoire, pas si ancienne, de son département. Celle qui vit par exemple, juste au lendemain de la dernière guerre

mondiale, le journal Ouest-France, le MRP et le syndicat paysan de la Jeunesse agricole chrétienne (JAC) se liguaient contre la droite des châteaux et de l'ordre moral qui s'était imposée. Car c'est bien cette Vendée-là qui s'est à nouveau levée. Ouest-France, avec ses soixante-deux mille exemplaires vendus quotidiennement dans le département, a milité sans réserve pour les progrès de l'Europe. M. de Villiers n'est pas pris de lui pardonner. Dès le soir des résultats et sans la moindre gêne, il a dénoncé « cette campagne très inégale » imputable « à la pression électorale » par ce journal. Lequel en est venu à s'étonner malicieusement que « toute position contraire à la position dominante » puisse être considérée en Vendée comme « une insulte ». C'est ensuite le vieux terrain de la démocratie chrétienne, que M. de Villiers pensait avoir définitivement condamné à la jachère, qui est remonté à la surface pour réaffirmer certaines valeurs humanistes et européennes. Pour symboliser l'affirmation d'un christianisme éclairé qui ne veut pas s'identifier à toute forme d'intégrisme politique. Non sans mal. M<sup>me</sup> Nicole Fontaine, vice-présidente du Parlement européen (CDS) fut la première, au tout début de juillet, à oser engager la campagne du « oui » à La Roche-sur-Yon. La maire socialiste M. Jacques Audureau, était présent ; les élus de droite se firent, dans un bel ensemble, excuser.

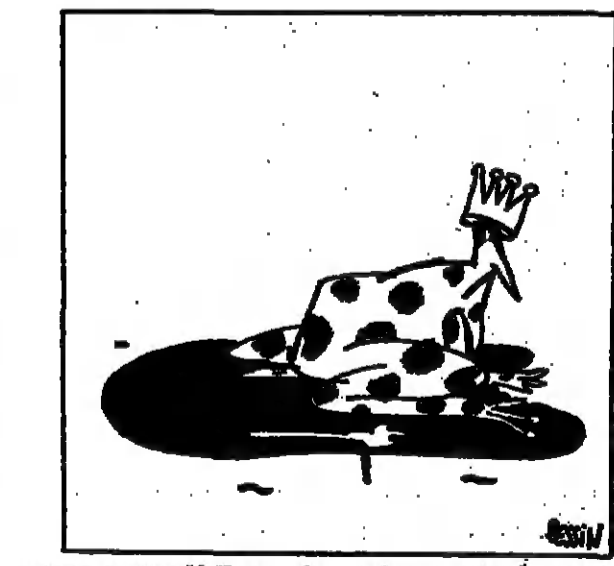
#### Le bocage aux quatre cents coups

Pour l'ancienne responsable de l'enseignement catholique, qui s'attendait à un tout autre accueil, ce fut la révélation que « la KGB n'avait pas complètement disparu ». Son propos fit grand bruit. Il fut un détonneur. Les militants centristes ont commencé sur place à relever la tête. Avertis des secrets consignes de l'état-major parisien de l'UDF « de ne pas faire de vagues en Vendée », ils ont appelé à leur secours MM. Méhaignerie et Bosson, qui ne pouvaient plus se retrancher. A leur tour, ils sont venus et ont vu. « C'est une véritable

déclaration de guerre », a averti M. de Villiers. Je saurai en tirer les conséquences. Ils attendent. C'est enfin toute une partie du patronat local qui n'a pas craint de se faire entendre pour dénoncer, comme jamais il ne l'avait fait, les exhortations de M. de Villiers. Président d'un groupe industriel des Sables-d'Olonne et ancien président de la chambre de commerce et d'industrie de Vendée, M. Yves Tesson a fait longtemps confiance à M. de Villiers au point de devenir actionnaire de sa radio. Alouette-FM. C'est en écoutant un soir de fin juillet cette même radio qu'il s'est dit son tour réveillé. « Quand j'ai entendu, raconte-t-il, Philippe de Villiers raconter que 30 % des emplois vendéens seraient menacés par Maastricht, que chaque famille vendéenne allait devoir payer 1200 F par an d'impôts supplémentaires, j'ai été ébahi. Trop, c'était trop. »

Avec son fils Jean-Eudes et un de ses collaborateurs, Pierre-Louis Santos, il s'est impliqué dans l'Association des Vendéens pour Maastricht et pour l'Europe, parrainée par deux autres enfants de la Vendée qui ont réussi à Paris, MM. Michel Albert, président des AGF, et Didier Pinesu-Valencienne, président-directeur général du groupe Schneider. Quand il fut rapporté que le premier, celui-là même qui avait fait connaître en 1984 M. de Villiers au cours d'une mémorable émission télévisée qu'il s'appelait « Vive la crise », dénonçait maintenant « ces menaces », que le second, celui-là même qui avait été sollicité par M. de Villiers lui-même pour prendre la tête de la liste de l'opposition aux élections régionales de mars dernier, constatait à présent qu'une « véritable chape de plomb » s'était abattue sur la Vendée, cela mit aussi le bocage aux quatre cents coups.

La campagne est close, mais tous ses débats ont laissé des traces, sans doute plus profondes qu'il n'y paraît. Pour la première fois, c'est la personnalité de M. de Villiers et ses méthodes, ce que d'aucuns appellent le « système de Villiers », qui se trouve publiquement en procès. « Une véritable cour s'est installée autour du



monarque, constate M. Tesson. On a l'impression d'un énorme glâche. Ce type avait un talent fou, mais maintenant on a le sentiment qu'il va de son succès médiatique, il se sert plus de la Vendée qu'il ne la sert.

Certains responsables politiques commencent aussi à sortir de l'ombre. M. Michel Crucis, sénateur (Rég. et ind.), prédécesseur de M. de Villiers à la présidence du conseil général, reconnaît aujourd'hui que « la déshérence du climat avait commencé bien avant la campagne de Maastricht ».

#### Une escroquerie intellectuelle

Beaucoup s'élevaient contre l'image déformée, encombrante et pour tout dire passifiste que M. de Villiers donne de la Vendée. C'est aussi cette ironie-là que les Vendéens du « oui » ont voulu faire percevoir. Leur pari sur l'Europe était le pari d'une Vendée ouverte, dynamique, moderne et sûre d'elle. Ils reprochent à M. de Villiers de cultiver l'envie « le mystique vendéen ». Pour M. Bernard de Singly, professeur d'histoire et responsable de la Société d'émulation de la Vendée, M. de Villiers « fait un usage abusif de la mémoire vendéenne, en se servant du sou-

venir comme d'une arme politique contre la gauche ».

Personne en Vendée ne veut occulter ce passé, mais cette histoire utilisée comme un fonds de commerce électoral aussi bien que la guerre scolaire entre privé et public régulièrement alimentée par le conseil général héritent de plus en plus les épidémies. Son combat pour « ces » valeurs n'est pas celui de toute la Vendée. Les Vendéens aiment qu'on le sache. « L'erreur de Philippe de Villiers, estime Pierre-Louis Santos, est de faire semblant de confondre la Vendée réactionnaire et la Vendée conservatrice. Il y a à une espèce d'escroquerie intellectuelle. »

« Le temps n'est plus, ajoute M. Jean-Pierre Leloup, président du CDS du département, où, dans le même village, il y avait un trottoir pour les catholiques et un trottoir pour tous les autres. Nos militants sont de plus en plus gênés par son discours moraliste qui désigne d'emblée les bons et les mauvais. »

Les patrons de la Vendée qui se sont engagés pour l'Europe ont voulu, eux, signifier à M. de Villiers qu'il était temps pour lui de vendre « une Vendée dynamique et moderne » plutôt que de vouloir en faire « une réserve d'Indiens ». Qui ne connaît aujourd'hui le Puy-du-

Fou ? Mais qui sait que ce département entretient un élevage de pointe, un secteur PMI-PME extrêmement performant à tel point qu'on a pu parler des « Japonais de l'Ouest » et de bien d'autres atouts. Ces patrons-là sont en colère.

« Nous sommes prêts à aller plus loin dans l'affirmation de nos convictions », affirme M. Tesson. L'Association qu'ils ont lancée ne s'est pas dissoute. Elle pourrait jouer un autre rôle aux prochaines élections législatives. Prêt à parler d'une nouvelle convergence entre les humanistes venant de la démocratie chrétienne et de la social-démocratie, M. Audureau a déjà fait savoir qu'il était prêt à soutenir tous ceux qui avaient pris clairement position contre M. de Villiers. Fortifiés par cette campagne, les centristes sont aussi enclins à ne plus se laisser mener par le bout du nez. L'ennemi intime de M. de Villiers, l'autre député UDF de Vendée, qui a fait sans trop d'excès campagne pour le « oui », M. Philippe Mestre, reste, lui, plus prudent.

Pour l'heure, M. de Villiers feint de considérer toute cette agitation avec dédain. Il est touché, mais il s'efforce d'afficher le calme des vieilles troupes. Rien de ce qui est raconté dans les journaux n'est vrai : qu'on se le dise, « la Vendée n'est pas l'Albanie ». Lui, déstabilisé ? Rendez-vous aux prochaines élections législatives pour un grand chahut dont on reparlera. La Vendée aime de Villiers et de Villiers aime la Vendée. M. de Villiers compte sur son talent et son charisme pour rassembler de nouveau la Vendée derrière lui.

Il ne regrette rien. Tout s'est très bien passé, son « indice de notoriété » a fait un bond impressionnant. Il a encore dans les oreilles les clameurs des foules qui remplissaient ses salles. Il s'impose « une dette médiatique », mais son combat continue. Jadis M. de Villiers, jamais avare de bons mots, fustigeait ceux « dont la tête enfleait comme choux-fleurs sous une serre bretonne ». C'était jadis !

DANIEL CARTON



مركز من الامم

• Le Monde • Mercredi 30 septembre 1992 9

NIGEL MANSELL: 9<sup>e</sup> VICTOIRE



## NON, NIGEL MANSELL NE TIRE PAS SA FORCE DES ÉPINARDS.

ESTORIL PORTUGAL 92, PREMIÈRE VICTOIRE EN FORMULE 1 D'UN BIO-CARBURANT ELF A BASE DE BETTERAVES

**N**on, Mansell ne tire pas sa force des épinards. Non, il ne tire pas sa force de ses cheveux comme le malheureux Samson et sa divine Dalila, et encore moins de sa moustache. Sa force lui vient des betteraves. Mais pas n'importe lesquelles. Celles préparées par Elf, qui n'y connaît rien en cuisine, mais est incollable question essence. Car dans le réservoir de Mansell, il y avait un carburant Elf contenant 10% d'un composé d'éthanol\* issu directement de la transformation des betteraves. Ainsi Elf prouve qu'en essence, grâce à la recherche, la passion a toujours raison.



ELF. LA PASSION A TOUJOURS RAISON

\*ETBE



### Après son échec aux cantonales et sa marginalisation dans la campagne du référendum

## Le Front national va célébrer dans la morosité son vingtième anniversaire

Décidément, M. Le Pen et son Front sont au creux de la vague. Un sujet qui ne sera sûrement pas au programme de la réunion, le 11 octobre, du conseil national.

Dans un entretien au *Figaro* du 29 septembre, M. Philippe de Villiers confirme son opposition à toute forme de collaboration. « *La France*, explique le président de Combat pour les valeurs, est dans état lamentable. Notre pays ne peut se payer le luxe d'une demi-alignance (...). Pendant que nos amis seraient empiétés dans la mise en œuvre de leurs réformes, malgré les chicanes du président, et s'efforceraient de gérer tout bien que mal les problèmes insurmontables qui en résulteraient, la gauche se préparerait à toucher les dividendes de cette « coalition. »

A l'heure où l'attaque aux retombées et aux

هكذا من الأهل



MÉDECINE

L'autorisation de mise sur le marché d'un nouveau médicament antimigraineux

# Un rapport recommande aux pouvoirs publics de sanctionner la campagne promotionnelle du Sumatriptan

Le ministère de la santé a annoncé, lundi 28 septembre, qu'il autorisait la mise sur le marché d'un nouvel antimigraineux, le Sumatriptan, produit par la firme Glaxo (le Monde du 29 septembre). Dans un rapport remis à M. René Teulade, ministre des affaires sociales, M. Catherine Labrousse et le professeur François-Claude Hugues (hôpital Laennec, Paris) par M. Bruno Durioux, alors ministre délégué à la santé, sur le point d'être remis à M. René Teulade, le rapport recommande la campagne promotionnelle dont avait fait l'objet le Sumatriptan depuis deux ans.

Il aura donc fallu deux ans pour que les autorités sanitaires françaises décident d'autoriser la commercialisation de Sumatriptan. C'est en effet le 28 septembre 1990 que furent publiées, dans l'encadré du huitième Miroir, les conclusions du rapport de la Commission internationale de l'Union internationale des pharmaciens (CIP) sur le Sumatriptan. Les résultats de plusieurs études tendent à montrer que ce produit est une efficacité certaine dans le traitement des crises migraineuses. Relayés par de nombreux articles de presse, ce symposium marqua le début de « l'affaire Sumatriptan ».

Il s'ensuivit d'innombrables épisodes qui virent les laboratoires Glaxo et le ministère français des affaires sociales s'affronter à coups d'articles de presse et de millions de francs : Glaxo souhaitait tout naturellement faire profiter le plus grand nombre de cette nouvelle avancée thérapeutique, tandis que le ministère estimait que le prix réclamé par la firme pharmaceutique était difficilement compatible avec la politique de maîtrise des dépenses de santé qu'il entendait promouvoir. Jamais, sans doute, le nom d'un médicament ne fut à ce point connu des prescripteurs et du

grand public avant d'être autorisé. En juin 1992, alors que le Sumatriptan était commercialisé dans dix-huit pays, plusieurs journaux firent état des effets secondaires graves provoqués, dans de rares cas, par la molécule. Au même moment, on apprit que le rapport demandé le 16 mars à M. Catherine Labrousse, professeur de droit, et au professeur François-Claude Hugues (hôpital Laennec, Paris) par M. Bruno Durioux, alors ministre délégué à la santé, sur le point d'être remis à M. René Teulade, le rapport recommande la campagne promotionnelle dont avait fait l'objet le Sumatriptan depuis deux ans.

Trois mois plus tard, c'est donc chose faite : une autorisation de mise sur le marché (AMM) a été accordée au Sumatriptan. Dans un communiqué conjoint, MM. Teulade et Kouchner expliquent que les conclusions du rapport Hugues-Labrousse rejoignent celles de la Commission internationale de l'Union internationale des pharmaciens (CIP) en indiquant que le Sumatriptan est un médicament « miracle », ce rapport conclut que l'efficacité du Sumatriptan est supérieure à celle des médicaments existants. En outre, il attire l'attention sur les problèmes de sécurité d'emploi du produit.

## 30 francs les deux injections

C'est la raison pour laquelle M. Kouchner a décidé de n'autoriser que la seule forme injectable du Sumatriptan, et ce dans des conditions particulières. Les indications sont limitées aux algies (douleurs) vasculaires de la face et aux crises migraineuses sévères, lorsque les autres traitements de la crise migraineuse ne sont pas habituellement efficaces. Fait nouveau, la mise sur le marché s'accompagnera d'une évaluation pharmaco-épidémiologique des dix mille premiers patients.

En outre, et c'est là encore une démarche inédite en pareille circonstance, un accord a été conclu entre le laboratoire Glaxo et le ministère de la Santé. Cet accord, souligne-t-on au ministère, vise à promouvoir l'accès au Sumatriptan à tous ceux qui en ont besoin, tout en évitant les dérives qui ont pu se produire dans d'autres médicaments. Ainsi les ventes de Sumatriptan ne devront-elles pas représenter plus de 400 millions de francs, soit de la première année de commercialisation, et 700 millions, la deuxième. Au-delà de cette somme, le laboratoire s'engage à verser à la baisse le prix du médicament. Le Sumatriptan sera prescrit sur ordonnance, délivré en pharmacie et remboursé à 70 %. Il sera vendu au prix de 363 francs la boîte de deux injections et 390 francs la boîte avec un auto-injecteur.

De côté des deux ministères, on se félicite d'être parvenu à un tel accord, jugé « exemplaire » et « innovant ». Le communiqué conjoint ajoute cependant, de manière quelque peu sibylline, qu'à l'issue de la première campagne médiatique qui s'est tenue, il constitue une publicité illégitime et éthiquement inacceptable, les ministres soulignent la nécessité de rétablir une indispensable moralisation de la commercialisation du médicament.

L'explication de cette mise en garde — totalement exceptionnelle en pareille circonstance — se trouve dans le rapport Hugues-Labrousse. En effet, pour la première fois sans doute, se trouve « décrié » dans ce document une campagne médiatique visant à promouvoir les qualités d'un médicament.

Sous le chapitre intitulé « La campagne promotionnelle », les

deux auteurs concluent que la campagne médiatique à l'égard du Sumatriptan peut être qualifiée de « publicité ». Selon eux, les articles de presse concernant le Sumatriptan ont « incité » le public non pas à acheter le produit, puisqu'il n'était pas encore sur le marché, mais tout au moins « à être prêt à le faire » en cas d'autorisation du gouvernement.

## Examiner la teneur de chaque message

Cette campagne médiatique, souligne le rapport, fait ressortir l'efficacité de ce produit. « Cette donnée constitue le préambule quasi automatique à tout article sur cette question », peut-on lire. Les auteurs indiquent que l'efficacité du produit a été « exagérée ». En conséquence, expliquent les professeurs Hugues et Labrousse, aujourd'hui, « plus aucun migraineux ne peut désormais ignorer l'existence de ce médicament ». Au lieu d'une description minutieuse, ils affirment « l'efficacité de la campagne de promotion dont le Sumatriptan a fait l'objet ». Ils préconisent qu'en cas de poursuites pénales, il conviendra « évidemment » d'examiner la teneur de chaque message particulier « pour vérifier si, inéluctablement, il constitue un fait publicitaire punissable ».

En conclusion de leur rapport, le professeur Hugues et M. Labrousse recommandent aux pouvoirs publics, d'une part, de saisir avec priorité le ministère public en « apprécier l'opportunité des poursuites pénales ; subsidiairement, le Conseil national de l'Ordre des médecins en vue des procédures disciplinaires que les pouvoirs publics jugeront nécessaires ; le Conseil de l'Ordre des pharmaciens aux fins ».

D'autre part, de consulter et solliciter l'avis du Conseil supérieur de l'audiovisuel, du Comité consultatif national d'éthique, du Conseil national de l'Ordre des médecins et du Conseil national de l'Ordre des pharmaciens « sur le contenu, les modalités et les sanctions d'une déontologie spécifique de l'information en matière de santé et de formation des professions de santé en matière de presse, en particulier lorsque celles-ci s'adressent au public non professionnel ».

Enfin, d'envisager « de combler les lacunes et de lever les incertitudes qui résultent, dans les lois, tant de la coexistence des lois spéciales de la santé ou de la presse et du droit commun pénal, civil et administratif, que de l'harmonisation des principes en cause dans ces textes au regard du droit médical ».

FRANCK NOUCHI

## Démission du directeur de l'Agence française de lutte contre le sida

M. Patrick Matet, directeur de l'Agence française de lutte contre le sida (AFLS), a démissionné, vendredi 25 septembre, de ses fonctions. Il se plaignait depuis plusieurs mois des trop faibles moyens accordés à l'AFLS.

Magistrat de formation, M. Matet avait été nommé, en novembre 1991, à la tête de cette agence qui s'occupe, en particulier, de la lutte contre les grandes campagnes gouvernementales de prévention du sida. A ce jour, au moins de trois directeurs ont travaillé depuis la création de l'AFLS en 1989.

## La tension sociale dans les hôpitaux

M. Bernard Kouchner annonce de nouvelles mesures en faveur des infirmières

La Coordination nationale infirmière (CNI) devait organiser, mardi 29 septembre à Paris, une manifestation pour réclamer une « revalorisation globale » de la profession. Ses responsables ont dénoncé, lundi 28 septembre, « l'incroyable état d'abandon » des hôpitaux publics dû au manque d'effectifs infirmiers. Estimant que « l'insécurité s'installe de façon chronique », la CNI souligne qu'en région parisienne, 10 % des effectifs font défaut dans les hôpitaux. « Il suffit de regarder la liste de certains services » pour se rendre compte du « tragique » de la situation, ont ajouté les responsables de la coordination, qui ont lancé un appel au président de la République.

M. Bernard Kouchner, ministre de la Santé, a confirmé, lundi 28 septembre, que des moyens supplémentaires de 1 milliard de francs allaient être alloués pour financer la garde des dimanches et jours fériés dans les hôpitaux publics. Conformément à l'accord qui a mis fin au mouvement hospitalier de l'automne 1991, deux mille emplois de personnels soignants seront débloqués pour l'exercice 1992 dans les hôpitaux, ainsi que mille autres pour l'exercice 1993, a déclaré le ministre à l'issue d'une rencontre avec les représentants des organisations syndicales signataires de l'accord.

Ces créations de postes doivent permettre d'organiser le travail de nuit de ces personnels (infirmières, aides-soignantes...) dès l'automne. Le ministre a en outre annoncé l'accord du gouvernement à la reprise de l'ancienneté pour les personnels exerçant dans le service public hospitalier et ayant travaillé antérieurement dans le privé.

Prix 3J,  
tout  
est mode!  
Du 30 septembre  
au 3 octobre.

Lafayette

Crédit 3J



هكذا من الإصلاحيين

SOCIÉTÉ

JUSTICE

Le révélateur des prisons

Le malaise pénitentiaire ■ souligné la crise d'identité d'une profession et les difficultés croissantes du système judiciaire

Epuisés par quinze jours de grève, assommés par la mort de deux d'entre eux en moins d'un mois, les surveillants ont repris le chemin de la détention avec anxiété. Les banderoles ont été décrochées, les portes des prisons dégringolées, mais le retour est difficile : dans la plupart des établissements, les surveillants acceptent mal la reprise du travail. « Ils ont repris les clés mais ils ne disent pas un mot, raconte un directeur d'établissement. L'ambiance est exécrable, avec les grilles comme avec les détenus. Le blocage a été long, il y a eu peu de discussions, et ils ont le sentiment d'être renfermés en détention par l'insolence ».

Le gouvernement est en partie responsable de la longue paralysie qui a marqué ce conflit : anéanti par l'approche du référendum de Maastricht, conscient que les négociations du mois d'août avaient épuisé les marges de manœuvre en matière d'effectifs et de crédits, la chancellerie a voulu mettre fin à cette nouvelle explosion des surveillants en lançant d'un côté des sanctions. Cette fermeté a contribué à durcir le conflit : les personnels n'ont pas accepté que leur deuil soit troublé par des exclusions temporaires.

La discrète fin du statut

Ce blocage a été aggravé par les rivalités syndicales qui ont fait du statut des surveillants depuis la fin du monopole syndical de France ouvrière, comme en 1983, comme en 1989, les deux principales organisations, France ouvrière (FO) et l'Union fédérale pénitentiaire (UFPAP), se sont enfermées dans une logique du tout ou rien afin de ne pas abandonner le champ de la contestation à leurs rivaux. FO, qui avait payé sa participation aux discussions du mois d'août de quelques quolibets sur le « syndicalisme patronal », a ainsi fini par s'affirmer sur le radicalisme de l'UFPAP en se faisant le fidèle porte-

voix des surveillants en grève. Privé d'interlocuteurs, la chancellerie a tenté en vain la main à plusieurs reprises. Les syndicats sont aujourd'hui divisés mais ils s'accrochent tous sur un point : ce conflit marque l'écroulement de la vieille école qui, pour les surveillants, au droit d'infirmer, de faire grève. Malgré le statut spécial de 1958, qui interdit clairement « tout acte collectif d'indiscipline caractérisée ou de cessation concertée du service », les sanctions n'ont plus cours sur la profession : elles ont été levées en 1988, levées en 1989, et même une nouvelle fois cette année. Le statut spécial est de ce fait devenu quasiment obsolète : les syndicats considèrent désormais que la levée des sanctions est un véritable dû. Faut-il changer de statut ? La CFDT souhaite que les surveillants se voient reconnaître un droit de grève assorti d'une obligation de service minimum, mais les autres syndicats craignent que l'abandon du statut spécial élimine de la « pénitence » avec la police dont ils rêvent depuis des années. « Avec le statut actuel, nous cumulez tous les avantages, note un syndicaliste quelconque. Nous pouvons faire grève et rien ne nous oblige à organiser un service minimum. Pourquoi changer ? Nous perdons forcément au change ».

Cette petite révolution qui a abouti à la reconnaissance informelle du droit de grève est à la mesure du bouleversement qui a affecté la profession ces dernières années : en moins de vingt ans, le nombre de surveillants a presque doublé, passant de 9413 en 1973 à 18335 en 1992. Leur recrutement s'est trouvé profondément modifié : alors que l'on comptait aucun bachelier en 1984, 18,3 % des surveillants en fonction en 1991, soit un sur cinq, avaient un niveau d'études égal ou supérieur au baccalauréat. Le fossé entre surveillants et détenus s'en trouve accru d'autant, comme l'ont récemment constaté trois sociologues du CNRS : « Dans le domaine du niveau de recrutement, comme sur d'autres points sur lesquels il existe des différences - comme le niveau de

formation des détenus, leur nationalité, ou leur statut matrimonial - la population des surveillants se distingue très nettement, et de plus en plus, de la population des détenus » (1). Contrairement aux « pénitentiaires » de la vieille école qui avaient fini par s'accrocher aux rigueurs de leur statut, ces nouveaux venus, qui ont souvent choisi ce métier en raison de la sécurité de l'emploi, exigent des conditions de vie décentes et une expression syndicale qui sille jusqu'au droit de grève.

Cette vague de recrutement sans précédent a déstabilisé la profession en perturbant la transmission du savoir-faire pénitentiaire : dans certaines prisons, ces jeunes diplômés sont très nettement majoritaires. Comment leur transmettre dans ces conditions les mille et un gestes qui font un « bon » surveillant ? Comment leur transmettre les règles de base d'un métier qui se construit à petites touches à travers la relation avec les détenus ? « Nous avons des textes à respecter, mais le reste se fait à l'initiative, note un surveillant. Jusqu'où aller avec les détenus ? Faut-il accepter de rendre des services ? Comment refuser ? Tout cela, ce sont les anciens qui nous l'apprennent. On peut l'apprendre seul, mais on met plus de temps, on est plus rapide, et on fait plus de dégâts. Le doublement de la formation initiale, qui vient de passer de quatre à huit mois, est une première réponse, quoique tardive, à cette crise apparue il y a cinq ans ».

En amont et en aval

Le malaise dont les mouvements répétés des surveillants sont l'expression ne saurait toutefois se résumer dans le seul cadre de l'administration pénitentiaire. Les prisons, qui se contentent d'accueillir les détenus que la justice leur confie, sont sans doute le maillon le plus faible de la chaîne judiciaire. La crise de système pénitentiaire révèle ainsi des failles qui se situent en amont des prisons, dans l'augmentation continue de la durée d'incarcération, et en aval, dans les archaïsmes de la politique d'application des peines.

Depuis 1975, le nombre de détenus en cours de jugement : il a progressé de 63 % en six ans, entre le 1<sup>er</sup> janvier 1982 et le 1<sup>er</sup> janvier 1988. Malgré les mesures de grâce et d'amnistie qui se sont multipliées ces dernières années, la population carcérale a atteint au mois de juillet 1992 : 54 811 détenus. Cette croissance vertigineuse est liée pour l'essentiel à l'augmentation de la durée moyenne de détention : en moins de vingt ans, elle est passée de 4,3 mois en 1975 à 6,5 mois en 1991, passant la France dans le peloton de tête des pays européens : la durée moyenne de détention est de 3,9 mois aux Pays-Bas, 5,3 mois en Suède, 4,2 mois en Autriche, et 4,5 mois en Belgique (2).

Cette augmentation continue de la population carcérale exige sans doute une réflexion approfondie sur le semi-liberté et les peines alternatives à l'incarcération, qu'il s'agisse de l'assignation à résidence (10 507 mesures au 1<sup>er</sup> janvier 1991) ou des sursis avec mise à l'épreuve (94 940 mesures au 1<sup>er</sup> janvier 1991). Pour être efficace, cette politique exige cependant des moyens : au 1<sup>er</sup> janvier 1991, les 338 agents des unités de probation et d'assistance aux libérés « suivaient » 2 002 condamnés judiciaires, 392 agents accablés avec mise à l'épreuve.

94 960 sursis avec mise à l'épreuve, 507 travaux d'intérêt général, et 14 824 libérations conditionnelles.

La politique de l'application des peines, qui se situe pour sa part en aval de la prison, mériterait aussi d'être soumise à une vaste réflexion. En 1988, dans son rapport sur la modernisation du service public pénitentiaire, M. Gilbert Bonnemaison, député (PS) de Seine-Saint-Denis, proposait de renforcer la place du personnel dans les commissions de libération des peines, de remplacer les réductions de peine par des crédits de peine entamés en cas d'incident, et d'ôter au ministère de la justice l'octroi des libérations conditionnelles afin de confier ces décisions à des juges. Ces propositions n'ont pas été retenues. L'ajustement de la crise pénitentiaire passe cependant par une réforme de l'application des peines qui tienne compte des évolutions considérables qui se sont produites depuis une quinzaine d'années.

ANNE CHEMIN

(1) Antoinette Chevroux, Françoise Ollivier, Georges Beniguiol, Le Personnel de surveillance des prisons, essai de sociologie du travail, Centre d'étude des mouvements sociaux, laboratoire associé au CNRS-EHESS, 54, boulevard Raspail, 75006 Paris.

(2) Pierre Tournaire, conférence à l'école nationale d'administration (ENA), Démographie des prisons françaises, tous jours plus ? (septembre 1992).

Les suites de l'affaire du sang contaminé

Le parquet rejette la plainte pour « empoisonnement » contre trois anciens ministres

Le juge d'instruction saisi de la plainte pour empoisonnement d'un transfusé contaminé par le virus du sida d'une hospitalisation et « visant notamment M. Laurent, M. Georgina Dufour et M. Edmond Hervé » n'est pas compétent, selon le parquet du tribunal de Paris. La position du ministère public, rendue publique lundi 8 septembre, répond à la plainte avec constitution de partie civile de M. Jacques Vergès et Eric Dupond-Moretti déposée le 17 juillet, en marge du procès des principaux responsables de la transfusion sanguine.

Les deux avocats s'attendaient au rejet de leur plainte par le ministère public. Mais ils ont été surpris par l'article 68 de la Constitution prévoit que les ministres et secrétaires d'Etat doivent être jugés par la Haute Cour de justice dans l'hypothèse où ces derniers auraient commis des délits ou des crimes « dans l'exercice de leurs fonctions ». Or, ce cas, il appartient aux parlementaires de renvoyer en Haute Cour les membres du gouvernement.

Mais la démission de M. Vergès et Dupond-Moretti visait essentiellement à contraindre le parquet, lié hiérarchiquement à la justice, à s'exprimer. M. Vergès déclarait « moi de juillet qu'il s'agit de la Haute Cour de justice, à saisir le Parlement. » S'il n'est

fait pas, ce sera un délit de justice, indiquait-il. Plus concrètement, M. Sabine Foulon, le juge d'instruction chargé dans le nouveau dossier, devra prochainement rédiger une ordonnance pour signifier sa position sur ce problème juridique.

D'autre part, la plainte des deux avocats vise aussi « tous autres », c'est-à-dire toute personne à qui les faits peuvent être reprochés. Les deux avocats estiment en effet qu'un empoisonnement est constitué non seulement par « la volonté délibérée de donner la mort, mais aussi la conscience de ce que la substance administrée peut donner la mort ». Ils ajoutent qu'il importe peu que la mort n'ait pas été recherchée, et que le profit ait « constitué la fois le mobile et le but de l'infraction ».

Sur ce point, le parquet juge d'instruction est compétent pour instruire. Ces réquisitions ouvrent de nouvelles pistes aux parties civiles. Jusqu'à présent, la loi de 1905 sur les finances, sur la base de laquelle les poursuites avaient été engagées, donnait lieu à une procédure stricte. L'article 8, qui prévoit que « toute poursuite exercée en vertu de la présente loi, devra être continuée et terminée en vertu des mêmes textes », semblait interdire le recours à une autre qualification comme celle d'empoisonnement.

Aux assises de l'Isère

Le second procès du trio à la 205 rouge

Après un premier procès avorté en mars dernier, le trio composé de M. Georges de Rencourt, M. Jean-Claude Buet et M. Jean-Claude Buet, accusés de l'assassinat de M. Georges de Rencourt, se retrouvent devant les assises de l'Isère. L'accusation leur reproche, un meurtre, un viol et une série d'agressions commises dans la vallée du Rhône, au mois d'août 1988, par trois hommes circulant à bord d'une 205 GTI rouge devenue le symbole d'une affaire criminelle particulièrement violente.

GRENOBLE

de notre envoyé spécial

En apparence, l'audience est calme jusqu'à l'arrêt. On est bien loin de la fureur du premier procès, brisé par sa cinquième jour de débat par la défense qui estimait ne pas pouvoir continuer à « servir de potiche dans ce jeu où les dés sont pipés d'avance », selon la formule imagée de M. Jacques Vergès. Les avocats sont réduits par leurs clients, le président Jean-Claude Buet avait dit renvoyer à une autre session un procès qui une défense désespérée avait voulu violent et sanglant. (Le Monde daté, 15-16 mars 1992).

Lundi 28 septembre, les cris ont balayé la place à l'arrêt. A l'ouverture des débats, les trois accusés, Didier Rossi, trente et un ans, Michel Schmitt, trente-cinq ans, et Jean Winterstein, trente-deux ans, tournent le dos aux caméras pour montrer ce message inscrit sur la cravate blanche sur leurs vêtements : « Je suis innocent. » Un message qui disparaît lorsque les trois hommes font face au jury. Un jury

exclusivement masculin. Le hasard, la défense, ou même l'absence d'un jury féminin ? Trois femmes (M. Jean-Claude Buet, M. Jean-Claude Buet, M. Jean-Claude Buet) ont été écartées par l'avocat général. C'est la lecture de l'arrêt de renvoi. Un document long, précis, insupportable tant il contient de détails sur un enchevêtrement furieux. Le 13 août 1988 à 1 heure du matin, trois hommes à bord d'une 205 rouge poursuivaient un automobiliste à Saint-Georges-de-Rencourt (Rhône), le forçant à s'arrêter, le frappant et le dévalisant. Une heure plus tard, le même trio brise la fenêtre d'un hôtel à Ars-sur-Formans (Ain) et emportent le tiroir-caisse. Vers trois heures du matin, la même 205 rouge bloque la voiture de Nathalie, vingt-deux ans, à Rillieux-la-Pape. La jeune femme est enlevée puis violée à plusieurs reprises pendant deux heures avant d'être abandonnée sur un terrain vague. Quatre jours plus tard, la 205 rouge s'arrête devant un camping snack-bar installé en bordure de la RN 7 à Salaise-sous-Sanne (Isère). Trois hommes se descendent en tirant des coups de feu, tuent 1 500 F, tuent l'un des témoins du bar et prennent la fuite. Un quart d'heure plus tard, les mêmes hommes agissent une station service à Saint-Valéry, dans la Drôme.

L'acte d'accusation est terrible... bredouille Rossi. Le président Buet le calme en lui rappelant qu'il ne s'agit que de la version de l'accusation. Mais la déposition du premier témoin est l'occasion de répéter chaque mot de l'arrêt de renvoi en le développant. Car le commissaire Jean-Michel Loubonin connaît toute l'affaire par cœur.

Sans la moindre note, il cite les dates, les heures, les noms et prénoms de chaque témoin. C'est un long monologue, de plus de deux heures, qui décrit avec une précision « mathématique » toutes les circonstances de l'affaire. Les charges « pèsent » sur les accusés. C'est tout un immense faisceau de présomptions étayées par quelques éléments matériels. Les débats reprendront chacun des témoignages, mais le policier les présente d'une manière catégorique en soulignant notamment que l'itinéraire de vacances des Gitanes recoupe exactement la route suivie par les agresseurs à la 205 rouge. Et parmi les éléments matériels, il y a cette cassette musicale découverte dans la voiture de Rossi et qui se trouvait dans la 205 avant qu'elle soit volée.

« Une sorte de causerie »

Livré à la défense, le policier doit subir un feu roulant de questions qui sont manifestement destinées à montrer que le trop brillant commissaire s'est trompé sur certains points, ou, à tout le moins, a présenté comme formels des témoignages plutôt incertains. D'ailleurs, le policier ne cesse parfois son propos et, sans vraiment être déstabilisé, il permet cependant à la défense d'enfoncer ici et là des coins pouvant faire surgir le doute. « A chaque fois, il y a un élément qui ne colle pas dans l'ensemble, M. le commissaire ! », s'insurge M. Jean-Yves Leborgne, en accusant le policier d'avoir voulu « faire entrer dans une sorte de causerie tout ce qui tendait à la culpabilité des accusés ». Et pour M. Vergès, si l'on est intéressé à ses clients, il faut seulement parce qu'ils sont gitanes.

Il y a donc bien quelques clameurs dans la défense, que le président Buet écrase d'une voix plus puissante encore. Mais l'audience reste calme. D'un calme glacé et précaire, émaillé de propos vifs mais prudents, comme si la défense voulait tirer les leçons du premier procès tout en se réservant d'aller à la rupture le moment choisi. Ainsi, les accusés, qui avaient déjà refusé le jeu judiciaire, répondent volontiers aux questions du président lors de l'interrogatoire de personnalité. Un trop bref interrogatoire, mené rapidement, mais qui permet cependant d'apprendre que les trois hommes aimaient avant tout leur famille et la liberté que leur donnait un mode de vie semi-nomade qu'ils sont catholiques fervents, qu'ils ont appris la soudure ou la serrurerie avant de faire de la réparation de motos. Et devant les faits qu'on leur reproche, un membre de leur communauté avait dit aux enquêteurs : « C'est par nos trucs à nous ! »

MAURICE PEYROT

Ce que les surveillants ont obtenu depuis le mois d'août

Le mois d'août, au terme d'un mouvement de protestation de dix jours, les surveillants ont obtenu des mesures substantielles, les surveillants engagés ont obtenu un second mouvement début septembre. Cette fois, les discussions ont porté pour l'essentiel sur la levée des sanctions. Les surveillants ont cependant obtenu des prévisions de la levée des sanctions du mois d'août. Les 730 emplois créés dans l'administration pénitentiaire comprendront ainsi 140 postes pour les personnels administratifs et techniques ; la liste des petites maisons d'arrêt dotées d'un service de nuit à trois personnes (de 1983 sont arrivées avant la fin de l'année) ; et la réforme des régimes de détention fera l'objet d'un premier document d'orientation avant la fin de l'année. En matière de sécurité, le ministère a demandé aux préfets de réunir les personnels pénitentiaires et les directeurs au sein de groupes de travail afin de mettre en place un plan d'urgence.

Le document de travail du mois de septembre, qui souligne la nécessité de développer les peines alternatives à la détention et les structures de semi-liberté, propose en outre de définir, pour les détenus condamnés à de longues peines, un nouveau type d'établissements pour peines dont le taux d'encadrement en surveillants sera supérieur à celui des maisons centrales actuelles. Pour les prévenus dangereux, la chancellerie propose de renforcer la sécurité de certaines maisons d'arrêt, qui pourraient dès lors les accueillir, en plus des prévenus qui y sont normalement affectés. Enfin, pour les détenus qui présentent des troubles du comportement, le texte envisage un recours aux centres hospitaliers psychiatriques et la création d'antennes des services médico-psychologiques régionaux dans les établissements pour peines. Les syndicats de surveillants seront associés aux discussions qui porteront sur tous ces points.

Les précisions de septembre

On prévoyait aussi des mesures d'importance moindre : première vue mais qui modifient profondément la vie en détention : l'engagement d'une étude sur la modernisation des techniques de fouille et de sondage des barreaux - c'est au cours d'une de ces opérations que le surveillant de Rouen avait été tué, le lancement d'un programme pluriannuel d'équipement pour les portiques de contrôle et les services de police, et un principe sur la mise en place d'un service de nuit à trois personnes dans les petites maisons d'arrêt. En août, l'Union syndicale pénitentiaire ne s'était pas rendue à la table de discussion. Force ouvrière, l'Union syndicale pénitentiaire acceptée a relevé les conclusions, l'UGSP-CGT la

CFDT avaient refusé de s'y associer.

Trois semaines à peine après avoir obtenu ces mesures substantielles, les surveillants engagés ont obtenu un second mouvement début septembre. Cette fois, les discussions ont porté pour l'essentiel sur la levée des sanctions. Les surveillants ont cependant obtenu des prévisions de la levée des sanctions du mois d'août. Les 730 emplois créés dans l'administration pénitentiaire comprendront ainsi 140 postes pour les personnels administratifs et techniques ; la liste des petites maisons d'arrêt dotées d'un service de nuit à trois personnes (de 1983 sont arrivées avant la fin de l'année) ; et la réforme des régimes de détention fera l'objet d'un premier document d'orientation avant la fin de l'année. En matière de sécurité, le ministère a demandé aux préfets de réunir les personnels pénitentiaires et les directeurs au sein de groupes de travail afin de mettre en place un plan d'urgence.

Le document de travail du mois de septembre, qui souligne la nécessité de développer les peines alternatives à la détention et les structures de semi-liberté, propose en outre de définir, pour les détenus condamnés à de longues peines, un nouveau type d'établissements pour peines dont le taux d'encadrement en surveillants sera supérieur à celui des maisons centrales actuelles. Pour les prévenus dangereux, la chancellerie propose de renforcer la sécurité de certaines maisons d'arrêt, qui pourraient dès lors les accueillir, en plus des prévenus qui y sont normalement affectés. Enfin, pour les détenus qui présentent des troubles du comportement, le texte envisage un recours aux centres hospitaliers psychiatriques et la création d'antennes des services médico-psychologiques régionaux dans les établissements pour peines. Les syndicats de surveillants seront associés aux discussions qui porteront sur tous ces points.

A. C.

RELIGIONS

En lançant une « campagne œcuménique »

Catholiques, protestants et orthodoxes s'associent pour défendre la place des étrangers en France

Les responsables des Eglises catholique, protestante et orthodoxe, groupés au sein d'un conseil œcuménique en France, ont lancé, le 8 septembre, une « campagne œcuménique » qui durera jusqu'à l'été 1993, sur le thème de l'accueil de l'étranger. Il s'agit de « convertir les peurs, les réflexes et les égoïsmes et de promouvoir un sursis des consciences face à l'exclusion », a déclaré le pasteur Jacques Stewart, président de la Fédération protestante de France.

Les mouvements, paroisses et associations locales sont invités à participer à cette campagne, pilotée par la Cimade, qui préside le pa-

teur Jacques Maury, et la commission épiscopale des migrations, animée par Mgr Jostin, évêque de Saint-Etienne et le Père Jean-François Berjonneau. L'engagement décalqué, cette campagne se traduira par des tables rondes et des colloques, par des réflexions théologiques sur le thème biblique de l'accueil de l'étranger, et par des actions symboliques permettant de valoriser les initiatives de solidarité qui existent déjà.

Dans la déclaration commune qui précède le lancement de cette campagne, on peut lire notamment : « L'accueil de l'étranger constitue un défi urgent et vital. Le temps est venu d'oser provoquer

un débat positif. Ce défi, les chrétiens doivent contribuer à le relever de façon claire et résolue, avec tous ceux qui, au jour le jour, font l'expérience que vivre ensemble est possible. La démarche œcuménique manifeste que des lectures de l'Evangile et des traditions chrétiennes s'enrichissent mutuellement et que l'accueil de l'étranger commence par l'ouverture à ceux qui nous sont proches ».

« La rencontre de l'étranger, pourvu que ce texte, est source de transformation et de progrès. Une parole qui regarde l'avenir comme une menace est livrée à tous les conflits et exposée à l'autodestruction ».

H. T.



# Le Monde

## SCIENCES • MEDECINE

### La santé des « Grands »

Le docteur Pierre Rentchnick propose la création d'une institution chargée, sans violer le secret médical, de se prononcer sur les capacités physiques et mentales des chefs d'Etat et sur leur « aptitude à gouverner »



#### « Des vérités semi occultées »

Comment la situation a-t-elle évolué aux Etats-Unis par la suite ?

Eisenhower avait été tellement marqué par le mensonge entretenu lors de la maladie de Wilson qu'il dit à son cardiologue de faire toute la vérité le concernant. On assista alors, de 1952 à 1960, à une extraordinaire vulgarisation sur le cholestérol, la prévention de l'infarctus du myocarde ou la maladie de Crohn du président. L'Amérique, l'époque, connaît tout, jusque dans le détail, de ses affections. C'est l'ouverture totale, y compris lors de l'épisode des thromboses cérébrales avec aphasie motrice, qui survint au moment de la renouveau du président Eisenhower avec le général de Gaulle.

Tout changera avec l'arrivée de John Kennedy, jeune et véritable sex-symbol. Avec lui, le mensonge à nouveau s'installe. Un mensonge implacable, terrible, imposé par la famille : il n'est en aucun cas question de parler de la maladie d'Addison (1) dont souffre le plus jeune des présidents des Etats-Unis. Peut-être craignait-on, entre autres choses, la réaction sociale d'un tel diagnostic. Les liens pouvant exister entre la maladie d'Addison et l'affection tuberculeuse synonyme de pauvreté. Lorsque Kennedy accède au pouvoir, il est déjà traité depuis dix ans par cortisone. Tout le monde niera pourtant l'existence de cette maladie, les différentes hospitalisations ou les multiples apports médicamenteux dont le président était friand.

Plus tard, ce sera avec Johnson, Reagan ou Bush des vérités à deux vitesses, des vérités semi-occultées. Ainsi, sur un siècle, pour ce qui est des Etats-Unis, les situations ont varié selon la volonté des présidents, de leur entourage ou des affaires d'Etat.

Quel est l'impact de l'autopsie pour le décodage à posteriori de la vérité médicale concernant les chefs d'Etat ?

Aux Etats-Unis, il n'y a jamais d'autopsie officielle des chefs d'Etat. La famille prend le corps du mort, corps qui lui appartient. A cet égard, l'affaire Kennedy est passionnante. Le corps de John appartenait à la famille, mais l'assassinat de Dallas imposait une autopsie.

Or, toujours pour cacher l'existence de la maladie d'Addison, on a officiellement interdit de pratiquer l'autopsie des surrénales. Cela dit, les médecins ont réussi, une fois les officiels partis, à examiner ces glandes qui, comme prévu, présentaient des lésions caractéristiques de la maladie d'Addison.

Côté soviétique, les pratiques étaient exactement inverses. On niait obstinément, souvent contre l'évidence (Lénine, Staline, Brejnev, Andropov, Tchernomko) l'existence de maladies chez les chefs d'Etat. L'opacité, l'absence de clinique étaient absolues. Le chef qui appartenait à la nation ne pouvait pas être un malade. L'Etat un dieu vivant.

En revanche, dès la mort, les conditions étaient complètes, détaillées de véritables modèles du genre. La description du corps de Lénine, avec les hémorragies, les infarctus, les thromboses est, à cet égard, tout à fait extraordinaire (2). Lorsqu'on l'interrogeait sur ce point, les médecins soviétiques expliquaient que c'était la pratique soviétique à l'époque du tsar, l'unique souci étant de montrer au public que le mort du chef d'Etat n'était pas consécutif à un empoisonnement.

Quelle est la situation en Europe ? Existe-t-il

a-t-il eu, des réglementations ou des législations ?

Non, il n'y a aucun en la matière. Aux Etats-Unis, nous vivons dans une orientation protestante, un esprit anglo-saxon. Dans le monde soviétique, la raison cède quotidiennement l'irrationnel. En Europe, les choses varient d'un pays à l'autre. On peut schématiquement séparer le Sud catholique, méditerranéen, avec son culte du chef « bonne santé, où le père doit rester le père, avec secret médical et familial. Au Nord, on trouve à nouveau la dimension protestante et anglo-saxonne.

L'Angleterre dit la vérité, comme avec George VI (1895-1952), pour lequel on cache rien : le cancer du poumon, les artériopathies, l'infarctus du myocarde, l'embolie mortelle, tout est dit dans les journaux. C'est le roi, il est faillible. Par tradition, on doit dire la vérité. Il est vrai que cette situation change avec le premier ministre, comme dans le cas de Churchill au début de la seconde guerre mondiale.

Il faut aussi tenir compte de la volonté de l'entourage politique ou médical des chefs d'Etat. Dans le cas de Franco ou de Tito, il semble que la raison d'Etat l'ait emporté sur toute autre considération, il faut enfin évoquer - le cas n'est pas rare - le mensonge des médecins qui n'agissent nullement dans l'intérêt de l'Etat, mais dans leur propre souci de maintenir la position privilégiée qu'ils occupent.

#### La « caste médicale »

Vous avez, à l'époque, révélé quelques données inédites concernant le cas de Georges Pompidou. Quelle analyse en faites-vous aujourd'hui ?

Le président Pompidou souffrait d'une maladie de Waldenström (3). Incontestablement, il avait demandé à ses médecins de garder le secret absolu. Je pense qu'avec une hospitalisation dans les conditions normales d'un citoyen souffrant d'une telle affection, on aurait pu éviter cette fin catastrophique, d'autant plus spectaculaire que l'homme présentait une sensibilité démesurée à la cortisone, ce qui, avec la télévision, permit au monde entier de voir à faire le diagnostic. Il y aura les mensonges répétés des explications officielles de moins en moins convaincantes. Tout cela jusqu'à la « violation » du secret médical avec l'évocation d'une « crise cardiaque ». Il n'y aura pas

d'autopsie, on confirmera c'était bien une maladie de Waldenström.

V a-t-il eu, malgré tout, des situations où, dans ce domaine, la raison est parvenue à l'emporter ?

Elles sont peu. Je n'en connais que trois, françaises. C'est le cas de Deschanel qui, en 1920, alors qu'il vient d'être élu président de la République, la cause de l'affection dont il tombe des circonstances rocambolesques d'un train, aux environs de Montargis. Le diagnostic est aujourd'hui discuté : syphilis ? un stade avancé ? Mais il tient au fait qu'une commission médicale comportant des sommités (les professeurs Joseph Vidal et Fernand Vidal) examine l'illustre malade, le déclare en convalescence, puis proposent et obtiennent sa démission après avoir conclu que le président n'était pas en état de continuer à assurer sa fonction.

L'autre exemple, avant lui, avait été celui de George III (1738-1820) atteint de graves troubles psychiatriques, pour lequel une commission mixte de parlementaires et de médecins était constituée afin, après examen, de répondre à la seule question : a-t-il encore la capacité de gouverner ? La réponse fut négative, et George III abandonna le pouvoir.

Le troisième cas fut celui de Louis II de Bavière (1845-1886) atteint de schizophrénie et pour lequel une commission médicale conclut à l'incapacité de l'exercer le pouvoir.

Propos recueillis par JEAN-YVES NAU

Lire la suite page 15

### L'herbe à neutrons

Des chercheurs français, à Tchernobyl et à Cadarache (Bouches-du-Rhône), travaillent à la réhabilitation des zones rurales contaminées

DES chercheurs français ont pu être à la fois agriculteurs et militaires après la catastrophe de Tchernobyl : le gazon. Plus précisément, l'Agropyrum repens, une plante « gazonnante » dont les racines présentent un développement important sur le plan horizontal. Cette plante recouvre donc le sol d'un « tapis végétal » peu épais, mais très dense, qui piège les radionucléides dangereux pour l'homme et les animaux. Il suffit qu'une « déplaçance » robotisée, fonctionnant un peu comme un robot, découpe l'ensemble, par bandes, sur quelques centimètres, et le tour est joué.

La terre et le « gazon » contaminés enlevés (35 à 100 kilos par mètre carré) sont ensuite placés dans des fosses étanches remplies d'eau. La fermentation favorise le passage des radionucléides dans l'eau, qui peut alors être traitée comme tous les effluents d'installation nucléaire (lagunage, filtration, etc.). Séchés, les déchets deviennent ainsi peu radioactifs peuvent être stockés sur place sous forme de tumulus isolés, pour plus de sûreté, par des couches d'argile imperméable.

Cette méthode dite des « tapis végétaux décontaminants » (TVD) a été expérimentée pour la première fois l'été dernier dans les régions de Chislogolovka et Bourakovka, à une

dizaine de kilomètres à l'ouest de Tchernobyl, par des chercheurs de l'Institut de protection et de sûreté nucléaire (IPSN) français. « Les premiers résultats ont montré que la décontamination était efficace à plus de 95 % », ont annoncé les experts de l'IPSN, au cours d'un séminaire spécialisé tenu récemment à Fribourg (1). Soixante mille hectares de champs abandonnés depuis 1986 autour de Tchernobyl, et sur lesquels l'Agropyrum repens a prospéré, pourraient être traités de cette manière. Encore faudrait-il, pour cela, que le financement soit trouvé. « Il est pratiquement acquis que nous puissions effectuer, l'an prochain, une expérience pilote en vraie grandeur sur quelques hectares », estime M. Henri Maubert, chef de l'unité « accidents réhabilitation contre-mesures » à l'IPSN. Mais aller plus loin exige une décision politique qui n'est pas prise pour l'instant.

#### Un laboratoire grandeur nature

Le problème ne concerne plus directement l'IPSN. Cet institut du groupe CEA (2), qui regroupe 1200 salariés dont 45 % d'ingénieurs, chercheurs, médecins, agronomes et vétérinaires, n'a pas, en effet, de vocation commerciale. Sa mission est de faire des études et des expertises dans toutes les disciplines

liées à la maîtrise des risques : technologies de sûreté, gestion des situations de crise, sécurité des transports, protection de l'homme et de l'environnement. On conçoit que la région de Tchernobyl représente pour lui un « laboratoire grandeur nature » extraordinaire. L'institut travaille donc en étroite collaboration avec les autorités russes. Il est responsable de la « stratégie de décontamination et réhabilitation » dans le cadre d'un accord liant la Commission des Communautés européennes et le CHECHIR (Chernobyl Center for International Research). Dans la même optique, un accord le lie à l'Académie des sciences de Russie et à l'entreprise russe Mayak, pour l'étude de la pollution nucléaire dans l'Oural, et notamment autour de Tcheljabinsk et Kychym (le Monde du 26 septembre 1990).

L'échange est profitable aux deux pays. « Même s'ils n'ont pas pu, pour des raisons politiques, mettre leur expérience en pratique, les Russes ont fondé, à l'Institut de notre discipline, la radioécologie, affirme M. Philippe Piat, chef du service d'études et de recherches sur les transferts dans l'environnement à l'IPSN. L'Institut de Kychym, en 1957, les a amenés à travailler dans ce domaine bien avant tout le monde. Cela fait trente ans que l'essai d'aller sur place. Hélas, je n'y ai réussi qu'en

1990, depuis qu'ils ont appelé à l'aide l'expertise française ».

Mais cette coopération fructueuse toute récente ne suffit pas. « Ce qui nous intéresse avant tout, c'est évidemment la décontamination de l'environnement après un éventuel accident », dit M. Henri Maubert. Or, les conditions météorologiques, et même les centrales, sont des sources polluantes. « Elles sont chez nous et en Russie. » Dans le cadre de son programme RESSAC (réhabilitation des sols et des surfaces après un accident), l'IPSN a donc entrepris la construction d'un vaste bâtiment-laboratoire qui lui permettra de surmonter cette difficulté en soumettant des échantillons de sol et de végétation à une pollution radioactive contrôlée.

JEAN-PAUL DUFOUR

Lire la page 15

(1) « L'impact des installations nucléaires sur l'environnement » organisé du 15 au 18 septembre à Fribourg (Suisse) par le Fachverband für Strahlenschutz (Allemagne et Suisse) et la Société française de radioprotection.

(2) L'IPSN a été doté récemment d'un comité scientifique et d'un comité scientifique, comprenant des personnalités indépendantes, dont des hommes politiques, et des spécialistes français et étrangers du nucléaire ou de l'environnement, destinés à garantir son indépendance à l'égard de la mission nucléaire.

(Publicité)

La MYCOLOGIE est une science complexe que les ouvrages de la MYCOLOGIE ne peuvent pas connaître au Public. « l'existence de divers Champignons ». Car pour reconnaître, identifier, parmi les 1000 espèces plus répandues, il faut y avoir consacré au moins 20 ans de sa vie !

L'ENCYCLOPÉDIE ANALYTIQUE DES CHAMPIGNONS

Un énorme ouvrage de Jacques Montégut, vous donne, sans Mycologie, reconnaître les Champignons, parmi 1600 espèces, car il les a analysés sur le plan de leurs caractères morphologiques et ensuite classés en fonction de la présence ou de l'absence de ces caractères.

Répartis dans 7 grands groupes, empiriquement constitués, 205 INTERCALAIRES portent les analyses de 2350 Espèces dont 1600, parmi les plus répandues, sont présentées, en sus, avec photos couleurs, descriptifs complémentaires, sigles et mots clés.

Prix 1 800 F TTC et franco en 2 Volumes ; format h. 32,5 x 24,5 cm, 1114 pages, 4,800 kg, couverture en dur et dorure à chaud.

Commande : S.E.C.N. - BP 39 - 78630 ORGEVAL

Veuillez faire parvenir l'ENCYCLOPÉDIE ANALYTIQUE DES CHAMPIGNONS

Ci-joint mon chèque F. 1 800

La CASSETTE VIDEO, VHS, 427 F

Acquise avec l'ENCYCLOPÉDIE ANALYTIQUE 180 F

Nom : Prénom :

Adresse :

C.P. : Commune :

☐ Je désire d'abord recevoir Documentation Présentation (140 g.)

Ci-joint mon chèque de 35 F déductible sur mon éventuel de l'ENCYCLOPÉDIE. (Il s'agit de l'ENCYCLOPÉDIE.)



On ne saura que dans dix ou vingt ans si l'encéphalopathie spongiforme bovine peut se transmettre à l'homme

beaucoup d'argent public pour prendre pourquoi nous n'avons



55 (من الاموال)

SCIENCES • MEDECINE

L'herbe à neutrons

**Suite de la page 13**  
... recherche unique au monde est partiellement financée par la Commission des Communautés européennes (3).  
« Quand le programme RESSAC a été lancé, en 1985, on ne croyait guère à l'accident nucléaire majeur, et son implication était plutôt militaire. Il s'agissait d'étudier les conséquences d'une bombe et le projet était donc strictement national, reconnaît M. Maubert. Mais Tchernobyl, en 1986, a tout changé. »  
Edifié à Cadarache (Bouches-du-Rhône), sur le site du centre de recherche du CEA, le bâtiment est en cours de finition, et devrait entrer en service au début de 1993. Devant l'entrée, quatre vigoureux pieds de vigne semblent attendre les vendangeurs, plantés comme des géraniums dans un énorme bac métallique qui ressemble plus à la benne d'un camion qu'à un pot de fleurs. « Un morceau du vignoble de Triconin (Orléans), lance M. Maubert. Ce cube de terre de 2 mètres d'arête - dimension maximum compatible avec un transport routier normal - a été prélevé sur place, avec la végétation qu'il supportait. » Des échantillons similaires seront recueillis près des centrales de Cattenom (Moselle), Belleville (Cher) et Flamanville (Morbihan), mais aussi en Allemagne, en Belgique, en Espagne et en Grande-Bretagne.

Des mini-Tchernobyl en salle

Quatre serres étanches, représentant au total une surface de 50 mètres sur 12, attendent ces cubes baptisés « lysimètres ». Grâce à une machinerie complexe et très « énergivore » (elle consomme une puissance électrique de 100 kilowatts), on pourra y recréer quatre types de climats différents. A la base des contenants métalliques, un réseau de tuyaux reliés à une dalle poreuse permet de simuler dans chaque lysimètre les remontées d'eau qui se produisent normalement dans les champs. L'ensemble (mouvements hydriques, température, humidité, luminosité, apports d'eau) est piloté par ordinateurs à partir de données recueillies sur le terrain ou fournies par la Météorologie nationale.

Ces biotopes seront soumis à un « mini-Tchernobyl en salle », obtenu par chauffage à 3000 degrés dans un four d'un mélange de seize substances (combustible nucléaire, métaux divers) correspondant à ce qui se trouve dans le cœur d'un réacteur à eau pressurisée (PWR) de type européen. Les chercheurs pourront ainsi affiner, et adapter aux conditions d'Europe de l'Ouest, les données qu'ils ont déjà recueillies sur le terrain à Tchernobyl.

Il s'agit, avant tout, d'étudier la migration des aérosols radioactifs dans les plantes de diverses espèces, et dans le sol. Les expérimentations menées en Russie ont déjà montré que, dans de nombreux cas, les végétaux retenaient plus de 70 % des radioéléments reçus sur une surface donnée. A partir de ces essais, un logiciel baptisé « Caprion » a été mis au point par l'IPSN. Il permet de calculer le pourcentage de contamination capté par les plantes en fonction du type de culture, de la maturité et du rendement agricole. Grâce à un second logiciel, « Cathy 2 », il est aussi possible de simuler sur ordinateur la migration des différents éléments radioactifs dans le sol, en fonction du temps et des conditions météorologiques. Les scientifiques ont pu ainsi démontrer, par exemple, que, si l'opération de décapage est effectuée « dans les quelques mois qui suivent l'accident », l'enlèvement de 2 centimètres d'épaisseur dans le sol est suffisant.

Parallèlement au décapage, réservé au traitement des terrains les plus contaminés, les chercheurs de l'IPSN travaillent sur des méthodes plus douces destinées aux zones moins atteintes. Ils étudient aussi des solutions qui permettraient aux populations de « vivre avec la radioactivité » en limitant au maximum ses effets nocifs.

C'est ainsi, explique M. Maubert, que des défoliants non toxiques pour les arbres permettraient, s'ils sont répandus immédiatement après l'accident, de faire tomber les feuilles avant que les radioéléments qui s'y sont déposés ne passent dans la plante. L'épandage sur les champs d'engrais à base de potasse, dont les caractéristiques sont proches de celles du césium, permet de limiter l'absorption de ce dernier par les végétaux. Enfin, l'addition de bleu de Prusse à du fourrage légèrement contaminé diminue de moitié la proportion de radioéléments fixés dans la viande des animaux qui le mangent.

Toutes ces recherches permettront-elles de sauver la région de Tchernobyl ou les zones contaminées de l'Oural? « On peut faire des choses. Mais il ne faut pas rêver. Il est quasiment impossible de décontaminer une rivière ou les nappes aquifères, comme il faudrait le faire à Chelabinsk », estime M. Jean-Charles Peyrus, responsable de l'unité « atmosphère et milieu terrestre » à l'IPSN.

Mais les recherches menées par les scientifiques français visent, précisément, à éviter de telles situations irréversibles. Les centrales françaises sont dotées d'enceintes de protection. Et, même en cas d'accident aussi grave

que celui de Tchernobyl, les rejets seraient limités aux aérosols expulsés lors de la dépressurisation du dôme pour éviter son explosion. « Les estimations les plus pessimistes montrent que, dans ce cas, la contamination nécessitant un décapage des sols serait limitée à une zone d'une centaine de kilomètres carrés, estime M. Henri Maubert. Sur une telle surface, la technique des tapis végétaux décontaminants expérimentée à Tchernobyl pourrait être facilement et rapidement mise en œuvre. »  
Reste à espérer que cela ne soit jamais nécessaire. De toute façon, les travaux de l'équipe de M. Maubert seront probablement quand même utiles chez nous : des industriels s'intéressent à son « géon décontaminant » pour une application éventuelle aux pollutions chimiques.

JEAN-PAUL DUFOUR

(3) Le budget de RESSAC est actuellement de 10 millions de francs par an. L'investissement total (hors frais de fonctionnement) se monte à environ 30 MF. La France participe à hauteur d'environ 70 %, le reste étant financé par la CEE et les pays européens intéressés par le programme.

La santé des « Grands »

Suite de la page 13

... Pourquoi la procédure de la commission médicale, mise en place à l'époque de De Gaulle, n'a-t-elle plus d'actualité?

« On pourrait effectivement penser qu'à notre époque, avec plus de démocratie, plus de médias, la transparence pourrait être plus grande. Or c'est exactement l'inverse qui se produit, comme on le voit avec le cas du président François Mitterrand. A l'époque de De Gaulle, la caste médicale était puissante. En 1920, un professeur de médecine avait un pouvoir considérable. Cette puissance permettait de prévenir le comportement des médecins courtois. »

« Aujourd'hui la profession médicale est faite de technocrates. Elle n'a plus de prestige. Elle n'est plus considérée comme une profession de spécialistes. Aucun pensait, quelle que soit sa qualité, n'a aujourd'hui l'aura qu'avaient, en 1920, un Rabinovitch ou un Vidal. Aucun ne pourrait dire à François Mitterrand : « Monsieur le Président, vous êtes gravement malade. Vous avez, il y a peu, tenu la sortie de l'hôpital des temps qui nous font réfléchir quant à votre

capacité à gouverner, mais il mesure la maladie que vous avez. Les médecins ne peuvent pas mener une telle enquête. » (4) »

« On ne peut pourtant nier le système de transparence mis en place par M. François Mitterrand pour son état de santé? »

« M. Mitterrand a, de la sorte, annoncé, mais non tenu, M. Valéry Giscard d'Estaing. Mais il y a eu d'autres exemples : l'avis public des bulletins de santé par un médecin privé, tout aussi loyal et secret professionnel, est très particulier. La transparence n'est pas la même chose. Elle ne se fait pas par un médecin désigné par une commission médicale permanente qui dépendrait du Conseil constitutionnel. Elle se fait aujourd'hui? Les vingt-deux médecins publiés depuis 1981 peuvent légitimement en dire ce qu'ils veulent. »

« J'ai, pour ma part, l'impression que lorsque le diagnostic de cancer de la prostate a été posé, des semaines, des mois ou des années auparavant, des médecins ont fait

fausse route en conseillant le secret, postulant qu'il s'agissait d'un cancer lent. Mais, dans ce cas, il ne fallait pas dire, lors de l'intervention, qu'on était dans une phase clinique où il n'y avait pratiquement pas de symptômes, alors qu'il y en avait, alors même que l'on devait mettre en place un traitement caractéristique d'une phase avancée. Il y a alors eu une tentative pour rendre transparent ce qui était déjà opaque, et l'on peut plus, dès lors, s'en sortir. Le président souffre. Il sait qu'on le surveille, qu'on l'épie. Les médecins sont pris en flagrant délit de ne pas dire la vérité. Il faut donc être transparent. »

« Dans ce cas, comment mesurez-vous la mesure de la transparence? »

« Amplement. Il convient de créer une commission médicale permanente qui dépendrait du Conseil constitutionnel, qui aurait le compte à rendre qu'à l'Etat et qui serait pour fonction de surveillance l'état de santé du président de la République. La seule question qui serait posée à cette commission serait celle de l'incapacité du président à gouverner. »  
« Puisque le pouvoir charismatique des professeurs de médecine

du début du XXe siècle, plus, il faut, aujourd'hui, créer une institution chargée, sans violer le secret médical, de se prononcer sur la capacité physique et mentale du président de la République. Les médecins désignés n'émettraient qu'un avis sur l'aptitude à exercer le mandat. Et le Conseil constitutionnel interpréterait et trancherait. On institutionnaliserait de la sorte le précédent extraordinaire de George III d'Angleterre. »

« Il n'y a rien de nouveau dans cela. Pascal, Montaigne, Pascal, Richelieu, d'autres ont, chacun, leur façon à quel point la santé de la maladie des « Grands » étaient importantes pour la conduite des nations. Et les exemples historiques montrent que ce n'est pas le malade qui peut décider du moment à partir duquel son pouvoir doit quitter le pouvoir. »

Propos recueillis par JEAN-YVES NAU

(4) « La sortie de l'hôpital de M. Mitterrand a été déclarée, le 16 septembre : « Je suis en bonne santé. C'est un mensonge. » »

She doesn't think of the future as someone else's problem.

RIO

TIME

THE WORLD'S NEWSMAGAZINE

INTERNATIONAL



هكذا من الجمل

## SOCIÉTÉ

### POLICE

Coup de filet international contre le trafic de drogue

### L'opération «Green Ice» confirme les liens entre mafias italiennes et cartels colombiens

Dix mois d'enquête et d'étroite collaboration entre policiers américains, canadiens italiens, espagnols et français ont abouti à un des plus importants coups de filet jamais réalisés contre le crime organisé au niveau international : l'opération «Green Ice» a permis de confirmer les liens entre les cartels colombiens de la drogue et les clans les plus puissants des mafias italiennes. Elle s'est soldée par près de deux cents arrestations, la saisie de centaines de kilos d'héroïne et de cocaïne, ainsi que celle de millions de dollars en attente d'être «recyclés». En première ligne, l'Italie marque un nouveau point décisif contre Cosa Nostra.

ROME

de notre correspondant

«Green Ice», l'opération la plus vaste «congelée» avant leur recyclage, trouvée par l'équipe d'enquête internationale qui, depuis dix mois, ont mené l'affaire dans le plus grand secret. Elle s'est déroulée à Londres que la prise la plus spectaculaire a été faite : la saisie d'un bunker rempli de millions de dollars, en Italie était la plaque tournante du réseau de blanchiment de l'argent «sale» de cette holding de la drogue. Les détails ont été révélés, lundi 29 septembre, au cours de deux conférences de presse à Rome et à Washington.

Dans la capitale italienne, les plus hautes autorités de la police, des services secrets et du ministère de l'Intérieur, assistés de l'ambassadeur américain, M. Peter Secchia, ont ainsi retracé le parcours complet de la drogue, mise en place par les cartels colombiens avec la collaboration du clan mafieux des Corleonesi, de celui

de Camorra napolitaine de la famille Alfieri et du groupe de la N'Drangheta calabraise des Piroli. La partie de Colombis, était basée en Europe et en Amérique, et l'argent, «lavé» essentiellement en Italie, transformé en lires puis en dollars, repartait ensuite en Colombie à l'aide d'un des chefs des services de renseignement.

Les opérations ont ainsi été démantelées sur le territoire italien, dont une hypothétique Société européenne de protection des animaux à Rome, ainsi qu'une entreprise d'exportation de vin à Corleone même, en Sicile. De plus, une trentaine d'arrestations ont été effectuées, dont la plus importante en plein centre de Rome, celle de José Duran, chef du cartel colombien de Pareira, dit «le Pape» de la cocaïne et considéré comme le plus grand trafiquant mondial de la drogue.

Ce n'est pas la première fois qu'une opération internationale se met en place contre le crime organisé, et avant «Green Ice», il y avait eu les fameuses «Pizza Connection» et «Iron Tower». Cette fois, le coup de filet vient à point nommé après les attentats contre les deux juges anti-Mafia Giovanni Falcone et Paolo Borsellino, pour redonner un minimum de confiance aux services de sécurité. Enfin, nouvelle victoire peut-être contre Cosa Nostra, ce même lundi soir, un arrêté à Palerme un suspect qui pourrait bien être l'un des artificiers qui ont participé, en juillet dernier, à l'attentat contre le juge Borsellino.

En attendant confirmation, cette série de succès donne au même coup un certain crédit à l'analyse des lois anti-Mafia votées en hâte durant l'été. Il était temps : dans un récent sondage, plus exaspérés encore que désespérés, une majorité d'Italiens se disaient sérieusement favorables, si l'occasion s'en présentait, à l'envoi en Sicile de «bleus» de l'ONU.

MARIE-CLAUDE DECAMPS

### CATASTROPHES

Nouvelle chute d'un appareil au Népal depuis juillet

### L'accident d'un Airbus près de Katmandou a fait 167 victimes

Un Airbus A 300 de la Pakistan International Airlines (PIA) transportant soixante-sept passagers et membres d'équipage s'est écrasé, lundi 28 septembre, dans des collines de la vallée de Katmandou. Les secouristes népalais ont localisé dans l'après-midi l'épave en feu de l'appareil à une quinzaine de kilomètres au sud de l'aéroport. Aucun survivant n'a été retrouvé dans les débris de l'avion. Les victimes seraient de nationalité pakistanaise, népalaise, espagnole, suisse, allemande, hollandaise, britannique et bengalaise.

NEW-DELHI

de notre correspondant

L'Airbus de la PIA avait deux heures plus tôt de Katmandou à destination de Dacca (Bangladesh).

### JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel des lundi 28 et mardi 29 septembre 1992 :

#### DES DÉCRETS

— N° 92-1043 du 28 septembre 1992 relatif à l'élection aux chambres de métiers ;

— N° 92-1047 du 23 septembre 1992 relatif à la propagande et la publicité pour les boissons alcooliques par voie de radiodiffusion sonore.

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT

Le Monde  
ARTS et SPECTACLES

Il s'apprêtait à faire son escale habituelle à Katmandou quand les contrôleurs du ciel ont perdu le contact. Il était 14 h 15 heure locale, soit quelques minutes l'heure prévue pour l'atterrissage. La PIA a déclaré l'appareil en état de catastrophe. L'accident pourrait être dû à une erreur d'appréciation du pilote ou à un défaut de l'altimètre : son altitude d'approche aurait en effet été de 1 500 pieds trop bas lorsqu'il a tenté de se poser sur Katmandou. Les porte-parole de l'aviation civile pakistanaise ont pour sa part estimé qu'une bombe avait pu être placée à bord de l'appareil. Selon la Pakistan Airlines, le commandant Yves Ithikhal était un pilote chevronné.

C'est la seconde fois en un peu moins de deux mois que le Népal est endeuillé par une catastrophe aérienne. Et par deux fois c'est un Airbus du même type qui s'est écrasé au pied du toit du monde : le 31 juillet dernier, un appareil de

la compagnie PIA avait percuté une montagne du massif himalayen à une quarantaine de kilomètres au nord-est de Katmandou.

Les conditions météorologiques étaient cependant fort différentes puisqu'avant que la tour de contrôle ne perde sa trace, le pilote de la PIA avait communiqué aux contrôleurs du ciel sa décision de faire demi-tour en raison d'une visibilité nulle. Pris dans une violente pluie de mousson alors qu'il poursuivait ses manœuvres d'approche, le commandant avait alors préféré renoncer à atterrir et reprendre de l'altitude.

#### Un atterrissage délicat

Mais au lieu de repartir en direction de Calcutta, l'Airbus avait continué sa route plein nord, en direction de la barrière himalayenne avant de s'écraser dans le massif de Gossinkand à près de 4 000 mètres d'altitude. La com-

mission d'enquête n'a pas encore à ce jour rendu son rapport mais, selon certaines sources népalaises, une défaillance de l'ordinateur de bord pourrait être responsable de l'accident.

Atterrir à Katmandou est par principe une opération délicate, la vallée népalaise étant ceinturée par une chaîne de montagnes d'environ 2 500 à 3 000 mètres d'altitude. Les experts remarquent cependant que l'aéroport népalais est bien moins dangereux que celui de Hong-Kong. A la différence près qu'il n'y a ni radar ni système d'atterrissage sans visibilité à Katmandou. En franchissant les dernières collines, les pilotes se réfèrent simplement aux instructions émises par un système de radio guidage (VOR-DME) «très précis mais qui autorise une marge très faible d'erreur», ajoutent des mêmes spécialistes.

BRUNO PHILIP

Une semaine après les inondations

### Retour au calme dans le Sud-Est

Une semaine après la catastrophe qui a endeuillé le sud-est de la France, les éclaircies sont revenues sur l'ensemble du pourtour de la Méditerranée. Sur les rives de l'Ouvèze, les recherches continuent toujours, mardi 29 septembre, pour retrouver les huit derniers disparus, des riverains et des touristes qui séjourneraient au camping «à cœur joie». Lundi 28 septembre, la découverte du corps d'une femme âgée de cinquante-quatre ans avait encore élevé le nombre de victimes : 34 morts dans le Vaucluse, dont 29 à Valençay-le-Romain et 5 dans les départements voisins de l'Ardèche et de la Drôme.

Dans le Languedoc, où le bilan des intempéries du week-end était toujours, mardi 29 septembre, de 4 morts et de 3 disparus, les Pyrénées-Orientales et l'Aude ont demandé la

reconnaissance de l'état de catastrophe naturelle, étant donné l'importance des dégâts matériels. A Carcassonne, le tribunal correctionnel a condamné à six mois de prison trois pillards qui avaient profité de l'inondation de la commune de Couiza pour dévaliser une épicerie.

L'État de solidarité prouve son efficacité : en une semaine, la Croix-Rouge a déjà récolté 22,6 millions de francs pour les sinistrés du Sud-Est, dont 10 millions de francs adressés directement par le public. Aux dons modestes s'ajoutent de plus en plus de dons importants : la commune de Carcassonne, et même d'États étrangers : la Communauté urbaine de Lyon a déboursé 600 000 F et le prince Rainier de Monaco a envoyé 1 million de francs au bénéfice des victimes des intempéries.

Cinq ans après une crue qui avait fait 23 morts

### Le Grand-Bornand revit avec son torrent meurtrier

LE GRAND-BORNAND (Haute-Savoie)

de notre envoyé spécial

Cinq ans après la crue dévastatrice du Bornand qui, le 14 juillet 1987, tua vingt-trois personnes installées dans un camping le long d'un torrent, la commune du Grand-Bornand achève seulement le réaménagement du lieu de la catastrophe. Le camping tragique a été effacé par le nouveau lit du Bornand et par un premier immeuble-chalet en cours d'achèvement.

La commune a rendu officiellement constructible une partie du site inondé qui jouxte le cœur du village lorsque furent engagés, à partir de l'automne 1981, les premiers travaux de rectification du torrent. Son nouveau lit, devenu rectiligne sur environ 1 kilomètre, emprunte le tracé ouvert par la crue. Sa section a été doublée pour permettre l'écoulement d'un débit de 200 mètres cubes par seconde — celui de la crue meurtrière — alors que le torrent ne pouvait jusqu'alors en évacuer que 85 mètres-cubes. Ses berges ont été consolidées par des enrochements et surélevées.

Le Bornand est devenu une sorte de canal ordinaire, armé d'un «parcours santé» et d'un ver par une piste de ski de fond. L'ouvrage, sous son apparence débonnaire, n'est pas sans danger : il est parsemé de bancs, d'échelles de corde et de barres parallèles — sera capable d'absorber les coups de tonnerre — mais seulement la limite fixée par une étude hydraulique prenant en compte une crue de 300 mètres cubes.

En effet, la crue de 1987 était exceptionnelle, ont estimé les ingénieurs du Centre national du

aménagement agricole du génie rural des eaux et des forêts (CEMAGREF). Leur rapport indique que «l'évaluation la plus vraisemblable de la durée de retour de l'événement est située dans une fourchette de 250-400 ans». Dès lors, les mesures prises par la commune ont été jugées suffisantes pour autoriser la construction d'immeubles sur les anciens secteurs inondés et la poursuite de l'exploitation, sur la rive opposée, d'un camping dont la plateforme a été surélevée. La commune a même accepté l'ouverture, pendant l'été 1992, d'une boîte de nuit située en pleine zone submersible. Son propriétaire a accepté de financer une puissante digue de protection.

#### Des campings toujours vulnérables

Tout est ainsi rentré dans l'ordre dans cette commune sinistrée il y a cinq ans. L'adjoint au maire chargé des travaux, M. François Missillier, estime même que le manque de neige pendant trois hivers — lui aussi de la faute à personne — a été plus dévastateur économiquement pour le Grand-Bornand que l'inondation. Toutefois les souvenirs les plus tragiques de la catastrophe seront évoqués prochainement devant le tribunal administratif de Grenoble.

Les familles des victimes considèrent que la crue meurtrière du Grand-Bornand n'était pas «imprévisible». Elles estiment que la commune et l'État «par leur action ou leur inaction ont contribué à la catastrophe ou aggravé ses conséquences». D'une part, elle prétendent qu'en autorisant l'ouverture d'un camping, puis l'augmentation de

sa capacité, la commune a commis «une imprudence certaine». Son maire avait la connaissance des crues du Bornand et des inondations catastrophiques qui ont sévi pendant les années 1870, 1878, 1879, 1880, 1881, 1882, 1883, 1884, 1885, 1886, 1887, 1888, 1889, 1890, 1891, 1892, 1893, 1894, 1895, 1896, 1897, 1898, 1899, 1900, 1901, 1902, 1903, 1904, 1905, 1906, 1907, 1908, 1909, 1910, 1911, 1912, 1913, 1914, 1915, 1916, 1917, 1918, 1919, 1920, 1921, 1922, 1923, 1924, 1925, 1926, 1927, 1928, 1929, 1930, 1931, 1932, 1933, 1934, 1935, 1936, 1937, 1938, 1939, 1940, 1941, 1942, 1943, 1944, 1945, 1946, 1947, 1948, 1949, 1950, 1951, 1952, 1953, 1954, 1955, 1956, 1957, 1958, 1959, 1960, 1961, 1962, 1963, 1964, 1965, 1966, 1967, 1968, 1969, 1970, 1971, 1972, 1973, 1974, 1975, 1976, 1977, 1978, 1979, 1980, 1981, 1982, 1983, 1984, 1985, 1986, 1987, 1988, 1989, 1990, 1991, 1992, 1993, 1994, 1995, 1996, 1997, 1998, 1999, 2000, 2001, 2002, 2003, 2004, 2005, 2006, 2007, 2008, 2009, 2010, 2011, 2012, 2013, 2014, 2015, 2016, 2017, 2018, 2019, 2020, 2021, 2022, 2023, 2024, 2025, 2026, 2027, 2028, 2029, 2030, 2031, 2032, 2033, 2034, 2035, 2036, 2037, 2038, 2039, 2040, 2041, 2042, 2043, 2044, 2045, 2046, 2047, 2048, 2049, 2050, 2051, 2052, 2053, 2054, 2055, 2056, 2057, 2058, 2059, 2060, 2061, 2062, 2063, 2064, 2065, 2066, 2067, 2068, 2069, 2070, 2071, 2072, 2073, 2074, 2075, 2076, 2077, 2078, 2079, 2080, 2081, 2082, 2083, 2084, 2085, 2086, 2087, 2088, 2089, 2090, 2091, 2092, 2093, 2094, 2095, 2096, 2097, 2098, 2099, 2100, 2101, 2102, 2103, 2104, 2105, 2106, 2107, 2108, 2109, 2110, 2111, 2112, 2113, 2114, 2115, 2116, 2117, 2118, 2119, 2120, 2121, 2122, 2123, 2124, 2125, 2126, 2127, 2128, 2129, 2130, 2131, 2132, 2133, 2134, 2135, 2136, 2137, 2138, 2139, 2140, 2141, 2142, 2143, 2144, 2145, 2146, 2147, 2148, 2149, 2150, 2151, 2152, 2153, 2154, 2155, 2156, 2157, 2158, 2159, 2160, 2161, 2162, 2163, 2164, 2165, 2166, 2167, 2168, 2169, 2170, 2171, 2172, 2173, 2174, 2175, 2176, 2177, 2178, 2179, 2180, 2181, 2182, 2183, 2184, 2185, 2186, 2187, 2188, 2189, 2190, 2191, 2192, 2193, 2194, 2195, 2196, 2197, 2198, 2199, 2200, 2201, 2202, 2203, 2204, 2205, 2206, 2207, 2208, 2209, 2210, 2211, 2212, 2213, 2214, 2215, 2216, 2217, 2218, 2219, 2220, 2221, 2222, 2223, 2224, 2225, 2226, 2227, 2228, 2229, 2230, 2231, 2232, 2233, 2234, 2235, 2236, 2237, 2238, 2239, 2240, 2241, 2242, 2243, 2244, 2245, 2246, 2247, 2248, 2249, 2250, 2251, 2252, 2253, 2254, 2255, 2256, 2257, 2258, 2259, 2260, 2261, 2262, 2263, 2264, 2265, 2266, 2267, 2268, 2269, 2270, 2271, 2272, 2273, 2274, 2275, 2276, 2277, 2278, 2279, 2280, 2281, 2282, 2283, 2284, 2285, 2286, 2287, 2288, 2289, 2290, 2291, 2292, 2293, 2294, 2295, 2296, 2297, 2298, 2299, 2300, 2301, 2302, 2303, 2304, 2305, 2306, 2307, 2308, 2309, 2310, 2311, 2312, 2313, 2314, 2315, 2316, 2317, 2318, 2319, 2320, 2321, 2322, 2323, 2324, 2325, 2326, 2327, 2328, 2329, 2330, 2331, 2332, 2333, 2334, 2335, 2336, 2337, 2338, 2339, 2340, 2341, 2342, 2343, 2344, 2345, 2346, 2347, 2348, 2349, 2350, 2351, 2352, 2353, 2354, 2355, 2356, 2357, 2358, 2359, 2360, 2361, 2362, 2363, 2364, 2365, 2366, 2367, 2368, 2369, 2370, 2371, 2372, 2373, 2374, 2375, 2376, 2377, 2378, 2379, 2380, 2381, 2382, 2383, 2384, 2385, 2386, 2387, 2388, 2389, 2390, 2391, 2392, 2393, 2394, 2395, 2396, 2397, 2398, 2399, 2400, 2401, 2402, 2403, 2404, 2405, 2406, 2407, 2408, 2409, 2410, 2411, 2412, 2413, 2414, 2415, 2416, 2417, 2418, 2419, 2420, 2421, 2422, 2423, 2424, 2425, 2426, 2427, 2428, 2429, 2430, 2431, 2432, 2433, 2434, 2435, 2436, 2437, 2438, 2439, 2440, 2441, 2442, 2443, 2444, 2445, 2446, 2447, 2448, 2449, 2450, 2451, 2452, 2453, 2454, 2455, 2456, 2457, 2458, 2459, 2460, 2461, 2462, 2463, 2464, 2465, 2466, 2467, 2468, 2469, 2470, 2471, 2472, 2473, 2474, 2475, 2476, 2477, 2478, 2479, 2480, 2481, 2482, 2483, 2484, 2485, 2486, 2487, 2488, 2489, 2490, 2491, 2492, 2493, 2494, 2495, 2496, 2497, 2498, 2499, 2500, 2501, 2502, 2503, 2504, 2505, 2506, 2507, 2508, 2509, 2510, 2511, 2512, 2513, 2514, 2515, 2516, 2517, 2518, 2519, 2520, 2521, 2522, 2523, 2524, 2525, 2526, 2527, 2528, 2529, 2530, 2531, 2532, 2533, 2534, 2535, 2536, 2537, 2538, 2539, 2540, 2541, 2542, 2543, 2544, 2545, 2546, 2547, 2548, 2549, 2550, 2551, 2552, 2553, 2554, 2555, 2556, 2557, 2558, 2559, 2560, 2561, 2562, 2563, 2564, 2565, 2566, 2567, 2568, 2569, 2570, 2571, 2572, 2573, 2574, 2575, 2576, 2577, 2578, 2579, 2580, 2581, 2582, 2583, 2584, 2585, 2586, 2587, 2588, 2589, 2590, 2591, 2592, 2593, 2594, 2595, 2596, 2597, 2598, 2599, 2600, 2601, 2602, 2603, 2604, 2605, 2606, 2607, 2608, 2609, 2610, 2611, 2612, 2613, 2614, 2615, 2616, 2617, 2618, 2619, 2620, 2621, 2622, 2623, 2624, 2625, 2626, 2627, 2628, 2629, 2630, 2631, 2632, 2633, 2634, 2635, 2636, 2637, 2638, 2639, 2640, 2641, 2642, 2643, 2644, 2645, 2646, 2647, 2648, 2649, 2650, 2651, 2652, 2653, 2654, 2655, 2656, 2657, 2658, 2659, 2660, 2661, 2662, 2663, 2664, 2665, 2666, 2667, 2668, 2669, 2670, 2671, 2672, 2673, 2674, 2675, 2676, 2677, 2678, 2679, 2680, 2681, 2682, 2683, 2684, 2685, 2686, 2687, 2688, 2689, 2690, 2691, 2692, 2693, 2694, 2695, 2696, 2697, 2698, 2699, 2700, 2701, 2702, 2703, 2704, 2705, 2706, 2707, 2708, 2709, 2710, 2711, 2712, 2713, 2714, 2715, 2716, 2717, 2718, 2719, 2720, 2721, 2722, 2723, 2724, 2725, 2726, 2727, 2728, 2729, 2730, 2731, 2732, 2733, 2734, 2735, 2736, 2737, 2738, 2739, 2740, 2741, 2742, 2743, 2744, 2745, 2746, 2747, 2748, 2749, 2750, 2751, 2752, 2753, 2754, 2755, 2756, 2757, 2758, 2759, 2760, 2761, 2762, 2763, 2764, 2765, 2766, 2767, 2768, 2769, 2770, 2771, 2772, 2773, 2774, 2775, 2776, 2777, 2778, 2779, 2780, 2781, 2782, 2783, 2784, 2785, 2786, 2787, 2788, 2789, 2790, 2791, 2792, 2793, 2794, 2795, 2796, 2797, 2798, 2799, 2800, 2801, 2802, 2803, 2804, 2805, 2806, 2807, 2808, 2809, 2810, 2811, 2812, 2813, 2814, 2815, 2816, 2817, 2818, 2819, 2820, 2821, 2822, 2823, 2824, 2825, 2826, 2827, 2828, 2829, 2830, 2831, 2832, 2833, 2834, 2835, 2836, 2837, 2838, 2839, 2840, 2841, 2842, 2843, 2844, 2845, 2846, 2847, 2848, 2849, 2850, 2851, 2852, 2853, 2854, 2855, 2856, 2857, 2858, 2859, 2860, 2861, 2862, 2863, 2864, 2865, 2866, 2867, 2868, 2869, 2870, 2871, 2872, 2873, 2874, 2875, 2876, 2877, 2878, 2879, 2880, 2881, 2882, 2883, 2884, 2885, 2886, 2887, 2888, 2889, 2890, 2891, 2892, 2893, 2894, 2895, 2896, 2897, 2898, 2899, 2900, 2901, 2902, 2903, 2904, 2905, 2906, 2907, 2908, 2909, 2910, 2911, 2912, 2913, 2914, 2915, 2916, 2917, 2918, 2919, 2920, 2921, 2922, 2923, 2924, 2925, 2926, 2927, 2928, 2929, 2930, 2931, 2932, 2933, 2934, 2935, 2936, 2937, 2938, 2939, 2940, 2941, 2942, 2943, 2944, 2945, 2946, 2947, 2948, 2949, 2950, 2951, 2952, 2953, 2954, 2955, 2956, 2957, 2958, 2959, 2960, 2961, 2962, 2963, 2964, 2965, 2966, 2967, 2968, 2969, 2970, 2971, 2972, 2973, 2974, 2975, 2976, 2977, 2978, 2979, 2980, 2981, 2982, 2983, 2984, 2985, 2986, 2987, 2988, 2989, 2990, 2991, 2992, 2993, 2994, 2995, 2996, 2997, 2998, 2999, 3000, 3001, 3002, 3003, 3004, 3005, 3006, 3007, 3008, 3009, 3010, 3011, 3012, 3013, 3014, 3015, 3016, 3017, 3018, 3019, 3020, 3021, 3022, 3023, 3024, 3025, 3026, 3027, 3028, 3029, 3030, 3031, 3032, 3033, 3034, 3035, 3036, 3037, 3038, 3039, 3040, 3041, 3042, 3043, 3044, 3045, 3046, 3047, 3048, 3049, 3050, 3051, 3052, 3053, 3054, 3055, 3056, 3057, 3058, 3059, 3060, 3061, 3062, 3063, 3064, 3065, 3066, 3067, 3068, 3069, 3070, 3071, 3072, 3073, 3074, 3075, 3076, 3077, 3078, 3079, 3080, 3081, 3082, 3083, 3084, 3085, 3086, 3087, 3088, 3089, 3090, 3091, 3092, 3093, 3094, 3095, 3096, 3097, 3098, 3099, 3100, 3101, 3102, 3103, 3104, 3105, 3106, 3107, 3108,



# CULTURE

## MUSIQUES

### Les digressions de Nilda Fernandez

Le chanteur de l'année dessine les contours d'une chanson française aux origines multiples

NILDA FERNANDEZ  
au Théâtre de la Renaissance

La voix de Nilda, l'Espagnol de France est si fluide qu'on la parait pas pour ce qu'il n'est pas - une femme. Il affectionne la langue de l'instant et se transforme, se déroute et se reconstruit un spectacle solide, et les chanteurs d'embellie (l'élégance, la musicalité, le raffinement des décors, la mise en scène du Théâtre de la Renaissance) permettent les digressions.

Le répertoire de Nilda Fernandez, lauréat, catégorie « espoirs », des Victoires de la musique 1992, puis grand prix de l'Académie Charles-Cros, tient en un disque, une collection de chansons subtiles, aux textes impressionnistes sur des mélodies simples, belles, tendres. L'an passé, *Nos fiancées* a irrigué les ondes françaises; Miguel Bosé, le star de la chanson espagnole, lui a volé *Madrid, Madrid*; le Catalan Luis Llach, séduit par Entre Lyon et Barcelone, l'a enlevé pour son

grand succès de la mi-septembre. Nilda, qui cherchait sa place depuis presque dix ans, a eu la chance poindre entre l'Espagne « qui ne tolère pas la dévotion » et cette France « toute en demi-teintes » qui revient aujourd'hui son héritage hispanique.

Pour sa première grande tournée parisienne, Nilda Fernandez a voulu brouiller les cartes. Elle d'Espagne, d'origine andalouse, élevée en Catalogne, puis en France, il aurait pu jouer les déracinés. Mais la géographie l'inquiète peu. Il sait la fonder dans une latinité universelle (mambo, tango, flamenco...) qui lui sert de passeport pour aborder des rivages plus lointains ou plus modernes. Version rap sur percussions nègres d'un *Croisière sur le Nil* ou version dansante d'une mélodie sentimentale, *Belissima*, Fernandez se promène chez lui avec aisance, élégance, espérance.

Un grain de folie, Nilda n'est rien. Sa sagesse lui sied mal, le décalage est son élément naturel. Au Théâtre de la Renaissance, il apparaît, anachronique, en veste longue et bottes d'hidalgo. Aux balcons d'été sur vieux théâtre, il a

accroché son foulard. Le rideau s'ouvre sur des musiciens endormis, sur scène se balancent des chandeliers, lustres, et voiles. Pour peu, l'on sentirait la poussière. Entre les chansons - le répertoire est court, il parle - le chanteur batifole avec sa guitare, joue avec la flamme d'une lanterne.

Pendant deux heures, Nilda Fernandez enfle les surprises. Une reprise de Luis Llach, deux poèmes d'Antonio Machado. Parfois la ficelle est trop grosse: une espagnole démodée, un rock séduisant et inintelligible, une prolongation inutile de la *en Rose*, standard peu adapté à son registre de voix. Mais qu'importe, l'élan demeure. Dans son équipe, sept musiciens (piano, contrebasse, accordéon, harmonica, deux percussions) et un joueur d'oud et de bouzouki qui se livrent à des ordres muets et des joutes amicales avec une énergie et un talent rares.

VERONIQUE MORTAIGNE  
Jusqu'au 10 septembre, 20, boulevard Saint-Martin. Tél.: 42-02-47-35.

## Professeur à six cordes

Encyclopédiste de la « slide guitar », Bob Brozman est de passage à Paris

Bob Brozman est un universitaire américain, spécialiste reconnu de la musique hawaïenne. C'est un collectionneur qui possède une impressionnante série de guitares de marque National, et s'apprête à publier une somme définitive sur l'histoire et le marché de cet instrument véritable. C'est surtout un musicien singulier, guitariste à la virtuosité confondante, interprète pour qui la décennie commença le jour de l'invention de l'amplification: un musicien qui n'hésite pas à écrire des pièces de musique contemporaine pour steel guitar.

Après avoir débuté en France au dernier Printemps de Bourges, Bob Brozman, 38 ans, dont une vingtaine passée à jouer de la guitare, effectue une tournée en France qui l'amène à Paris, au Café de la Danse. Petit, mince, sévère et drôle, barbe noire et lunettes carrées de métal, il glisse au détour de la conversation: « Je suis issu d'une longue lignée de communistes », sans arriver vraiment à surprendre. Sur scène, il se produit seul, entouré d'une partie de sa collection d'instruments, dont les pièces maîtresses sont des guitares National

à caisse métallique, produites aux États-Unis entre 1927 et 1941. « Le son de la National a déterminé ma sensibilité musicale, a façonné la manière dont je perçois la musique, explique-t-il. Son registre, son timbre permettent de sculpter le son. » Il est devenu collectionneur par amour. « Jusqu'en 1985, le prix des National est resté stable, et puis il y a eu la poche de Dire Straits [l'album *Brothers in Arms*, qui arbore une National]. Les guitaristes ont triplé de valeur du jour au lendemain. Aujourd'hui un modèle jouable mais pas présentable vaut 1 500 dollars, et selon l'état de l'instrument, peut aller jusqu'à 15 000. Du coup, ce ne sont plus des musiciens qui s'y intéressent mais des investisseurs, des yuppie qui ont vu des National utilisées comme valeurs sûres. »

Bob Brozman n'aime pas MTV, ni les synthétiseurs, les boîtes à rythmes encore moins. Son amour du slide (la technique qui consiste à faire glisser un morceau de métal sur les cordes, inventée en 1897 à Hawaï par Joseph Kekuku) l'a mené du blues à

la musique hawaïenne, telle qu'elle s'est développée au début du siècle, façonnée par les influences locales, portugaises, mexicaines, américaines. Il a enregistré avec la famille Tau Moa, derniers représentants d'un style qu'on ne connaît plus que par sa caricature. Sur scène, Bob Brozman se produit en quatuor, se regarde pas à la dépense d'énergie, étouffe les jeunes gens qui ne savaient pas qu'on pouvait faire autant de bruits sans amplificateurs ni pédales et les zénithes aux sources de la musique d'aujourd'hui. Une éducation musicale et sentimentale.

THOMAS SOTINEL  
Les 11 et 30 septembre à 21 h 30 au Café de la Danse, 5, passage Louis-Philippe, 75004 Paris. Tél.: 44-79-00-36. Le 1<sup>er</sup> septembre à Toulouse, le 11 à Châtillon, près de Blois, le 3 à Tours.

Discographie: chez Skyrama, six CD réédités dont *Blue Moon*, *Stomp*, *A Truck Load of Blues* et *Bob Brozman and the Tau Moa Family*.

## PATRIMOINE

### Musées : les bouchées doubles

Suite de la première page

Et tandis que se poursuivent les opérations de rénovation (Lille, Lyon, Grenoble, Rouen), Paris est la région parisienne, Chigny, Guimet, Fontainebleau, Saint-Germain. L'opération de rénovation fait l'objet d'un effort particulier.

Les fameux musées « à projet » ont droit à un traitement particulier. Celui des Arts et traditions populaires est une longue réflexion, indique Jack Lang. Il est rénové sous la direction de Martine Jaoui. Un programme de réhabilitation et d'expositions se met en place grâce à la création d'un musée d'orientation présidé par Jean Guibal (Musée dauphinois), flanqué de François Cachin (Orsay), de Bernard Dupeyron (Musée de l'Homme), d'André Delbecq (DMF) et de Jacques Hainard (Musée d'ethnologie de Neuchâtel).

Ce musée éducatif annonce le désenclavement des ATP et son ouverture à d'autres institutions, un particulier au sein même du musée de la colline de Chaillot, le Musée de l'Homme. Le projet scientifique du musée vient d'être remis au ministre, assigné par les responsables de ses trois départements qui semblent avoir enterré la bache de guerre. Ils ont présenté un schéma en quatre actes: l'unité biologique de l'homme et sa diversité génétique; la acquisition de l'humanité au cours de la longue préhistoire; un panorama des sciences humaines; enfin, monde en question.

### 400 chantiers en dix ans

Ces expositions de préfiguration ont déjà été réalisées (« La nuit des temps », « Tous peuples, tous différents »), une troisième ouvrira ses portes début octobre (« A la recherche des Amériques »). Avec la création d'un directeur, cet établissement devra acquiescer une autonomie au sein du Musée d'histoire naturelle. A l'initiative de l'évolution du Jardin des Plantes (ouvert au public à la fin de 1993) et pour le zoo de Vincennes.

Tous près du zoo zoologique, à la porte Dorée, le psychodrome du musée du site d'Afrique et d'Océanie va gagner en liberté et voir ses moyens augmenter. Etienne Féau (Musée d'Angoulême) et

désormais chargé de la section africaine les arts océaniques sous la responsabilité de Michel Boulay et l'aquarium, la vache à lait de l'établissement, sous celle de Michel Hignette. Christian Kanffmann, conservateur du Musée d'ethnologie de Bâle, vient renforcer l'équipe animée d'Océl Guitart. Ce dernier a la double mission de piloter la réorganisation et la redéfinition de l'institution. Outre la rénovation de l'ancien pavillon colonial, un Institut d'études africaines inter-universitaire y sera créé, préfiguration d'une Maison de l'Afrique à Paris. Enfin des rapports étroits seront établis avec le département ethnographique du Musée de l'Homme.

### Une révision des textes

En total, rappelle Jack Lang, ce sont quatre cents chantiers de construction, d'extension et de rénovation qui ont été lancés en une décennie. Cela bouillonne ne va pas sans poser quelques problèmes, et ce n'est pas la dernière fois que les territoires, qui sont les partenaires de l'Etat, ne peuvent pas toujours honorer leurs contrats sur le plan financier. Les travaux du Musée archéologique d'Arles retardent; ceux du Musée Matisse, à Nice, également; à Avignon, le Musée Calvet, à mi-parcours, est totalement bloqué faute de ressources municipales. Vers une éducation nationale, la modernisation du Musée national des techniques est lancée.

On peut regretter qu'il n'ait pas choisi de le rénover sur place (coût: 500 millions de francs) alors que ses possibilités d'extension parisiennes sont plus limitées qu'on ne le croit. Une annexe - des réserves « visitables » - dans le jardin des Tuileries (coût: 45 millions de francs). Le schéma du Palais de la Découverte qui occupe une partie du Grand Palais est chiffré, elle aussi, à 200 millions de francs. Elle a été confiée à Pierre Peduzzi et à Jean-Loup Pélissier qui ont déjà travaillé ensemble à la bibliothèque de l'Opéra-Garnier. Le projet pour récupérer les espaces d'exposition « aquatiques » par l'Union européenne et une trentaine d'associations?

Après les réorganisations, la coopération. Le dialogue doit se poursuivre entre tous les musées, qu'ils

relèvent de la Rue de Valois ou de la Rue de Grenelle. « Les musées de l'éducation nationale peuvent être un grand levier de la diffusion culturelle, des modes de gestion et des outils législatifs et réglementaires », souligne Jack Lang qui souhaite présenter au conseil des ministres une révision des textes organisant les musées. « C'est une étape majeure puisqu'il s'agit de définir un statut protecteur des collections privées et publiques, d'établir une charte de coopération cohérente, avec le souci de la préservation et le respect de la spécialisation et d'assurer la garantie scientifique de gestion des musées ».

Aussi l'Ecole du patrimoine devrait-elle, à terme, former aussi les enseignants de l'éducation nationale. Les coopérations entre l'Ecole du Louvre et l'Université seront développées. Des DEA de muséologie se mettent en place dans les années à Paris, Lyon, Poitiers et Strasbourg. Un musée de muséologie sera installé à Saint-Etienne.

### Lieux de « détection »

Les musées, rappelle le ministre, sont des lieux de « détection », mais aussi des lieux scientifiques. Les services pédagogiques et les collections scientifiques sont donc à multiplier, mêlant universitaires et universitaires - un conseil scientifique des musées de France y a été constitué sous la présidence de Jean-Pierre Babelon, conservateur du domaine de Versailles et professeur à l'Ecole pratique des hautes études. Aussi l'opération « Musées en tête » qui se déroulera pendant les quatre semaines du mois d'octobre - des cents établissements muséaux - aura participation dans le cadre de deux mille manifestations - se terminera par une Journée de l'école au musée.

Une circulaire signée par le ministre de l'Éducation nationale et co-signée par le ministre de la Culture, sera adressée aux directeurs des écoles, lycées et collèges d'inviter les enseignants à se rendre, notamment, à la tête de leurs classes, dans un musée de leur choix.

En passant de la rive droite à la rive gauche, le ministre a, semble-t-il, troqué les musées chatoyaient qu'il affectionnait pour mettre la main sur le patrimoine.

EMMANUEL DE MEUX

## FESTIVAL

### Vents d'Est

L'Europe de l'Est, libérée, mais morcelée et démunie, se présente en ordre groupé à Paris. Le ministère des affaires étrangères, dont dépend l'Association française d'action artistique (AFAA), et celui de la culture se sont associés pour offrir des vitrines aux pays désargentés de l'est du Vieux Continent. Aussi lundi 28, le ministre de la culture et de l'éducation nationale, M. Jack Lang et ses homologues lituanien, estonien et letton ont-ils pu donner au Théâtre du Rond-Point-Naud-Borault le coup d'envoi d'une « Saison balte ».

Cette « Saison balte » permet de découvrir des pays dont on connaît mal les frontières et dont on ignore la culture. Jusqu'à la fin décembre, à Paris et en région, seront présentées une quarantaine de manifestations: spectacles, expositions, concerts, lectures. Les Français pourront se familiariser avec les travaux du metteur en scène lituanien Eimuntas Nekrošius, dont le Festival d'Automne présente deux créations - *Oncle Vénus* et *Prosmeni, Prosmeni* - avec ceux du compositeur de jazz Petras Vainauskas, du sculpteur letton Ojars Feldberg, ou du peintre Aija Zarina, de la même nationalité. Des œuvres du cinéaste letton Juris Podnieks (*Homeland* et *Fin d'un Empire*), mais aussi de Luitpold, Bartas, Janauska, Pern et Luitpold seront projetées. La festival Musica de Strasbourg accueillera les compositions contemporaines d'Erkki-Sven Tüür (Estonie), et le groupe rock Bix organise une tournée dans toute la France. Les photos de Gérard Rondeau illustrent.



Le port de Tallin (Estonie). L'Europe de l'Est, libérée, mais morcelée et démunie, se présente en ordre groupé à Paris.

Pour renforcer les échanges, un colloque, « La Europe de l'Est », réunira, les 13 et 14 octobre au Théâtre du Rond-Point, une dizaine de personnalités pour débattre du rôle des intellectuels, de la place des universités et du multilinguisme dans la nouvelle configuration européenne. Cette réunion précèdera la septième édition des ateliers ministériels de la culture, consacrés aux problèmes de l'Europe (les 15 et 16 octobre).

Plus technique, le colloque d'été permet d'accueillir les musées culturels francophones d'Europe centrale. Une dizaine de professionnels dans chaque discipline (théâtre, cinéma, arts plastiques, etc.) pourront échanger durant les mois d'octobre et de novembre sur les structures de la culture française.

Le programme de chaque région est consultable sur Miniflex: 15-18 ou 35-16 code ARTS. Tél.: 40-15-37-15.

### litec GUIDE PRATIQUE DES CONTRATS DE L'AUDIOVISUEL



par Théo HASSLER Professeur des Universités  
Yves-Henri NÉDÉLEC  
Cour de Paris

576 pages  
320 F (Franco: 345 F)  
En vente chez l'éditeur ou:  
litec  
27, place Dauphine - PARIS - 75005 PARIS  
158, rue Saint-Jacques - 75005 PARIS



هكذا من الامل

**FESTIVAL D'AUTOMNE A PARIS**  
11 SEPTEMBRE - 30 DECEMBRE

**THEATRE**

**LA CERISAIE**  
ANTON TCHERKHOV  
STEPHANE BRAUNSCHWEIG  
Jusqu'au 18 octobre  
THEATRE DE GENNEVILLIERS

**WEIMARLAND**  
BRUNO BAYEN  
Jusqu'au 28 octobre  
THEATRE DE LA BASTILLE

**L'ENFANT BATARD**  
BRUNO BAYEN  
Jusqu'au 28 octobre  
THEATRE DE LA BASTILLE

**LEGENDES DE LA FORET VIENNOISE**  
ODON VON HORVATH  
ANDRE ENGEL  
29 septembre au 11 novembre  
THEATRE DE LA BASTILLE

**ONCLE VANIA**  
ANTON TCHERKHOV  
EIMUNTAS NEKROSIOUS  
11 septembre - 2 et 4 octobre

**PIROSMANI, PIROSMANI...**  
V. KOROSTYLOV  
EIMUNTAS NEKROSIOUS  
1<sup>er</sup> et 3 octobre

LE POINT - THEATRE RENAUD-BARRAULT

LOCATION DANS LES THEATRES ET AU 42 96 96 94  
Journal Programme sur simple demande

**BEAUCHESNE**  
SCIENCES RELIGIEUSES - PHILOSOPHIE - HISTOIRE - POLITIQUE  
catalogue sur demande  
72, rue de la Harpe - 75007 PARIS - TEL : 45-48-80-28

**ECOUTEZ EN DIRECT SUR NRJ**  
**29 SEPTEMBRE A 21H30**  
**LE CONCERT**  
**dire straits**  
AUX ARENES DE NIMES

**RETRANSMISSION INTEGRALE ET SIMULTANEE EN STEREO**

**NRJ**

**CORIDA**

THEATRE

CULTURE

Haute école

Après neuf ans à la tête du Conservatoire d'art dramatique de Paris, Jean-Pierre Miquel s'en va

Le 11 septembre commencent les élections au Conservatoire national d'art dramatique de Paris, et s'arrête le contrat de son directeur, Jean-Pierre Miquel, obligé de prolonger ses fonctions jusqu'à la fin de l'année légale. Son successeur n'étant pas encore officiellement nommé, il ne sera pas de trop pour le mettre au courant - aucun candidat de l'intérieur ne s'est présenté.

Jean-Pierre Miquel est à la tête du Conservatoire depuis neuf ans. Il avait remplacé Jacques Rosner, et y était déjà professeur d'interprétation. Les changements qu'il a apportés ont été discrets, concrets, efficaces : des enseignements nouveaux (caméra, chant, danse) et l'organisation d'un « cursus pédagogique ». Enfin, l'administration a été informatisée, et le bâtiment rénové.

« Je n'ai pas à dire que le Conservatoire est un bâtiment, je l'aime beaucoup. Je m'y suis attaché, comme je me suis attaché à la mission. Je suis fier d'avoir instauré une « pédagogie » qui donne les bases indispensables, et rapproche des gens très différents. Je ne crois pas que la profession se soit « embourgeoisée ». Il y a des gens qui arrivent de province sans un sou, mais connaissent leur métier. Ils sont repus et quoi ? Les « bourgeois » arrivent pas avant novembre et elles sont habiles.

« Le fait est que les familles bourgeoises ne voient plus le métier de comédien comme une « carrière », au contraire. Ce sont les milieux de la toute petite bourgeoisie, les milieux ouvriers, qui se méfient, ceux pour qui le travail est une chose tangible, ceux qui lui

donnent une valeur. J'ai vu un homme définitivement rejeté par ses parents. Sa mère était femme de ménage, son père, camionneur. Il avait acheté deux camions. Il avait triché pour son fils. Evidemment, chez un banquier, ce genre de problème est moins grave.

Oser passer les concours

« Il faut avoir vingt ans pour oser passer les concours d'entrée. Pour être juré, il s'agit de reconnaître les cinq qualités sans lesquelles il est inutile d'insister : 1) la présence : on ne peut pas la définir, on la reconnaît immédiatement ; 2) la voix : elle doit attirer l'attention, elle doit quelque chose de personnel ; 3) le jeu : Bouquet, d'Aumont, Desarthe, tous les grands comédiens peuvent se reconnaître à leur voix ; 4) l'harmonie avec son corps : une façon de se déplacer, d'occuper l'espace ; 5) le rapport au partenaire : en trois répliques, on repère si un comédien sait écouter l'autre ; 6) enfin, l'intelligence du texte, au-delà d'une maladresse normale : on doit se rendre compte que dans la tête du candidat, c'est clair... Quant au trac, l'important est de le vaincre. Le reste, je ne veux pas le savoir. Cela dit, il n'est jamais exclu de se tromper, de laisser passer un bon acteur. Ce nous lances tous les ans des candidats ou Adjani. S'il y avait davantage d'écoles, ils y seraient passés, et personne ne les aurait ratés, c'est évident.

« Les emplois, le travail, n'existent plus. Le candidat doit imposer une singularité, posséder la grâce sur le plateau, et dans la vie. A partir de là, il a peut-être une chance. Les réussites ou les échecs ne sont pas un mystère.

La Francophonie à Paris et à Cergy. - En collaboration avec le Festival de Limoges, et avec le soutien de l'Agence de coopération culturelle et technique (RFT), les services culturels de l'Ambassade du Canada et de la Délégation du Québec, le Centre Wallonie-Bruxelles présente un ensemble de manifestations, « la Francophonie mélangée », dont quatre spectacles de théâtre : du 6 au 10 octobre, le Québécois Alain Lamontagne. Du 13 au 16, Abubakari II de Gao, sou Diawara (Mali). Du 20 au 24 le Jour de la lune de midi (France), d'après Leopardi. Du 27 au 31, Sekhele (Congo). Tél. : 42-71-26-16.

D'autre part, le Théâtre des Arts de Cergy-Fontoine propose du 9 au 18 octobre l'entrée au sud, un cycle extra-européen avec notamment Abubakari II les 9 et 10 octobre. Zap mama les 13 et 14. Ritua de chasse par le Groupe Isonga (Rwanda) les 16 et 17. Ainsi que des films, des lectures, et une exposition des photos de Marc et Brigitte Engerer.

Le Monde

Edité par le SARL Le Monde  
Comité de direction :  
Jacques Lacroix, gérant  
Jean-Pierre Miquel, directeur de la publication  
Bruno Frippey, directeur de la rédaction  
Jacques Gué, directeur de la gestion  
Bernard Luchet, secrétaire général

Rédacteurs en chef :  
Jean-Marie Colombani  
Robert Solé, adjoint au directeur de la rédaction

Yves Agala,  
Jacques Anselme,  
Thomas Fauriol,  
Philippe Harrognier,  
Jacques-François Simon

Daniel Vernet, directeur des relations internationales

Anciens directeurs :  
Hubert Beuve-Méry (1944-1958)  
Jacques Fauriol (1958-1962)  
André Laurens (1962-1965)  
André Fontaine (1965-1981)

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :  
15, RUE FAUGÈRE  
75001 PARIS CEDEX 15  
Tél. : (1) 40-55-25-26  
Télécopieur : 40-55-25-89

ADMINISTRATION :  
1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY  
92032 NANTY-CEDEX  
Tél. : (1) 40-55-25-26  
Télécopieur : 40-55-30-10

« Sauf pour les femmes. Elles sont plus nombreuses que les hommes, et statistiquement elles ont quatre fois moins de rôles, y compris chez les auteurs modernes, au cinéma, à la télévision. C'est un problème d'écriture plus qu'un problème de casting. Les hommes sont meilleurs que les femmes.

« Certaines habitudes récentes m'exaspèrent, en particulier chez les cinéastes. Ils veulent les « visages nouveaux », et viennent les prendre des États-Unis de première année - je ne peux pas refuser son congé à une fille qui va tenir le premier rôle chez Technicolor. Ensuite, c'est fini. Le visage n'est plus nouveau. On arrive à ce paradoxe : les étudiants ont plus de propositions que quand ils étaient en possession d'une expérience, mais connaissent d'eux-mêmes. Certains lisent leurs rôles, et je les encourage, ils lisent les rôles d'autres, il n'y en a pas tant.

Une carte professionnelle

« Il faut être ans pour avoir si quelqu'un a trouvé sa place. Voir des gens qui rament, s'agrippent, s'abîment, me déchire, me rend malade. En même temps, n'importe qui peut se déclarer comédien. On va en arriver à imposer la carte professionnelle. Je ne suis pas pour, mais actuellement, je vois pas d'autre solution à la confusion générale. Quand les élèves sortent, pour certains, le

JTN (1) est là. J'espère que son fonctionnement ne va pas changer. Je le dis d'autant plus volontiers qu'au début je n'étais pas d'accord. Mais je suis convaincu qu'il permet une insertion professionnelle importante. Il représente même la seule justification d'un lien aussi étroit que privilégié avec le Conservatoire. N'importe quelle grande école, un emploi à la sortie, ici, non. La sélection est pire qu'à l'ENA, tout au moins sur le plan quantitatif. Nous avons mille deux cents candidats pour vingt-cinq places, et la présélection est sévère.

« Je ne sais pas ce que je ferais en partant. Je ne veux rien accepter qu'ici tout est clair. Diriger un théâtre, pourquoi pas ? A condition que ce ne soit pas un garage amélioré. Il faut un budget pour la production, la constitution d'un répertoire, c'est-à-dire la possibilité de réunir un noyau de troupe permanente. On y revient. Pour moi, qui revendique ma filiation à Vilar et Plançon, c'est normal. Et je vois bien que les élèves, ils le souhaitent, et ils sont prêts à tenter un genre d'expérience.

Propos recueillis par COLETTE GODARD

(1) Jeune Théâtre national. Après avoir eu un statut de compagnie, il est devenu un organisme qui se charge de réunir les élèves sortant du Conservatoire, de l'école du TNS et de la Rue Blanche, engagés dans un spectacle professionnel.

A PARTIR DU JEUDI 1<sup>er</sup> OCTOBRE

**MARIGNY**  
**CREBILLON DIDEROT**  
**«SUITE ROYALE»**  
ADAPTATION ET MISE EN SCÈNE FRANCIS HUSTER

**FRANCIS HUSTER**  
**CRISTIANA REALI**  
**JACQUES SPIESSER**

LOCATION : 42 56 04 41  
**EUROPE 1**

**BENNETON**  
Gravure-Héraldique  
Papier à lettre - Cartes de visite - Faire-part de mariage  
Chevalières gravées  
75, bd Malesherbes - Paris 8 - Tél. : (1) 43 87 57 39

**PIANO**  
FLYER  
**SCHIFF**  
**BRENDEL**  
**POLLINI**  
PRIX DU JURY  
**UN INDEP**  
VIA











## Les tensions monétaires et les répercussions sur la construction de l'Europe

### Spéculations

Le **deutschemark** ■ Paris poursuivait son recul lundi 28 septembre, repassant à 3,38 francs le 3,37 franc et même un peu plus de 3,36 à un moment donné, se rapprochant du cours-pivot de 3,3538. Huit jours auparavant, il était à 3,4250, à un demi-centime du cours-plafond de 3,4305 : on mesure donc le chemin parcouru. En même temps, le loyer de l'argent au jour le jour restait tendu à 28 % et 28 %.

Pour les pessimistes, la Banque de France perd le deuxième manche de la bataille du franc, ne pouvant éliminer ses rivaux d'intérêt comme il l'avait envisagé qu'elle le fasse le lendemain du vote du référendum sur le traité de Maastricht. Pour les optimistes, il est probable en agissant ainsi pour empêcher les taux d'intérêt de baisser, elle veut contraindre le recul du mark, obliger les acquéreurs de devises allemandes à lui offrir un franc plus cher.

Au premier, les banques allemandes et françaises et d'Allemagne l'Allemagne, un mouvement bénéfique puisque le prix du **deutschemark** est supérieur à 3,40 francs et que le prix du franc est inférieur à 3,38 francs.

En observant le recul du **deutschemark** au cours-pivot de 3,3538 francs, certains observateurs ont demandé si l'on n'assistait pas à l'échec d'un projet de réajustement des marges de fluctuation au sein d'un nouveau, dur, du système monétaire européen. Ces marges pourraient être ramenées de 2,25 % à 1 % de part et d'autre du cours-pivot, ce qui offrirait une meilleure stabilité des monnaies au sein du nouveau dur. Ils rappellent qu'en 1990 la Banque nationale de Belgique, après une longue période de fluctuations, avait maintenu des taux d'intérêt élevés avant d'annoncer, au printemps 1990, un ajustement des marges de fluctuation entre le mark, auquel le franc belge collectait plus de 100 milliards de francs.

Un tel ajustement avait été proposé l'an dernier par la Commission de Bruxelles, et sa mise en œuvre demandait voir son effet sur la valeur de ces jours derniers.

FRANÇOIS RENARD

Nous avons tout "Track" pour réaliser vos projets.

Cours Entrepreneur Indépendant

Le Top du Management

3 Mois intensifs de Formation

par Cédric van der Pijl

de Services en Informatique et Gestion

travaux de

produit cycle Oct et Nov 92

Stage - Location : 20.000 fr.

SIS Data France sa

47-71-29-82

46-02-54-33

### Entreprise Tunisienne d'Activités Pétrolières

#### Appel d'offres n° 09/92

#### Acquisition d'un Microscope Électronique à Balayage

L'Entreprise Tunisienne d'Activités Pétrolières propose d'acquiescer un microscope électronique à balayage pour ses travaux de géologie.

Les fournisseurs sont invités à prendre possession du cahier des charges auprès du bureau d'ordre de l'ETAP, 27 bis, av. Khereddine-Pacha - Tunis à partir de la date de parution du présent avis contre la présentation d'une demande écrite.

Les offres doivent parvenir à l'ETAP par voie recommandée postale et être double enveloppe.

Le dernier délai de réception des offres au bureau d'ordre de l'ETAP est fixé au 5 octobre 1992.

## La hausse du yen risque de peser sur la croissance au Japon

L'appréciation de la **monnaie japonaise**, qui a franchi, lundi 28 septembre, le seuil des 120 yens pour un dollar, est appelée à se poursuivre, estimant-on dans les milieux financiers de Tokyo. D'autant plus que, pour l'instant, la banque centrale ne semble pas souhaiter intervenir. Le renchérissement des prix à l'exportation provoqué par la valorisation de la monnaie nationale risque cependant d'accentuer le ralentissement de l'activité économique au Japon.

TOKYO

de notre correspondant

En déclarant, lundi 28 septembre, que le cours du yen « doit être en phase avec les données de l'économie réelle », le ministre des finances, M. Taro Aso, a indiqué, selon les commentateurs, que l'appréciation du yen est souhaitable à partir du moment où elle s'opère de manière progressive. La valorisation de la devise japonaise est en fait accueillie avec des sentiments mitigés.

Tous les observateurs s'accordent à penser qu'il faut chercher les causes du phénomène dans les turbulences des marchés des changes en Europe et non dans les performances de l'économie japonaise. Certains notent qu'à la différence de ce qui se passait

il y a tout juste sept ans, en septembre 1985, lorsque furent signés les accords du Plaza qui se traduisaient par une forte hausse du cours du yen, le dollar était à son maximum, alors qu'aujourd'hui le mark semble ce rôle. Seconde différence, le changement de ligne de 1985 fut négocié par les autorités monétaires alors que, cette fois, c'est le marché qui décide.

Si la valorisation du yen, « n'est pas en soi une mauvaise chose », note le quotidien économique *Yomiuri Keizai*, dans la mesure où elle favorise une réduction de l'excédent commercial (celui-ci atteint 100 milliards de dollars, soit 500 milliards de francs) et peut contribuer, grâce à un effort soutenu en matière d'investissements, à réorienter la croissance vers la demande interne, elle risque néanmoins d'accentuer le ralentissement de l'activité économique.

#### Une bonne nouvelle pour les banques

La valorisation du yen, qui se traduit par un renchérissement des prix à l'exportation, survient en effet à un moment où les principaux secteurs industriels sont déjà touchés par la stagnation du marché intérieur et où les ventes à l'étranger restent une source de croissance. Les secteurs particulièrement vulnérables à cette hausse du yen sont l'automobile et l'électronique, qui se trouvent déjà en

situation de surcapacité productive : Toyota a calculé qu'une valorisation de 1 yen par rapport au dollar sur une période d'un an revient à un manque à gagner de 6 milliards de yens ; 1,6 milliard dans le cas de Fujitsu, le fabricant d'électronique.

L'effet déflationniste d'une montée de la devise japonaise jusqu'à un cours 110 yens pour un dollar ne manquera pas de s'étendre aux autres secteurs. Inversement, la hausse du yen devrait favoriser les industries importatrices (en particulier d'énergie). Mais si les révaluations passées ont été sensiblement répercutées sur les prix des matières premières industrielles, elles se sont toutefois peu fait sentir sur les tarifs publics.

La valorisation du yen est, en revanche, une bonne nouvelle pour les banques, dont les réserves sont essentiellement constituées en monnaie nationale : elle facilitera leurs efforts pour atteindre le taux de solvabilité exigé par la Banque des règlements internationaux. Les analystes estiment que la poursuite d'une valorisation brutale du yen par rapport au dollar pourrait se traduire par une « crise de la devise américaine » qui accentuerait les pressions des États-Unis sur le Japon pour qu'il abaisse encore son taux d'escompte.

PHILIPPE PONS

#### Le projet de loi sur la publicité

#### Inquiétudes des agences d'offres d'emplois

Le projet de loi M. Michel Sapin, ministre de l'économie et des finances, sur la « transparence » de la vie économique, le financement des partis et la publicité, dont la présentation à l'Assemblée nationale, prévue entre le 5 et le 7 octobre (le *Monde* daté 27-28 septembre), pourrait retarder d'une semaine de jours, continue à faire des vagues au sein du microcosme publicitaire. Ainsi, dans un mémorandum récent, le Syndicat national des publicitaires en annonces classées (SNPAC), qui regroupe les agences de publicité dans la presse, critique le projet actuel.

En notant d'abord la fragilité du marché qui a régressé entre 1990 et 1991, passant d'un chiffre d'affaires global de 2,5 milliards de francs à 1,9 milliard, le SNPAC rappelle que les agences de « communication en recrutement » sont démunies par une commission versée par le journal - qui intègre cette commission à son tarif d'offres d'emplois - et que les recettes de la presse écrite sont en grande partie dues aux petites annonces et offres d'emplois.

Il fait remarquer que le mode de travail des agences d'offres d'emplois, « dans le court terme, voire le quotidien » (un annonceur appelle une agence pour une offre d'emploi à faire publier dans les vingt-quatre heures, par exemple), a empêché la création de centrales d'achat d'espaces. Il met aussi en avant les progrès tant graphiques que rédactionnels des offres d'emplois, imputables aux agences spécialisées. Le SNPAC craint que le projet, en l'état, fasse disparaître des agences du fait de l'alourdissement des procédures et de la suppression de la commission et accélération la concentration du secteur en mettant en péril des journaux.

Un décret réglemente la publicité pour les boissons alcoolisées à la radio. - Un nouveau décret d'application de la loi Evry contre le tabacisme a été publié, ce mardi 28 septembre, au *Journal officiel*. Il prévoit, qu'à compter du 1er janvier 1993 la propagande à la publicité directe ou indirecte à la radio pour les boissons alcoolisées à teneur en alcool est supérieure à 1,2 % ne sera autorisée que le mercredi entre 0 heure et 7 heures et les autres jours entre 0 heure et 17 heures.

#### Le Train Bleu

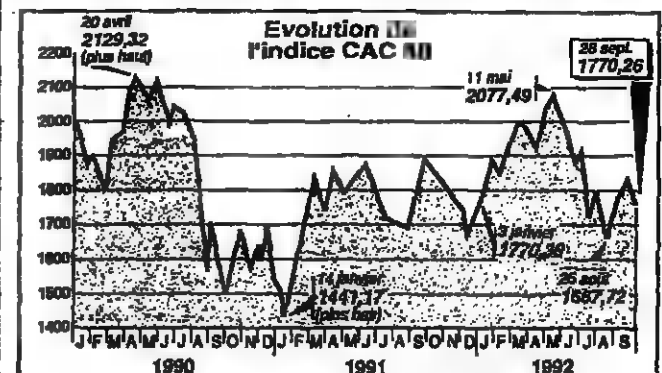
Réouverture le 1<sup>er</sup> octobre

Un voyage féérique pour l'œil après 3 mois de travaux

Sous la direction de Chef Michel COMBY

Carré 111 Lyon - 75012 Paris - Réservation : 43 43 99 96

## La plus forte baisse quotidienne de la Bourse de Paris depuis un an



Nouveau « lundi gris » à la Bourse de Paris, où, pour la première fois depuis le putsch en Union soviétique au mois d'août 1991 - date à laquelle les valeurs françaises avaient abandonné 7,28 % en clôture - le marché n'avait jamais enregistré une aussi forte baisse en une seule séance. En abandonnant 3,97 % sur la journée, l'indice CAC 40 est revenu à son niveau du début de l'année à quelques fractions près (1 770,30 points le 3 janvier contre 1 770,28 lundi 28 septembre). La tendance baissière devait se poursuivre puisque dès le mardi l'indice de référence abandonnait 1,2 % à l'ouverture.

Certes, à plusieurs reprises, le principal indicateur de la place avait affiché ces derniers mois des pertes supérieures à 3 %, que ce soit après le « non » donné au traité de Maastricht en juin ou, plus près de nous, lundi 21 septembre, après le timide « oui » français au même traité. Même au plus fort de la tempête monétaire de ces deux dernières semaines, le décalage n'avait pas été aussi important.

De plus, cette forte baisse s'est effectuée avec un courant d'échanges relativement faible, principalement dû à des intervenants étrangers, et avec un marché de taux plutôt bien orienté puisque le MATIF (marché à terme international de France), a fait preuve d'une certaine résistance sans correction excessive après la vive progression observée à la fin de la semaine passée (109,32 contre 109,60 en clôture vendredi 25 septembre). Le contrat national n'écouant le coup que mardi matin en perdant 50 centimes sur l'échéance décembre. Si le marché obligataire reste convaincu qu'une baisse des taux longs devrait intervenir prochainement, en revanche le marché des actions en doute. Les déclarations du premier ministre, dimanche 27 septembre - selon lesquelles « il serait imprudent de parler de baisse des taux en France » - n'ont fait que conforter les opérateurs dans leur pessimisme.

Reste que la prochaine échéance - à court terme - que se sont fixés les intervenants est la réunion bimensuelle de la Bundesbank, qui doit avoir lieu jeudi 1<sup>er</sup> octobre. Un geste, même petit, de la banque centrale allemande serait propre à redonner de l'élan à un marché morose, qui continue d'être affecté sensiblement par une raprice qui ne fait attendre ainsi que par des résultats trimestriels d'entreprises loin de tenir les promesses d'avant l'été.

#### Malgré le désaccord entre les banquiers et Matra

## Les négociations se poursuivent pour éviter le dépôt de bilan d'Orlyval

Le groupe Matra, actionnaire à hauteur de 17,3 % de la société Orlyval, qui exploite la ligne automatique entre l'aéroport d'Orly et la ligne RER, refuse de payer la part qu'il lui revient pour le bilan de la société. Les banquiers de la société, qui ont financé la ligne, refusent de payer la part qu'il lui revient pour le bilan de la société. Les banquiers de la société, qui ont financé la ligne, refusent de payer la part qu'il lui revient pour le bilan de la société. Les banquiers de la société, qui ont financé la ligne, refusent de payer la part qu'il lui revient pour le bilan de la société.

#### SNCF : des perturbations sur le trafic de la banlieue parisienne

Le banlieue de plusieurs banlieues (gare du Nord, gare Saint-Lazare) ainsi que celui de la ligne C du RER ont été perturbés, lundi 28 septembre, à la suite d'un ordre de grève de la CGT, de la CFDT et du FOAAC-Auto-voiture en raison du passage du service d'hiver, qui prévoit le changement des horaires des mécaniciens.

#### Le TGV à Quimper

Le TGV Atlantique est arrivé à Quimper le 27 septembre, à l'occasion de la mise en service de la ligne Lorient-Quimper. Le train permet d'atteindre Quimper en 4 h 20 à partir de Paris. Le train est composé de 10 voitures, dont 4 sont des voitures à grande vitesse. Le train est composé de 10 voitures, dont 4 sont des voitures à grande vitesse.

#### Un projet de 2,6 milliards de francs

#### Le métro de Rennes déclaré d'utilité publique

RENNES

de notre correspondant

La commission d'enquête sur l'utilité publique d'un métro de type VAL à Rennes a émis, lundi 28 septembre, un avis favorable à l'ouverture d'une recommandation restrictive. Quatre des cinq commissaires enquêteurs ont émis un avis favorable à l'ouverture d'une recommandation restrictive pendant un certain délai afin d'apporter des précisions sur le montage financier - la subvention de l'Etat - toujours pas connue, bien qu'estimée à plus de 380 millions de francs pour un projet de 2,6 milliards de francs, - sur le coût du VAL et son incidence sur la circulation automobile dans le centre-ville, ainsi que sur l'aménagement du plan de circulation de la plus petite ville du monde candidate à un métro.

L'avant-projet détaillé devrait être soumis au conseil de direction avant la fin de l'année. Quant à l'avis préfectoral déclarant les travaux d'utilité publique, il devra être pris avant le 20 juin 1993 et sera valide cinq ans pour la première fois.

C.J.T.



سكزا من الإيجل

# ÉCONOMIE

## AGRICULTURE

Un entretien avec le président de la FNSEA

### «Même petit, le «oui» français renforce l'autorité européenne face aux États-Unis», nous déclare M. Luc Guyau

Exploitant agricole en Bretagne, syndicaliste depuis l'âge de dix-huit ans, ancien président du Centre des jeunes agriculteurs, M. Luc Guyau, quarante-quatre ans, a succédé au mois de juin à la présidence de la FNSEA (Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles) à M. Raymond Lacombe. Dans l'entretien qu'il nous a accordé, il se montre très critique à l'égard de M. Louis Mermaz, ministre de l'Agriculture et de la Pêche, qui a mené en bateau les paysans. Commentant les résultats du référendum sur l'Europe, il estime que le «oui» français, même petit, est une chance qui renforce l'autorité européenne vis-à-vis des États-Unis dans les négociations du GATT. Un an après la grande manifestation du 29 septembre, M. Guyau annonce que la FNSEA se battra pour défendre des agriculteurs debout sur l'ensemble du territoire.

«Il y a un an, plus de 200 000 paysans à leurs familles défilant à Paris au cours d'une manifestation imposante, digne et calme, s'exprimant avec sympathie des citoyens. Avec le recul, votre message vous semble-t-il avoir été compris? Les agriculteurs sont-ils plus sereins ou plus inquiets?»

«Le message que nous avions lancé — par exemple «pas de pays sans pays» — a été saisi. L'opinion publique, nous l'avons parlé de culture, d'histoire, de racines, de mots qui ne nous ont pas fait indifférent. Mais, en retour, nous n'avons pas eu de pouvoirs publics qui nous attendaient, d'où notre déception actuelle. Il nous a soufflé pour redonner confiance au monde agricole et aux populations locales. C'est à une autre souffrance que nous nous heurtons. Je me demande toujours quel est le projet gouvernemental pour l'agriculture fonctionnant en symbiose avec l'économie nationale».

«Les résultats du référendum sur l'Europe ont bien mis en évidence le rôle du monde agricole et rural. Vous en êtes surpris?»

«Je suis d'accord : les paysans ont voté «oui», mais pas à l'unanimité. C'est un fait. Mais il faut un plan d'adaptation permanent, adaptable, flexible, car il est impossible aujourd'hui de toutes les régions de la PAC. Les fruits et légumes, par exemple, ne sont pas directement concernés par la réforme comme l'est le bétail, mais c'est peut-être le plus menacé à terme. On a un vrai plan, pas de colmatage».

«Et pour le budget? Quelles sont vos inquiétudes?»

«Je n'en cite que deux. D'abord des mesures vigoureuses pour alléger les dettes des agriculteurs et des coopératives, qui ont beaucoup investi dans le passé et auxquels la baisse des prix ou de jachère! Serez-vous cet, dans le secteur des coopératives et des industries d'ap-

provisionnement, 4 000 emplois sont appelés à disparaître? Il faut aussi moderniser la fiscalité des entreprises agricoles, l'aligner sur celle des autres sociétés, notamment pour le traitement des revenus réinvestis».

«Vous avez donc décidé de renouer l'action revendicative...»

«Oui. Avec le CNJA nous organisons le 14 octobre une journée d'action territoriale relayée jusqu'à la fin du mois. Cible : l'État et les administrations. Nous espérons le soutien des industries locales (pensez au secteur du matériel agricole sinistré) et des élus de toutes tendances».

«Vous êtes adhérent avec le gouvernement. Pourtant, dans le cadre du GATT, il lui n'a rien n'ont plus, jusqu'à ce jour du moins, devant Washington...»

«Vous avez raison : pourtant je refuse l'usage de la force pour réformer la PAC avant de conclure au GATT, car les Américains risquent de nous faire payer deux fois. Écoutez M. Bush! Dans ses discours, il consacre toujours plusieurs paragraphes à «nos» agriculteurs. Et je constate que Washington affiche une vraie stratégie, une vraie stratégie. Tout simple du reste : contrôler l'arme alimentaire mondiale. L'Europe, elle, n'a pas de stratégie. Or la meilleure façon de résister à Washington serait de dire : «Nous avons décidé de prendre notre part dans la politique alimentaire mondiale des trente prochaines années». Jusqu'à maintenant, on cherche à parer les coups, à négocier, contourner, alors qu'il faut prendre des initiatives».

«L'Europe a-t-elle une mesure, politiquement, de la faire?»

«Plus que jamais on a besoin d'une Europe forte. Même petit, le «oui» français est une chance et renforce l'autorité européenne vis-à-vis des États-Unis. Mais elle sera d'autant plus forte qu'elle sera plus solidaire de ses voisins d'Europe centrale et du Maghreb. Quand même! L'Algérie, la Tunisie et le Maroc sont plus près de Paris et de Bruxelles que de Washington! J'essaie de faire partager cette vision du monde par d'autres, par exemple dans les syndicats. C'est l'occasion de ne pas manquer pour «décloisonner» les agriculteurs».

«On reproche à la FNSEA d'accepter de mauvaises grâces la

plupart syndical. La Confédération paysanne s'en plaint. M. Bérégovoy a promis à ses dirigeants qu'ils siègeraient dans les offices interprofessionnels. Êtes-vous choqués?»

«Rien ne me choque mais, franchement, ce n'est pas un problème fondamental. Le gouvernement a sans doute mieux à faire pour l'agriculture que de rechercher la division. En matière de pluralisme, je mets au défi quiconque de se trouver plus que moi au centre d'une galaxie pluraliste. La FNSEA fédère 30 000 syndicats locaux, plus des associations spécialisées! Et dans le bagne de la PAC, qui mouille le plus sa chemise : la Confédération ou la FNSEA?»

## «Agriculteurs debout»

«Au prochain congrès de la FNSEA à Versailles serez-vous candidat à votre succession?»

«Je serai candidat à la présidence de mon syndicat communal en Vendée et, si je suis élu ensuite aux stades cantonal, départemental et régional, je me représenterai au niveau national. Je d'envie pas de faire d'électoratisme d'ici à avril 1993. Je défendrai les agriculteurs».

«Quel sera le mot-clé de ce congrès?»

«Des agriculteurs debout! Et debout sur tout le territoire! Si on n'obtient qu'aux lois du libéralisme, vingt départements suffiraient pour assurer la production de toute l'agriculture française. C'est un scénario inacceptable, même si je sais que, dans certaines régions, on a franchi le seuil de non-retour. Je suis très sévère sur la politique d'aménagement du territoire menée depuis trente ans».

«L'agriculture n'est donc pas complètement condamnée?»

«Notre génération veut montrer qu'elle n'est pas un état social, c'est exercer un vrai métier. Nous revendiquons une place de Français comme les autres en tant que citoyens, responsables, contribuables, créateurs. Et les défis — on la fait — on connaît».

Propos recueillis par FRANÇOIS GROSHARD

## SOCIAL

1 % de chômeurs en moins au mois d'août

### «L'action volontariste» explique la baisse du chômage

M. Pierre Bérégovoy avait raison de se féliciter, dès dimanche soir au cours du Grand Jury RTL-le Monde, des chiffres du chômage enregistrés en août. Ceux-ci ont baissé de 1 % en données corrigées des variations saisonnières, selon les résultats publiés par le ministère du travail, lundi 28 septembre (le Monde du 29 septembre). 30 300 chômeurs en moins en un mois, pour 2 100 100 inscrits, ce qui est le premier de cet ampleur depuis novembre 1988. Comme l'annonçait le premier ministre, le chômage a donc baissé de 1,2 % au 29 septembre, à un moment où, tous les ans pratiquement, une légère diminution se produit. Ce fléchissement, qui intervient pour la deuxième fois consécutivement, sera-t-il passager ou amorcé-t-il une inversion de la tendance qui se poursuivait jusqu'à la fin de l'année, voire jusqu'au printemps prochain?

Tout dépendra en fait des mesures prises par le gouvernement en matière de politique active du chômage, par le nombre d'observateurs à la traîne sociale. Car, ainsi que le note l'Insee, le ministère du travail, le chômage a baissé de 1,2 % en août, ce qui est le premier de cet ampleur depuis novembre 1988. Comme l'annonçait le premier ministre, le chômage a donc baissé de 1,2 % au 29 septembre, à un moment où, tous les ans pratiquement, une légère diminution se produit. Ce fléchissement, qui intervient pour la deuxième fois consécutivement, sera-t-il passager ou amorcé-t-il une inversion de la tendance qui se poursuivait jusqu'à la fin de l'année, voire jusqu'au printemps prochain?

## Mauvaise conjonction

Le marché du travail continue à mal se porter. Les effectifs salariés ont baissé de 0,2 % au deuxième trimestre, rien n'indiquant qu'ils se sont améliorés depuis et, à l'ANPE, le volume des offres d'emploi déposées, de l'ordre de 53 000 au 20 août, a baissé de 13,6 % en un an.

Même si le nombre des offres de longue durée demeure de 914 100, les offres corrigées, en raison de l'afflux continu d'anciens licenciés qui atteignent

un million d'inscriptions, les programmes de M. Edith Cresson et de M. Pierre Bérégovoy commencent à porter leurs fruits. Le chiffre officiel a baissé de 1,7 % en un mois et de 2,5 % au cours des trois derniers mois. En conséquence, les dispositifs d'aide ou de formation se remplissent. Le retour à l'emploi (CRE) fléchit avec 100 000, les créations d'emploi-solidaire atteignent 250 000, contre 200 000 l'an passé. De plus, les entrées en stage ont augmenté de 65,6 % en un an et, il est logique, d'une opération d'entretiens systématiques, les entreprises exploitent. Elles s'élèvent à environ 16 000 par mois, en croissance de 315,8 % par rapport à l'an passé.

De même, les actions en faveur des jeunes fonctionnent à plein, permettant de ramener le chômage des moins de vingt-cinq ans (-4 % depuis janvier) au niveau d'il y a quinze mois. Mais, comme pour les femmes qui voudraient reprendre un emploi (+1,6 % en un an), la conjonction pourrait ici ajouter des effets. Forte d'habitude, la progression des inscriptions pour la recherche d'un premier emploi n'a été que de 1,3 % en un an. Ce qui laisserait supposer que les jeunes ne sont pas le système scolaire.

Formis des éléments, dus à l'intervention des pouvoirs publics pour l'essentiel, les données, la situation économique ne s'améliore pas vraiment. L'espérer. Légèrement plus faible en août, et pour cause, le nombre des offres d'emploi économiques croît de 12 % en un an et en compte 345 000 depuis le début de l'année. Même les bons taux de placement de chômage dans un emploi, qui s'élevaient à 9,6 % en un an, ne s'améliorent pas. Ils sont baissés de la disparition des listes à la suite d'une absence à un contrôle ou à une annulation par défaut, la reprise d'un emploi. Ce qui signifie seulement que les vérifications de l'ANPE entraînent des changements d'adresse.

ALAIN LEBEAUCHE

### M. Marc Blondel (FO) s'inquiète du «jeu statistique»

M. Marc Blondel a mis en garde, lundi 28 septembre, le premier ministre contre «un jeu statistique qui ne correspond pas à la réalité» en matière de chômage.

Le secrétaire général de France ouverte a insisté sur le fait que les «statistiques au forceps» qui résultent de l'ajustement des embauches de longue durée sous l'emploi-solidaire dans le secteur public et

qui s'apparentent, selon lui, à un «jeu statistique».

M. Blondel a aussi préconisé la reprise d'un «jeu statistique» au sein européen. Affirmant que «trop de montanismus conduit à l'apathie», le secrétaire général de FO estime que la hausse de l'inflation n'est pas «dramatique» et permettrait de stimuler la relance en Europe.

«Tous les syndicats de chauffeurs routiers appellent à une journée d'action le 30 septembre. Les organisations de chauffeurs-routiers, CFDT, CGT et FNCR (Fédération nationale des chauffeurs-routiers), ont appelé lundi 28 septembre à une journée d'actions dans l'unité la plus large, jusqu'à la grève, mercredi 30 septembre, pour faire face à l'immobilisme du patronat». Les trois organisations ont choisi de mobiliser les routiers à l'occasion d'une réunion paritaire consacrée à la transcription dans la convention collective des accords obtenus, au mois de juillet. Elles plaident pour un «réel statut» permettant d'assurer «un niveau de rémunération qui ne soit plus un réceptacle de primes».

«EDF-GDF : la CGT appelle à des arrêts de travail. La Fédération CGT de l'énergie a appelé, lundi 28 septembre, les salariés d'EDF-GDF à une nouvelle journée nationale d'action, le 1er octobre, afin de protester contre le projet de réforme du régime complémentaire de Sécurité sociale des électriciens et gaziers. La CGT a protesté en particulier contre la nomination d'un commissaire du gouvernement au Comité de direction des services d'action sociale d'EDF-GDF. La CGT, qui considère que le personnel de tout pouvoir de décision en matière mutualiste, lors qu'elle n'aurait pas son aval».

## ÉNERGIE

Dans une lettre de mission à M. Philippe Rouvillois

### Le gouvernement redéfinit les missions du CEA

Reconnaît, après une période de vacillation, en juillet dernier à la tête du Commissariat à l'énergie atomique (CEA), et ses 20 000 salariés, M. Philippe Rouvillois, directeur général, a reçu vendredi 25 septembre la lettre de mission. Consignée par les trois ministres de tutelle de l'organisme public (défense, recherche), elle fixe deux missions «essentielles» au CEA : la «recherche scientifique civile» et la «politique de l'énergie nucléaire».

S'agissant du nucléaire civil, le CEA est prié de faire porter son action sur l'innovation par laser, le développement des réacteurs à fusion et la fin du cycle du combustible (problème des déchets). Au total, donc, les axes de recherche qui supposent «le soutien au sein du CEA d'activités de recherche fondamentale» mais passent aussi par «une étroite collaboration avec les équipes du CNRS (et des coopérations internationales)» notamment européennes. Dans le domaine militaire, la lettre de mission confirme que, «dans un contexte budgétaire contraint», M. Rouvillois devra poursuivre «l'effort de diversification et de redimensionnement de la direction des applications militaires».

## Intensifier les coopérations

Hors de ces deux missions, le CEA a toute liberté pour «utiliser les compétences de ses équipes (R&D) ou pour les mettre à l'œuvre». Mais, dans les domaines : Commissariat à l'énergie atomique dispose pas d'un «savoir-faire spécifique», les pouvoirs publics demandent au CEA d'intensifier les coopérations avec les établissements publics de l'enseignement supérieur (CNRS, INSERM).

## AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

### sogera

d'EIF

### Résultats Sogera au 30 juin 1992

Croissance de 8,8 % du résultat

Au cours du premier semestre 1992, SOGERAP a dégagé un résultat net de 61,6 MF en croissance de 8,8 % sur le résultat net de 57,1 MF du 30 juin 1991, qui s'élevait à 52,1 MF.

La croissance provient de l'amélioration des revenus courants, qui ont passé de 52,1 MF au 30 juin 1991 à 52,1 MF, en particulier grâce aux produits de trésorerie (44,8 MF contre 9,7 MF pour la même période 1991). La politique d'activités menée au premier semestre a permis de dégager des revenus exceptionnels de 27,4 MF contre 34,3 MF en 1991.

La poursuite de la politique de développement de ses actifs qu'elle a entreprise depuis plusieurs mois, en tenant le plus grand compte de la conjoncture et de l'évolution des marchés. Sauf forte dégradation de ceux-ci, elle devrait obtenir un résultat 1992 en progression par rapport à 1991.

## ÉCONOMIE

### Le gouvernement algérien transit des marchandises

Le gouvernement algérien a annoncé qu'il allait passer à l'importation directe des marchandises, ce qui signifie la fin de la pratique consistant à importer des marchandises à l'étranger et à les réexporter en Algérie. Cette mesure vise à réduire les coûts de transport et à améliorer la compétitivité des produits algériens sur le marché international.

### Les des du marché

Les marchés financiers ont connu une journée calme, avec une légère hausse des indices boursiers. Les investisseurs restent attentifs aux données économiques et aux décisions de la Banque mondiale.

### Résultats du premier trimestre

Les entreprises ont enregistré des résultats mitigés au premier trimestre 1992. Certaines ont profité de la baisse des coûts de production, tandis que d'autres ont été touchées par la déflation.

Le secteur public a connu une légère amélioration de ses performances, grâce à des mesures de rationalisation des dépenses.







## VIE DES ENTREPRISES

Deux ans après la naissance du groupe pharmaceutique franco-américain

## Rhône-Poulenc Rorer taille dans ses programmes de recherche

COLLEGEVILLE (Pennsylvanie)

notre envoyé spécial

Le groupe pharmaceutique franco-américain Rhône-Poulenc Rorer (RPR) a annoncé, vendredi 25 septembre, lors de l'inauguration de son nouveau siège à d'un centre de recherche à Collegeville (Pennsylvanie), près de Philadelphie, qui emploie 1 900 personnes, une réduction de 30 % de ses programmes de recherche.

Après la chute de la pharmacie Rhône-Poulenc Rorer, deux ans, qui a donné naissance à un troisième groupe mondial du médicament (3,8 milliards de dollars de chiffre d'affaires), les dirigeants ont porté sur une rationalisation de la recherche et une diminution du nombre de projets, au profit des

importants coûts de développement. Le groupe a donc décidé de réduire, une molécule découverte à partir d'un arbre, l'if. Les premiers essais sur l'homme ont débuté en 1991 et ont été suivis cette année par des essais cliniques simultanément en Europe, au Japon et aux États-Unis.

Rhône-Poulenc Rorer a signé un accord en ce sens avec le National Cancer Institute (NCI), qui dépend du gouvernement américain. Néanmoins, ce futur médicament, qui sera une quinoléine de tumeurs cancéreuses, est en retard de deux ans dans son développement par rapport à son concurrent, le Taxol, développé par l'américain Bristol Myers Squibb, numéro un mondial de la pharmacie.

Parmi les autres priorités du groupe figure l'élaboration d'un vaccin contre le sida, en collaboration avec Immune Response Corp, une société française et dirigée par

M. Jonas Salt, l'inventeur du vaccin contre la poliomyélite au milieu des années 70. Les partenaires ont déjà investi 36 millions de dollars dans leurs recherches, qui n'en sont encore qu'à leur début.

L'objectif de la fusion de Rhône-Poulenc et Rorer est de pouvoir exploiter rapidement les nouveaux médicaments pour les cinq premiers médicaments mondiaux. Pour cela, le budget de 1992 sera encore augmenté, passant de 2 200 millions de dollars à 2 400 millions, implanté à Vitry-sur-Seine (Val-de-Marne), et 250 millions à Collegeville (Pennsylvanie). Les premiers résultats de la recherche sur le système nerveux central, les anti-infectieux et le sida, les anti-cancéreux et la recherche cardio-vasculaire, la rhumatologie.

DOMINIQUE GALLOIS

## CHIFFRES ET MOUVEMENTS

## RETRAIT

Porton (habillement) se retire de Oshkosh B'Gosh Europe. — Oshkosh B'Gosh Inc., spécialiste américain du vêtement pour enfant, a annoncé la vente de son 49 % de la filiale française Oshkosh B'Gosh Europe SA, qui devient une filiale à part entière du groupe d'outre-atlantique. Créée en 1990, la filiale commune avait pour objectif de développer la marque Oshkosh en Europe. Le groupe américain distribue Alamo (principale marque de Porton) sur le marché européen. En janvier, les deux groupes avaient renoncé à leur coopération. Entre-temps, il est vrai, Porton, qui menait une restructuration difficile, avait racheté Zannier et conduit à séparer de son outil de production.

## SAUVETAGE

Virgin Atlantic au secours de Dan-Air. — L'entrepreneur britannique Richard Branson, propriétaire de Virgin Atlantic Airways, a confirmé lundi 28 septembre qu'il négocierait un plan de sauvetage de

la compagnie britannique Dan-Air, premier opérateur de l'Europe. Le groupe a communiqué un communiqué indiquant qu'elle coordonnerait les activités de la compagnie dans le cadre d'un plan de refinancement, mais qu'il n'était pas question de fusion. Les actions de Dan-Air, cotées à la Bourse de Londres, ont chuté de 10 % lundi.

## ÉCONOMIES

GPA réduit son carnet de commandes d'avions. — Le groupe d'aviation Guinnesse Peat Aviation (GPA), numéro un de la location d'avions dans le monde, a annoncé la réduction de son carnet de commandes, qui débouchera sur une réduction de 10 % de ses achats d'avions jusqu'à l'an 2000. Face à la crise qui frappe le transport aérien, les compagnies aériennes de GPA jusqu'en 2000, qui devraient être réduites de plus de 1 milliard de dollars, a indiqué la société. Un

accord de principe a été trouvé avec la majorité des fournisseurs, et le budget d'acquisitions de GPA sera réduit de 1,5 milliard de dollars en 1994.

## APPELATION

Suppression de l'appellation « parac saint-émilion ». — L'Institut national de l'origine et de la qualité (INAO), qui gère les appellations d'origine contrôlées (AOC) des producteurs de vins, a décidé pour la première fois depuis 1935 de supprimer une AOC, le « parac saint-émilion ». Cette appellation n'était plus revendiquée depuis 1975, a expliqué l'Institut, car les producteurs de la zone affectée à cette AOC préféraient adopter d'autres appellations, la plus souvent l'AOC « montagne saint-émilion ». Les seules bouteilles de parac saint-émilion restantes datent donc d'avant 1975.

## PME

La Poste ouvre un bureau spécial pour les PME à Paris. — La Poste de Paris a ouvert son premier bureau spécial pour les petites et moyennes entreprises (PME) dans le quartier du Sentier. Ce bureau, situé boulevard de Strasbourg dans le 10<sup>e</sup> arrondissement, est une expérience que La Poste espère multiplier d'ici six mois. Il permettra notamment aux PME, professions libérales et associations de déposer leur courrier sur vingt-quatre heures sur vingt-quatre et de payer leur facture postale en fin de mois seulement. Cette expérience correspond à la volonté de La Poste, devenue établissement public autonome début 1991, de s'adapter aux besoins de ses trois grands types de clientèle : particuliers, grandes entreprises et PME. La Poste a déjà des contrats spécifiques pour une centaine de grandes entreprises. Les PME, qui représentent la 80 % du chiffre d'affaires courrier global (52 milliards de francs) de La Poste, ont tendance à s'éloigner vers la concurrence : quelque 20 % de l'activité courrier des PME est déjà confiée à d'autres entreprises, selon La Poste.

## IMPLANTATION

Bata (chaussures) s'implante en Pologne. — Le fabricant de chaussures canadien Bata, numéro un mondial de ce secteur et originaire du Bohême, s'implante en Pologne. Le groupe a ouvert un magasin à Varsovie, le premier d'une trentaine de points de vente qu'il compte installer en trois ans. Jusqu'à la seconde guerre mondiale, la société disposait dans ce pays d'un réseau de trois cents magasins et de deux usines. La branche polonaise sera une société mixte, détenue à 51 % par la filiale italienne de Bata, la société Compar. Pionnière des communications d'entreprise, Compar a établi une liaison satellite permettant à l'entrepôt italien d'enregistrer directement les ventes du magasin polonais par le système de code à barres.

Le Monde

PUBLICITÉ FINANCIÈRE

Renseignements : 46-62-72-67

## MARCHÉS FINANCIERS

PARIS, 28 septembre

Poursuite du recul

Après le très vil recule de la veille (-4 %), la Bourse de Paris, comme les autres places financières européennes, a continué son mouvement de baisse mardi 29 septembre en raison du niveau très élevé des taux d'intérêt à court terme en France ainsi que des perspectives économiques moroses. En recul de 1,19 % à l'ouverture, l'indice CAC 40 a terminé une heure et demie plus tard à 1 747,19 points, renvoyant l'indice à son niveau du 10 septembre. En début d'après-midi, le recul moyen des valeurs françaises était supérieur à 2,2 %. Les taux d'intérêt à court terme ne baissent pas, maintenant les investisseurs au chômage, le taux à jour le jour remontant nettement mardi matin, évoluant dans une fourchette entre 23 et 27 %.

Ces taux sont indispensables pour défendre la parité du franc face au dollar, estiment des observateurs. Les résultats des sociétés résistent des nouvelles surprises et les investisseurs sont prompts à les sanctionner. L'après-midi, l'indice CAC 40 a continué sa descente, se terminant à 1 747,19 points, soit 2,2 % en dessous de son niveau de mardi. Les investisseurs ont été déçus par les résultats de la grande Bourse new-yorkaise, a déclaré à 3 276,26, en hausse de 26,44 points, soit 0,80 %. Le nombre de transactions a été peu élevé avec quelque 158 millions de titres échangés.

Les valeurs en hausse ont dépassé celles en baisse : 308 contre 787, alors que 806 actions sont restées inchangées. Les incertitudes sur le résultat de l'élection présidentielle aux États-Unis, qui pourrait redonner une course à la monnaie américaine s'échangent à 4,81 F contre 4,9110 F lundi selon le cours indicatif de la Banque de France.

En effet, M. Perot, dans un discours prononcé à l'Assemblée nationale, s'est donné jusqu'à la fin de la semaine pour décider de son retour sur la scène politique.

| VALEURS                | Cours de 28 sept. | Cours de 29 sept. |
|------------------------|-------------------|-------------------|
| Alcatel                | 460               | 442               |
| ATF                    | 23 70             | 23 70             |
| Banque Paribas         | 680               | 650               |
| BNP                    | 480               | 460               |
| Chemin de fer de Paris | 239 30            | 239 30            |
| Comptoir d'Escompte    | 877               | 878               |
| Crédit                 | 208               | 210 10            |
| Crédit Lyonnais        | 670               | 660               |
| Crédit du Nord         | 160               | 160               |
| Crédit du Sud          | 268               | 268               |
| Crédit du Centre       | 1020              | 1020              |
| Crédit du Littoral     | 282               | 282               |
| Crédit du Midi         | 97                | 97                |
| Crédit du Nord         | 237               | 237               |
| Crédit du Sud          | 1000              | 1000              |
| Crédit du Centre       | 400               | 380               |
| Crédit du Littoral     | 1035              | 1021              |
| Crédit du Midi         | 110 10            | 110               |
| Crédit du Nord         | 120               | 120               |
| Crédit du Sud          | 200               | 200               |
| Crédit du Centre       | 160               | 170               |
| Crédit du Littoral     | 110               | 108               |
| Crédit du Midi         | 328               | 330               |
| Crédit du Nord         | 167 80            | 161               |
| Crédit du Sud          | 752               | 751               |
| Crédit du Centre       | 181 60            | 184               |
| Crédit du Littoral     | 73                | 73                |

LONDRES, 28 septembre

Net repli

Les valeurs ont régressé lundi 28 septembre au Stock Exchange, alors que les investisseurs ont attendu dans une ambiance un peu tendue le résultat de la réunion des ministres des finances européens à Bruxelles. Les valeurs ont régressé, l'indice Footsie des cent grandes valeurs a chuté de 41 points, soit un repli de 1,5 %, à 2 560 points. Le volume des transactions a été de 456,6 millions de titres contre 681,1 millions vendredi.

Les inquiétudes sur l'évolution de la formation d'une Europe à deux vitesses ont entraîné la Grande-Bretagne dans le feu des critiques, la rendant, ainsi que les craintes que le chapeau de la livre ne relance les pressions inflationnistes.

TOKYO, 28 septembre

Nouvelle baisse

Pour la troisième séance consécutive, la Bourse de Tokyo a fini en baisse mardi 29 septembre, mais en dessous de ses plus bas niveaux du jour. Au terme des transactions, l'indice Nikkei a chuté de 224,52 points, soit 1,25 %, à 17 748,09 points. Le volume des transactions a été de 240 millions d'actions.

La déception devant l'impopularité des fonds publics à soutenir le yen et la forte appellation du yen ont été les causes de la baisse, a-t-il été dit. Les fonds publics japonais sur le marché ont été déçus, explique un professionnel, et le yen fort est devenu un facteur négatif, car il a accru le poids des portefeuilles étrangers et entraîné des pressions de bénéfices.

| VALEURS                | Cours de 28 sept. | Cours de 29 sept. |
|------------------------|-------------------|-------------------|
| Alcatel                | 130               | 130               |
| ATF                    | 120               | 120               |
| Banque Paribas         | 120               | 120               |
| BNP                    | 120               | 120               |
| Chemin de fer de Paris | 120               | 120               |
| Comptoir d'Escompte    | 120               | 120               |
| Crédit                 | 120               | 120               |
| Crédit Lyonnais        | 120               | 120               |
| Crédit du Nord         | 120               | 120               |
| Crédit du Sud          | 120               | 120               |
| Crédit du Centre       | 120               | 120               |
| Crédit du Littoral     | 120               | 120               |
| Crédit du Midi         | 120               | 120               |
| Crédit du Nord         | 120               | 120               |
| Crédit du Sud          | 120               | 120               |
| Crédit du Centre       | 120               | 120               |
| Crédit du Littoral     | 120               | 120               |
| Crédit du Midi         | 120               | 120               |
| Crédit du Nord         | 120               | 120               |
| Crédit du Sud          | 120               | 120               |
| Crédit du Centre       | 120               | 120               |
| Crédit du Littoral     | 120               | 120               |
| Crédit du Midi         | 120               | 120               |
| Crédit du Nord         | 120               | 120               |
| Crédit du Sud          | 120               | 120               |
| Crédit du Centre       | 120               | 120               |
| Crédit du Littoral     | 120               | 120               |
| Crédit du Midi         | 120               | 120               |
| Crédit du Nord         | 120               | 120               |
| Crédit du Sud          | 120               | 120               |
| Crédit du Centre       | 120               | 120               |
| Crédit du Littoral     | 120               | 120               |
| Crédit du Midi         | 120               | 120               |
| Crédit du Nord         | 120               | 120               |
| Crédit du Sud          | 120               | 120               |
| Crédit du Centre       | 120               | 120               |
| Crédit du Littoral     | 120               | 120               |
| Crédit du Midi         | 120               | 120               |
| Crédit du Nord         | 120               | 120               |
| Crédit du Sud          | 120               | 120               |
| Crédit du Centre       | 120               | 120               |
| Crédit du Littoral     | 120               | 120               |
| Crédit du Midi         | 120               | 120               |
| Crédit du Nord         | 120               | 120               |
| Crédit du Sud          | 120               | 120               |
| Crédit du Centre       | 120               | 120               |
| Crédit du Littoral     | 120               | 120               |
| Crédit du Midi         | 120               | 120               |
| Crédit du Nord         | 120               | 120               |
| Crédit du Sud          | 120               | 120               |
| Crédit du Centre       | 120               | 120               |
| Crédit du Littoral     | 120               | 120               |
| Crédit du Midi         | 120               | 120               |
| Crédit du Nord         | 120               | 120               |
| Crédit du Sud          | 120               | 120               |
| Crédit du Centre       | 120               | 120               |
| Crédit du Littoral     | 120               | 120               |
| Crédit du Midi         | 120               | 120               |
| Crédit du Nord         | 120               | 120               |
| Crédit du Sud          | 120               | 120               |
| Crédit du Centre       | 120               | 120               |
| Crédit du Littoral     | 120               | 120               |
| Crédit du Midi         | 120               | 120               |
| Crédit du Nord         | 120               | 120               |
| Crédit du Sud          | 120               | 120               |
| Crédit du Centre       | 120               | 120               |
| Crédit du Littoral     | 120               | 120               |
| Crédit du Midi         | 120               | 120               |
| Crédit du Nord         | 120               | 120               |
| Crédit du Sud          | 120               | 120               |
| Crédit du Centre       | 120               | 120               |
| Crédit du Littoral     | 120               | 120               |
| Crédit du Midi         | 120               | 120               |
| Crédit du Nord         | 120               | 120               |
| Crédit du Sud          | 120               | 120               |
| Crédit du Centre       | 120               | 120               |
| Crédit du Littoral     | 120               | 120               |
| Crédit du Midi         | 120               | 120               |
| Crédit du Nord         | 120               | 120               |
| Crédit du Sud          | 120               | 120               |
| Crédit du Centre       | 120               | 120               |
| Crédit du Littoral     | 120               | 120               |
| Crédit du Midi         | 120               | 120               |
| Crédit du Nord         | 120               | 120               |
| Crédit du Sud          | 120               | 120               |
| Crédit du Centre       | 120               | 120               |
| Crédit du Littoral     | 120               | 120               |
| Crédit du Midi         | 120               | 120               |
| Crédit du Nord         | 120               | 120               |
| Crédit du Sud          | 120               | 120               |
| Crédit du Centre       | 120               | 120               |
| Crédit du Littoral     | 120               | 120               |
| Crédit du Midi         | 120               | 120               |
| Crédit du Nord         | 120               | 120               |
| Crédit du Sud          | 120               | 120               |
| Crédit du Centre       | 120               | 120               |
| Crédit du Littoral     | 120               | 120               |
| Crédit du Midi         | 120               | 120               |
| Crédit du Nord         | 120               | 120               |
| Crédit du Sud          | 120               | 120               |
| Crédit du Centre       | 120               | 120               |
| Crédit du Littoral     | 120               | 120               |
| Crédit du Midi         | 120               | 120               |
| Crédit du Nord         | 120               | 120               |
| Crédit du Sud          | 120               | 120               |
| Crédit du Centre       | 120               | 120               |
| Crédit du Littoral     | 120               | 120               |
| Crédit du Midi         | 120               | 120               |
| Crédit du Nord         | 120               | 120               |
| Crédit du Sud          | 120               | 120               |
| Crédit du Centre       | 120               | 120               |
| Crédit du Littoral     | 120               | 120               |
| Crédit du Midi         | 120               | 120               |
| Crédit du Nord         | 120               | 120               |
| Crédit du Sud          | 120               | 120               |
| Crédit du Centre       | 120               | 120               |
| Crédit du Littoral     | 120               | 120               |
| Crédit du Midi         | 120               | 120               |
| Crédit du Nord         | 120               | 120               |
| Crédit du Sud          | 120               | 120               |
| Crédit du Centre       | 120               | 120               |
| Crédit du Littoral     | 120               | 120               |
| Crédit du Midi         | 120               | 120               |
| Crédit du Nord         | 120               | 120               |
| Crédit du Sud          | 120               | 120               |
| Crédit du Centre       | 120               | 120               |
| Crédit du Littoral     | 120               | 120               |
| Crédit du Midi         | 120               | 120               |
| Crédit du Nord         | 120               | 120               |
| Crédit du Sud          | 120               | 120               |
| Crédit du Centre       | 120               | 120               |
| Crédit du Littoral     | 120               | 120               |
| Crédit du Midi         | 120               | 120               |
| Crédit du Nord         | 120               | 120               |
| Crédit du Sud          | 120               | 120               |
| Crédit du Centre       | 120               | 120               |
| Crédit du Littoral     | 120               | 120               |
| Crédit du Midi         | 120               | 120               |
| Crédit du Nord         | 120               | 120               |
| Crédit du Sud          | 120               | 120               |
| Crédit du Centre       | 120               | 120               |
| Crédit du Littoral     | 120               | 120               |
| Crédit du Midi         | 120               | 120               |
| Crédit du Nord         | 120               | 120               |
| Crédit du Sud          | 120               | 120               |
| Crédit du Centre       | 120               | 120               |
| Crédit du Littoral     | 120               | 120               |
| Crédit du Midi         | 120               | 120               |
| Crédit du Nord         | 120               | 120               |
| Crédit du Sud          | 120               | 120               |
| Crédit du Centre       | 120               | 120               |
| Crédit du Littoral     | 120               | 120               |
| Crédit du Midi         | 120               | 120               |
| Crédit du Nord         | 120               | 120               |
| Crédit du Sud          | 120               | 120               |
| Crédit du Centre       | 120               | 120               |
| Crédit du Littoral     | 120               | 120               |
| Crédit du Midi         | 120               | 120               |
| Crédit du Nord         | 120               | 120               |
| Crédit du Sud          | 120               | 120               |
| Crédit du Centre       | 120               | 120               |
| Crédit du Littoral     | 120               | 120               |
| Crédit du Midi         | 120               | 120               |
| Crédit du Nord         | 120               | 120               |
| Crédit du Sud          | 120               | 120               |
| Crédit du Centre       | 120               | 120               |
| Crédit du Littoral     | 120               | 120               |
| Crédit du Midi         | 120               | 120               |
| Crédit du Nord         | 120               | 120               |
| Crédit du Sud          | 120               | 120               |
| Crédit du Centre       | 120               | 120               |
| Crédit du Littoral     | 120               | 120               |
| Crédit du Midi         | 120               | 120               |
| Crédit du Nord         | 120               | 120               |
| Crédit du Sud          | 120               | 120               |
| Crédit du Centre       | 120               | 120               |
| Crédit du Littoral     | 120               | 120               |
| Crédit du Midi         | 120               | 120               |
| Crédit du Nord         | 120               | 120               |
| Crédit du Sud          | 120               | 120               |
| Crédit du Centre       | 120               | 120               |
| Crédit du Littoral     | 120               | 120               |
| Crédit du Midi         | 120               | 120               |
| Crédit du Nord         | 120               | 120               |
| Crédit du Sud          | 120               | 120               |
| Crédit du Centre       | 120               | 120               |
| Crédit du Littoral     | 120               | 120               |
| Crédit du Midi         | 120               | 120               |
| Crédit du Nord         | 120               | 120               |
| Crédit du Sud          | 120               | 120               |
| Crédit du Centre       | 120               | 120               |
| Crédit du Littoral     | 120               | 120               |
| Crédit du Midi         | 120               | 120               |
| Crédit du Nord         | 120               | 120               |
| Crédit du Sud          | 120               | 120               |
| Crédit du Centre       | 120               | 120               |
| Crédit du Littoral     | 120               | 120               |
| Crédit du Midi         | 120               | 120               |
| Crédit du Nord         | 120               | 120               |
| Crédit du Sud          | 120               | 120               |
| Crédit du Centre       | 120               | 120               |
| Crédit du Littoral     | 120               | 120               |
| Crédit du Midi         | 120               | 120               |
| Crédit du Nord         | 120               | 120               |
| Crédit du Sud          | 120               | 120               |
| Crédit du Centre       | 120               | 120               |
| Crédit du Littoral     | 120               | 120               |
| Crédit du Midi         | 120               | 120               |
| Crédit du Nord         | 120               | 120               |
| Crédit du Sud          | 120               | 120               |
| Crédit du Centre       | 120               | 120               |
| Crédit du Littoral     | 120               | 120               |
| Crédit du Midi         | 120               | 120               |
| Crédit du Nord         | 120               | 120               |
| Crédit du Sud          | 120               | 120               |
| Crédit du Centre       | 120               | 120               |
| Crédit du Littoral     | 120               | 120               |
| Crédit du Midi         | 120               | 120               |
| Crédit du Nord         | 120               | 120               |
| Crédit du Sud          | 120               | 120               |
| Crédit du Centre       | 120               | 120               |
| Crédit du Littoral     | 120               | 120               |
| Crédit du Midi         | 120               | 120               |
| Crédit du Nord         | 120               | 120               |
| Crédit du Sud          | 120               | 120               |
| Crédit du Centre       | 120               | 120               |
| Crédit du Littoral     | 120               | 120               |
| Crédit du Midi         | 120               | 120               |
| Crédit du Nord         | 120               | 120               |
| Crédit du Sud          | 120               | 120               |
| Crédit du Centre       | 120               | 120               |
| Crédit du Littoral     | 120               | 120               |
| Crédit du Midi         | 120               | 120               |
| Crédit du Nord         | 120               | 120               |
| Crédit du Sud          | 120               | 120               |
| Crédit du Centre       | 120               | 120               |
| Crédit du Littoral     | 120               | 120               |
| Crédit du Midi         | 120               | 120               |
| Crédit du Nord         | 120               | 120               |
| Crédit du Sud          | 120               | 120               |
| Crédit du Centre       | 120               | 120               |
| Crédit du Littoral     | 120               | 120               |
| Crédit du Midi         | 120               | 120               |
| Crédit du Nord         | 120               | 120               |
| Crédit du Sud          | 120               | 120               |
| Crédit du Centre       | 120               | 120               |
| Crédit du Littoral     | 120               | 120               |
| Crédit du Midi         | 120               | 120               |
| Crédit du Nord         | 120               | 120               |
| Crédit du Sud          | 120               | 120               |
| Crédit du Centre       | 120               | 120               |
| Crédit du Littoral     | 120               | 120               |
| Crédit du Midi         | 120               | 120               |
| Crédit du Nord         | 120               | 120               |
| Crédit du Sud          | 120               | 120               |
| Crédit du Centre       | 120               | 120               |
| Crédit du Littoral     | 120               | 120               |
| Crédit du Midi         | 120               | 120               |
| Crédit du Nord         | 120               | 120               |
| Crédit du Sud          | 120               | 120               |
| Crédit du Centre       | 120               | 120               |
| Crédit du Littoral     | 120               | 120               |
| Crédit du Midi         | 120               | 120               |
| Crédit du Nord         | 120               | 120               |
| Crédit du Sud          | 120               | 120               |
| Crédit du Centre       | 120               | 120               |
| Crédit du Littoral     | 120               | 120               |
| Crédit du Midi         | 120               | 120               |
| Crédit du Nord         | 120               | 120               |
| Crédit du Sud          | 120               | 120               |
| Crédit du Centre       | 120               | 120               |
| Crédit du Littoral     | 120               | 120               |
| Crédit du Midi         | 120               | 120               |
| Crédit du Nord         | 120               | 120               |
| Crédit du Sud          | 120               | 120               |
| Crédit du Centre       | 120               | 120               |
| Crédit du Littoral     | 120               | 120               |
| Crédit du Midi         | 120               | 120               |
| Crédit du Nord         | 120               | 120               |
| Crédit du Sud          | 120               | 120               |
| Crédit du Centre       | 120               | 120               |
| Crédit du Littoral     | 120               | 120               |
| Crédit du Midi         | 120               | 120               |
| Crédit du Nord         | 120               | 120               |
| Crédit du Sud          | 120               | 120               |
| Crédit du Centre       | 120               | 120               |
| Crédit du Littoral     | 120               | 120               |
| Crédit du Midi         | 120               | 120               |
| Crédit du Nord         | 120               | 120               |
| Crédit du Sud          | 120               | 120               |
| Crédit du Centre       | 120               | 120               |
| Crédit du Littoral     | 120               | 120               |
| Crédit du Midi         | 120               | 120               |
| Crédit du Nord         | 120               | 120               |
| Crédit du Sud          | 120               | 120               |
| Crédit du Centre       | 120               | 120               |
| Crédit du Littoral     | 120               | 120               |
| Crédit du Midi         | 120               | 120               |
| Crédit du Nord         | 120               | 120               |
| Crédit du Sud          | 120               | 120               |
| Crédit du Centre       | 120               | 120               |
| Crédit du Littoral     | 120               | 120               |
| Crédit du Midi         | 120               | 120               |
| Crédit du Nord         | 120               | 120               |
| Crédit du Sud          | 120               | 120               |
| Crédit du Centre       | 120               | 120               |
| Crédit du Littoral     | 120               | 120               |
| Crédit du Midi         | 120               | 120               |
| Crédit du Nord         | 120               | 120               |
| Crédit du Sud          | 120               | 120               |
| Crédit du Centre       | 120               | 120               |
| Crédit du Littoral     | 120               | 120               |
| Crédit du Midi         | 120               | 120               |
| Crédit du Nord         | 120               | 120               |
| Crédit du Sud          | 120               | 120               |
| Crédit du Centre       | 120               | 120               |
| Crédit du Littoral     | 120               | 120               |
| Crédit du Midi         | 120               | 120               |
| Crédit du Nord         | 120               | 120               |
| Crédit du Sud          | 120               | 120               |
| Crédit du Centre       | 120               | 120               |
| Crédit du Littoral     | 120               | 120               |
| Crédit du Midi         | 120               | 120               |
| Crédit du Nord         | 120               | 120               |
| Crédit du Sud          | 120               | 120               |
| Crédit du Centre       | 120               | 120               |
| Crédit du Littoral     | 120               | 120               |
| Crédit du Midi         | 120               | 120               |
| Crédit du Nord         | 120               | 120               |
| Crédit du Sud          | 120               | 120               |
| Crédit du Centre       | 120               | 120               |
| Crédit du Littoral     | 120               | 120               |
| Crédit du Midi         | 120               | 120               |
| Crédit du Nord         | 120               | 120               |
| Crédit du Sud          | 120               | 120               |
| Crédit du Centre       | 120               | 120               |
| Crédit du Littoral     | 120               | 120               |
| Crédit du Midi         | 120               | 120               |
| Crédit du Nord         | 120               | 120               |
| Crédit du Sud          | 120               | 120               |
| Crédit du Centre       | 120               | 120               |
| Crédit du Littoral     | 120               | 120               |
| Crédit du Midi         | 120               | 120               |
| Crédit du Nord         | 120               | 120               |
| Crédit du Sud          | 120               | 120               |
| Crédit du Centre       | 120               | 120               |
| Crédit du Littoral     | 120               | 120               |
| Crédit du Midi         | 120               | 120               |
| Crédit du Nord         | 120               | 120               |
| Crédit du Sud          | 120               | 120               |
| Crédit du Centre       | 120               | 120               |
| Crédit du Littoral     | 120               | 120               |
| Crédit du Midi         | 120               | 120               |
| Crédit du Nord         | 120               | 120               |
| Crédit du Sud          | 120               | 120               |
| Crédit du Centre       | 120               | 120               |
| Crédit du Littoral     | 120               | 120               |
| Crédit du Midi         | 120               | 120               |
| Crédit du Nord         | 120               | 120               |
| Crédit du Sud          | 120               | 120               |
| Crédit du Centre       | 120               | 120               |
| Crédit du Littoral     | 120               | 120               |
| Crédit du Midi         | 120               | 120               |
| Crédit du Nord         | 120               | 120               |
| Crédit du Sud          | 120               | 120               |
| Crédit du Centre       | 120               | 120               |
| Crédit du Littoral     | 120               | 120               |
| Crédit du Midi         | 120               | 120               |
| Crédit du Nord         | 120               | 120               |
| Crédit du Sud          | 120               | 120               |
| Crédit du Centre       | 120               | 120               |
| Crédit du Littoral     | 120               | 120               |
| Crédit du Midi         | 120               | 120               |
| Crédit du Nord         | 120               | 120               |
| Crédit du Sud          | 120               | 120               |
| Crédit du Centre       | 120               | 120               |
| Crédit du Littoral     | 120               | 120               |
| Crédit du Midi         | 120               | 120               |
| Crédit du Nord         | 120               | 120               |
| Crédit du Sud          | 120               | 120               |
| Crédit du Centre       | 120               | 120               |
| Crédit du Littoral     | 120               | 120               |
| Crédit du Midi         | 120               | 120               |
| Crédit du Nord         | 120               | 120               |
| Crédit du Sud          | 120               | 120               |
| Crédit du Centre       | 120               | 120               |
| Crédit du Littoral     | 120               | 120               |
| Crédit du Midi         | 120               | 120               |
| Crédit du Nord         | 120               | 120               |
| Crédit du Sud          | 120               | 120               |
| Crédit du Centre       | 120               | 120               |
| Crédit du Littoral     | 120               | 120               |
| Crédit du Midi         | 120               | 120               |
| Crédit du Nord         | 120               | 120               |
| Crédit du Sud          | 120               | 120               |
| Crédit du Centre       | 120               | 120               |
| Crédit du Littoral     | 120               | 120               |
| Crédit du Midi         | 120               | 120               |
| Crédit du Nord         | 120               | 120               |
| Crédit du Sud          | 120               | 120               |
| Crédit du Centre       | 120               | 120               |
| Crédit du Littoral     | 120               | 120               |
| Crédit du Midi         | 120               | 120               |
| Crédit du Nord         | 120               | 120               |
| Crédit du Sud          | 120               | 120               |
| Crédit du Centre       | 120               | 120               |
| Crédit du Littoral     | 120               | 120               |
| Crédit du Midi         | 120               | 120               |
| Crédit du Nord         | 120               | 120               |
|                        |                   |                   |



## BOURSE DU 29 SEPTEMBRE

| Règlement mensuel |                   |       |         |         |        |           |         |       |         |           |      |           |         |           |         |         |   |           |         |       |         |           |      |      |
|-------------------|-------------------|-------|---------|---------|--------|-----------|---------|-------|---------|-----------|------|-----------|---------|-----------|---------|---------|---|-----------|---------|-------|---------|-----------|------|------|
| Compagnon         | VALEURS           | Cours | Premier | Dernier | %      | Compagnon | VALEURS | Cours | Premier | Dernier   | %    | Compagnon | VALEURS | Cours     | Premier | Dernier | % | Compagnon | VALEURS | Cours | Premier | Dernier   | %    |      |
| 4790              | CALTEX            | 4860  | 4630    | 4960    |        | Compagnon | 4630    | 4960  |         | Compagnon | 4630 | 4960      |         | Compagnon | 4630    | 4960    |   | Compagnon | 4630    | 4960  |         | Compagnon | 4630 | 4960 |
| 840               | BP T.P.           | 941   | 941     | 941     |        | Compagnon | 941     | 941   |         | Compagnon | 941  | 941       |         | Compagnon | 941     | 941     |   | Compagnon | 941     | 941   |         | Compagnon | 941  | 941  |
| 880               | Shell T.P.        | 941   | 941     | 941     |        | Compagnon | 941     | 941   |         | Compagnon | 941  | 941       |         | Compagnon | 941     | 941     |   | Compagnon | 941     | 941   |         | Compagnon | 941  | 941  |
| 1861              | Renault T.P.      | 1862  | 1862    | 1862    | + 0.07 | Compagnon | 1862    | 1862  |         | Compagnon | 1862 | 1862      |         | Compagnon | 1862    | 1862    |   | Compagnon | 1862    | 1862  |         | Compagnon | 1862 | 1862 |
| 1870              | Rhône Poul.       | 1863  | 1863    | 1863    | + 1.32 | Compagnon | 1863    | 1863  |         | Compagnon | 1863 | 1863      |         | Compagnon | 1863    | 1863    |   | Compagnon | 1863    | 1863  |         | Compagnon | 1863 | 1863 |
| 1870              | State Indus. T.P. | 1012  | 1012    | 1012    | + 1.28 | Compagnon | 1012    | 1012  |         | Compagnon | 1012 | 1012      |         | Compagnon | 1012    | 1012    |   | Compagnon | 1012    | 1012  |         | Compagnon | 1012 | 1012 |
| 590               | ACORP             | 772   | 772     | 772     | + 1.00 | Compagnon | 772     | 772   |         | Compagnon | 772  | 772       |         | Compagnon | 772     | 772     |   | Compagnon | 772     | 772   |         | Compagnon | 772  | 772  |
| 590               | Alc. Leys         | 720   | 715     | 715     | - 0.65 | Compagnon | 720     | 715   |         | Compagnon | 720  | 715       |         | Compagnon | 720     | 715     |   | Compagnon | 720     | 715   |         | Compagnon | 720  | 715  |
| 1540              | Alu. S.P.         | 530   | 530     | 530     |        | Compagnon | 530     | 530   |         | Compagnon | 530  | 530       |         | Compagnon | 530     | 530     |   | Compagnon | 530     | 530   |         | Compagnon | 530  | 530  |
| 410               | ASF Ind. Canada   | 378   | 378     | 378     |        | Compagnon | 378     | 378   |         | Compagnon | 378  | 378       |         | Compagnon | 378     | 378     |   | Compagnon | 378     | 378   |         | Compagnon | 378  | 378  |
| 410               | ASF Ind. Canada   | 378   | 378     | 378     |        | Compagnon | 378     | 378   |         | Compagnon | 378  | 378       |         | Compagnon | 378     | 378     |   | Compagnon | 378     | 378   |         | Compagnon | 378  | 378  |
| 410               | ASF Ind. Canada   | 378   | 378     | 378     |        | Compagnon | 378     | 378   |         | Compagnon | 378  | 378       |         | Compagnon | 378     | 378     |   | Compagnon | 378     | 378   |         | Compagnon | 378  | 378  |
| 410               | ASF Ind. Canada   | 378   | 378     | 378     |        | Compagnon | 378     | 378   |         | Compagnon | 378  | 378       |         | Compagnon | 378     | 378     |   | Compagnon | 378     | 378   |         | Compagnon | 378  | 378  |
| 410               | ASF Ind. Canada   | 378   | 378     | 378     |        | Compagnon | 378     | 378   |         | Compagnon | 378  | 378       |         | Compagnon | 378     | 378     |   | Compagnon | 378     | 378   |         | Compagnon | 378  | 378  |
| 410               | ASF Ind. Canada   | 378   | 378     | 378     |        | Compagnon | 378     | 378   |         | Compagnon | 378  | 378       |         | Compagnon | 378     | 378     |   | Compagnon | 378     | 378   |         | Compagnon | 378  | 378  |
| 410               | ASF Ind. Canada   | 378   | 378     | 378     |        | Compagnon | 378     | 378   |         | Compagnon | 378  | 378       |         | Compagnon | 378     | 378     |   | Compagnon | 378     | 378   |         | Compagnon | 378  | 378  |
| 410               | ASF Ind. Canada   | 378   | 378     | 378     |        | Compagnon | 378     | 378   |         | Compagnon | 378  | 378       |         | Compagnon | 378     | 378     |   | Compagnon | 378     | 378   |         | Compagnon | 378  | 378  |
| 410               | ASF Ind. Canada   | 378   | 378     | 378     |        | Compagnon | 378     | 378   |         | Compagnon | 378  | 378       |         | Compagnon | 378     | 378     |   | Compagnon | 378     | 378   |         | Compagnon | 378  | 378  |
| 410               | ASF Ind. Canada   | 378   | 378     | 378     |        | Compagnon | 378     | 378   |         | Compagnon | 378  | 378       |         | Compagnon | 378     | 378     |   | Compagnon | 378     | 378   |         | Compagnon | 378  | 378  |
| 410               | ASF Ind. Canada   | 378   | 378     | 378     |        | Compagnon | 378     | 378   |         | Compagnon | 378  | 378       |         | Compagnon | 378     | 378     |   | Compagnon | 378     | 378   |         | Compagnon | 378  | 378  |
| 410               | ASF Ind. Canada   | 378   | 378     | 378     |        | Compagnon | 378     | 378   |         | Compagnon | 378  | 378       |         | Compagnon | 378     | 378     |   | Compagnon | 378     | 378   |         | Compagnon | 378  | 378  |
| 410               | ASF Ind. Canada   | 378   | 378     | 378     |        | Compagnon | 378     | 378   |         | Compagnon | 378  | 378       |         | Compagnon | 378     | 378     |   | Compagnon | 378     | 378   |         | Compagnon | 378  | 378  |
| 410               | ASF Ind. Canada   | 378   | 378     | 378     |        | Compagnon | 378     | 378   |         | Compagnon | 378  | 378       |         | Compagnon | 378     | 378     |   | Compagnon | 378     | 378   |         | Compagnon | 378  | 378  |
| 410               | ASF Ind. Canada   | 378   | 378     | 378     |        | Compagnon | 378     | 378   |         | Compagnon | 378  | 378       |         | Compagnon | 378     | 378     |   | Compagnon | 378     | 378   |         | Compagnon | 378  | 378  |
| 410               | ASF Ind. Canada   | 378   | 378     | 378     |        | Compagnon | 378     | 378   |         | Compagnon | 378  | 378       |         | Compagnon | 378     | 378     |   | Compagnon | 378     | 378   |         | Compagnon | 378  | 378  |
| 410               | ASF Ind. Canada   | 378   | 378     | 378     |        | Compagnon | 378     | 378   |         | Compagnon | 378  | 378       |         | Compagnon | 378     | 378     |   | Compagnon | 378     | 378   |         | Compagnon | 378  | 378  |
| 410               | ASF Ind. Canada   | 378   | 378     | 378     |        | Compagnon | 378     | 378   |         | Compagnon | 378  | 378       |         | Compagnon | 378     | 378     |   | Compagnon | 378     | 378   |         | Compagnon | 378  | 378  |
| 410               | ASF Ind. Canada   | 378   | 378     | 378     |        | Compagnon | 378     | 378   |         | Compagnon | 378  | 378       |         | Compagnon | 378     | 378     |   | Compagnon | 378     | 378   |         | Compagnon | 378  | 378  |
| 410               | ASF Ind. Canada   | 378   | 378     | 378     |        | Compagnon | 378     | 378   |         | Compagnon | 378  | 378       |         | Compagnon | 378     | 378     |   | Compagnon | 378     | 378   |         | Compagnon | 378  | 378  |
| 410               | ASF Ind. Canada   | 378   | 378     | 378     |        | Compagnon | 378     | 378   |         | Compagnon | 378  | 378       |         | Compagnon | 378     | 378     |   | Compagnon | 378     | 378   |         | Compagnon | 378  | 378  |
| 410               | ASF Ind. Canada   | 378   | 378     | 378     |        | Compagnon | 378     | 378   |         | Compagnon | 378  | 378       |         | Compagnon | 378     | 378     |   | Compagnon | 378     | 378   |         | Compagnon | 378  | 378  |
| 410               | ASF Ind. Canada   | 378   | 378     | 378     |        | Compagnon | 378     | 378   |         | Compagnon | 378  | 378       |         | Compagnon | 378     | 378     |   | Compagnon | 378     | 378   |         | Compagnon | 378  | 378  |
| 410               | ASF Ind. Canada   | 378   | 378     | 378     |        | Compagnon | 378     | 378   |         | Compagnon | 378  | 378       |         | Compagnon | 378     | 378     |   | Compagnon | 378     | 378   |         | Compagnon | 378  | 378  |
| 410               | ASF Ind. Canada   | 378   | 378     | 378     |        | Compagnon | 378     | 378   |         | Compagnon | 378  | 378       |         | Compagnon | 378     | 378     |   | Compagnon | 378     | 378   |         | Compagnon | 378  | 378  |
| 410               | ASF Ind. Canada   | 378   | 378     | 378     |        | Compagnon | 378     | 378   |         | Compagnon | 378  | 378       |         | Compagnon | 378     | 378     |   | Compagnon | 378     | 378   |         | Compagnon | 378  | 378  |
| 410               | ASF Ind. Canada   | 378   | 378     | 378     |        | Compagnon | 378     | 378   |         | Compagnon | 378  | 378       |         | Compagnon | 378     | 378     |   | Compagnon | 378     | 378   |         | Compagnon | 378  | 378  |
| 410               | ASF Ind. Canada   | 378   | 378     | 378     |        | Compagnon | 378     | 378   |         | Compagnon | 378  | 378       |         | Compagnon | 378     | 378     |   | Compagnon | 378     | 378   |         | Compagnon | 378  | 378  |
| 410               | ASF Ind. Canada   | 378   | 378     | 378     |        | Compagnon | 378     | 378   |         | Compagnon | 378  | 378       |         | Compagnon | 378     | 378     |   | Compagnon | 378     | 378   |         | Compagnon | 378  | 378  |
| 410               | ASF Ind. Canada   | 378   | 378     | 378     |        | Compagnon | 378     | 378   |         | Compagnon | 378  | 378       |         | Compagnon | 378     | 378     |   | Compagnon | 378     | 378   |         | Compagnon | 378  | 378  |
| 410               | ASF Ind. Canada   | 378   | 378     | 378     |        | Compagnon | 378     | 378   |         | Compagnon | 378  | 378       |         | Compagnon | 378     | 378     |   | Compagnon | 378     | 378   |         | Compagnon | 378  | 378  |
| 410               | ASF Ind. Canada   | 378   | 378     | 378     |        | Compagnon | 378     | 378   |         | Compagnon | 378  | 378       |         | Compagnon | 378     | 378     |   | Compagnon | 378     | 378   |         | Compagnon | 378  | 378  |
| 410               | ASF Ind. Canada   | 378   | 378     | 378     |        | Compagnon | 378     | 378   |         | Compagnon | 378  | 378       |         | Compagnon | 378     | 378     |   | Compagnon | 378     | 378   |         | Compagnon | 378  | 378  |
| 410               | ASF Ind. Canada   | 378   | 378     | 378     |        | Compagnon | 378     | 378   |         | Compagnon | 378  | 378       |         | Compagnon | 378     | 378     |   | Compagnon | 378     | 378   |         | Compagnon | 378  | 378  |
| 410               | ASF Ind. Canada   | 378   | 378     | 378     |        | Compagnon | 378     | 378   |         | Compagnon | 378  | 378       |         | Compagnon | 378     | 378     |   | Compagnon | 378     | 378   |         | Compagnon | 378  | 378  |
| 410               | ASF Ind. Canada   | 378   | 378     | 378     |        | Compagnon | 378     | 378   |         | Compagnon | 378  | 378       |         | Compagnon | 378     | 378     |   | Compagnon | 378     | 378   |         | Compagnon | 378  | 378  |
| 410               | ASF Ind. Canada   | 378   | 378     | 378     |        | Compagnon | 378     | 378   |         | Compagnon | 378  | 378       |         | Compagnon | 378     | 378     |   | Compagnon | 378     | 378   |         | Compagnon | 378  | 378  |
| 410               | ASF Ind. Canada   | 378   | 378     | 378     |        | Compagnon | 378     | 378   |         | Compagnon | 378  | 378       |         | Compagnon | 378     | 378     |   | Compagnon | 378     | 378   |         | Compagnon | 378  | 378  |
| 410               | ASF Ind. Canada   | 378   | 378     | 378     |        | Compagnon | 378     | 378   |         | Compagnon | 378  | 378       |         | Compagnon | 378     | 378     |   | Compagnon | 378     | 378   |         | Compagnon | 378  | 378  |
| 410               | ASF Ind. Canada   | 378   | 378     | 378     |        | Compagnon | 378     | 378   |         | Compagnon | 378  | 378       |         | Compagnon | 378     | 378     |   | Compagnon | 378     | 378   |         | Compagnon | 378  | 378  |
| 410               | ASF Ind. Canada   | 378   | 378     | 378     |        | Compagnon | 378     | 378   |         | Compagnon | 378  | 378       |         | Compagnon | 378     | 378     |   | Compagnon | 378     | 378   |         | Compagnon | 378  | 378  |
| 410               | ASF Ind. Canada   | 378   | 378     | 378     |        | Compagnon | 378     | 378   |         | Compagnon | 378  | 378       |         | Compagnon | 378     | 378     |   | Compagnon | 378     | 378   |         | Compagnon | 378  | 378  |
| 410               | ASF Ind. Canada   | 378   | 378     | 378     |        | Compagnon | 378     | 378   |         | Compagnon | 378  | 378       |         | Compagnon | 378     | 378     |   | Compagnon | 378     | 378   |         | Compagnon | 378  | 378  |
| 410               | ASF Ind. Canada   | 378   | 378     | 378     |        | Compagnon | 378     | 378   |         | Compagnon | 378  | 378       |         | Compagnon | 378     | 378     |   | Compagnon | 378     | 378   |         | Compagnon | 378  | 378  |
| 410               | ASF Ind. Canada   | 378   | 378     | 378     |        | Compagnon | 378     | 378   |         | Compagnon | 378  | 378       |         | Compagnon | 378     | 378     |   | Compagnon | 378     | 378   |         | Compagnon | 378  | 378  |
| 410               | ASF Ind. Canada   | 378   | 378     | 378     |        | Compagnon | 378     | 378   |         | Compagnon | 378  | 378       |         | Compagnon | 378     | 378     |   | Compagnon | 378     | 378   |         | Compagnon | 378  | 378  |
| 410               | ASF Ind. Canada   | 378   | 378     | 378     |        | Compagnon | 378     | 378   |         | Compagnon | 378  | 378       |         | Compagnon | 378     | 378     |   | Compagnon | 378     | 378   |         | Compagnon | 378  | 378  |
| 410               | ASF Ind. Canada   | 378   | 378     | 378     |        | Compagnon | 378     | 378   |         | Compagnon | 378  | 378       |         | Compagnon | 378     | 378     |   | Compagnon | 378     | 378   |         | Compagnon | 378  | 378  |
| 410               | ASF Ind. Canada   | 378   | 378     | 378     |        | Compagnon | 378     | 378   |         | Compagnon | 378  | 378       |         | Compagnon | 378     | 378     |   | Compagnon | 378     | 378   |         | Compagnon | 378  | 378  |
| 410               | ASF Ind. Canada   | 378   | 378     | 378     |        | Compagnon | 378     | 378   |         | Compagnon | 378  | 378       |         | Compagnon | 378     | 378     |   | Compagnon | 378     | 378   |         | Compagnon | 378  | 378  |
| 410               | ASF Ind. Canada   | 378   | 378     | 378     |        | Compagnon | 378     | 378   |         | Compagnon | 378  | 378       |         | Compagnon | 378     | 378     |   | Compagnon | 378     | 378   |         | Compagnon | 378  | 378  |
| 410               | ASF Ind. Canada   | 378   | 378     | 378     |        | Compagnon | 378     | 378   |         | Compagnon | 378  | 378       |         | Compagnon | 378     | 378     |   | Compagnon | 378     | 378   |         | Compagnon | 378  | 378  |
| 410               | ASF Ind. Canada   | 378   | 378     | 378     |        | Compagnon | 378     | 378   |         | Compagnon | 378  | 378       |         | Compagnon | 378     | 378     |   | Compagnon | 378     | 378   |         | Compagnon | 378  | 378  |
| 410               | ASF Ind. Canada   | 378   | 378     | 378     |        | Compagnon | 378     | 378   |         | Compagnon | 378  | 378       |         | Compagnon | 378     | 378     |   | Compagnon | 378     | 378   |         | Compagnon | 378  | 378  |
| 410               | ASF Ind. Canada   | 378   | 378     | 378     |        | Compagnon | 378     | 378   |         | Compagnon | 378  | 378       |         | Compagnon | 378     | 378     |   | Compagnon | 378     | 378   |         | Compagnon | 378  | 378  |
| 410               | ASF Ind. Canada   | 378   | 378     | 378     |        | Compagnon | 378     | 378   |         | Compagnon | 378  | 378       |         | Compagnon | 378     | 378     |   | Compagnon | 378     | 378   |         | Compagnon | 378  | 378  |
| 410               | ASF Ind. Canada   | 378   | 378     | 378     |        | Compagnon | 378     | 378   |         | Compagnon | 3    |           |         |           |         |         |   |           |         |       |         |           |      |      |

## COMPTANT

| VALEURS                 | %<br>du tot. | % de<br>coupen | VALEURS              | Cours<br>prix. | Dernier<br>cours |
|-------------------------|--------------|----------------|----------------------|----------------|------------------|
| <b>Obligations</b>      |              |                | <b>C.I.T.A.B. 82</b> | 2880           |                  |
| Emp. Ind. 5 7/8 % 76..  |              |                | Comptex              | 482            | 482              |
| 10,00% 72/94..          |              | 0 74           | Co Industrielle      | 3750           |                  |
| Emp. Ind. 12 1/2 % 76.. | 100          | 10 35          | Cpt Lyon Alimant     | 321            | 321              |
| 10,25% 72/82 84         | 100          | 11 00          | Concess.             | 520            | 520              |
| 10,25% sem. 86..        | 108 20       | 8 85           | Cores-AMC-Pav..      | 16 70          | 16 70            |
| OAT 10/4 5/2000..       |              | 3 42           | Grds Gds Ind.        | 370            | 370              |
| OAT 8 5/8 12/1987       |              | 7 87           | C O Union Ind.       | 370            |                  |
| OAT 8 5/8 1/1986..      | 102 50       | 8 50           | Dunlop..             | 650            |                  |
| PTT 11 1/4 85..         | 108          | 8 01           | Dugemont             | 1780           | 1784             |
| CP 10,30% 86..          | 102 05       | 8 40           | Edison Velfort       | 2043           | 2100             |
| CP 10,25% New 80        | 100 70       | 9 55           | Edis. Cent.          | 540            | 540              |
| CRB Bayeux 50000..      | 98           | 2 10           | Elec. Baenr Vidy.    | 2080           |                  |
| CRB Paris 50000..       |              | 2 10           | Eon..                | 325            | 325              |
| CRB Suez 50000..        |              | 2 10           | Fr. Alg. P. Ind.     | 4290           |                  |
| CRB Suez 50000..        |              | 2 10           | Systeme Sic. Co      | 491 50         | 485              |
| CR 1/2 50000..          | 98           | 2 10           | Vale..               | 371 10         | 374 80           |
| CRT 9 % 85..            |              | 3 89           | Reunis..             | 259 70         | 259 00           |
| CRT 10,50% dec. 83      | 106 70       | 7 34           | F.I.P.P..            | 70             | 89 85            |
| CHAFI 5 3/4 3% 100      |              |                | F.N.A.C.             | 1770           |                  |
| CHAFI 5 3/4 3% 100      |              |                | Financ. City         | 437            | 440              |
| CICA..                  |              |                | Fin. Lyonnais        | 530            | 533              |
| Alcatel 8 1/2 % 79..    | 821          | 782            | Forcena              | 316            |                  |
| Alcatel 8 1/2 % 79..    | 821          | 782            | Frangula             | 790            | 796              |
| Alcatel 8 1/2 % 79..    | 821          | 782            | FRANC LARD           | 482            |                  |
| Alcatel 8 1/2 % 79..    | 821          | 782            | FRANC S L&L          | 1482           | 1490             |
| Alcatel 8 1/2 % 79..    | 821          | 782            |                      |                |                  |

**ANT** (selection)

| VALEURS           | Cours<br>préc. | Dernier<br>cours | VALEURS | Cours<br>préc. | Dernier<br>cours |
|-------------------|----------------|------------------|---------|----------------|------------------|
| Patrie Cléon      |                |                  |         |                |                  |
| Piper Haidlen     | 3000.          |                  |         |                |                  |
| Ponchar           | 882            |                  |         |                |                  |
| Protonex (S)      | 349 80         | 336              |         |                |                  |
| Pudlin            | 116            | 130              |         |                |                  |
| Rachefort         | 512 80         |                  |         |                |                  |
| Reno              | 278            | 137              |         |                |                  |
| Reno              | 209 80         |                  |         |                |                  |
| SACER             | 440            |                  |         |                |                  |
| S.A.F.A.          | 211            |                  |         |                |                  |
| S.A.F.I.C. Alom.  | 236            |                  |         |                |                  |
| Saga              | 380            | 350              |         |                |                  |
| San Domingue F.   | 107 80         | 107              |         |                |                  |
| Sarcelle M.       | 495            | 488              |         |                |                  |
| Schneider         | 148            |                  |         |                |                  |
| S.C.A.C.          | 618            |                  |         |                |                  |
| Sensid            | 496 80         |                  |         |                |                  |
| Serv. Ind. (P.)   | 238            | 138              |         |                |                  |
| Shen              | 104 80         | 101 80           |         |                |                  |
| S.I.P.            | 130            |                  |         |                |                  |
| S.M.C.I.          | 100            |                  |         |                |                  |
| Sol.              | 581            |                  |         |                |                  |
| Sofin             | 218            |                  |         |                |                  |
| Sofol             | 1000           | 1000             |         |                |                  |
| Solcan (ex Saur.) | 98             |                  |         |                |                  |

| Etrangères          |        |        |  |     |  |
|---------------------|--------|--------|--|-----|--|
|                     | A.G.   |        |  |     |  |
| Alcan Inc. Can.     | 630    |        |  |     |  |
| Alcan Alcan         | 452    |        |  | 411 |  |
| Alcan Canada        | 550    |        |  |     |  |
| Alcan Brans.        | 238    |        |  |     |  |
| Alcan               | 800    | 830    |  |     |  |
| Anatolien Min.      | 84 10. |        |  |     |  |
| Banco Poplar Esp.   | 426    |        |  |     |  |
| B. Ragnier Inc.     | 22850  | 22850  |  |     |  |
| Can Pacific         | 82 30  | 82     |  |     |  |
| Chrysler Corp.      | 110    |        |  |     |  |
| C.I.R.              | 8 80   |        |  |     |  |
| Comvantage          | 808    | 800    |  |     |  |
| Dow Chemical        | 278 10 | 278 10 |  |     |  |
| Dyn.                | 13 80  |        |  |     |  |
| Gen. (San Luis)     | 115    |        |  | 408 |  |
| GS&T                | 686    | 1000   |  |     |  |
| Glaxo Holdings Ltd. | 68     | 71 50  |  |     |  |
| Goodyear Inc.       | 302 80 |        |  |     |  |
| Guayacal Co (PR)    | 178    |        |  |     |  |
| Hesswell Inc. Int.  | 399    |        |  |     |  |
| Johannesburg        | 88 50  |        |  |     |  |
| Komati-Potlood      | 84     | 80 50  |  |     |  |

**SICAV** (selection)[illegible]

## 28/9

| VALUES                  | Enrollment<br>Funds Incl. | Reaches<br>net |
|-------------------------|---------------------------|----------------|
| 1976-77                 | 87699.10                  | 67679.56       |
| Enrollment Only         | 10070.22                  | 10070.22       |
| Funds Only              | 10337.47                  | 112.47         |
| Amortization            | 30337.47                  | 30337.47       |
| Interest                | 349.76                    | 5616.51        |
| Principal               | 126.87                    | 139.78         |
| Depreciation            | 976.81                    | 962.56         |
| Operating               | 181.37                    | 181.37         |
| Interest: Treasury      |                           | 5205.07        |
| Interest: Other         | 1154.03                   | 1128.47        |
| Net Value               |                           | 812.94         |
| Net Value by Tr         | 11669.56                  | 11512.03       |
| Interest: Global        |                           | 213.46         |
| Interest: Local         | 748.19                    | 712.26         |
| Interest: Pacific       | 643.26                    | 516.03         |
| Interest: PLE           | 488.96                    | 488.96         |
| Interest: Rest          | 1563.17                   | 16086.66       |
| Interest: Total         | 1793.17                   | 1793.17        |
| Net-Gain                | 12180.23                  | 12259.64       |
| Net-Loss                | 1430.26                   | 1430.26        |
| Net-Total               | 1669.96                   | 166.91         |
| Net-Total: Amortization | 1180.40                   | 1180.40        |
| Net-Total: Interest     | 1114.20                   | 1082.35        |
| Net-Total: PLE          | 488.96                    | 488.96         |
| Net-Total: Rest         | 1114.20                   | 1082.35        |
| Net-Total: Total        | 1114.20                   | 1082.35        |

From Paul-Henri  
Gauguin...

[illegible]

|                      |      |     |
|----------------------|------|-----|
| Sotry...             | 2201 | ... |
| Bouders Autogline... | 855  | ... |
| ...                  | ...  | ... |

|                             |       |       |       |       |                |
|-----------------------------|-------|-------|-------|-------|----------------|
| Santal.....                 | 330   | 350   | ..... | ..... | .....          |
| Tour Eiffel.....            | 919   | ..... | ..... | ..... | 6 30           |
| Yama-Angkor.....            | 2196  | 2100  | ..... | ..... | 365 365 60     |
| Tour Eiffel.....            | 211   | ..... | ..... | ..... | 22             |
| Rock.....                   | ..... | ..... | ..... | ..... | 271 268 30     |
| Odessa.....                 | 1102  | ..... | ..... | ..... | 122 10 126     |
| Offici.....                 | 480   | 480   | ..... | ..... | 272 80 271 30  |
| Versap.....                 | 1500  | ..... | ..... | ..... | 5              |
| Vic.....                    | 125   | ..... | ..... | ..... | 24 50          |
| Marché des Bénédictins..... | 281   | ..... | ..... | ..... | 97 Absolu..... |
| .....                       | ..... | ..... | ..... | ..... | 178            |
| .....                       | ..... | ..... | ..... | ..... | 100 63         |
| .....                       | ..... | ..... | ..... | ..... | 27 20          |
| .....                       | ..... | ..... | ..... | ..... | 6 10 4 60      |

|                |                |                |                |                     |
|----------------|----------------|----------------|----------------|---------------------|
| <b>ECONOMY</b> | <b>1987-88</b> | <b>1988-89</b> | <b>1989-90</b> | <b>Lien Trésor.</b> |
| 00             | 1353 96        | 1320 88        |                | Lien 20 000         |

[illegible]

|              |         |    |
|--------------|---------|----|
| Est. . . . . | 1262 85 | 12 |
| admission    | 893 73  | 8  |

|     |         |          |
|-----|---------|----------|
| ... | 219     | 380      |
| ... | 270.18  | 205.51   |
| ... | 405.48  | 395.48   |
| ... | 1071.98 | 1040.78  |
| ... | 1083.81 | 1062.86  |
| ... | 325.95  | 319.59   |
| ... | 1207.07 | 802.82   |
| ... | 1207.54 | 1183.37  |
| ... | 851.29  | 530.09   |
| ... | ...     | 2123.60  |
| ... | 8623.91 | 8234.95  |
| ... | 1013.19 | 9624.38  |
| ... | 1024.48 | 9855.65  |
| ... | 1039.35 | 9851.34  |
| ... | 1215.57 | 10009.39 |
| ... | 1261.00 | 780.38   |
| ... | 1447.05 | 1401.80  |
| ... | ...     | 955.69   |
| ... | ...     | 5187.72  |
| ... | 174.42  | 174.42   |
| ... | 12.10   | 12.10    |
| ... | 1026.70 | 1028.44  |
| ... | ...     | 54023.71 |
| ... | ...     | 5055.24  |
| ... | 410.98  | 396.13   |
| ... | 582.03  | 560.90   |
| ... | ...     | 576.73   |

### Model 1: Change

| Marché des Changes    |                |               |                   |       | MO<br>ET F |
|-----------------------|----------------|---------------|-------------------|-------|------------|
| COURS INDICATIFS      | COURS<br>préc. | COURS<br>29/3 | COURS DES BILLETS |       |            |
|                       |                |               | achat             | vente |            |
| Etats Unis (1 USD...) | 4 911          |               |                   |       |            |
| Ecu                   | 6 534          |               |                   |       | Dr fin (p) |
| Allemagne (100 DM...) | 36 980         |               |                   |       | Dr fin (p) |
| Belgique (100 F...)   | 16 370         |               |                   |       | Napoléon   |
| Pays-Bas (100 fl...)  | 298 560        |               |                   |       | Place Fin  |
| Italie (100 lire)     | 87 370         |               |                   |       | Place So   |
| Danemark (100 k...)   | 8 498          |               |                   |       | Place L    |
| Grèce (100 drach...)  | 32 535         |               |                   |       | Souvere    |
| Suisse (100 francs)   | 384 580        |               |                   |       | Place 20   |
| Suède (100 kron...)   | 90 040         |               |                   |       | Place 10   |
| Norvège (100 k...)    | 32 535         |               |                   |       | Place 5    |
| Autriche (100 sch...) | 47 875         |               |                   |       | Place 50   |
| Espagne (100 pes...)  | 4 768          |               |                   |       | Place 10   |
| Portugal (100 esc...) | 3 900          |               |                   |       |            |
| Canada (1 \$ can...)  | 3 952          |               |                   |       |            |

arché libre de l'or

| ANNALES<br>DEVISES | COURS<br>préc. | COURS<br>28/9 |
|--------------------|----------------|---------------|
| 100 l. en barres   | 55450          | 54250         |
| 100 l. en lingots  | 55600          | 54900         |
| 100 (20)           | 317            | 316           |
| 100 (20 R)         | 350            | 349           |
| 100 (20 R)         | 323            | 329           |
| 100 (20 R)         | 324            | 324           |
| 100 (20 R)         | 420            | 420           |
| 100 dollars        | 1900           | 1900          |
| 100 dollars        | 1030           | 1030          |
| 100 dollars        | 538            | 538           |
| 100 francs         | 2065           | 2065          |
| 100 florins        | 328            | 328           |

|                |      |         |              |
|----------------|------|---------|--------------|
| ne Croissance. | 1626 | 1583 24 | Oblig. trust |
| ne Obligat.    |      | 192 97  | Obligat.     |

|              |          |          |                        |         |          |        |     |
|--------------|----------|----------|------------------------|---------|----------|--------|-----|
| grs Promans  | 1235 06  | 406 75   | Dictionnaire Siew      | 2313 77 | 2001 16  | 978 31 | UAP |
| grs Juv      | 1235 06  | 406 75   | Assurance A            | 2001 16 | 978 31   | UAP    |     |
| grs Val      | 1235 06  | 406 75   | Dreler                 | 2001 16 | 978 31   | UAP    |     |
| grs Cash cap | 584 99   | 567 55   | Pariris Capitalization | 1539 54 | 119 11   | UAP    |     |
| grs Cash cap | 584 99   | 567 55   | Pariris Opportunites   | 119 11  | 119 11   | UAP    |     |
| grs Soudant  | 1059 25  | 1038 05  | Pariris Pennoins       | 1038 05 | 1038 05  | UAP    |     |
| grs Leaders  | 968 54   | 968 54   | Pariris Restraints     | 968 54  | 968 54   | UAP    |     |
| grs Leaders  | 968 54   | 968 54   | Pariris Restraints     | 968 54  | 968 54   | UAP    |     |
| grs A        | 1111 34  | 1111 34  | Placement A            | 1111 34 | 1111 34  | UAP    |     |
| grs A        | 5902 34  | 5976 28  | Placement B            | 1445 07 | 1415 74  | UAP    |     |
| grs A        | 467 73   | 477 12   | Placement C            | 467 73  | 477 12   | UAP    |     |
| grs A        | 14874 99 | 14874 99 | Placement M            | 69046   | 69047 52 | UAP    |     |
| grs A        | 9463 17  | 9118 72  | Placement Nord         | 9463 17 | 886 42   | UAP    |     |
| grs A        | 287 08   | 287 08   | Placement Nord         | 287 08  | 287 08   | UAP    |     |
| grs A        | 287 08   | 287 08   | Placement Nord         | 287 08  | 287 08   | UAP    |     |
| grs A        | 287 08   | 287 08   | Placement Nord         | 287 08  | 287 08   | UAP    |     |
| grs A        | 287 08   | 287 08   | Placement Nord         | 287 08  | 287 08   | UAP    |     |
| grs A        | 287 08   | 287 08   | Placement Nord         | 287 08  | 287 08   | UAP    |     |
| grs A        | 287 08   | 287 08   | Placement Nord         | 287 08  | 287 08   | UAP    |     |
| grs A        | 287 08   | 287 08   | Placement Nord         | 287 08  | 287 08   | UAP    |     |
| grs A        | 287 08   | 287 08   | Placement Nord         | 287 08  | 287 08   | UAP    |     |
| grs A        | 287 08   | 287 08   | Placement Nord         | 287 08  | 287 08   | UAP    |     |
| grs A        | 287 08   | 287 08   | Placement Nord         | 287 08  | 287 08   | UAP    |     |
| grs A        | 287 08   | 287 08   | Placement Nord         | 287 08  | 287 08   | UAP    |     |
| grs A        | 287 08   | 287 08   | Placement Nord         | 287 08  | 287 08   | UAP    |     |
| grs A        | 287 08   | 287 08   | Placement Nord         | 287 08  | 287 08   | UAP    |     |
| grs A        | 287 08   | 287 08   | Placement Nord         | 287 08  | 287 08   | UAP    |     |
| grs A        | 287 08   | 287 08   | Placement Nord         | 287 08  | 287 08   | UAP    |     |
| grs A        | 287 08   | 287 08   | Placement Nord         | 287 08  | 287 08   | UAP    |     |
| grs A        | 287 08   | 287 08   | Placement Nord         | 287 08  | 287 08   | UAP    |     |
| grs A        | 287 08   | 287 08   | Placement Nord         | 287 08  | 287 08   | UAP    |     |
| grs A        | 287 08   | 287 08   | Placement Nord         | 287 08  | 287 08   | UAP    |     |
| grs A        | 287 08   | 287 08   | Placement Nord         | 287 08  | 287 08   | UAP    |     |
| grs A        | 287 08   | 287 08   | Placement Nord         | 287 08  | 287 08   | UAP    |     |
| grs A        | 287 08   | 287 08   | Placement Nord         | 287 08  | 287 08   | UAP    |     |
| grs A        | 287 08   | 287 08   | Placement Nord         | 287 08  | 287 08   | UAP    |     |
| grs A        | 287 08   | 287 08   | Placement Nord         | 287 08  | 287 08   | UAP    |     |
| grs A        | 287 08   | 287 08   | Placement Nord         | 287 08  | 287 08   | UAP    |     |
| grs A        | 287 08   | 287 08   | Placement Nord         | 287 08  | 287 08   | UAP    |     |
| grs A        | 287 08   | 287 08   | Placement Nord         | 287 08  | 287 08   | UAP    |     |
| grs A        | 287 08   | 287 08   | Placement Nord         | 287 08  | 287 08   | UAP    |     |
| grs A        | 287 08   | 287 08   | Placement Nord         | 287 08  | 287 08   | UAP    |     |
| grs A        | 287 08   | 287 08   | Placement Nord         | 287 08  | 287 08   | UAP    |     |
| grs A        | 287 08   | 287 08   | Placement Nord         | 287 08  | 287 08   | UAP    |     |
| grs A        | 287 08   | 287 08   | Placement Nord         | 287 08  | 287 08   | UAP    |     |
| grs A        | 287 08   | 287 08   | Placement Nord         | 287 08  | 287 08   | UAP    |     |
| grs A        | 287 08   | 287 08   | Placement Nord         | 287 08  | 287 08   | UAP    |     |
| grs A        | 287 08   | 287 08   | Placement Nord         | 287 08  | 287 08   | UAP    |     |
| grs A        | 287 08   | 287 08   | Placement Nord         | 287 08  | 287 08   | UAP    |     |
| grs A        | 287 08   | 287 08   | Placement Nord         | 287 08  | 287 08   | UAP    |     |
| grs A        | 287 08   | 287 08   | Placement Nord         | 287 08  | 287 08   | UAP    |     |
| grs A        | 287 08   | 287 08   | Placement Nord         | 287 08  | 287 08   | UAP    |     |
| grs A        | 287 08   | 287 08   | Placement Nord         | 287 08  | 287 08   | UAP    |     |
| grs A        | 287 08   | 287 08   | Placement Nord         | 287 08  | 287 08   | UAP    |     |
| grs A        | 287 08   | 287 08   | Placement Nord         | 287 08  | 287 08   | UAP    |     |
| grs A        | 287 08   | 287 08   | Placement Nord         | 287 08  | 287 08   | UAP    |     |
| grs A        | 287 08   | 287 08   | Placement Nord         | 287 08  | 287 08   | UAP    |     |
| grs A        | 287 08   | 287 08   | Placement Nord         | 287 08  | 287 08   | UAP    |     |
| grs A        | 287 08   | 287 08   | Placement Nord         | 287 08  | 287 08   | UAP    |     |
| grs A        | 287 08   | 287 08   | Placement Nord         | 287 08  | 287 08   | UAP    |     |
| grs A        | 287 08   | 287 08   | Placement Nord         | 287 08  | 287 08   | UAP    |     |
| grs A        | 287 08   | 287 08   | Placement Nord         | 287 08  | 287 08   | UAP    |     |
| grs A        | 287 08   | 287 08   | Placement Nord         | 287 08  | 287 08   | UAP    |     |
| grs A        | 287 08   | 287 08   | Placement Nord         | 287 08  | 287 08   | UAP    |     |
| grs A        | 287 08   | 287 08   | Placement Nord         | 287 08  | 287 08   | UAP    |     |
| grs A        | 287 08   | 287 08   | Placement Nord         | 287 08  | 287 08   | UAP    |     |
| grs A        | 287 08   | 287 08   | Placement Nord         | 287 08  | 287 08   | UAP    |     |
| grs A        | 287 08   | 287 08   | Placement Nord         | 287 08  | 287 08   | UAP    |     |
| grs A        | 287 08   | 287 08   | Placement Nord         | 287 08  | 287 08   | UAP    |     |
| grs A        | 287 08   | 287 08   | Placement Nord         | 287 08  | 287 08   | UAP    |     |
| grs A        | 287 08   | 287 08   | Placement Nord         | 287 08  | 287 08   | UAP    |     |
| grs A        | 287 08   | 287 08   | Placement Nord         | 287 08  | 287 08   | UAP    |     |
| grs A        | 287 08   | 287 08   | Placement Nord         | 287 08  | 287 08   | UAP    |     |
| grs A        | 287 08   | 287 08   | Placement Nord         | 287 08  | 287 08   | UAP    |     |
| grs A        | 287 08   | 287 08   | Placement Nord         | 287 08  | 287 08   | UAP    |     |
| grs A        | 287 08   | 287 08   | Placement Nord         | 287 08  | 287 08   | UAP    |     |
| grs A        | 287 08   | 287 08   | Placement Nord         | 287 08  | 287 08   | UAP    |     |
| grs A        | 287 08   | 287 08   | Placement Nord         | 287 08  | 287 08   | UAP    |     |
| grs A        | 287 08   | 287 08   | Placement Nord         | 287 08  | 287 08   | UAP    |     |
| grs A        | 287 08   | 287 08   | Placement Nord         | 287 08  | 287 08   | UAP    |     |
| grs A        | 287 08   | 287 08   | Placement Nord         | 287 08  | 287 08   | UAP    |     |
| grs A        | 287 08   | 287 08   | Placement Nord         | 287 08  | 287 08   | UAP    |     |
| grs A        | 287 08   | 287 08   | Placement Nord         | 287 08  | 287 08   | UAP    |     |
| grs A        | 287 08   | 287 08   | Placement Nord         | 287 08  | 287 08   | UAP    |     |
| grs A        | 287 08   | 287 08   | Placement Nord         | 287 08  | 287 08   | UAP    |     |
| grs A        | 287 08   | 287 08   | Placement Nord         | 287 08  | 287 08   | UAP    |     |
| grs A        | 287 08   | 287 08   | Placement Nord         | 287 08  | 287 08   | UAP    |     |
| grs A        | 287 08   | 287 08   | Placement Nord         | 287 08  | 287 08   | UAP    |     |
| grs A        | 287 08   | 287 08   | Placement Nord         | 287 08  | 287 08   | UAP    |     |
| grs A        | 287 08   | 287 08   | Placement Nord         | 287 08  | 287 08   | UAP    |     |
| grs A        | 287 08   | 287 08   | Placement Nord         | 287 08  | 287 08   | UAP    |     |
| grs A        | 287 08   | 287 08   | Placement Nord         | 287 08  | 287 08   | UAP    |     |
| grs A        | 287 08   | 287 08   | Placement Nord         | 287 08  | 287 08   | UAP    |     |
| grs A        | 287 08   | 287 08   | Placement Nord         | 287 08  | 287 08   | UAP    |     |
| grs A        | 287 08   | 287 08   | Placement Nord         | 287 08  | 287 08   | UAP    |     |
| grs A        | 287 08   | 287 08   | Placement Nord         | 287 08  | 287 08   | UAP    |     |
| grs A        | 287 08   | 287 08   | Placement Nord         | 287 08  | 287 08   | UAP    |     |
| grs A        | 287 08   | 287 08   | Placement Nord         | 287 08  | 287 08   | UAP    |     |
| grs A        | 287 08   | 287 08   | Placement Nord         | 287 08  | 287 08   | UAP    |     |
| grs A        | 287 08   | 287 08   | Placement Nord         | 287 08  | 287 08   | UAP    |     |
| grs A        | 287 08   | 287 08   | Placement Nord         | 287 08  | 287 08   | UAP    |     |
| grs A        | 287 08   | 287 08   | Placement Nord         | 287 08  | 287 08   | UAP    |     |
| grs A        | 287 08   | 287 08   | Placement Nord         | 287 08  | 287 08   | UAP    |     |
| grs A        | 287 08   | 287 08   |                        |         |          |        |     |

|           |    |
|-----------|----|
| Aaffigard | 48 |
| Afari     | 19 |

|                 |          |
|-----------------|----------|
| Alto Sicut      | 154 44   |
| Moyen Tonne     | 143 61   |
| Premiere Cat.   | 10676 08 |
| Associations    | 126 33   |
| Famille         | 1142 23  |
| Famille         | 569 73   |
| Garantie        | 1327 24  |
| Malgons         | 1283 08  |
| ...             | 242 58   |
| ers Actions     | 1143 50  |
| ers Obligations | 1711 63  |
| ing             | 2106 71  |
| el              | 54883 75 |

continuer



## DÉFENSE

Au colloque international de Paris sur la sécurité

## M. Joxe propose que la France participe plus activement aux structures alliées

La France devrait cesser de pratiquer la politique de la chaise vide au sein de l'Alliance atlantique, comme elle l'a fait depuis longtemps, et elle devrait accepter - sans pour autant placer ses forces sous le commandement de l'OTAN - de participer plus activement aux structures alliées de décision.

C'est en substance ce que le ministre français de la défense, M. Pierre Joxe, a laissé entendre au colloque international réuni à Paris, sur l'initiative, consacré à « Un nouveau débat stratégique ». A ce colloque ont été invités plusieurs homologues européens de M. Joxe et des personnalités étrangères, américaines et russes notamment. L'intention du ministre est d'organiser chaque année, désormais, une réflexion collective sur la sécurité.

L'an dernier (le Monde du 4 décembre 1991), M. Joxe avait déjà exprimé le souhait de participer, nom de la France, à la réunion des ministres nord-américains et européens des affaires étrangères et de la défense, qui est connue sous l'appellation de Conseil de coopération de l'Atlantique (COCCAN) et de laquelle, seul de tous ses collègues de l'Est et de l'Ouest, le ministre français de la défense est absent.

« Il me semble que la relation entre la France et l'OTAN évoluera à terme d'autant plus aisément que l'Organisation atlantique aura engagé une vraie mutation », explique M. Joxe. Il ne saurait être question, en effet, de faire des structures militaires intégrées (...) Pourquoi, en revanche, ne pas concevoir que la France participe demain davantage qu'elle ne le fait à nos politiques militaires ? C'est la voie choisie par l'Espagne (...). Nous avons fait un pas en 1991, en nous associant aux travaux sur le nouveau concept stratégique. L'Alliance doit L'Europe doit se construire. Concrètement, la France doit être présente dans les enceintes de décision ou d'échanges, où s'organise la gestion des crises du présent et où s'élaborent nos scénarios futurs.

L'article 5 prévoit que toute agression contre un des membres de l'Alliance...

Lors de ses premières déclarations,

en décembre dernier, devant les officiers du Cours supérieur interarmes, qui amorcent sa réflexion personnelle sur le même sujet, M. Joxe avait fait l'objet de quelques critiques dans les cercles diplomatiques en France même. Il semble que, pour le colloque, où il a réitéré ses propos antérieurs, le ministre de la défense a pris soin de faire redire son discours à l'Elysée.

« Il me paraît inévitable, a ajouté M. Joxe, et souhaitable que l'Alliance évolue, qu'elle se dote progressivement des structures politico-militaires adaptées aux nouveaux enjeux, sous peine de déperdre. A cet égard, les propositions faites par la France et l'Allemagne sur la création d'un corps européen, auquel l'Espagne voit s'agréger bientôt d'autres pays, constituent une chance et non une menace (...). La première mission [de ce corps] est la défense commune des alliés en application de l'article 5 des traités de Washington et de Bruxelles (...). En cas de mise en jeu de l'article 5 (de ces deux traités), le corps européen interviendrait sous l'autorité d'un commandement de l'OTAN (...). Dans les prochaines semaines s'ouvriront avec les autorités compétentes de l'OTAN - Conseil atlantique et Commandement supérieur des forces alliées en Europe (SACEUR) - les discussions sur les modalités de cette contribution commune à la défense alliée ».

A propos des armes nucléaires, le ministre de la défense a affirmé que la France ne pouvait envisager « une concertation multilatérale » aux conditions de mise en œuvre des moyens nucléaires et sur un élargissement de la garantie nucléaire. Il est nécessaire que s'engage à ce sujet un dialogue entre Européens (...). Déjà, le 10 janvier dernier, M. Mitterrand avait lui-même indiqué, s'agissant de l'Union européenne, que l'armement nucléaire (...) était l'une des questions majeures de la construction d'une défense européenne commune.

(1) L'article 5 prévoit que toute agression contre un des membres de l'Alliance...

## VENTES PAR ADJUDICATION

Régisseur - rue La Boétie-PARIS  
Tél. : 45.63.12.66 - FAX : 45.63.89.01



Vente s/sais. imm. Pal. just. PARIS JEUDI 1 OCTOBRE 1992 à 14 h 30.  
**APARTEMENT AVEC BALCON PARIS 16<sup>e</sup>**  
57, rue Ribéra et 72, rue de la Fontaine. Bât. A & B. Appart. M.  
PCES PPALES - Entr. eau. s. de bus éco. w.c. plac. - t.-ch. PARKING  
M. à P. : 1 000 000 F  
S'adresser à : M. J. HARTMANN  
252, rue St-Germain - Paris 75007 - M. J.-C. NÉBOT avocat  
33, rue de Valenciennes - Paris 75009 - Minitel : 44.12.10.11

Vente s/sais. imm. pal. just. PARIS JEUDI 1 OCTOBRE 1992 à 14 h 30.  
**APARTEMENT A VINCENTENNES (94)**  
30/32, av. Paul-Déroulède 1<sup>er</sup> et 2<sup>e</sup> PCES PPALES s/cour - Entr.  
Cuisine - salle d'eau w.c. - 1 CAVES au sous-sol  
M. à P. : 100 000 F  
S'adresser à : M. Théophile MAGLO  
4, rue Tolon-d'Or - Créteil (94) - T. : 49.49.41-42 (de 9 h 30 à 12 h)  
Et sur place pour visiter : VENDREDI 1 OCTOBRE de 11 heures à 12 heures

Vente au Palais de justice Paris, jeudi 15 octobre 1992 à 14 h 30.  
**LOGEMENT A PARIS 17<sup>e</sup>**  
41, rue Berzélius  
d'une pièce principale, au  
**LIBRE - Mise à prix : 60 000 F**  
Maître Yves TOURAILLÉ, avocat à Paris 9<sup>e</sup>, 48, rue du Clichy  
Tél. : 48.74.45-93 - M. PENET-WEILLER, mand. liquid. à Paris 4<sup>e</sup>,  
3, rue du Renard - Visites les 7 et 12 octobre de 14 h 30 à 15 h 30.

Vente s/sais. immobilière au Palais de justice de PARIS, le jeudi 15 octobre 1992 à 14 h 30, en un seul lot, dépendant d'un immeuble  
**APARTEMENT PARIS 17<sup>e</sup>**  
120, rue des Moines  
au 5<sup>e</sup> étage, porte face sur le palier de l'escalier B et comp. couloir d'entrée, 2 pièces, cuisine et w.c. - Cave - 10  
Mise à prix : 200 000 F  
M. SCHMIDT, avocat au Palais de justice de Paris, demeurant 76, avenue de Wagram à Paris 17<sup>e</sup> - Tél. : 47.63.29.24

Vente s/sais. immobilière au Palais de justice de PARIS, le jeudi 15 octobre 1992 à 14 h 30, dans un immeuble,  
**UNE BOUTIQUE A PARIS 10<sup>e</sup>**  
3, rue Gabriel-Lamain  
sur rue, au rez-de-chaussée  
Mise à prix : 200 000 F  
S'adresser à Maître Denis TALON, avocat à Paris 1<sup>er</sup>, 20, quai de la Mégisserie - Tél. : 42.36.59.25 - SCP d'avocats LÉON BARUC - Georges DAHAN - Patrick ATLAN, Paris 17<sup>e</sup>, 15, rue Carnot - Tél. : 47.66.01-17  
Et sur les lieux pr visiter en s'adr. à l'avocat

Vente sur saisie immobilière au Palais de justice de PARIS, le jeudi 15 octobre 1992 à 14 h 30.  
**UN LOCAL COMMERCIAL**  
au rez-de-chaussée, dans un immeuble sis à  
**PARIS 10<sup>e</sup> - 3, rue Gabriel-Lamain**  
Mise à Prix : 500 000 F  
S'adresser à Maître Denis TALON, avocat à Paris 1<sup>er</sup>, 20, quai de la Mégisserie - Tél. : 42.36.59.25 - SCP d'avocats LÉON BARUC - Georges DAHAN - Patrick ATLAN, Paris 17<sup>e</sup>, 15, rue Carnot - Tél. : 47.66.01-17  
Et sur les lieux pr visiter en s'adr. à l'avocat

## CARNET DU Monde

## Naissances

Catherine et Philippe ASSOULY

la joie d'annoncer la naissance de

Félix,

le 23 septembre 1992, à Paris.

Corinne et Pascal BRASSART

la joie d'annoncer la

Raffaël,

le 16 septembre 1992, à Saint-Maurice (Val-de-Marne).

## Adoptions

Donatienne et Eugénie

KALFAIAN de BORNIO

la joie d'annoncer l'arrivée,

le 16 septembre 1992, de leur frère,

Berthélemy

à Bamako (Mali).

Françoise BRIS

sa famille,

heureux d'annoncer l'adoption

Kin Thao,

le 10 juin 1992, à Ho-Chi-Minh-Ville.

Sylvette REMY

est très, très heureuse d'avoir adopté

Coline Tchuang

et de l'annoncer à tous.

## Décès

Toulon.

M. et M<sup>me</sup> Salvador ARMENGOL,

ont la grande douleur de faire part de la disparition de

Jean-Antoine ARMENGOL,

le 21 septembre

Les obsèques ont eu lieu le 24 septembre, en l'église

231, avenue Saint-Exupéry, 31400 Toulouse.

La faculté des sciences économiques et de gestion de l'université Louis-Pasteur (Strasbourg-I) a le profond regret d'annoncer le décès de son

professeur Paul CHAMLEY,

doyen honoraire.

La famille lui est profondément reconnaissante pour son exemple et son action, et restera fidèle à la mémoire de son

Elle exprime à sa famille et à ses proches ses sincères condoléances.

Les membres du Bureau de l'Association théorique et appliquée (BETA) de l'université Louis-Pasteur et du CNRS ont la douleur de faire part du décès du

professeur Paul CHAMLEY.

Pour lui adresser d'avoir assuré une tradition un rigueur dans l'enseignement et la pensée économique, que nous nous efforçons de perpétuer.

« Je sais que la mort vient de tout tard éteindre dans ses cendres les feux qui doivent les hommes. Et la pensée qu'ensuite c'est la disparition dans le néant n'est faite pour m'effrayer. »

(A. Boudjakdji, Mémoires.)

M<sup>me</sup> Badia Boudjakdji,

Ses enfants,

Ses petits-enfants,

Et toute la famille,

ont la douleur de faire part du décès de

M. Abdallah BOUDJAKDJI,

inspecteur de l'académie de Toulouse en retraite,

survenu le 18 septembre 1992.

M<sup>me</sup> Philippe FORZY,

Son épouse,

Ses enfants et petits-enfants,

Et toute sa famille,

nous prient d'annoncer le retour à Dieu de

Philippe FORZY,

croix de 1939-1945,

du Mérite

de 25 septembre 1992, à Arradon (Morbihan).

Nicole Rachid. Mohand

MESTIR,

Ses parents,

Son oncle,

Paul et Frédéric

leur fils David,

Son oncle et son cousin,

ont l'immense douleur d'annoncer la

de M<sup>me</sup> Jeanne un très douce

Mahel, Léonor,

survenue le 18 septembre 1992.

La cérémonie aura lieu le mercredi 30 septembre, à 13 h 45, au columbarium

de Paris-Lachaise, 15, rue de Repas, Paris-20, métro Châteauneuf.

75, boulevard Saint-Michel, 75005 Paris.

Brigais.

M<sup>me</sup> Sylvain Meyran

et ses enfants,

ont la douleur de faire part du brusque

décès de

M. Sylvain MEYRAN,

survenu le 27 septembre, à Lyon.

Ses obsèques auront lieu à l'église de Saint-Genès, le mercredi 30 septembre 1992, à 14 h 30.

M<sup>me</sup> M. Daniel-Fragosa

et leur fils,

ont la douleur de faire part du décès de

Christian NEGRIN,

survenu à quatre-vingt-dix ans, le 18 septembre 1992.

L'inhumation a lieu à Maligny (Yonne).

Cet avis tient lieu de faire-part.

11, rue de la Jonquière, 91004 Albi.

La famille lui est profondément reconnaissante pour son exemple et son action, et restera fidèle à la mémoire de son

Elle exprime à sa famille et à ses proches ses sincères condoléances.

Les membres du Bureau de l'Association théorique et appliquée (BETA) de l'université Louis-Pasteur et du CNRS ont la douleur de faire part du décès du

professeur Paul CHAMLEY.

Pour lui adresser d'avoir assuré une tradition un rigueur dans l'enseignement et la pensée économique, que nous nous efforçons de perpétuer.

M<sup>me</sup> Badia Boudjakdji,

Ses enfants,

Ses petits-enfants,

Et toute la famille,

ont la douleur de faire part du décès de

M. Abdallah BOUDJAKDJI,

inspecteur de l'académie de Toulouse en retraite,

survenu le 18 septembre 1992.

M<sup>me</sup> Philippe FORZY,

Son épouse,

Ses enfants et petits-enfants,

Et toute sa famille,

nous prient d'annoncer le retour à Dieu de

Philippe FORZY,

croix de 1939-1945,

du Mérite

de 25 septembre 1992, à Arradon (Morbihan).

Nicole Rachid. Mohand

MESTIR,

Ses parents,

Son oncle,

Paul et Frédéric

leur fils David,

Son oncle et son cousin,

ont l'immense douleur d'annoncer la

de M<sup>me</sup> Jeanne un très douce

Mahel, Léonor,

survenue le 18 septembre 1992.

La cérémonie aura lieu le mercredi 30 septembre, à 13 h 45, au columbarium

de Paris-Lachaise, 15, rue de Repas, Paris-20, métro Châteauneuf.

75, boulevard Saint-Michel, 75005 Paris.

Brigais.

M<sup>me</sup> Sylvain Meyran

et ses enfants,

ont la douleur de faire part du brusque

décès de

M. Sylvain MEYRAN,

survenu le 27 septembre, à Lyon.

Ses obsèques auront lieu à l'église de Saint-Genès, le mercredi 30 septembre 1992, à 14 h 30.

M<sup>me</sup> M. Daniel-Fragosa

et leur fils,

ont la douleur de faire part du décès de

Christian NEGRIN,

survenu à quatre-vingt-dix ans, le 18 septembre 1992.

L'inhumation a lieu à Maligny (Yonne).

Cet avis tient lieu de faire-part.

11, rue de la Jonquière, 91004 Albi.

La famille lui est profondément reconnaissante pour son exemple et son action, et restera fidèle à la mémoire de son

Elle exprime à sa famille et à ses proches ses sincères condoléances.

Les membres du Bureau de l'Association théorique et appliquée (BETA) de l'université Louis-Pasteur et du CNRS ont la douleur de faire part du décès du

professeur Paul CHAMLEY.

Pour lui adresser d'avoir assuré une tradition un rigueur dans l'enseignement et la pensée économique, que nous nous efforçons de perpétuer.

M<sup>me</sup> Badia Boudjakdji,

Ses enfants,

Ses petits-enfants,

Et toute la famille,

ont la douleur de faire part du décès de

M. Abdallah BOUDJAKDJI,

inspecteur de l'académie de Toulouse en retraite,

survenu le 18 septembre 1992.

M<sup>me</sup> Philippe FORZY,

Son épouse,

Ses enfants et petits-enfants,

Et toute sa famille,

nous prient d'annoncer le retour à Dieu de

Philippe FORZY,

croix de 1939-1945,

du Mérite

de 25 septembre 1992, à Arradon (Morbihan).

Nicole Rachid. Mohand

MESTIR,

Ses parents,

Son oncle,

Paul et Frédéric

leur fils David,

Son oncle et son cousin,

ont l'immense douleur d'annoncer la

de M<sup>me</sup> Jeanne un très douce

Mahel, Léonor,

survenue le 18 septembre 1992.

La cérémonie aura lieu le mercredi 30 septembre, à 13 h 45, au columbarium

de Paris-Lachaise, 15, rue de Repas, Paris-20, métro Châteauneuf.

75, boulevard Saint-Michel, 75005 Paris.

Brigais.

M<sup>me</sup> Sylvain Meyran

et ses enfants,

ont la douleur de faire part du brusque

décès de

M. Sylvain MEYRAN,

survenu le 27 septembre, à Lyon.

Ses obsèques auront lieu à l'église de Saint-Genès, le mercredi 30 septembre 1992, à 14 h 30.

M<sup>me</sup> M. Daniel-Fragosa

et leur fils,

ont la douleur de faire part du décès de

Christian NEGRIN,

survenu à quatre-vingt-dix ans, le 18 septembre 1992.







## La préparation du budget de 1993

## Réductions d'impôts forfaitaires de 400 francs à 1 200 francs pour les parents d'étudiants

Pour répondre aux demandes pressantes des députés socialistes qui demandent depuis des semaines au gouvernement de prendre des mesures en faveur des étudiants, MM. Pierre Bérégovici et Michel Charasse ont finalement décidé de faire un geste principal. Ce geste prendra la forme, dans le budget de 1993, d'une aide fiscale forfaitaire de 400 francs à 1 200 francs pour les parents d'étudiants du secondaire et du supérieur.

L'impôt sur le revenu des personnes physiques sera fonction du niveau d'études de l'enfant : 400 francs par enfant dans le cas des collèges, 1 000 francs dans le cas des lycées (général ou professionnels), 1 200 francs dans le cas des universités et des grandes écoles. Ces mesures, qui atteignent 3,7 millions d'élèves et

d'étudiants, ne sont pas limitées à l'année 1993. Elles s'intégreront à l'avenir dans le calcul annuel de l'impôt sur le revenu.

D'autre part, pour ne pas dévaloriser les foyers qui, ne bénéficiant pas de bourses et ne payant pas d'impôts sur le revenu, ne bénéficieraient d'aucun allègement, le gouvernement a décidé de majorer fortement l'allocation de rentrée scolaire pour 1,4 million d'enfants. Cette allocation passera de 275 francs à 300 francs pour les enfants de 6 à 12 ans et de 112 francs pour les lycées.

## Pressions

Ces mesures - qui coûtent à l'Etat 3,6 milliards de francs par an - sont compensées par la décision prise par le gouvernement de taxer les plus-values réalisées sur les titres d'OPCVM (organismes de placement collectifs en valeurs mobilières).

## La redevance audiovisuelle augmentera de 4,5 % en 1993

La redevance, que doivent payer tous les possesseurs d'un récepteur de télévision, augmentera de 4,5 % en 1993. Cette hausse, nettement supérieure à l'inflation attendue en 1992 (2,8 % environ) est un mini-événement. Le gouvernement avait prévu, à l'approche des échéances électorales, la possibilité de réduire l'impôt sur le revenu. Une levée de boucliers dans les rangs du Parti socialiste avait fait avorter le projet. L'augmentation de la redevance audiovisuelle, qui est un impôt non déductible du revenu imposable, contrairement aux autres, sera de 9,3 milliards de francs en 1992.

## SOMMAIRE

## DÉBATS

Politique : « Parlons-nous », par René Teysseie : « Le feu du salut », par Jean Attan : « Chômage et politique », par Jean Buis... 2

## ÉCONOMIE

Inquiétante percée des nationalités en France... 4  
La situation dans l'ex-Yugoslavie... 4  
Canada : le gouvernement fédéral lance une campagne patriotique avant le 26 octobre... 8  
Angola : les troupes régulières et les troupes de l'UNITA forment une armée unique... 7  
Japon : quand la politique flirte avec le crime... 7

## POLITIQUE

Le système de Villiers en procès : le révélateur de l'Europe... 8  
Un accord avec Jean-François Poncelet... 8  
Le comité central du PC... 10  
Diagonales : « Amnésie citoyenne », par Bertrand Poirot-Delpech... 10

## SOCIÉTÉ

La mise sur le marché du Sumatriptan, nouveau médicament anti-migraineux... 11  
La révélation des prisons... 12  
Le second procès du trio à la 205 rouge... 12  
Coup de filet international contre le trafic de drogue... 16  
L'accident d'un Airbus au Népal a fait 167 victimes... 16

## SCIENCES • MÉDECINE

« Grande » : l'herbe à neutrons... 13  
L'énigme des vaches folles : Gaz de mort, gaz de vie... 13 à 15

## CULTURE

Théâtre : Jean-Pierre Miquel quitte

la direction du Théâtre de la Ville... 16  
La première édition du Festival du cinéma latino-américain de Biarritz... 19

## ÉCONOMIE

Les tensions monétaires et les répercussions sur la construction de l'Europe... 21  
Un entretien avec Luc Guyon, président de la FNEA... 22  
Le gouvernement algérien suspend le transit des marchandises étrangères... 23  
La vie des entreprises... 24

## INITIATIVES

Dossier : la construction des emplois territoriaux • Musiques : l'école de nuit • Philosophie : les jeux de l'entreprise • Précarité : emplois de comités-gouttes • Tribune : « Pour une nouvelle civilisation sociale », par Robert Bonnard • Echos • Stages... 29 à 33

## Services

Abonnements... 26  
Annonces classées... 23  
Cartes... 26  
Marchés financiers... 24 et 25  
Météorologie... 27  
Mots croisés... 26  
Radio-télévision... 27  
Spectacles... 20

## La télématique du Monde

36 15 LEMONDE

36 15 LM

Ce numéro comporte un cahier

« Initiatives »

folioté 29 à 48

Le numéro du « Monde »

daté mardi 29 septembre

a été tiré à 499 701 exemplaires.

## L'enquête sur le financement occulte du PS

## MM. Jean-Yves Le Drian et Jean-Claude Boulard ont été inculpés par le juge Renaud Van Ruymbeke

Ancien ministre d'État à la mer et maire (PS) de Lorient (Morbihan), M. Jean-Yves Le Drian a été inculpé de trafic d'influence, vendredi 25 septembre à Rennes (Ille-et-Vilaine), par le conseiller chargé du dossier des fausses factures de la SAGES de d'Urba, M. Renaud Van Ruymbeke. Le magistrat a aussi inculpé de trafic d'influence, lundi 28 septembre, M. Jean-Claude Boulard, député (PS) de la Sarthe et président de la communauté urbaine du Mans.

« À aucun enrichissement personnel ne peut m'être reproché. Il m'en a été donné acte », a déclaré M. Boulard à l'inculpation, qui, comme celle de M. Le Drian,

était annoncée et attendue, car inscrite dans la logique de la procédure conduite à la cour d'appel de Rennes. À l'inverse de M. Henri Emmanuelli, actuel président de l'Assemblée nationale et ancien inculpé dans cette affaire, qui avait vivement mis en cause M. Van Ruymbeke, M. Boulard a choisi l'apaisement. Il a notamment souligné que les propositions du magistrat rennaise pour fixer la date de sa convocation avaient « marqué le souci du secret de l'instruction ». Le député sarthois, qui affirme n'avoir « jamais pratiqué de trafic d'influence », a déclaré avoir toujours veillé à la probité dans l'examen des offres d'attribution des chais.

Le maire socialiste de Lorient, M. Jean-Yves Le Drian, a fait savoir, de son côté, qu'il avait été inculpé « à la demande » du

juge Van Ruymbeke. « M. Le Drian, entend apporter tout son concours à la manifestation de la vérité afin de permettre à la juridiction d'instruction de statuer dans les meilleures conditions de temps », a précisé le conseiller, le bâtonnier Mario Stasi et M. Jean-Pierre Mignard. Ce dernier avait récemment annoncé qu'il se démettait de ses fonctions de député à la justice auprès du premier secrétaire du PS (Le Monde 24 septembre). Il est notamment reproché à M. Le Drian le paiement de certaines notes d'hôtel par la SAGES, lors de séjours à Paris. « Pour que mon mandat soit reconnu, la seule solution légale, c'est que je sois inculpé », a-t-il dernièrement déclaré M. Le Drian (Le Monde 18 septembre), ajoutant : « Je n'ai aucune raison de mettre en doute le travail du juge Van Ruymbeke ».

## Un dossier rouvert pour la quatorzième fois

## Le Conseil de Paris adopte le nouveau projet d'aménagement de la porte Maillot

Le Conseil de Paris a adopté, lundi 28 septembre, par 133 voix (RPR et UDF) contre 22 (PC, PS, Vert), le nouveau projet d'aménagement de la porte Maillot (17<sup>e</sup> arrondissement). L'enquête publique sera ouverte aux mois de novembre et décembre 1992 à la mairie de l'arrondissement.

En juin 1991, un précédent projet pour l'aménagement de la porte Maillot (17<sup>e</sup> arrondissement) avait été annulé par le tribunal administratif. L'opération n'apparaissait pas conforme, en effet, aux dispositions prévues par le schéma directeur d'urbanisme de la capitale car elle privilégiait trop les mètres carrés de bureaux au détriment des logements et des équipements. L'architecture des bâtiments était remise en cause. Faut-il

quatorzième fois, les édiles de la capitale ont donc rouvert, lundi 28 septembre, ce dossier qui vise à mettre en valeur une des principales zones de l'ouest parisien situées sur l'axe historique Louvre-Boulevard de la Défense.

Le nouveau projet, présenté par M. Camille Cabane (RPR), adjoint au maire chargé de l'urbanisme, prévoit trois fois plus de logements que n'en proposait l'étude contestée par le tribunal administratif : 65.000 mètres carrés contre 20.000. La surface destinée à abriter des bureaux est réduite à 90.000 mètres carrés au lieu de 100.000. La hauteur des bâtiments ne dépassera pas trente-cinq mètres. Les tilleuls plantés sur le terrain central seront conservés. Au nord de la place, la façade du palais des congrès sera modifiée et embellie pour accueillir sa capacité d'accueil et l'adapter à l'évolution du marché.

La mairie veut ainsi donner à Paris toutes ses chances pour accueillir les congrès internationaux qu'elle occupe maintenant depuis treize ans. La capacité hôtelière du quartier sera renforcée par la réalisation, à proximité de la porte Dauphine, d'un hôtel de luxe. À l'ouest de la place, la construction de deux immeubles soulignera la perspective vers Neuilly et la Défense. Enfin, il est prévu de couvrir le boulevard périphérique entre la porte Dauphine et la porte des Ternes. Cette couverture permettra de créer de nouveaux espaces verts et d'améliorer la liaison entre la porte Maillot et le boulevard de la Défense, avec notamment la plantation d'arbres de haute tige.

Pour M. Jean-François Ségard (Vert), ce projet est amélioré sur les marges par rapport aux précédents mais aggravé sur l'essentiel car « la voiture occupe toujours trop de place à la porte Maillot comme dans toute la capitale ». M. Henri Malberg (PC) a dénoncé, lui, une nouvelle opération spéculative à l'ouest de Paris. Pour le parti socialiste, M. Jean-Luc Goussier a regretté que le poids des bureaux soit encore trop lourd, surtout à un moment où tout indique que Paris et sa région sont saturés. Les riverains feront connaître leur avis à la fin de l'année.

JEAN PERRIN

## Le conflit à propos de l'île d'Abou-Moussa

## Les négociations entre l'Iran et les Émirats ont échoué

Trois séances de travail auront suffi pour convaincre l'Etat des Émirats arabes unis (EAU) et l'Iran qu'ils ne pouvaient pas régler le conflit qui les oppose à propos de l'île d'Abou-Moussa et des îlots de la Grande et la Petite Tomb (Le Monde 16 septembre).

Les directeurs des ministères des Affaires étrangères des deux pays, réunis depuis dimanche soir 27 septembre à Abou-Dhabi, se sont séparés lundi en fin de soirée sur un constat d'échec.

Un communiqué émis par l'EAU a imputé l'impasse à « l'obstination de la partie iranienne, qui a refusé de discuter de la question de l'évacuation de la Grande et de la Petite Tomb, ou de donner son accord pour la question à la Cour internationale de justice ».

D'emblée, le chef de la délégation iranienne, M. Mostafa Fomani Haeri, avait déclaré à la presse qu'il n'était pas possible pour l'Iran de la seule île d'Abou-Moussa, alors que les Émirats souhaitent vider l'île de toutes les installations militaires et poser le problème de la souveraineté sur les trois terres.

« Nous n'avons pas parlé de la Grande et de la Petite Tomb parce qu'il s'agit d'un territoire irakien », a-t-il déclaré lundi soir M. Haeri, pour qui la réunion n'en a pas moins été « fructueuse ».

« L'Etat des Émirats n'a d'autre choix que de recourir à tous les moyens pacifiques possibles pour assurer sa souveraineté sur les trois îles », indique le communiqué d'Abou-Dhabi, qui pourrait poser le problème devant l'Assemblée générale des Nations unies. (AFP).

## Depuis 1894

DE LA SIMPLE RETOUCHE AU PLUS BEAU VÊTEMENT avec la garantie d'un grand maître tailleur

A qualité égale, nous vous le prouvons.

LEGRAND Tailleur

27, rue du 4-Septembre, Paris - Opéra

Téléphone : 47-42-70-61.

De lundi au samedi de 10 h à 18 h

## ASSISES EUROPÉENNES DE L'INSERTION PAR L'ÉCONOMIQUE

Jeudi 19 novembre 1992

APPROCHE GLOBALE DE L'EMPLOI, DU TRAVAIL ET MODELES NATIONAUX par MATTEO ALAUDE, directeur du centre de sociologie et d'économie régionale de Bruxelles

DESCRIPTION DES INITIATIVES D'INSERTION PAR L'ÉCONOMIQUE DANS LA CEE

ATELIERS : APPROCHE EUROPÉENNE DES ENJEUX DE L'INSERTION PAR L'ÉCONOMIQUE « Développement local et territorialité » Lien social et Rapport au marché : Culture, technologie et formation « Organisation du travail et évolution des emplois » Pratiques d'entreprises.

Vendredi 20 novembre 1992

TABLE RONDE animée par MANUEL LUCBERT, Secrétaire général du journal « Le Monde »

« QUELLES SONT LES ENJEUX ACTUELS EUROPÉENS AUTOUR DES QUESTIONS D'INSERTION PAR L'ÉCONOMIQUE »

Avec le soutien du Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle, du Conseil régional de Bourgogne, de la Préfecture de Bourgogne, du Conseil économique et social régional de Bourgogne, du Comité de la Caisse des Dépôts et Consignations, du Crédit Mutuel, du CEMA, du Groupe ID'ÉES, du Groupe Ten, d'Ateliers, l'Agence, de l'IDES, de la MACIF, de la Mutualité de Côte d'Or, d'Uni-Mutualité, de l'Union nationale des fédérations d'organismes HLM.

RENSEIGNEMENTS : CIDES, 6 RUE MESNIN 75116 PARIS TEL 47 27 01 44

19 & 20 NOVEMBRE 1992

PALAIS DES CONGRÈS DE BEAUNE

CIDES

Le Monde

## Demain dans « le Monde »

## « Arts et Spectacles » : Picasso au Grand Palais

Picasso et les choses : une exposition, au Grand Palais, consacrée aux œuvres du peintre espagnol. Musica, le Festival de Strasbourg, rend un hommage à Giacomo Scelsi, l'homme invisible de la musique contemporaine. Rétrospective à Paris de l'œuvre de Franjo, le cinéaste qui a fait naître la poésie et l'étrange de la réalité quotidienne. Entretien avec le scénographe Nicky Frei, qui a réalisé les décors des Légendes de la forêt viennoise de Horvath, mis en scène, à Bobigny, par André Engel.

mercredi 30, jeudi 1<sup>er</sup>, vendredi 2, samedi 3

## CASSER LA CRISE PENDANT 4 JOURS

COSTUME SUPER 100'S 1 790 F

1 790 F

1 790 F

1 790 F

1 790 F

1 790 F

1 790 F

1 790 F

1 790 F

1 790 F

1 790 F

1 790 F

1 790 F

1 790 F

1 790 F

1 790 F

1 790 F

1 790 F

1 790 F

1 790 F

1 790 F

1 790 F

1 790 F

1 790 F

1 790 F

1 790 F

1 790 F



# INITIATIVES

## La croissance des emplois territoriaux

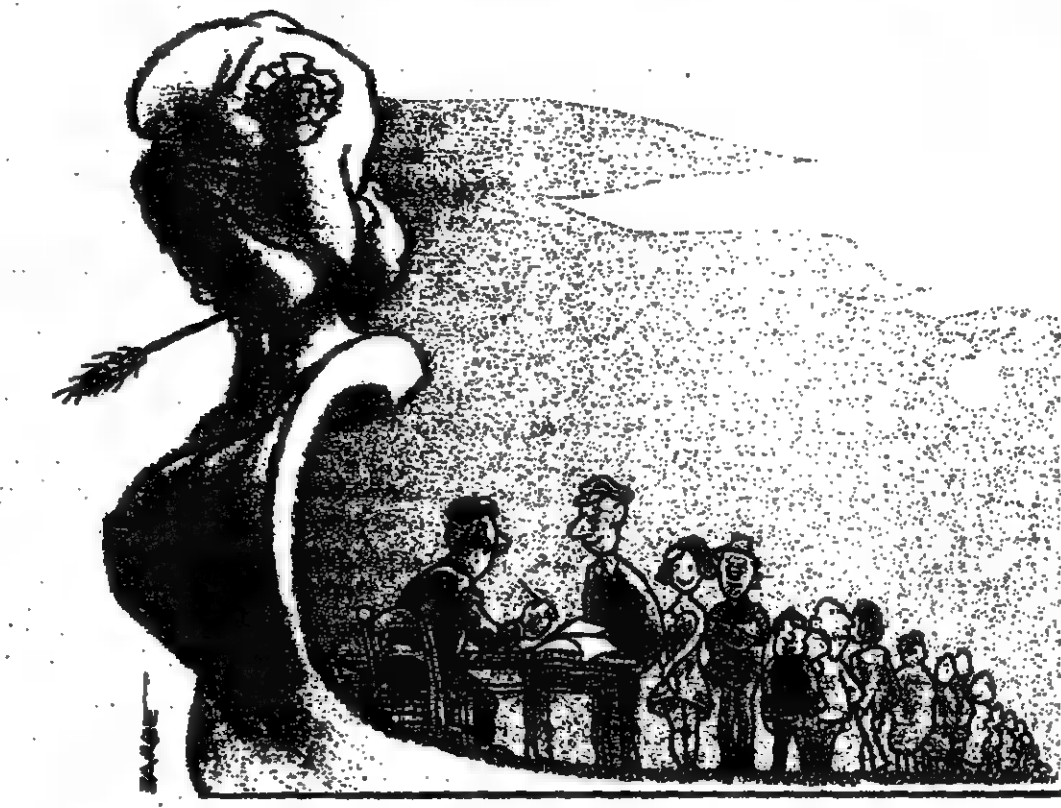
Depuis dix ans, les villes, les départements et les régions offrent des postes nombreux et variés

DOSSIER

**P**RÈSQUE dix ans après la loi de décentralisation, dont on commence à peine à mesurer les effets, positifs mais également négatifs, voilà que l'intérêt se porte enfin sur la cheville ouvrière : la fonction publique territoriale, cette grande muette, moins surannée qu'on le croit, mais cependant un peu... Les raisons de ce regain d'attention tiennent essentiellement à la conjonction tardive de deux caractéristiques positives : un dynamisme économique et la capacité à créer des emplois.

Y compris au travers de la perte de crédit de certaines communes, le rôle financier des collectivités territoriales est apparu en toute clarté. On a fini par apprécier la place tenue par cet immense ensemble composé de municipalités, de départements, de régions, mais aussi, et principalement, par des dizaines d'organismes - syndicats intercommunaux, écoles, centres communautaires d'action sociale - qui ont des offices d'HLM aux côtés du crédit municipal. Globalement, « la territoriale » pesait 713 milliards de francs en 1991, soit plus de la moitié du budget de l'État. Déjà en progression de 17 % par rapport à 1983, ce chiffre n'est pourtant rien en comparaison de la croissance de la part importante (243 milliards en 1992), consacrée aux investissements. C'est-à-dire 200 %.

Longtemps jugées peu spectaculaires, les augmentations d'effectifs intéressent maintenant pour leur régularité. Ceux-ci ont tranquillement progressé de 1,2 % l'an de 1983 à 1988, et de 2 % pour l'année 1992 (dernier chiffre connu). Avec 1 277 000 salariés, et 143 000 TUC, remplacés depuis par les emplois-jeunes (CES), un tel secteur ne reste plus négligeable. Et cela même s'il faut ramener le nombre estimé à 1 088 000, en raison d'un fort taux de travail à temps partiel (28,4 %), dû notamment aux communes les plus petites qui n'ont pas les moyens d'offrir des postes à temps complet.



Il y a également ceux, anciens, qui ont profité d'une carrière exceptionnelle parce que leur ville a grandi et que leurs pouvoirs ont augmenté avec la décentralisation. Enfants gâtés de la croissance, ils s'inquiètent parfois de l'arrivée de nouveaux venus, les contractuels, qui apportent des compétences inconnues, l'informaticien d'abord, la gestionnaire ensuite et la gestion financière plus récemment. A la différence de contrat, plus précaire que la seconde, encore davantage soumise aux aléas d'un renversement de majorité politique, s'ajoutent des écarts de salaires qui nourrissent la méfiance réciproque.

Mais le « corps » peut-il braver sans ces frictions, quand l'une des tendances, qui s'accroît, consiste aussi, de droite comme de gauche, à confier certaines des tâches au secteur privé, la distribution et le traitement de l'eau, l'assainissement, etc ? La gestion « gérée » gagne du terrain, moins pour des raisons idéologiques que par réalisme.

Au milieu du gué, les collectivités territoriales doivent choisir, dans un nouvel équilibre à trouver. Sinon ? Dans un scénario, le maire ne serait-il qu'un chef d'entreprise, entouré d'un bataillon de contrôleurs spécialisés. Dans un autre, tout aussi outrancier, les emplois subalternes seraient sous contrat - encore que, aujourd'hui, les moins qualifiés soient souvent des salariés sous contrat pré-

caire, - tandis que les postes élevés seraient occupés par des cadres, presque tous contractuels.

L'avenir tiendra dans un mixage subtil entre la dose nécessaire de référence à une fonction publique autonome, mais rénovée, et l'appel à des compétences extérieures, plus soigneusement maîtrisées. Ce sera indispensable pour mettre un terme aux actuels tiraillements et garantir la modernisation en cours du secteur. Déjà, de nombreux signes vont dans ce sens. Alors que le nombre de cadres territoriaux sensiblement, se mettent en place des formations professionnelles initiales appropriées. Par l'alternance, et jusqu'à une durée de dix-huit mois, les collectivités territoriales assurent la formation post-recrutement pour disposer de diplômés mieux adaptés à leurs besoins. Le seul cabinet de recrutement totalement spécialisé, Light, propose une formation à ses clients pour qu'ils professionnalisent leurs méthodes de recrutement.

Mais le dépoussiérage oblige aussi à se poser d'autres questions, comme celle de la réduction d'effectifs, contrepartie inévitable d'une gestion comparable à celle des entreprises. Depuis trois ans, les collectivités locales peuvent adhérer au cotiser au régime d'assurance-chômage afin que leurs salariés puissent être indemnisés.

Alain Lebaube

### ■ En cours d'inventaire

1 200 000 personnes exercent plus de 250 métiers  
par Marie-Claude Rotheler

### ■ La diversité européenne

Des statuts et des fonctionnements différents  
par Marie-Édith Soudet

### ■ La nébuleuse des contractuels

Ils se retrouvent aux deux extrémités de la hiérarchie  
par Valérie Devillechabrolle  
page 30

### ■ Profession Culture

Des salaires et des gestionnaires  
par Liliane Delwasse

### ■ L'entreprise Chartres

Les maires sont-ils les patrons  
par Jean Monnet

### ■ Dix ans d'âge

Crise de recrutement et recherche d'identité  
par Françoise Chérot  
page 31

### MUSIQUES

□ L'école de la nuit

### PÉDAGOGIE

□ Les jeux de l'entreprise

### PRÉCARITÉ

□ Les emplois

■ compte-gouttes

page 32

### TRIBUNE

□ Pour une nouvelle civilisation sociale  
par Robert Bonnard

page 33

## SPORTIFS, CONCRETS, RIGOUREUX PASSIONNÉS ?

Pour vous, des carrières ouvertes sur l'Europe et le Monde en rubrique "Carrières Européennes en Entreprise".

### Porte d'entrée sur les métiers de l'ingénierie de la communication

INGENIEURS ET UNIVERSITAIRES

Au sein du Groupe FRANCE TELECOM, CITCOM est un lieu de transfert de savoir et de diffusion d'expertises dans le domaine de l'ingénierie informatique et télécom.

Sa stratégie s'appuie sur un réseau européen de centres dont la pièce maîtresse est l'EUROMASTER.

Ce programme, d'une durée de 7 mois, conçu par des professionnels prépare concrètement à l'exercice de responsabilités fortes dans les métiers de l'ingénierie informatique et télécom.

Vous êtes de formation scientifique (Bac + 4 minimum) et vous souhaitez apporter à votre potentiel la

valeur ajoutée qui fera la différence.

CITCOM, avec son programme EUROMASTER, se propose de vous fournir les moyens de dynamiser votre projet professionnel en y intégrant la maîtrise des systèmes de communication.

Merci d'adresser votre candidature sous réf. LMS à : INT-CITCOM - Service Sélection - 65, Bd Vincent Auriol 75013 Paris.

**CITCOM**

GIE INT-CITCOM entre FRANCE TELECOM et TELESYSTEMES

Prochaines sessions d'octobre à mars selon les centres : MONTPELLIER - LIGOURNE-TOULOUSE - NANCY - QUIMPER - PARIS - LYON



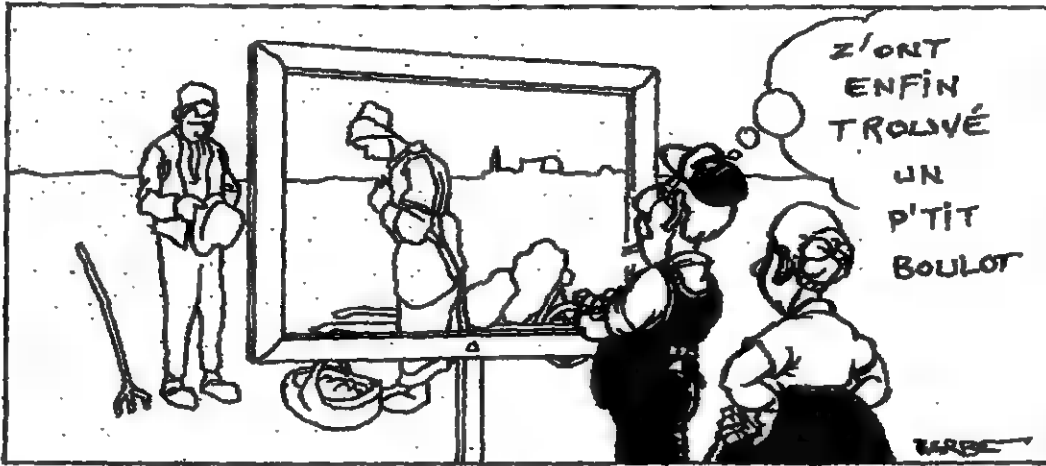




INITIATIVES  
DOSSIER • La croissance des emplois territoriaux

# Profession Culture

Salimbanques et gestionnaires des villes et des régions



depuis 1986-1987, la participation financière de l'Etat a tendu à baisser au-dessous de la barre des 50 %. De plus en plus, les collectivités territoriales subventionnent la majeure partie des activités, souvent en se répartissant les dépenses.

## Les aléas de la politique locale

« La culture, une valeur emblématique pour les élus, qu'ils soient de droite ou de gauche, explique Herman coordonnateur pédagogique du Centre national de la fonction publique territoriale. On assiste à de grandes rénovations de musées, à la création de nouvelles institutions culturelles. Les élus comprennent que la culture fait partie du prestige, que c'est un élément important de reconnaissance de la ville. »

Le suivi des dossiers. Il convient aussi de ne pas sous-estimer le rôle souvent essentiel joué par les associations régies par la loi de 1901 dans la mise en place des politiques, à l'aide des subventions au jour le jour. Les animations de bibliothèques et associations prient en charge par des bénévoles. Et de nombreuses associations animent les ateliers pour jeunes.

Les élus de l'administration ont eu pour conséquence la création d'un véritable statut de la fonction publique territoriale, calqué et indexé sur la fonction publique de l'Etat. La filière culturelle de la fonction publique territoriale a l'objet de négociations longues et laborieuses dont les résultats ne sont pas toujours évidents. Treize regroupements d'emplois ont été réalisés, que le jargon administratif appelle « cadres d'emplois ». L'équivalent des corps de la fonction publique d'Etat. Ils correspondent aux équipements culturels traditionnels : bibliothèques, musées, etc.

Le patrimoine, les bibliothèques et les enseignements artistiques. Tout le secteur appelé « spectacle vivant », théâtre, musique, danse, continuera donc à employer des contractuels, des vacataires soumis à une loi de la politique locale. Un secteur déjà fluctuant et bien difficile à stabiliser. Les professionnels se plaignent amèrement qu'ils ont la charge de faire passer dans le public les conceptions culturelles de l'an 2000 avec un statut d'ores et déjà inadaptable.

C'est en partie pour suppléer à ces difficultés que le Centre national de la fonction publique territoriale s'est engagé dans la tâche de dresser une nomenclature des métiers. Mais ce n'est pas la seule raison. Les récentes restrictions budgétaires obligent les municipalités à effectuer un redéploiement des effectifs. D'où la mise en chantier de cette nomenclature. Elle n'est pas terminée, quinze métiers ont été recensés, mais le travail n'est pas encore achevé. Elle sera appliquée, si tout va bien, à partir de 1993 à ceux qui le méritent.

Liliane Delwasse

# L'entreprise Chartres

Un professionnalisme de plus en plus nécessaire

HUIT agents dont un plasticien, un peintre en lettres, un encadreur, un tailleur de pierre, un ingénieur, un taxidermiste, la ville de Chartres avec ses 100 000 habitants (85 000 pour l'ensemble de l'agglomération) n'échappe pas à la règle : une municipalité est un extraordinaire gisement de métiers. La municipalité ne regroupe-t-elle pas quelque 120 corps de métiers ?

Une municipalité qui, en décentralisant, oblige, par professionnalisme de plus en plus requis, donne des compétences plus précises. Georges Lemoine, le maire, n'en déconvoit pas. Oui, « une ville se gère comme une entreprise, à la différence, dit-il, qu'elle n'a pas le profit pour finalité », dit-il dans son bureau de l'Agence de Montecot.

Et il choisit deux exemples : l'introduction de l'informatique, « révolution culturelle », a entraîné la maîtrise des villes dans le domaine des services publics. « Chaque arbre de la ville a une fiche informatique qui nous permet de programmer leur vieillissement, d'en prévoir d'autres en nourrice. Même démarche pour les fleurs. » Les actions qui ont, y compris dans une ville moyenne, conduit à la création voici quatre ans d'un poste de directeur financier. La gestion de la ville - ce talon d'Achille des collectivités locales - le maire ne le considère pas comme cela se faisait, requérant ce type de qualification.

La multiplicité des tâches a également poussé les élus à entreprendre un travail de lieux qui devrait, à terme, déboucher

sur une nomenclature des métiers, ainsi que le recommande le Centre national de la fonction publique territoriale. « Cet inventaire est le premier pas vers la gestion prévisionnelle des ressources humaines, concept que nous n'avons pas le moindre souci il y a peu », souligne le maire. Autre préoccupation : la communication interne afin de rompre les cloisonnements traditionnels des services administratifs et techniques. Par exemple : « Un agent de l'Etat civil n'a pas de contact avec son collègue machiniste du théâtre, poursuit Georges Lemoine. Il vieillissait dans son coin. » Pour pallier cette situation courtoisienne, les « stages de découverte » ont été constitués. Des petits groupes d'agents se découvrent ainsi mutuellement. Un premier pas peut-être vers une polyvalence souhaitée.

800 000 francs d'économies

Cette « stratégie d'entreprise », comme on le dit dans les entreprises, tout en soulignant qu'elle a pour vocation la satisfaction des administrés, a encore conduit à l'embauche, il y a six mois, d'un chargé de mission au développement économique. Une fonction nouvelle, rattachée directement au PDG-maire. « Mon service a été créé et son rôle est de servir d'interface entre les entreprises, le milieu des affaires et les collectivités », explique Bernard Ort, contractuel, jeune diplômé en sciences économiques, venu de Montpellier après un passage dans le secteur privé et une expérience consulaire. « Les villes

d'importance moyenne comme Chartres sont de plus en plus à la recherche de profils tels que le mien, qui ne sont pas issus de la « mécanique » de la fonction publique et dont l'expérience est à la frontière de l'entreprise et du monde institutionnel. » Pour l'heure, Bernard Ort se passionne pour la mise en œuvre de « Jardin d'entreprises », de 200 hectares ayant pour vocation d'attirer des sociétés pour l'essor de la ville. « Jardin », comme il le précise, par opposition à « zone industrielle », tant il est vrai que la qualité de l'environnement est devenue déterminante dans le choix d'implanter une entreprise.

Ce n'est donc pas la seule demande des Chartreains pour une ville fleurie et agréable à habiter qui incite la municipalité à économiser 5 % de son budget aux seuls parcs et jardins, il y a aussi jusqu'à 70 postes de service au sein de la ville. « J'ai en charge la propriété de la beauté fleurie de la ville », dit joyeusement Jean Bertho, un pur produit de la « territoriale » puisque c'est par le jeu des concours que cet ancien mécanicien s'est élevé au grade d'ingénieur et qu'il s'est pris de passion pour les chrysanthèmes et autres bégonias introduits sur les balcons des municipalités, des équipements qu'il s'occupe d'entretenir. « Nous rivalisons avec les horticulteurs privés, assure-t-il. Aujourd'hui un jardinier municipal, il ne dit pas « agent ». Il se sent fier de leur métier. »

L'attractivité de la ville (1 400 000 visiteurs en 1991, dont la moitié venus de l'étranger) conduit la municipalité à poursuivre son programme d'embellissement, ce qui explique la

présence d'un urbaniste et la personne de Jean-Louis Guillemo, trente ans, géographe de formation, diplômé de l'Institut d'urbanisme, une fonction qui est un métier pour la fonction publique territoriale ignore superbement malgré les besoins. Ce qui explique que Jean-Louis Guillemo, qui a la charge, avec trois personnes, de l'aménagement, de la rénovation urbaine, et travaille sur un concept d'urgence, celui de « paysage urbain ». « Cela, dit-il, est une bonne intelligence avec EDF et France Télécom. »

Au détour du labyrinthe des métiers, voici Luc Beaune, quarante ans, acheteur. Cet ancien étudiant de lycée n'est pas fier d'avoir travaillé en une seule année jusqu'à 800 000 francs d'économies au regroupement depuis que la fonction existe une large partie des achats et fournitures de la municipalité. Auparavant, les achats étaient dispersés. Ainsi, si l'on devait le dire, d'Ariane, c'est une administration nouvelle que l'on voit dans les fonctions, malgré les lourdes pesanteurs des salaires attractifs. L'appel à l'extérieur pour l'embauche de contractuels ? « Le retard se comble », assure Marie-Thérèse Loison, secrétaire générale adjointe. On voit réapparaître des compétences issues de la fonction publique. « Nous n'avons pas le dogme du tout public, tranche quant à lui Dominique Bergé, le secrétaire général, un poste très recherché par les élus. Sur 800 agents, la mairie de Chartres emploie 15 contractuels. Il y a dans des fonctions très qualifiées. »

Jean Menanteau

# Dix ans d'âge

Crise de recrutement et recherche d'identité

DÉFICIT d'image, crise du recrutement, la fonction publique territoriale est en crise d'identité. Aux problèmes bien connus de sa grande sœur, la fonction publique d'Etat, elle ajoute ceux d'un secteur en mutation.

Lors des rencontres d'Angers (1), le CNFPT a fait le tour des questions autour de quatre thèmes : l'évolution des métiers, la crise du recrutement, la formation, l'identité.

La vie administrative, la plus ancienne des collectivités territoriales, a plus évolué dans les dernières années que dans les années 1945-1960, sous son aspect administratif. Serge Bodard, secrétaire général honoraire d'Orléans. Les compétences diverses des communes, des départements et des régions, la pluralité des métiers, la diversité de gestion par les élus sont des caractéristiques qui se distinguent de l'unité de la fonction publique d'Etat. A celles-ci s'ajoutent des évolutions récentes dans l'environnement, l'activité, dans l'environnement, il s'agit du statut unique qui, à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1993, permettra l'entrée dans la fonction publique des ressortissants étrangers et l'ouverture des concours publics aux ressortissants étrangers. Par ailleurs, les besoins des populations entraînent l'apparition de la fonction publique territoriale dans le développement des activités dans le domaine social, culturel, économique, sportif, les loisirs, la communication, l'environnement. Autant de domaines qui exigent pour leur fonctionnement des agents spécialisés. Il en va de même en la nécessaire gestion de plus en plus sophistiquée des collectivités. Et pour compléter un peu les choses, il est évident que toutes ces questions aboutissent à celle de la fonction publique et de la nécessité de son toilettage.

La crise du recrutement. Pour l'instant, la fonction publique territoriale ne connaît pas l'hémorragie que subit la fonction publique d'Etat. Les fonctionnaires quittent en masse le service. Quant à la crise du recrutement, elle touche les collectivités de toutes tailles et les catégories A à E. Ainsi, en 1983, les concours aux postes d'ingénieurs entraînaient 781 candidats, 276 en 1984 et 357 en 1985. Ce qui représente une baisse de 62 %. La situation n'est guère meilleure pour les postes de techniciens dont les besoins sont couverts qu'à 55,3 %. L'organisation des concours et celle de la FPT, le niveau et l'évolution des rémunérations sont les points les plus connus de ces difficultés à embaucher. Mais les spécialistes estiment qu'il existe des « causes dissimulées » : le couleur politique des collectivités.

départements ou régions, la situation géographique et les préférences pour les régions du Sud ; la pauvreté des profils du candidat. Enfin le déficit d'image de la communication de la fonction publique territoriale ne joue pas en faveur de la valorisation des agents et de leur motivation.

La formation. La conjonction de l'évolution des métiers et de celle du public concerné oblige à des révisions. La formation des agents communaux jusqu'en 1983 reposait sur les formations administratives et juridiques de la fonction publique d'Etat. Depuis quelques années, l'arrivée sur le marché du travail des diplômés de bac+2, bac+3 et bac+4 a modifié la donne et fait perdre de l'intérêt à la formation municipale, puis d'études d'administration territoriale. A l'inverse, l'apparition de la fonction publique territoriale peu qualifiée, le dispositif s'avère peu opérant pour ces gens qui se retrouvent en situation d'échec.

Ces constats, auquel s'ajoute la crise de modernisation du service public qui exige un personnel mieux formé, obligent à s'interroger sur le fonctionnement et la formation des formations territoriales.

L'identité. La crise d'identité se traduit sur le débat de la compétitivité entre la décentralisation et les principes fondateurs de la fonction publique territoriale qui sont : unité, parité et comparabilité. Ces principes, édictés en 1983, sont en réalité un moyen de cadrer le statut, l'organisation et les possibilités de carrière entre les deux fonctions publiques d'Etat et territoriale. Près de dix ans plus tard, les trois principes ont été érigés, notamment par la loi du 1<sup>er</sup> juillet 1987, qui a introduit le principe de spécificité.

Les critiques apportées à la fonction publique territoriale peuvent être classées en deux chapitres. Sur le plan sociologique, personne n'en est vraiment satisfait. Une enquête effectuée auprès de 600 administrateurs territoriaux révèle que 30 % souhaitent un retour au système de 1984, 20 % revendiquent une situation contractuelle et 45 % une amélioration des conditions existantes. Sur le plan juridique, l'inadaptation des statuts particuliers, le manque de clarté et l'incohérence du droit général sont mis en évidence.

F. Ch.

(1) Bilan des perspectives de la construction de la fonction publique territoriale. Culture et collectivités locales, 35 et 36 de la collection « Les Cahiers », CNFPT, Tél : (1) 40-60-48-00.

**ADMISSIONS 3<sup>e</sup> CYCLE**

**MARKET'SUP**

GESTION MARKETING  
ORIENTATION EUROPÉENNE

**POUR DIPLÔMES BAC + 4**

**SUP de PUB**

PUBLICITÉ ET COMMUNICATION D'ENTREPRISE

**SESSION DU 3 OCTOBRE 1992**

**42.02.26.86**

SUP de PUB CAMPUS : Programmes de Communication et Marketing 2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> cycles. Établissement d'Enseignement Technique Privé : 3, rue Hassard, 75019 Paris

**THE AMERICAN UNIVERSITY OF PARIS**

départements de formation permanente

Une nouvelle profession pour un nouveau siècle :  
Assistant juridique

- Formation juridique permettant d'exercer dans les cabinets et compagnies internationales en Europe ou aux États-Unis.
- Programmes de droit français et de droit américain enseignés en français et en anglais.
- la CEE enseigné en anglais.
- Assistez à une session d'information gratuite à Paris le 1<sup>er</sup> octobre à 18 h ou le 3 octobre à 11 heures.
- Pour réserver votre place et obtenir une brochure gratuite contactez :

The American University of Paris, The Institute for Paralegal Studies  
35, rue Dominique, 75007  
Tél : 47.81.11.11 - Fax : 47.81.11.11







INITIATIVES  
RENDEZ-VOUS

Tribune

# Pour une nouvelle civilisation sociale

par Robert Bonnard

DANS tous les secteurs, la France est engagée dans la compétition internationale. C'est donc vrai également pour les différents secteurs d'activité de la métallurgie et des mines. Qui dit compétition internationale dit compétitivité. Le problème c'est qu'en France, depuis une bonne dizaine d'années, se développe une fautive confusion entre compétitivité et performance. Cette conception tout à fait restrictive est d'un côté plus commode, car elle permet de cerner rapidement mais surtout conjoncturellement les lieux et les moyens de gains possibles. Alors nous empruntons quelques bribes de « solution » aux uns, nous sifflons quelques comportements des autres. Au total, nous plaquons une japonisation ou une américanisation ici ou là.

Si par ces moyens on peut obtenir momentanément des entreprises ou des individus performants, en quoi pour autant une société durablement compétitive? C'est oublier les antagonismes, les rivalités, les frustrations, les inégalités qu'induit la notion de performance et qui ne jouent pas toujours, loin s'en faut, ce rôle d'émulation qu'on veut bien lui prêter.

Ainsi d'un élément sans doute constitutif de la compétitivité, on a fait l'élément organisationnel et structurel. La raison en est sans doute qu'au motif légitime de la compétitivité, la logique simplificatrice de la performance a traversé l'ensemble de la société. Il faut dire que l'évolution du code du travail ces dix dernières années, en sacralisant l'entreprise comme lieu de production du plus évident d'une compétitivité résumée à la performance, a largement contribué à ce résultat et au total participé à la destruction sociale. Il est tout de même significatif de constater que le dialogue social n'a jamais été aussi dense et que dans le même temps il n'a jamais été aussi peu structurant de cohésion.

Les dégâts sont considérables à plusieurs égards. C'est ainsi que, sous l'effet de la modification du tissu socio-industriel au profit des PME majoritairement hostiles à l'implantation syndicale, le remède législatif au départ prescrit pour atténuer le système contractuel risqué de la « rétrocession » a été pire que le mal. En effet, malgré le nombre croissant d'accords, de moins en moins salariés bénéficient d'un statut d'entreprise compte tenu de la diminution des effectifs des grandes entreprises. Cela signifie que de plus en plus de salariés sont concernés par des conventions collectives négociées hors entreprise qui, n'ayant pas bénéficié des mêmes égards, sont progressivement tombées en désuétude et correspondent grosso modo au code du

travail. Autre conséquence et non des moindres, l'absence de nous doter, par la recherche de lieux davantage générateurs de cohésion sociale, de notre propre culture d'une compétitivité susceptible de nous identifier dans l'Europe et qui dans la même philosophie puisse caractériser nos relations avec les pays en voie de développement. Dès lors, sans tomber dans l'absurdité d'une contestation de la pertinence de l'entreprise comme lieu de négociation, la question de lieux paritaires susceptibles de générer une cohésion compétitive est posée. La branche en est un. D'autres sont sans doute à inventer, c'est de la responsabilité du syndicalisme. Certains existent déjà, notamment dans la métallurgie avec la particularité de quatre-vingts conventions collectives territoriales. En fait il y a quatre-vingts? Leur découpage est-il judicieux? L'essentiel n'est pas là. L'essentiel c'est que ces lieux soient autant d'endroits générateurs de garanties collectives même minimales qui structurent le tissu socio-économique. L'essentiel, c'est que des sujets comme la formation professionnelle, la prévoyance collective, les salaires, l'aménagement du territoire, la mobilité et notamment les sujets pour lesquels la mutualisation a une pertinence, constituent les éléments d'un statut minimum qui en garantisse l'accès à tous; ce qui est loin d'être le cas aujourd'hui.

Dans une période où les questionnements sur l'absence de projet refont surface, il convient de se rappeler que tous les projets qui avaient pour ambition de prétendre à la société achevée ont naturellement mais douloureusement échoué. Cependant, à l'heure où l'éclatement social menace les fondements mêmes de la démocratie, s'il n'y a pas d'autres termes pour qualifier l'obtention de garanties collectives génératrices d'une cohésion identifiant notre culture de la compétitivité, je dirai même que c'est un grand projet. Il restera alors à le concrétiser. Les masques dissimulant les archaïsmes, les conservatismes et les frigidités qui tomberont à ce moment-là ne seront sans doute pas tous du même côté. Les réponses aux problèmes d'emploi doivent participer de la même démarche. Qui peut en effet croire ou faire croire à quiconque que le niveau de croissance constitue la réponse universelle au défi de l'emploi? Ce serait aussi absurde que de dire que c'est la seule réduction du temps de travail. En dehors d'une nécessaire réflexion sur le long terme, prenant en compte ces données qui obligent à une approche totalement nouvelle de l'emploi intégrant également un niveau de 10 % de la population active au chômage, il nous faut répondre au court terme. Cela signifie que, dans une situation où les perspectives sur l'emploi s'annoncent terribles pour tous les secteurs d'activité — la métallurgie et les mines, la prise en charge de ce problème ne peut se limiter au seul périmètre de l'entreprise. Elle le peut d'autant moins que lorsqu'il s'agit de négocier les plans sociaux, une bonne partie de la négociation se déroule sans les organisations syndicales entre les directions générales et la délégation à l'emploi dans ce qu'on va bientôt pouvoir appeler le « marché national du FNE ». En terme de méthode, je crois qu'il va falloir chercher longtemps pour faire plus mal. Alors, bien sûr, ça permet d'entretenir quelques stéréotypes, et comme certains se prêtent consciencieusement au jeu, ça permet même de faire un peu de spectacle. Le résultat, c'est quand même une mutilation du rôle de l'organisation syndicale dans le domaine de l'emploi. Dans la logique aveugle de l'échec d'un baril de FNE contre deux barils de reclassements, le résultat c'est aussi le glissement des suppressions d'emplois sur des populations jeunes et donc initialement destinées à constituer l'entreprise de demain, avec les effets psychologiques qu'on imagine sur les individus. C'est enfin le déplacement des suppressions d'emplois vers des tranches d'âge immédiatement inférieures à cinquante ans qui, comme chacun le sait, sont facilement reclassables à Limoges, Montbéliard, Brest ou Cherbourg... Il faut donc mettre un peu de responsabilité. En tant que fédération, nous avons la responsabilité de ne pas créer de distorsion entre les salariés des différents secteurs d'activité et donc de conduire une politique générale de l'emploi. La proposition est simple: c'est que s'engage une négociation nationale avec le patronat de la métallurgie afin de déterminer, dans le cadre d'une politique générale de l'emploi, les mesures adaptées pour chacun des secteurs, ainsi que leur application — fonction des types industriels territoriaux. Pour certains, il faudra des mesures d'âge, pour d'autres des opérations de formations lourdes, pour d'autres encore des formations d'adaptation. D'autres seront concernés par des problèmes de pyramide des âges ou de diversification, d'autres enfin par un panachage des différentes mesures.

Et si la fin d'une réponse exclusivement circonscrite à l'entreprise ouvrait les perspectives d'une nouvelle civilisation des rapports sociaux. Chiche!

■ Robert Bonnard est secrétaire général de la Fédération générale de la métallurgie et des mines CFDT.

## ÉCHOS

### L'industrie supplante les ressources humaines

Selon l'APROCEP (Association professionnelle des conseils d'entreprise pour la recherche de dirigeants), qui publie régulièrement un indice basé sur l'activité de 70 consultants, les chiffres du premier semestre 1992 confirment « la volonté de renforcement du management sur les postes opérationnels ». Ainsi, au deuxième trimestre 1992, les postes de direction industrielle enregistrant une progression de 14,91 % par rapport à la même période de 1991. En revanche, dans le même temps, les directions financières accusent une régression du nombre des missions de 14,62 %, et les postes de direction des ressources humaines chutant de 43,80 %. Au point de ne plus représenter que 2,30 % de l'ensemble des missions traitées.

## COURRIER

### Business Schools

■ A la suite de la publication dans « Le Monde Initiatives » du 1<sup>er</sup> juillet, d'une tribune intitulée « Enseignement de management : le temps de l'exigence », nous avons reçu la lettre suivante : « M. Pedro Nuño affirme que les entreprises européennes ont des besoins qui ne sont pas pris en compte par les business schools. Il accuse les écoles européennes d'adopter « des points de vue égotiques et des attitudes frivoles »; selon lui les business schools se contentent d'obtenir la recommandation du client satisfait. Les business schools sont confrontées à un dilemme fondamental. Reconnaissent-elles avec Pedro Nuño que lors de la création des premières écoles européennes les seuls modèles de référence nous venaient des États-Unis. Cependant, nous avons dès le début reconnu la nécessité d'une approche centrée sur l'entreprise plutôt qu'académique au contraire de la

plupart de nos homologues américains. Cependant, nos écoles sont aujourd'hui confrontées à un défi que j'appelle « l'excellence dans l'équilibre » et qui consiste à marier ce qu'il y a de mieux dans les systèmes américains et européens de l'enseignement du management. Cela nous entraîne à faire des arbitrages entre les contradictions apparentes suscitées par les attentes de nos clients et ce que nous considérons comme nécessaire compte tenu des thèmes traités. Cela nous oblige à définir un enseignement de qualité, à nous rapprocher toujours plus du monde des affaires et à nous interroger en permanence sur la pertinence de nos activités. Mais, en parallèle, nous nous astreignons à effectuer des recherches innovantes, rigoureuses et de nature interdisciplinaire qui à leur tour seront intégrées dans l'enseignement dispensé et la recherche. (...) Les entreprises expriment des exigences sans cesse croissantes auprès des business schools. Elles ont raison de le faire. Nous le voyons à propos du MBA, domaine où la London Business School est une des écoles qui vient de revoir son cursus et a tiré les leçons d'une étude approfondie des exigences des entreprises. Les changements ont essentiellement porté sur un enseignement qui intègre mieux les multiples disciplines, qui fait appel à des matériaux encore plus internationaux et qui privilégie encore plus les modes d'application. (...) Nous assistons à un développement considérable du partenariat des connaissances et de la relation, par nature complexe, entre l'entreprise et la business school. Ce développement se fonde sur un dosage éprouvé entre les connaissances, l'intervention en tant que consultants externes et la recherche. (...) »

■ Professeur George Bain Principal, London Business School.

■ RECTIFICATIF. Dans l'article intitulé « Une déontologie sans carême » (Le Monde du 23 septembre), les pseudosciences citées par certains recruteurs ne s'appliquaient pas à Euro Disneyland.

## STAGES

**Le service des offres de stages est désormais accessible en tapant directement : 3615 LEMONDE. Les entreprises désireuses de passer des offres sont priées de consulter directement cette rubrique au 45-46-16-20, STAG'ETUD 12, av. Raspail, 94257 - tiffy Cex.**

### GESTION

■ Lieu : Paris. Date : octobre. Durée : 3 mois. Ind. : 1 620 F/mois. Profil : bac + 2 minimum. Mission : suivi et suivi des ventes sur les marchés sociaux. 02295.  
■ Lieu : Paris. Date : octobre. Durée : 3 mois. Ind. : 1 820 F/mois. Profil : bac + 2. Mission : gestion administrative de documents comptables. 02332.  
■ Lieu : Paris. Date : octobre. Durée : 3/6 mois. Ind. : 1 500 F/mois. + tickets restaurant. Profil : bac, formation comptabilité, connaissance EXCEL. Mission : comptabilité générale, relance clients, règlement fournisseurs, saisie informatique. 02296.

### MARKETING

■ Lieu : Les Ulis. Date : immédiat. Durée : 2 mois. Ind. : remboursement des frais + prime de réussite. Profil : bac +2/3, si possible savoir utiliser File Maker Pro sur Macintosh, permis de conduire. Mission : définir et mettre en œuvre une politique de marketing direct auprès des comités d'entreprises et négocier avec les responsables de CE les conditions de vente (pas de vente directe). 02269.  
■ Lieu : Paris. Date : immédiat. Durée : 3/4 mois. Ind. : à définir. Profil : bac + 2/3, école de commerce, connaissance en marketing téléphonique et bases de données. Mission : participation à la mise en œuvre d'un annuaire économique alimentaire, saisie des données (base de données) et suivi d'investissement. 02117.  
■ Lieu : La Défense. Date : octobre. Durée : 6 mois, temps partiel. Ind. :

sur base de 6 000 F brut pour un plein temps. Profil : bac + 1, BTS ou école de commerce. Mission : constitution d'argumentaires en vue de prise de rendez-vous pour les commerciaux, accompagner le commercial aux rendez-vous, intégration à l'équipe commerciale. 02360.  
■ Lieu : Paris. Date : octobre. Durée : 3/4 mois. Ind. : à définir. Profil : bac + 3, écoles : CELSA, CFJ, Sciences Po... excellente maîtrise de la langue française. Mission : rédaction de plaquettes, brochures et documents de presse. 02286.  
■ Lieu : Paris. Date : immédiat. Durée : 3 mois (2 jours par semaine). Ind. : 1 500 F. Profil : bac + 2. Force de vente/marketing. Mission : promotion des ventes pour les grandes surfaces. 02343.  
■ Lieu : Nancy/Strasbourg. Date : immédiat. Durée : 3 mois. Ind. : très bonne. Profil : bac + 5, école de commerce, gestion... Mission : participation à la réalisation d'une étude de marché. 02251.

### COMPTABILITÉ

■ Lieu : Paris. Date : immédiat. Durée : 11 mois. Ind. : non prévue. Profil : bac + 2. Mission : Travaux de comptabilité. 02336.  
■ Lieu : Paris. Date : octobre. Durée : 3 mois. Ind. : 1 820 F/mois. Profil : bac + 2. Mission : comptabilité. 02330.  
■ Lieu : Paris. Date : à définir. Profil : bac + 2. Mission : Aide comptable. 02307.  
■ Lieu : Arche La Défense. Date : octobre. Durée : 11 mois. Ind. : SMIC. Profil : bac + 2. Mission : gestion comptable des crédits de recherche. 02211.

### PERSONNEL

■ Lieu : Paris. Date : octobre. Durée : 3 mois. Ind. : 1 500 F/mois. Profil : bac + 2. Mission : gestion du personnel. 02327.  
■ Lieu : Cachan. Date : immédiat. Durée : 3 mois. Ind. : 30 % SMIC. Profil : bac + 2/3, connaissance en gestion humaine. 02327.

micro-informatique. Mission : participer à la mise en place d'un module de gestion de la formation et à l'élaboration du budget frais de personnel. 02295.  
■ Lieu : Paris. Date : immédiat. Durée : 6 mois. Ind. : 2 000 F minimum. Profil : bac + 5, DESS psychologie du travail ou sciences humaines, première expérience du recrutement. Mission : recrutement des candidats aux différents postes (hôtesse, caissiers, vendeurs...). 01802.

### COMMERCE INTERNATIONAL

■ Lieu : Paris. Date : immédiat. Durée : 2 mois. Ind. : à définir. Profil : bac + 2. Mission : commerce international. 02333.

### VENTE

■ Lieu : Paris + déplacements. Date : immédiat. Durée : 3 mois. Ind. : motivation (à définir). Profil : bac + 2. Mission : 3 stagiaires pour promotion d'un produit artistique et culturel de qualité exceptionnelle au profit d'une grande entreprise. 02268.

### INFORMATIQUE

■ Lieu : Villejuif. Date : immédiat. Durée : 1/6 mois. Ind. : 30 % SMIC. Profil : bac, connaissances informatiques. Mission : programmation sur DBASE + CLIPPER. 02307.  
■ Lieu : La Défense. Date : immédiat. Durée : 6 mois. Ind. : 5 000 F. Profil : bac + 2, technique informatique (connaissances des plate-formes), formation interne aux logiciels, initiation à la maintenance. Mission : suivi de showroom au CNIT, accueil des visiteurs et renseignements commerciaux, maintenance du parc informatique. 02160.  
■ Lieu : Paris. Date : octobre. Durée : 11 mois. Ind. : 1 620 F/mois. Profil : bac + 2. Mission : gestion informatique des pays. 02328.

### COMMUNICATION

■ Lieu : Paris. Date : immédiat. Durée : 3/6 mois. Ind. : à définir.

Profil : bac + 2/4, bon contact téléphonique, maîtrise de l'anglais, si possible. Mission : développement marketing téléphonique, tenue des fichiers, organisation de manifestations, et analyses documentaires. 02195.

### TECHNOLOGIE

■ Lieu : Paris. Date : immédiat. Durée : 3/6 mois. Ind. : à définir. Profil : bac. Mission : technicien de maintenance. 02296.  
■ Lieu : Berlin. Date : immédiat. Durée : 3/6 mois. Ind. : 5 000 F. Profil : bac + 2/4, BTS génie mécanique, génie civil, école d'ingénieur, allemand indispensable. Mission : assistance technique du chef d'agence à Berlin dans le cadre de la création d'une filiale. Mise en place et suivi des relations avec l'usine située

en France, à l'étranger ou à l'étranger. (formation assurée à Lyon) pendant 2/3 semaines. 02180.

### DROIT

■ Lieu : Paris. Date : octobre. Durée : 1 mois. Ind. : à définir. Profil : bac + 4, connaissances en droit commercial, droit civil, droit public. Mission : suivi des dossiers, travail de rédaction. 02362.

### SECRÉTARIAT

■ Lieu : Paris. Date : immédiat. Durée : 3 mois. Ind. : à définir. Profil : bac + 2. Mission : aide à la gestion d'un service. 02305.  
■ Lieu : Versailles. Date : octobre. Durée : 3 mois. Ind. : à définir. Profil : bac + 1/2. Mission : aide à la sélection de

candidats, tri et saisie de CV sur TTX. 02305.  
■ Lieu : Paris. Date : immédiat. Durée : 8 mois. Ind. : à définir. Profil : bac + 2. Mission : effectuer des travaux de bureautique. 02334.

**TECHNICIENS SUPÉRIEURS**  
en électronique  
Informatique industrielle  
admis avec 2 ans d'expérience  
**DEVEZ-VOUS INGENIEUR**  
par la  
**FORMATION CONTINUE**  
à temps partiel

Présentation réalisée avec le concours financier de l'Etat et du Conseil Régional d'Île de France  
Dossier : 1992 - Année Méditerranée  
2000 des Champs Prospects, 92000 Champs Prospects  
Tél : 01 20 10 00 00

**Executive MBA : faire la différence.**

Echelonné sur 16 mois et compatible avec la vie professionnelle, l'Executive MBA d'ESSEC IMD s'adresse à de jeunes cadres à fort potentiel.

Pour faire la différence, ce graduate program est fondé sur l'engagement de 3 partenaires : un jeune manager, son entreprise et ESSEC IMD.

Durée : 80 jours de juillet 1993 à octobre 1994.

ESSEC  
INTERNATIONAL  
DEVELOPMENT

11 92 21 00  
Tél. 01 20 10 00 00



## CARRIÈRES EUROPÉENNES EN ENTREPRISES

**CONCRET,  
RIGoureux,  
PASSIONNÉ.**

- nombreux pays (dans sept pays).

## chefs de marchés internationaux

**Mission :** faire progresser nos magasins européens ; définir et sélectionner des gammes de produits internationales en adéquation avec les tendances et les besoins potentiels de nos clients sportifs ; implanter nos gammes dans nos magasins en les **merchandising** (merchandising) ; négocier les achats ; analyser et prévoir les ventes et les marges ; animer et former une petite équipe.  
Sémi. : formation à l'européisme et à une expérience commerciale accrue en entreprises internationales.

## responsables sous-traitants textile ou confection

Mission : rattachés à notre production France au sein du département (30 personnes), vous serez responsables de l'organisation et de la gestion de la production en sous-traitance des articles textiles DECATHLON (tricot, chaîne et trame, indémaltable). Vous serez responsables de la qualité de la production et des délais de livraison. Plusieurs postes sont à pourvoir.

Profil : âge : 22-35 ans ; formation supérieure technique ou commerciale ; textile, expérience : 2 à 5 ans ; maîtrise de l'anglais ; industrie textile ; travail d'équipe ; travail d'organisation.

## ingénieur textile

Mission : dans notre département Recherche et Développement et Achat des composants textiles, vous devrez, dans un premier temps, être expert sur les accessoires de la chemise homme. Ensuite, nous pourrions vous confier la tâche de trouver des fournisseurs à l'étranger pour nos fournitures. Il est donc important que vous ayez une bonne connaissance technique des différents types de boutons, de fermetures, etc.

Capacités de nous livrer les composants de qualité répondant aux cahiers des charges techniques que vous rédigerez.

Profil : Age : 23-30 ans ; formation supérieure textile ; débutant à 8 ans d'expérience.

## ingénieur généraliste

**Mission :** dans notre département Achat des composants, vous maîtriserez techniquement les composants plastiques et métalliques qui entrent dans la fabrication des produits DECATHLON. Votre mission sera donc de standardiser et d'optimiser leur utilisation, connaître et trouver les fournisseurs (au niveau mondial) capables de nous livrer des composants de qualité répondant aux cahiers des charges techniques que vous rédigerez. Vous en assurerez la recherche et leur développement, puis le terme concevrez nos propres composants.

**Profil :** âge : 25-30 ans ; formation : baccalauréat ; 2 à 7 ans d'expérience.

DECATHLON est une société française créée en 1976 qui conçoit, fait fabriquer et distribue des articles de sport et loisirs dans 85 grandes surfaces de 1500 à 5000 m<sup>2</sup> en France, en Allemagne et en Espagne. Nous sommes présents dans plus de 4000 magasins et nous réalisons un chiffre d'affaires de 3,5 milliards de francs.

Nos magasins vendent toutes les grandes marques internationales plus une : la nôtre. Plus de 12 millions d'articles DECATHLON ont été vendus en 1991. Ils sont fabriqués en sous-traitance dans le contrôle de nos bureaux de production implantés actuellement... Notre réussite n'est pas due au hasard. Un travail enthousiaste, devenir les premiers du sport en France. Nous voulons le devenir ! L'attention, nous la puisons dans la richesse de notre équipe, soudée par de longues années de simplicité, d'authenticité et de...

DECATHLON est une entreprise vivante. Notre réussite n'est pas due au hasard. Un travail enthousiaste, sincère et rigoureux nous a permis de devenir les premiers du sport en France. Nous voulons le devenir à l'échelle européenne. Cette détermination, nous la puissions dans la richesse de notre équipe, soudée par l'esprit de coopération, par des valeurs de simplicité, d'authenticité et de...

## ingénieurs informaticiens

Dans le cadre de notre fort développement, l'informatique tient une place prépondérante. Son but : rendre l'information disponible à tous en temps réel.

Nous possédons un réseau mondial d'AS 400, des réseaux locaux de PC/PS, des outils de CAO-DAO. Nous sommes une entreprise 100 pourcents tournée sur de nombreux projets : gestion de production, télécommunications, comptabilité, logistique, ressources humaines. Plusieurs postes sont à pourvoir.

Il s'agit de :  
 - 1 titulaire : prendre en charge de l'1 & 2 le développement d'une application informatique pour répondre aux besoins des utilisateurs en privilégiant la sécurité, la fiabilité, la performance.  
 - 1 adjoint :  
 Profil : âge : 22-30 ans ; formation : Ingénieur Informaticien ; expérience : débutant à 5 ans d'expérience.

## ingénieur produit chaussures

**Prat** : âge : 22-35 ans ; formation supérieure technique dans la chaussure, 2 à 15 ans d'expérience dans l'industrie de la chaussure (création ou production), la connaissance de la chaussure de sport est un plus.

## ingénieur produit cuir

**Réf. MON/CUIR**

Mission : dans notre département de création des produits couvus (soas & daz, tentes, sacs de couchage, matériel d'équitation) et en relation avec le marché et nos bureaux de production Europe et Asie, vous créerez et maîtriserez au point techniquement nos produits cuir : matériel d'équitation, bagagerie, maroquineries, etc... Vous serez maître responsable du développement et du suivi de ces produits.

Age : 25-35 ans formation supérieure technique en cuir et peaux, expérience de 2 à 15 ans en création ou production (formation, maîtrise, manipulation).

## expert tricot

Mission : dans notre bureau de prototypes et d'industrialisation de vêtements (12 personnes), vous deviendrez l'expert de la conception industrielle des pull-over et des chaussettes DECAHORN. Du croquis jusqu'à la mise au point du tricot en atelier, vous serez force de proposition. Ce poste nécessite de :

- posséder des connaissances techniques sur les vêtements de sport ;
- avoir : Age : 25-32 ans ; formation supérieure technique ; expérience de 3 à 5 ans en milieu industriel (bureau d'études ou tricotage) ainsi le tricot ; vous avez déjà collaboré avec une équipe produit.

Les postes proposés sont basés près de Lille (France) à 200 km de Paris, 100 km de Bruxelles, 200 km de Londres. ■ nécessitent un niveau de français courant. La pratique de l'anglais est également importante. Nous favorisons une mobilité internationale pour les candidats de valeur. La plupart de ces postes impliquent des déplacements soit internationaux soit en France.

Pour notre développement international, nous avons besoin de toutes les énergies, alors si vous avez la même première volonté : "apports satisfaisants c'est mon métier" vous font lever le matin, merci d'envoyer votre candidature à : Didier BOUCHEZ pour les postes Chefs de Marchés Internationaux, à Hugues UNYER pour les autres postes en précisant sur l'enveloppe la référence choisie à :

DECAATHON Ressources Humaines - 127 Bd de Valmy - BP 299  
59465 VILLENEUVE D'ASCQ Cédex.

# VOUS ÊTES DECATHLON DE NATURE

**36.15**  
**DECATHLON**  
**DES EMPLOIS**  
**ITALIE ITALIE**

# DECATHLON

# CARRIÈRES INTERNATIONALES

### Postes basés à l'étranger

 LA COMMISSION  
DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES

organise une sélection de candidatures pour la constitution d'une liste de réserve en vue de l'engagement d'un agent temporaire (grade A3)



TREPRISES

Informaticiens

produit chaussures

produit cuir

port tricot

VOUS ETES  
DECATHLON  
DE NATURE

IONALES

هكذا من الامم

REPRODUCTION INTERDITE

• Le Monde • Mercredi 23 septembre 1992 35

# ADMINISTRATION DES ENTREPRISES

Gestion - Finance - Ressources Humaines - Juridique

Cabinet Conseil en Management des Ressources Humaines et de la Qualité, notre position sur le marché s'appuie sur les prestations d'une équipe performante auprès des entreprises, le développement de nouvelles approches et la valorisation d'une politique de partenariat.

## Consultant

Votre familiarisation avec les exigences et les disciplines du Cabinet vous permettra de mener avec succès les actions de Conseil : Qualité, Stratégie et Management. Vous serez alors en mesure de vous doter d'un projet personnel - intégrer l'animation d'une équipe - en cohérence avec la politique du Cabinet.

De formation supérieure Ingénieur, Sup de Co : vous avez au minimum une expérience de 5 ans dans l'industrie ou le conseil, enrichie, si possible, d'une démarche Ressources Humaines.

Pour ce poste basé à notre siège (Rouen), merci d'adresser votre dossier à A. Hébert (lettre manuscrite, CV, photo et prestations) sous référence 102 au COG Hébert conseil s.a.s - 3 rue du Four - B.P. 1151 - 76176 ROUEN Cedex.

cog hébert conseil  
Ressources Humaines

Le 28 septembre, ARPE, votre conseil en recrutement a emménagé au 128, rue du Faubourg St Honoré

75008 Paris

Tél. : 42 56 27 55  
Fax : 45 61 19 79

CONSEIL  
arpe  
EN RECRUTEMENT

## LES DIRIGEANTS

Direction Générale  
Direction Générale Adjointe - Secrétariat Général

### Directeur Administratif et Financier

Société Industrielle, située dans la banlieue nord-ouest de Paris, recherche son Directeur Administratif et Financier.

Vous assurerez la plénitude de vos responsabilités dans l'ensemble des fonctions comptable, financier et administratif. Justifiant d'une solide formation comptable (DECS ou équivalent), vous avez exercé ces fonctions dans un contexte industriel, impérativement.

Une vraie technicité, vous devez posséder le sens du conseil, de l'innovation et de l'adaptation. La pratique de l'allemand et/ou de l'anglais serait appréciée.

Merci d'adresser lettre manuscrite et CV en indiquant vos prétentions, sous la réf. 1000 à notre Conseil Impact Développement - BP 6233 - 75818 PARIS Cedex 17, qui vous transmettra votre dossier en toute confidentialité.

Impact Développement

L'entre-prise du Conseil

## PARTICIPEZ A L'ESSOR DU 1<sup>ER</sup> ETABLISSEMENT FINANCIER DE LA REGION PICARDIE

La Caisse d'Epargne de Picardie se place au 1<sup>er</sup> rang des établissements financiers de sa région : plus de 1000 collaborateurs, des fonds propres supérieurs à 1 Milliard de Francs et 27 Milliards de total bilan.

Sa puissance commerciale et financière, au service du développement local s'appuie sur le renforcement de ses valeurs de proximité, de confiance, de rapidité de décision.

### RESPONSABLE DU DÉPARTEMENT CONTROLE DE GESTION

Direction Financière et des Risques

Vous avez pour missions principales de garantir une information stable et régulière en vue d'évaluer, d'optimiser et de guider la politique de notre Caisse.

A ce titre, vous devez fournir un système d'information et de gestion performant. Vous élaborez, produisez et analysez les budgets de fonctionnement et d'investissement par centres de profit. L'analyse multidimensionnelle produits, clients, rentabilité, profitabilité, vous permet de fournir une évaluation objective de la politique menée grâce à l'élaboration et la mise en oeuvre de systèmes, méthodes, outils et procédures améliorant la qualité de la maîtrise des informations.

De formation supérieure, fort d'une expérience avérée, vous vous affirmez comme un excellent professionnel, maîtrisant le contrôle de gestion. Rigueur, ouverture d'esprit, sens de la communication et du management sont des atouts déterminants.

CAISSE D'EPARGNE DE PICARDIE

Merci d'adresser, pour un premier contact, notre dossier de candidature sous la référence C549 à la Direction des Ressources Humaines Caisse d'Epargne de Picardie - 30000 Jean Vernois - BP 0727 - 80007 AMIENS Cedex 1.

LE DÉPARTEMENT

Dans le cadre du rapprochement de nos deux comités : développement, économique et touristique, et pour animer notre nouvelle structure (20 personnes, 20 millions de francs de budget), nous recherchons aujourd'hui :

DIRECTEUR GENERAL H/F

AGENCE DE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET TOURISTIQUE DE L'ESSONNE

Responsable de la mise en oeuvre de cette nouvelle structure et de son développement, vous assurez, avec votre équipe une prospection dynamique, l'aide et le conseil aux entreprises, l'organisation de salons et de conventions d'affaires. Vous travaillez bien sûr en parfaite synergie avec les élus départementaux et entretenez des relations constructives avec l'ensemble des organisations professionnelles (organismes consulaires, patronat...).

A 35 ans minimum, de formation supérieure type Sciences Po, Droit Public, ENA, ESSEC ou HEC, votre solide expérience

vous a permis d'acquiescer une très bonne connaissance de l'entreprise et de ses mécanismes, ainsi que des collectivités locales et territoriales.

Outre votre autorité naturelle et vos qualités, vous maîtrisez parfaitement l'anglais. La connaissance de l'allemand est un plus apprécié.

Cette mission et ce poste vous motivent et vous souhaitez, dès maintenant, les collaborateurs d'ALLO-CARRIERES au (1) 49.09.09.49, du lundi au vendredi de 9 h à 17 h (précisez la réf. A624).

(1) 49.09.09.49  
ALLO CARRIERES

POUVEZ-VOUS DIRE QUE LA CARRIERE DES AUTRES NE VOUS INTERESSE PAS ?

NON. Parce que les Ressources Humaines vous passionnent. Parce que votre formation d'enseignement supérieur vous a sensibilisé(e) à la gestion des hommes. Parce que vous avez conduit avec succès, dans des structures larges, des missions d'audit, le bilan des compétences, d'évaluation de potentiels...

Nous vous proposons de mettre votre expérience de DRH ou de Consultant au service du département Ressources Humaines que deux cabinets connus vous ont déjà fait connaître. A temps partiel ou à plein temps, votre fonction comportera également un large rôle commercial nécessitant de solides qualités relationnelles.

Poste basé à Paris.

Merci d'adresser votre lettre manuscrite, CV, photo et rémunération sous la référence ALLO à JONCTION, 32 avenue Charles-de-Gaulle, 92 Neuilly-sur-Seine, qui transmettra.

RE TROUVEZ CES ANNONCES SUR 36 • 15 • L M



هكذا من لاصلا

## ADMINISTRATION DES ENTREPRISES



Conseil - Audit - Expertise

### EXAMINER LES QUESTIONS ÉCONOMIQUES A PARTIR DE BESOINS SOCIAUX

Bordeaux

Clermont-Fd

Grenoble

Lille

Lyon

Metz

Nantes

Paris

Rouen

Strasbourg

Toulouse

► Premier sur son marché, implanté nationalement et en croissance continue, notre Groupe de 180 personnes s'adresse particulièrement aux Comités d'Entreprise. Nous leur apportons un diagnostic et des préconisations sur la situation de leur entreprise, notamment lors de restructurations, fusions, acquisitions, changement profond de l'environnement concurrentiel.

► Dans ce cadre, nous recherchons sur toute la France des CHARGÉS DE MISSION expérience prof. minimum 2 ans et des CONFIRMÉS, diplômés Grandes Ecoles, IEP, Dauphine, 3<sup>e</sup> cycle. La maîtrise de l'analyse financière et la connaissance de l'économie industrielle devront leur permettre de donner une dimension nouvelle, créative et opérationnelle aux travaux qui leur seront confiés.

► Au-delà de leur excellente technicité et de leur sens de l'organisation, nous leur demanderons une forte implication dans la vie du Groupe, nous apprécierons leur aptitude à la formation et perspectives.

Envoyer CV, lettre manuscrite et prétentions à :  
Groupe Alpha, 18, rue Dubrunfaut, 75012 PARIS  
A l'attention de M<sup>me</sup> Edine BOSSY  
Merci de préciser la région souhaitée.

### LA MAIRIE DE RUEIL-MAIMAISON

67 000 habitants - Banlieue Ouest - RER 15 minutes de l'Étoile

## Directeur adjoint

### SERVICE SANTÉ/SOLIDARITÉ

Chargé de la coordination des différents services d'activité (petite enfance, santé, famille, troisième âge), vous aurez la responsabilité de la gestion administrative, comptable et financière ainsi que celle du personnel (400 personnes).

Pour ce poste d'encadrement, nous souhaitons intégrer une personnalité jeune et tonique.

A 30 ans, titulaire d'un Bac + 4 juridique ou économique et social, vous avez une expérience de l'animation d'une équipe et une bonne connaissance des collectivités territoriales.

Ouvrant, disponible, vous développerez chez nous vos capacités d'écoute, de dialogue et de proposition.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV et photo,  
sous référence MDSS/01, à MT Conseil  
BP 154 - 92504 RUEIL-MAIMAISON CEDEX.

### DÉVELOPPER

### NOS RESSOURCES

### HUMAINES

### A BORDEAUX

### OU MARSEILLE

Nous sommes N°1 dans le domaine des services et de la restauration aux collectivités. Pour nos 39 000 collaborateurs, l'esprit d'entreprise est au cœur de nos activités. C'est tous les jours et dans plus de 35 pays. Une généraliste de formation supérieure spécialisée R.H., vous possédez il ? Il est d'expérience opérationnelle de la fonction, acquise idéalement en société de services. Vous apporterez aux responsables opérationnels vos compétences en G.R.H. pour créer les conditions d'un fonctionnement optimum de nos exploitations. Votre ouverture d'esprit, votre capacité d'écoute et votre aptitude à convaincre seront vos meilleurs atouts pour devenir le soutien attendu.

Pour un premier contact, adressez votre dossier de candidature sous réf. IM273RRH à Patrick JORDIMANN SODEXHO BP 67 78185 Saint Quentin en Yvelines cedex ou composez le 36.15 CUFF, code SODEXHO pour plus d'informations sur l'entreprise.

SODEXHO

La vie est une fête

### CHEF DE SERVICE COMPTABILITE-GESTION

Filiale du groupe pharmaceutique de dimension internationale, nous recherchons notre chef de service comptabilité et gestion pour nous aider à gérer notre développement.

Rattaché au Directeur Financier, vous prenez en charge l'administration et l'animation d'une quinzaine de services répartis sur deux sites en Région Parisienne. Vous êtes responsable de l'activité de ces unités et vous êtes chargé de la comptabilité générale, de la comptabilité analytique, de la trésorerie, de la mise en place d'un nouvel outil informatique, du suivi budgétaire... et leur apportez votre savoir-faire et vos procédures.

De formation commerciale supérieure et titulaire du DECS/DECF, âgé d'environ 35 ans, vous avez acquis une expérience dans le poste de chef de service comptabilité et gestion. La maîtrise de l'outil informatique et la pratique de la langue anglaise sont requises.

Votre rigueur administrative, comptable et financière sont indispensables pour réussir à ce poste.

Merci d'adresser lettre de candidature, CV complet, photo et rémunération actuelle sous la réf. M450107 D à :

EGOR GESTION ET FINANCE

EGOR

PARIS ANGERS BORDEAUX BRUXELLES CLERMONT-FRANCAIS LILLE LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE  
BELGIUM DANMARK DEUTSCHLAND ESPAÑA ITALIA PORTUGAL SWEDEN UNITED KINGDOM

### Chef du Département Gestion et Nouveaux Développements Trésorerie

Nous sommes un Organisme Public, jouant un rôle de premier ordre dans le financement de la protection sociale. L'une de nos clés de compétitivité est notre capacité d'adapter notre expertise, maintien et accroître notre avance en matière de gestion et nouveaux développements trésorerie.

Directement rattaché au Directeur de la Gestion Financière et assisté par des collaborateurs expérimentés, votre mission sera de :

- Promouvoir, dans le cadre d'un schéma directeur de trésorerie, le concept, l'utilisation de nouveaux circuits et moyens de paiement.
- Accompagner et anticiper les évolutions des circuits bancaires.
- Optimiser les outils d'analyse, réaliser des études d'opportunité.
- Conduire des missions d'audit et de conseil auprès des différents établissements.

Diplômé de l'enseignement supérieur, il est indispensable que vous ayez déjà acquis une expertise dans le domaine des opérations financières et des moyens de paiement zone franc, où vous aurez commencé à prouver vos qualités de concepteur, de gestionnaire et de coordinateur.

Pour des informations complémentaires, merci d'adresser votre candidature sous la réf. A.TRE.01M à notre conseil, qui garantira la confidentialité.



EQUIPES ET ENTREPRISES

3, rue de la Bourse 75002 PARIS

### Directeur Comptables et Trésorerie

Nous sommes une entreprise de dimension internationale, nous recherchons notre Directeur Comptables et Trésorerie pour nous aider à gérer notre développement.

Rattaché au Directeur Financier, vous prenez en charge l'administration et l'animation d'une quinzaine de services répartis sur deux sites en Région Parisienne. Vous êtes responsable de l'activité de ces unités et vous êtes chargé de la comptabilité générale, de la comptabilité analytique, de la trésorerie, de la mise en place d'un nouvel outil informatique, du suivi budgétaire... et leur apportez votre savoir-faire et vos procédures.

De formation commerciale supérieure et titulaire du DECS/DECF, âgé d'environ 35 ans, vous avez acquis une expérience dans le poste de chef de service comptabilité et gestion. La maîtrise de l'outil informatique et la pratique de la langue anglaise sont requises.

Merci d'adresser lettre de candidature, CV complet, photo et rémunération actuelle sous la réf. M450107 D à :

Synthelabo



Filiale du Groupe SCIC des Dépôts et spécialiste de l'immobilier, notre groupe au travers de ses filiales réalise environ 6 milliards de francs de CA. Pour notre Direction Financière, nous recherchons un :

### RESPONSABLE TRÉSORERIE ET PLACEMENTS

Boulogne Le service Trésorerie et Placements joue un rôle d'intermédiaire et de conseil entre les établissements financiers et les filiales du Groupe pour lesquelles il opère les placements (400 milliards de francs de CA). Le titulaire du poste doit conseiller les filiales, négocier et réaliser des placements, il analyse les marchés et conduit des études ponctuelles ou des montages financiers. A 25/30 ans, de formation supérieure en Finance ou Gestion (Bac + 4, Ecole ou Université), vous avez 2/5 ans d'expérience en tant qu'opérateur de marché ou en gestion de trésorerie. Vous êtes rigoureux, vif et possédez de réelles capacités de négociation et le sens des contacts. Anglais courant souhaité. Merci de transmettre votre dossier de candidature (lettre manuscrite, cv, photo, prétentions) en précisant la référence 4262 M à notre Conseil ACTIMAN, 11, rue Arsène Houssaye 75008 Paris, qui vous garantira une entière discrétion.

Nous recherchons un groupe bancaire international possédant l'une des meilleures signatures

## SALESMAN

### PRODUITS DÉRIVÉS SUR ACTIONS ET INDICES.

Vous assurerez le montage et la vente auprès d'une clientèle d'institutionnels et votre compétence technique vous permettra de gérer, le cas échéant, une partie des risques. Vous intégrerez une équipe motivée et performante et votre force de proposition contribuera au développement de cette activité.

De formation Ingénieur, vous avez une expérience de 2 à 5 ans de vente ou de trading de ces instruments. Poste basé à Paris.

Merci d'adresser votre candidature, sous réf. 38816, à Média-System, 6 Impasse des Deux Cousins, 75049 Paris Cedex 17, qui transmettra.

### CONTROLEUR DE GESTION PARLANT BIEN ANGLAIS

Notre holding est l'expression d'une volonté stratégique de croissance, traduite en 5 ans, dans les faits, par l'évolution de notre PME familiale de 200 personnes à un Groupe de sociétés représentant 1000 personnes. Nous recherchons un contrôleur de gestion expérimenté, nous produisant des produits reconnus comme les plus innovants.

En un mot vous contribuez aux décisions des Directions Générales opérationnelles aux quelles vous apportez votre expertise. Rattaché directement à notre PDG, votre rôle se définit par l'impératif d'avoir, de façon centralisée, une fonction d'exploitation des données de gestion de nos différentes unités (20 sociétés dont 11 étrangères). Votre rôle se définit aussi par la nécessité de favoriser notre réflexion stratégique à partir d'éléments d'information rapides et bien maîtrisés. Vous devez donc concevoir et organiser les consolidations, d'analyser les chiffres et résultats, fournir statistiques et synthèses et d'émettre vos recommandations. Point particulièrement motivant : vous aurez aussi à mener des audits d'acquisition dans le cadre de notre croissance exogène.

35 ans environ, diplômé d'études supérieures en Gestion/Comptabilité/Finance, vous avez bien sûr une expérience réussie dans cette fonction de contrôle de gestion. Nous attendons une compétence très affirmée ainsi qu'une personnalité convaincante, pertinente, active, communicante. Poste basé dans la région de Reims à une heure quinze de Paris.

Merci d'adresser lettre, cv, photo sous réf. 1/929 à BERNARD JULHIET - 77111, rue Baudin - 92309 Levallois-Perret Cedex.

Bernard Julhiet  
Conseil et Développement



مركز الامن والاحلال

REPRODUCTION INTERDITE

Le Monde • Mercredi 30 septembre 1991 37

## ADMINISTRATION DES ENTREPRISES

### ANALYSTE FINANCIER JUNIOR (H/F)

Au sein du service "ACTIONNARIAT et ANALYSE FINANCIERE" des SEM, vous serez le Collaborateur direct du Responsable de l'Unité "ANALYSE FINANCIERE", qui agit en prestataire de services tant auprès des services que des Directions Régionales.

A ce titre, outre votre rôle de conseil permanent, vous participerez activement à :

- l'élaboration et la mise en place de nouvelles méthodologies d'analyse financière des sociétés (SEM et autres sociétés locales) ;
- l'analyse des comptes de ces sociétés (rédaction d'avis financiers, rapports de synthèse...) ;
- l'animation de formations à l'analyse financière de collaborateurs en Directions Régionales.

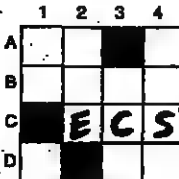
A 25/30 ans, de formation supérieure minimum BAC + 4, de type Grande Ecole, de gestion, option Finances, vous disposez d'une première expérience en analyse financière et vous connaissez le secteur local. Vous pratiquez en outre la micro-informatique.

Votre connaissance d'espagnol et votre sens du conseil, votre esprit d'initiative et votre fort investissement personnel vous permettront de réussir à ce poste.

Poste basé à Paris, nécessitant de fréquents déplacements en province. Merci d'adresser sous aff. 1800LM, lettre manuscrite, CV et photo en indiquant vos souhaits de rémunération à notre Conseil :

LIGHT, Jean-Noël MERKENBRACK,  
5/7 rue Jeanne Beaumont,  
92366 MEUDON LA FORET cedex,  
qui transmettra votre dossier en toute confidentialité.

**LIGHT**



ECS, leader européen de la location d'ordinateurs IBM recherche une filiale PROLAND spécialisée dans la commercialisation de logiciels de gestion :

### Responsable du Département "Progiciel Gestion du Personnel"

Votre rôle sera de superviser deux principaux : la supervision des opérations d'avant-vente en clientèle et le management de l'équipe de 10 techniciens et consultants chargés de la place des progiciels chez le client. Vous serez responsable de la gestion de cette équipe et de la qualité du service rendu.

30/35 ans, vous connaissez parfaitement le poste informatique, vous avez une première expérience de l'encadrement et une bonne culture informatique. Vos qualités relationnelles, votre sens du service associés à votre goût pour le management seront les atouts de votre réussite à ce poste.

Merci d'adresser votre candidature manuscrite, CV, et prétentions sous référence AC ECS Ressources Humaines - 18 rue Washington, 75001 PARIS CEDEX 01.

**ECS**

VOTRE AVENIR EN 3 LETTRES

Le développement des ressources humaines est notre métier. Nous intervenons principalement en conseil de carrière - réorientation individuelle et reclassement collectif - et en évaluation et recrutement auprès d'une clientèle industrielle diversifiée et performante dans ses choix. Riches de dix personnalités, nous renforçons notre potentiel d'intervention technique par le recrutement de :

### JEUNES CONSULTANTS

Avec lesquels nous continuerons à développer la qualité de nos interventions sur les différents créneaux de notre activité.

La formation supérieure humaine, vous disposez d'une première expérience de l'intervention en entreprise dans des domaines d'activité où souhaitez poursuivre votre évolution dans ce métier.

Le respect et l'écoute des hommes, le souci de privilégier la qualité dans le cadre d'une véritable équipe sont des valeurs que vous souhaitez partager, nous proposons de continuer à progresser avec nous.

Merci d'adresser votre dossier (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) sous référence JC ITIUM & QUIEL - 160 rue de Paris 92100 Boulogne

**ITIUM & QUIEL**

Industrielle, leader dans le domaine de l'équipement des (CA 330 millions de Francs, 5 sociétés consolidées en France), recherche :

### DIRECTEUR ADMINISTRATIF ET FINANCIER

Paris Ouest

500 KF +

Intéressé au Directeur Général encadrant une équipe d'environ 30 personnes, vos attributions couvriront la totalité de la fonction comptable, financière, la gestion du personnel et l'administration générale. Vous serez l'élément moteur du développement et de la mise en œuvre de nos nouveaux systèmes d'information, avec pour objectif l'amélioration de notre contrôle de gestion.

Agé d'au moins 35 ans, diplômé de l'enseignement supérieur (ESC + DECS), vous avez acquis au minimum 5 ans d'expérience dans un environnement industriel maîtrisant les techniques comptables anglo-saxonnes.

Une bonne pratique de la langue anglaise, vos capacités d'encadrement, votre implication personnelle, votre disponibilité vis-à-vis des opérationnels permettront de jouer un rôle actif auprès de la Direction Générale et d'exercer avec succès le haut niveau de responsabilité proposé.

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite et CV) sous référence. P360 M Ernst & Young Conseil - 51, rue Louis Blanc, Cedex 75, 92037 Paris la Défense 1, qui étudiera votre dossier en toute confidentialité.

**ERNST & YOUNG**  
CONSEIL

### Consultants Ressources Humaines

Le développement de nos actions de conseil interne auprès d'entreprises importantes, nous conduit à renforcer notre structure. Nous recherchons des consultants expérimentés animés comme d'un souci permanent d'écoute, d'analyse, de compétence et de rigueur le suivi de nos actions : recrutement, formation interne, formation.

Une expérience d'au moins cinq ans, acquise au sein d'une DRH ou d'un cabinet, une formation supérieure en sciences humaines, de bons contacts, de solides qualités relationnelles, un engagement personnel important sont indispensables. Jacqueline RIGUIER étudiera en toute confidentialité les candidatures adressées sous référence 591/M SCALES Ressources Humaines - 8 rue Philippe du 75008 Paris.

### JURISTE

DESS - DEA ou équivalent en Droit

3 à 5 années d'expérience indispensables en service juridique d'entreprise ou en cabinet d'anciens conseils juridiques.

Il devra notamment :  
• être familiarisé avec le droit des affaires et le droit des sociétés (fiscalité appréciée) ;  
• le secrétariat social des sociétés (A.G., C.A., publicité...) ;  
• prendre en charge directement la partie importante des affaires juridiques de la maison-mère et de ses filiales ;  
• travailler en étroite collaboration avec la Direction Comptable et du Contrôle de Gestion et, de fait, comprendre et étudier les documents comptables de base ;  
• le contentieux privé et administratif, faire des études et rédiger les synthèses, rédiger les protocoles en son domaine.  
Salaire annuel brut proposé : 160 KF + 13 mois.  
Progression en fonction des objectifs atteints.

Envoyer CV et photo à l'attention de M. PICQUE S.F.P.I. - 20, rue de l'Arc de Triomphe - 75017 PARIS

Société Internationale - 4,5 Milliards de C.A. en 1991, 2 900 personnes en France et à l'étranger nous produisons et commercialisons des articles de luxe. Nous recherchons notre :

### RESPONSABLE PROPRIETE INDUSTRIELLE

Avec une équipe de 8 personnes, vous prendrez en charge les domaines de la contrefaçon et de la protection des marques et serez notre ambassadeur auprès de nos interlocuteurs français et étrangers.

De formation supérieure spécialisée, une expérience conséquente dans la fonction vous a permis d'obtenir à des résultats tangibles. Vous maîtrisez réellement les techniques et procédures de la propriété industrielle et vous parlez l'anglais parfaitement.

Votre motivation pour ce métier vous permettra d'évoluer dans un contexte international pour une entreprise résolument dynamique.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo, prétentions), sous référence RPI/0209, à notre Conseil : QUIEL - 160, rue de Paris 92100 BOULOGNE.

**QUIEL**

IMPORTANTE ORGANISATION HUMANITAIRE (Association reconnue d'utilité publique)

travaille vers le soutien au développement tiers-mondes recrute

### RESPONSABLE DE SON SERVICE AMERIQUE LATINE

MISSIONS ET OBJECTIFS :

Assurer la responsabilité du service du Département Projets Programmes, il sera en charge des objectifs de développement définis par l'Association pour le continent latino-américain. Il gère et contrôle un budget de 11 MF et suit la mise en œuvre dans le continent. Il assure la gestion des ressources humaines de son service (quatre personnes).

PROFIL ATTENDU :

- Expérience réussie de plusieurs années de gestion d'un budget, d'encadrement d'équipe et expérience de l'association.
- Bonne connaissance du continent latino-américain et expérience des problèmes de développement sur ce continent.
- Niveau de culture générale et technique : bac + 4.
- Pratique de l'espagnol.
- La pratique portugaise ainsi que de l'informatique sont un plus.

INTERET DE LA FONCTION :

- Action innovatrice sur un environnement international changeant.
- Finalité environnement riches.

CONDITIONS OFFERTES :

- Grande autonomie et importantes responsabilités.
- Rémunération en relation avec l'environnement associatif et selon l'expérience.

Adresser lettre manuscrite + CV + photo sous n° 8569 LE MONDE PUBLICITE 15-17, rue du Col.-P.-Avia - 75002 Paris Cedex 15.

Notre filiale SA LE MONDE IMPRIMERIE recherche un(e)

### COMPTABLE

Assistant le Comptable Principal et en collaboration avec les services de la maison mère, votre mission comprend deux volets :

- Production des comptabilités générale et analytique : établissement des journaux, contrôle des comptes, arrêtés mensuels ;
- assistance trésorerie : émission des règlements, suivi des périodiques de trésorerie.

27 ans minimum, titulaire d'un BTS comptabilité, vous avez une expérience de 5 ans environ en comptabilité (en entreprise ou cabinet). Organisation, fiabilité, esprit d'équipe, telles sont les qualités que nous exigeons pour ce poste polyvalent.

Adresser votre dossier de candidature, sous la référence LM/005, à la Direction du personnel du Monde, Gestion des emplois, 1, place Hubert-Beuve-Méry, 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX.

RETROUVEZ CES ANNONCES SUR 1 LM



هكذا من لامل

## ADMINISTRATION DES ENTREPRISES

### CONTROLEUR DE GESTION CONFIRMÉ

**Service Financier des Assurances Domages**  
Particuliers - 5,5 milliards de francs de chiffre d'affaires, 1 000 personnes, 1/2 milliard de budget propre - recherche un responsable du Contrôle de Gestion, avec une solide expérience, pour :

- animer, avec le concours de deux contrôleurs de gestion expérimentés, les processus de détermination des objectifs (commerciaux, frais généraux), de suivi et d'analyse des résultats,
- apporter son savoir-faire dans l'amélioration des systèmes de pilotage (comptes d'exploitation prévisionnels, économique des projets).

- éprouver sa réactivité dans un environnement plein de défis (rapide évolution des performances, réduction des coûts, appréhension économique des activités nouvelles).

Si les dimensions valeur ajoutée et réactivité vous tiennent à cœur, plus que la compilation de diplômes, adressez votre candidature (lettre, CV et rémunération actuelle), réf. **MANUT**, à Jean-Pierre LAPANOUSE - Département Ressources Humaines - Secteur Emploi - 33, rue La Fayette 75009 PARIS.

Aux AGF, en croissance chaque jour les courbes des grandes évolutions de ce monde, nous anticipons pour offrir des produits plus compétitifs, plus adaptés et pour faire progresser la culture de l'Assurance.

Plus de 20 000 personnes. Plus de 100 milliards C.A. de 55 milliards en France et dans plus de 100 pays.

Ensemble, nous allons donner de l'avenir à votre avenir.

PARCE QUE DEMAIN DÉCIDE AUJOURD'HUI.



Un groupe industriel français de premier plan recherche pour sa filiale allemande à MUNICH (450 personnes) un :

### Assistant controller

Rattaché au Directeur Financier, vous prendrez en charge le reporting, les budgets, le contrôle de gestion industriel et la mise en œuvre des contrôles internes. Expérience minimum de 6 ans dans une fonction similaire en milieu industriel.

### Contrôleur de gestion

Rattaché au Directeur Financier, vous préparerez et analyserez le reporting, déterminerez le prix de revient et serez impliqué dans des études ponctuelles pour améliorer l'outil de production. Expérience minimum de 3 ans en contrôle de gestion industriel.

### Trésorier

Vous assurerez la gestion de trésorerie, les relations bancaires, les prévisions ainsi que tout reporting relatif à la fonction. Expérience minimum de 3 ans en trésorerie ou comptabilité d'un groupe international.

Pour tous ces postes évolutifs, allemand courant, qu'une expérience professionnelle réussie en Allemagne soit essentielle.

Merci de contacter Ivor ALEX au (1) 42 09 17 ou lui adresser un dossier de candidature avec la référence poste à - NORMAN PARSONS - 12 rue de Pontbieu - 75008 Paris



### Opérateur de Marché

UN  
EXAMINERONT  
FINANCIER  
DE PREMIER PLAN  
RENFORCE  
SA DIRECTION  
FINANCIERE  
EN INTEGRANT  
UN

AU SEIN DE NOTRE SALLE DES MARCHÉS, VOUS RÉALISEREZ DES INTERVENTIONS SUR LES MARCHÉS OBLIGATAIRES, PRIMAIRES, SECONDAIRES, DÉRIVÉS, MARCHÉS DE MONNAIES, A LA GESTION DU RISQUE DE TAUX ET À LA GESTION DES INSTRUMENTS DE L'ÉTABLISSEMENT.

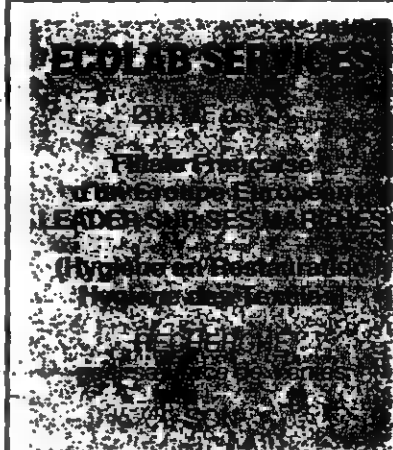
VOUS CONTRIBUEREZ ÉGALEMENT À LA DÉVELOPPEMENT ET À LA MISE EN ŒUVRE DE NOUVEAUX INSTRUMENTS ENER LA CLIENTÈLE ET PARTICULIÈREMENT AU DÉVELOPPEMENT DE NOS FILIALES.

VOUS AVEZ IMPÉRATIVEMENT UNE MOTIVATION FINANCIERE ET UNE EXPÉRIENCE DE 6 MOIS À 1 AN EN SALLE DES MARCHÉS OU TITRE AVEZ PU ÊTRE EN

CONTACT AVEC DES INVESTISSEURS OU DES GESTIONNAIRES FINANCIERS. VOUS MAÎTRISEZ LES INSTRUMENTS FINANCIERS : SWAPS, FUTURES, OPTIONS.

VOUS ÊTES ISSU D'UNE GRANDE ÉCOLE DE COMMERCE EN FRANCE, D'UNE DOUBLE FORMATION (ÉCOLE D'INGÉNIEUR + 3ÈME CYCLE EN FINANCE) ET TITRE ANGLAIS OPÉRATIONNEL.

MERCI D'ADRESSER VOTRE DOK DE CANDIDATURE (LETRE MANUSCRITE, CV, PHOTO ET PRÉTENTIONS) SOUS ENVELOPPE À LBW, 10 RUE JEAN GOUJON, 75007 PARIS, QUI TRANSMETTRA.



### FORMATEUR

Rattaché au Directeur du développement et de la formation, sa mission consistera à :

- Analyser les besoins des commerciaux
- (Re) construire les modules de formation
- Organiser et animer les réunions
- Mesurer l'efficacité de ses interventions

Ce poste nécessite une expérience soit commerciale soit de formateur dans l'environnement du SERVICE. De fréquents déplacements de courte durée en France sont à prévoir.

Cet homme de communication, (ou cette femme) créatif (ve), âgé (e) de 28 à 35 ans diplômé (e) de l'enseignement supérieur parlera anglais.

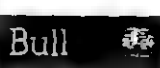
Poste basé dans le 92 (proche ROSSIGNOL).

Merci d'adresser votre candidature à : Mme C. ETHEART, ECOLAB SERVICES - 8, rue Rouget de Lisle 92442 ISSY LES MOULINEAUX CEDEX.

### Le Monde

UNESCO  
125, avenue de Suffren  
75007 Paris  
Métro Ségur

Réseaux  
et systèmes  
d'information



vous invite  
à assister  
à sa tribune :

"Passeport pour l'avenir ou comment faire évoluer la réalité sociale en fonction d'une ambition technologique novatrice"

### Responsable de ressources humaines région bordelaise



Au delà de la prise en compte classique de la mission : gestion des carrières, appui de l'encadrement, dialogue avec les partenaires sociaux ; recrutement, paie, CE... vous assurerez :

- le développement des outils de gestion de formation ;
- la mise en place d'une cellule de "formation/apprentissage" ;
- l'interface RH avec la France du groupe.

Pour répondre aux exigences de la fonction opérationnelle, nous souhaitons rencontrer un professionnel des ressources humaines justifiant d'une expérience minimale en milieu industriel.

La formation supérieure juridique ou économique, nécessairement assortie d'une autorité naturelle, d'un sens de l'écoute et de qualités d'organisation.

Le bilinguisme rend souhaitable la pratique de l'allemand et/ou l'anglais.

Ce poste, assorti d'une rémunération attractive présente de réelles perspectives d'évolution au sein du groupe international KSB, leader mondial des pompes et robinetterie industrielles.

Merci d'adresser votre candidature à : réf. LM - Exécutif 153, Bd Magenta 75010 Paris.



### Consultants seniors futurs associés PARIS ET PROVINCE

#### RESSOURCES HUMAINES ET RECRUTEMENT

Grâce à la taille humaine des six cabinets de notre Groupe, nous restons proches à Paris, en province, des besoins des entreprises et des aspirations des candidats. Aujourd'hui, nous aimerions accueillir des consultants seniors spécialisés en recherche de cadres et en ressources humaines, au professionnalisme gagné, cabinets innovateurs, motivés par les nouveaux horizons de notre métier. Le respect de l'homme, client, candidat, collaborateur inspire notre éthique et garantit la réussite commerciale et financière. Si vous exercez le métier avec le même esprit et les mêmes ambitions, écrivez à PAUL-EMILE TAILLANDIER qui évaluera en toute confidentialité votre dossier. Jean Mermoz - 75008 PARIS - réf 8013.



### CONTROLEUR DE GESTION Lille

Filiale d'un Groupe International, cette société de services (1500 personnes) est leader dans son domaine.

Dans le cadre de la nouvelle organisation, pour la région NORD-EST, le poste de CONTROLEUR DE GESTION.

Vous êtes véritable bras droit du Directeur de la région, vous mettez en place le système de contrôle de gestion, organisez la comptabilité, consolidez les différentes filiales (élaboration du contrôle du budget, reporting, gestion financière, analyse des marges, aide à la décision, audit des procédures).

Vous êtes : 28/32 ans de formation supérieure, habile négociateur, avez une expérience d'environ 5 ans du contrôle de gestion dans une firme décentralisée. Une spécialisation en Expertise Comptable serait un plus. Ce poste basé à Lille nécessite de nombreux déplacements.

Adressez votre lettre manuscrite, CV, photo, rémunération actuelle et souhaitée sous référence BT/LM à : SELECOM 226, rue du Faubourg Saint-Honoré - 75008 PARIS.





مركز الامم المتحدة

## LE MONDE DES COMMERCIAUX

Marketing - Vente - Commercial

PARAMETER  
TECHNOLOGY  
CORPORATION  
développe BOSTON, la logiciel "PRO ENGINEER", la "TOP TECHNOLOGY" en C.A.O. mécanique. Une croissance exceptionnelle (+ 80 % C.A. par an), des références prestigieuses, témoignent du P.T.C. Pour rechercher aujourd'hui plusieurs

### INGENIEURS COMMERCIAUX CAO

400 KF +  
PARIS

PROFIL : 25/35 ans formation supérieure (Ingénieur Grande Ecole / ESC) une expérience dans la vente de produits high tech auprès de grands comptes une grande

MISSION : développer une clientèle de haut niveau en collaboration un ingénieur d'application analyser les besoins des prospects et présenter des solutions appropriées fidéliser clients en contribuant à l'amélioration de leurs performances.

OFFRE : un environnement international de haute technologie un produit sans égal sur son marché une équipe jeune, enthousiaste et professionnelle une rémunération non plafonnée (fixe + variable).

Pour un entretien individuel avec la société

Adresses ou télécopiez CV, lettre et photo à EUROMAN - 11, rue Heinrich - 92100 BOULOGNE. Fax: (1) 46 21 78 13 en indiquant la référence 6254 sur la lettre et sur l'enveloppe.

EUROMAN

PARIS - DON - TOULOUSE - NANTES - AIX  
USA - BELGIUM - JAPAN - KINGDOM - SPAIN - ITALY

## LE TROMBINOSCOPE

### 2 CHEFS DE PUBLICITE

Paris / Province

Le TROMBINOSCOPE du Parlement, Gouvernement Institutions est aujourd'hui l'indispensable outil de travail et de référence de l'ensemble des politiques, économiques, culturels ainsi que des médias.

12 exemplaires plus de 125 000 lecteurs. Le TROMBINOSCOPE fait partie des supports qui comptent pour institutionnaliser entreprises et dynamiser les institutions publiques ou parapubliques.

Pour développement auprès annonceurs, entreprises collectives recherches 2 Chefs de de supérieure. 25/27 ans, ou professionnel confirmé de la vente. Une expérience support serait

Autonomie et organisé. saurez en place actions de prospection et gerez des contacts à haut niveau. Ces 2 postes, situés à Paris impliquent de fréquents déplacements, 15 jours par mois pour le secteur province (une voiture indispensable).

Nous vous remercions d'adresser votre candidature, lettre manuscrite, CV et prétentions au TROMBINOSCOPE. Caroline Sasia, 18/20 Guyonmer, 92441 ISSY LES MOULINEAUX.

Dans le cas d'une annonce domiciliée au « Monde Publicité », il est impératif de faire figurer la référence sur votre enveloppe, afin de transmettre votre dossier dans les meilleurs délais.

commercial

## SUD ELECTRA

(CA 35 MF - 10 personnes) filiale - en forte progression - du Groupe Suédois AXEL JOHNSON AB (CA 32 Mds F - 21 000 personnes).

Nous recrutons des ingénieurs dans la CEE des métiers de traitement de surface.

Nous développons par des brevets une technologie performante de dégradation biologique préservant l'environnement.

Nous recrutons à PARIS :

### INGENIEUR COMMERCIAL

Métallurgie ou Génie Chimique

29 mini, une expérience confirmée de vente d'installations industrielles et une bonne connaissance de l'anglais.

Relevant du Directeur "Division Biologiques" à Stuttgart, vous bénéficiez, après formation à nos produits et méthodes, d'une LARGE AUTONOMIE au sein d'une équipe performante. Vous serez chargé sur la France, la Grande-Bretagne et le Bénélux de :  
• concevoir, proposer et mettre en œuvre la stratégie commerciale,  
• développer les ventes, participer à l'élaboration des propositions techniques commerciales en collaboration avec le Département Réalisation,  
• négocier les contrats et assurer le suivi commercial.

PERSPECTIVES D'EVOLUTION

Écrire sous ELEC/ING.COM/47M, en indiquant le salaire à notre :  
Richard Bénatouil - GROUPE BBC - 1 place de Valois, 75001 Paris.  
Discrétion absolue et réponse assurées.

Nous sommes la filiale française en forte expansion d'un important groupe spécialiste des produits et fournitures de bureau. Nous développons nos ventes via deux canaux : la distribution traditionnelle et la grande distribution. Nous recherchons notre

## DIRECTEUR COMMERCIAL

Poste basé au Sud de Paris (91)

Votre mission : Sous l'autorité du P.D.G., vous animez notre force de (environ 15 personnes). Vous participez activement à l'élaboration de l'application de la stratégie commerciale et à la mise en place d'actions promotionnelles. Attentif à la gestion du quotidien, vous travaillez en étroite collaboration avec les services de l'entreprise (marketing, finance, ADV).

Votre profil : A au moins, une expérience de manager commercial circuit grossiste détail. Une bonne connaissance du marché des fournitures de bureau serait appréciée. Votre caractère et votre grande capacité d'analyse font un clairvoyant et respecté. Pragmatique et volontaire, vous savez devenir l'un de nos développement.

Entretiens auront lieu le 21 Octobre 1992.

Merci d'adresser lettre, CV et photo sous réf. 34731 à HCA 19/21 Bd de la République - 91000 Evry - 91000 Evry Moulineaux Cdx qui transmettra.

EQUIPEMENTIER AUTOMOBILE EUROPEEN EN FORTÉ CROISSANCE

## INGENIEUR COMMERCIAL

HAUT NIVEAU

Vous assurez l'intégralité du développement des produits : mise au point avec les S.E., homologation, vente et coordination des achats et de la production.

Vous êtes responsable de votre part de marché et de votre chiffre d'affaires.

A la trentaine et bilingue Allemand, votre formation d'ingénieur a été confortée par une expérience comparable dans le Secteur Automobile.

Situé en région parisienne au sein d'une équipe jeune et dynamique, ce poste est assorti d'une rémunération à hauteur des responsabilités et d'un véhicule de fonction ; il offre de nombreuses perspectives de développement professionnel.

La confidentialité absolue des candidatures est garantie.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions sous la référence 1261 LM à :

ROHDE & PARTNER

82, rue de Provence  
75009 PARIS.

Spécialiste Secteur Automobile.

Tel : 42 62 02 04  
Fax : 42 62 14 02



## SECTEURS PUBLIC ET ASSOCIATIF



## VILLE DE MONTREUIL

(SEINE-SAINT-DENIS - 100 000 habitants)

Notre volonté de veiller à la valorisation  
et à la protection de notre environnement  
nous amène à créer une

## DIVISION DE L'ENVIRONNEMENT

pour laquelle nous recrutons

## UN CHARGÉ DE MISSION

Le chargé de mission est chargé de la mise en œuvre de projets d'intérêt public, de la coordination des actions de la division de l'environnement, de la gestion des relations avec les associations, les entreprises, les administrations, les médias, les citoyens, les élus, les services de la ville.

## UN MÉDECIN DIRECTEUR

Le médecin directeur est chargé de la direction médicale de la division de l'environnement, de la coordination des actions de la division, de la gestion des relations avec les associations, les entreprises, les administrations, les médias, les citoyens, les élus, les services de la ville.

A adresser candidature, CV à :

MONSIEUR LE DÉPUTÉ-MAIRE  
HOTEL DE VILLE - 93105 MONTREUIL CEDEX

## LA CAISSE D'ALLOCATIONS FAMILIALES DE VAUCLUSE RECRUTE LE RESPONSABLE

de son service de développement social local.

- Responsable d'une équipe pluridisciplinaire, vous aurez à conduire l'évolution de ce service et son développement :
- Évolution des métiers.
  - Introduction de la bureautique.
  - Développement de la complémentarité avec d'autres secteurs de l'organisme et d'autres entreprises.
- POUR CE FAIRE :**
- Vous avez une expérience significative du management d'équipe ou une formation supérieure et une première expérience de l'aide et de la conduite du changement.
  - Vous avez de la combativité, de la rigueur, de la curiosité et de la persévérance.

Mandat annuel de 145/167 KF annuels. Profil.

Pour tout renseignement complémentaire, appelez le 90-27-87-80.

Adressez votre candidature avec un curriculum vitae détaillé à :

M- LE DIRECTEUR, C- D'ALLOCATIONS FAMILIALES DE VAUCLUSE  
6, rue Saint-Charles - 84000 AVIGNON

## L'OFFICE DE DÉVELOPPEMENT DE L'ÉCONOMIE DES DÉPARTEMENTS D'OUTRE-MER

Établissement public basé à Paris, recherche un :

## CHEF DE DIVISION

Rattaché au Directeur dans une structure de 10 personnes, vous serez en charge :

- de la mise en œuvre des questions économiques,
- de la gestion interne (ressources humaines, budget, informatique),
- de la coordination des mesures d'intervention.

De formation supérieure (minimum BAC + 5), ayant une expérience professionnelle d'au moins 5 ans dans le domaine de la gestion administrative, vous posséderez de plus, une bonne connaissance de la micro-informatique.

Doté de qualités relationnelles, d'adaptabilité et d'initiative, vous posséderez également beaucoup de rigueur de gestion.

Ce poste peut impliquer des déplacements dans les DOM.

Merci d'adresser votre candidature manuscrite avec CV détaillé et photo au Directeur de l'ODEADOM  
28, bd du Général, 75015 PARIS.

ODEADOM

## LE DÉPARTEMENT DU TERRITOIRE DE BELFORT

## UN RESPONSABLE CONTRACTUEL

pour la maison d'habitat de l'environnement

## DESIGNATION DU POSTE :

- gestion administrative et budgétaire de l'équipement et encadrement du personnel placé sous votre autorité ;
- mise en œuvre d'un projet pédagogique en direction de divers publics ; notamment du public scolaire ;
- commercialisation du produit environnement.

## PROFIL DU CANDIDAT :

- d'un niveau bac + 2 (minimum), le futur responsable devra disposer et posséder d'une formation de gestionnaire commercial et d'une formation scientifique dans le domaine de l'environnement ;
- il devra faire preuve d'esprit d'équipe et d'une réelle capacité d'organisation, d'encadrement et d'animation ;
- il aura le sens des relations humaines et sera à même d'être très disponible.

## RÉMUNÉRATION :

A discuter selon le profil.

Adresser lettre motivée de candidature et CV à :

M. le Président du Conseil Général  
Direction du Personnel et de la Formation  
Place de la Révolution française  
90020 BELFORT Cedex ■ 84-36-90-30

(Sur demande, il sera communiqué un dossier complet du poste à pourvoir.)

## Ville de Valence

Ville de Valence (26) recrute son

## Directeur de l'Action Sociale H/F

- Il est chargé de la mise en œuvre de la politique d'action sociale de la ville.
- Il assure la direction, l'animation et la coordination des services placés sous sa responsabilité (soit en tant que directeur, soit en tant que responsable de secteur et gestion d'une circonscription d'action sociale).
- protection de l'enfance,
- protection de la jeunesse,
- structure d'accueil de la petite enfance,
- services à domicile et maisons d'accueil pour personnes âgées,
- gestion des différents types d'aide aux familles.

Ce poste nécessite une solide expérience en matière sanitaire et sociale, de réelles compétences dans le domaine de la gestion et de l'encadrement.

Le candidat doit avoir des qualités humaines et relationnelles qui lui permettent de collaborer efficacement avec les nombreux partenaires de la Ville dans le domaine de l'action sociale.

Poste accessible aux directeurs Territoriaux ou Attachés Principaux remplissant les conditions de nomination.

D. Barré vous remercie de lui écrire (tél. 1933/PLM)



DOMINIQUE BARRÉ S.A.  
Le Rodin, 96 rue Louis Blanc, 69006 LYON.  
PARIS - MUNICH - LONDRES - BARCELONE



## LE CONSEIL GÉNÉRAL DES BOUCHES-DU-RHÔNE

RECRUTE UN

## CONSEILLER TECHNIQUE EN SÉCURITÉ

**MISSIONS :** Il sera pour missions de mettre en place et d'organiser les actions relatives à la sécurité des bâtiments du Conseil Général, des personnels (3 500 agents), et du public.

Il devra être capable de former, d'animer et d'encadrer une équipe.

**PROFIL :** Expérience solide en matière de sécurité acquise au cours d'une carrière dans la police (niveau commissaire) ou dans l'armée (niveau officier).

Esprit d'analyse et de décision, rigueur, autorité, sens des responsabilités.

Sens des relations et du travail en équipe.

**STATUT :** Détachement ou contractuel.

**CANDIDATURE :** Lettre manuscrite + CV + photo à l'adresse suivante :

Conseil Général des Bouches-du-Rhône  
Service de la Questure  
Bureau des Moyens généraux  
Hôtel du Département  
13256 MARSEILLE CEDEX ■  
Poste téléphonique : 91-57-31-64



Le Président du CONSEIL GÉNÉRAL  
de l'ALLIER (Moulins, p. 1,5 MdF  
de budget) recherche :

## DIRECTEUR DE CABINET

Formant avec le Président le Directeur des Services, l'équipe jeune, soudée et active, le Directeur de Cabinet verra confier les missions suivantes :

- il suit les affaires et assiste à la fonction Président, les traite, délègue ou directive ;
- il assure un travail rédactionnel important : courriers, discours, notes, communiqués ;
- il propose et organise l'action destinée à promouvoir et le travail les réalisations du Conseil Général ; il supervise en le de Communication ;
- il est responsable du protocole.

Cette fonction s'adresse à un diplômé de l'enseignement supérieur littéraire ou politique (10 ans), qui apporte une expérience démontrant des capacités relationnelles et rédactionnelles. Elle nécessite une sensibilité à une culture politiques approfondies, un comportement chaleureux, et juste, la motivation pour s'intégrer durablement dans une ville moyenne de province.

Merci d'adresser votre candidature, sous pli fermé, à BERNARD JULHIET  
18, cours d'Alsace - 69002 LYON.

Membre du Syndicat

BERNARD JULHIET

CONSEIL ET DÉVELOPPEMENT

## La Fondation Santé des Étudiants de France

recherche pour l'un de ses établissements hospitaliers

implanté en proche banlieue Sud-Est de PARIS, un :

## RESPONSABLE RESSOURCES HUMAINES

En charge de la totalité de la fonction personnel, appuier le Directeur dans la coordination des services administratifs et opérationnels, participerez à la préparation du projet de l'établissement, implémenté sur deux sites peu éloignés.

De formation supérieure (Droit, Eco...) et d'une expérience 3 à 5 ans acquise dans une Direction du Personnel (au sein d'un contexte informatisé), vous devrez élargir vos domaines d'intervention par le médical.

vous proposons pour ce poste, à votre disposition, un interlocuteur expérimenté, une équipe d'environ 170 KF (selon CC 1951) assortie d'un logement de fonction.

Merci d'adresser votre candidature : lettre et CV, sous pli fermé, à Ernst & Young Conseil, 11 rue Louis Blanc, 75, 92037 Paris la Défense 1, qui vous transmettra votre dossier en toute confidentialité.

ERNST & YOUNG  
CONSEIL

## L'ÉCOLE NATIONALE VÉTÉRINAIRE D'ALFORT

recrute

## UN PROFESSEUR ASSOCIÉ ET UN MAÎTRE DE CONFÉRENCES ASSOCIÉ

pour le département des productions animales et sciences de l'aliment

Conditions à remplir :

- **PROFESSEUR ASSOCIÉ :** AGRÉGÉ DES ÉCOLES NATIONALES VÉTÉRINAIRES, OU DOCTEUR ÈS-SCIENCES OU PH.D., OU DIRECTEUR DE RECHERCHES.
- **MAÎTRE DE CONFÉRENCES ASSOCIÉ :** Docteur vétérinaire, ingénieur agronome, ou équivalent, titulaire d'un DEA en bactériologie alimentaire ou tout pré-requis professionnel de niveau similaire.

Objectifs :

- Contribuer au développement du secteur qualité et sécurité en agroalimentaire de l'École nationale vétérinaire d'Alfort.
- Participer aux enseignements élémentaires et complémentaires en microbiologie alimentaire.
- Coordonner les activités de recherche sur un thème à dimension microbiologique.

Renvoyer, sur les profils de l'emploi : Mlle la professeur LAVAL.

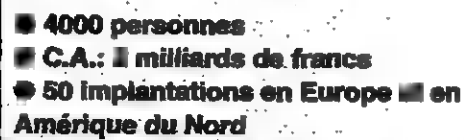
TEL. 43-96-71-23 ou DPASA : Tél. 43-96-71-28 ou 4396-71-29

Renvoyer les candidatures à :

SECRÉTARIAT DE DIRECTION  
ÉCOLE NATIONALE VÉTÉRINAIRE  
7, AVENUE DU GÉNÉRAL-DE-GAILLE  
94704 MAISONS-ALFORT CEDEX  
TEL. : 33.1.43.96.71.20 - 33.1.43.96.71.81  
FAX : 33.1.43.96.71.25  
avant le 9 septembre 1992



**Production - Informatique - Haute Technologie**



## CGI INFORMATIQUE

*Les stratégies d'un groupe mondial vous ouvrent l'avenir*

Nos stratégies d'avenir sont solides. Elles s'appuient sur une maîtrise de tous les métiers du Conseil et de l'Ingénierie et sur une présence efficace mondiale de nos activités, de nos marchés et de nos compétences. Elles reposent surtout sur les capacités de nos collaborateurs à être à la hauteur en compétences et en responsabilités.

# DIPLÔMÉS D'ÉTUDES SUPÉRIEURES SCIENTIFIQUES OU TECHNIQUES

- VOUS ÊTES DIBLANT OU VOUS AVEZ ACQUIS LA PREMIÈRE  
EXPERIENCE EN MATIÈRE DE GESTION.
- Vous possédez une expérience de 10 à 20 ans des métiers du Conseil rigueur,  
analyse, synthèse, ouverture d'esprit, savoir des contacts...
- Vous avez acquis une expérience d'évolution vers des postes de plus  
de plus, en plus importants (direction d'agences, de projets, de missions,  
de bureaux, de produits ou de marchés, management de centres de profit  
en France ou à l'étranger)...

Vous serez fidèles à nos méthodes, aux appareils et nos outils. Vous jouerez comme en un rôle qui mène dans la conception et la réalisation de projets d'information pour de grandes entreprises. Vous découvrirez les domaines et les responsabilités qui constitueront les étapes successives d'une carrière ouverte sur tous les métiers et toutes les activités du Groupe CGI.

Merci d'adresser votre réponse au Centre, C.V. sous la réf. MO-1092,  
à Madame D. LAMET.

75640 Paris Cedex 13 - ou directement sur minitel  
3014 code CGI INF, tapez 1111



ON N'EST JAMAIS TROP SÉRIEUX

## Donnez plus de champ à votre expertise

**Ingénieur pétrole : 320/360 KF**

Au sein de notre département offshore transport basé à La Défense, vous allez devenir l'expert technique auprès des sociétés d'assurances des grandes compagnies pétrolières.

Après les diagnostics techniques sur sites et les recherches d'information, vous évaluez les risques et jouez un rôle de conseil auprès de vos clients. Vous négociez les contrats de réassurance avec les apporteurs d'affaires et prenez des engagements financiers sur les marchés de la construction et l'exploitation de plates-formes pétrolières, et du transport maritime. Vous gérez les sinistres.

Ingenieur grande école, ☐ au moins 5 années d'expérience de la construction ou de l'exploration/production ☐ votre anglais ☐ courant. Nous vous apportons une formation approfondie à nos techniques.

Autonomie, capacités d'initiatives et sens relationnel vous ouvrant de larges perspectives de carrière au sein de notre groupe.

Merci d'adresser lettre et CV, sous réf. 28P/UM, à Saar, Service Recrutement, 1 avenue du Président-Wilson, 92074 Paris-La Défense Cedex 39.



## L'ASSUREUR DES ASSUREURS



## INGENIEURS METHODES RESEAUX D'ENTREPRISES

Vous avez le support méthodologique dans l'un des domaines suivants :

- CAO : outils de modélisation et de conception de (réf. [1](#), [2](#))
- Gestion de projet : méthodes et outils (réf. [GPM](#)).

Vous êtes ingénieur(e) des Ingénieurs Grandes Ecoles ou équivalent, vous justifiez d'une expérience réussie de 5 à 10 ans dans le domaine des télécoms d'entreprise, maîtrisez l'anglais, vous habitez à St-Quentin-en-Yvelines (78).

Pour plus d'adresses, si vous êtes intéressé(e), envoyez-moi un manuscrit et CV, en précisant votre situation actuelle. Je vous enverrai la liste des adresses.

**SM Conseil** 1, RUE ... 75008 PARIS

## Toulouse

**Ingénieur  
industrie agro-alimentaire**

Une première expérience réussie en milieu industriel vous permet de prendre en charge la responsabilité de notre atelier de production "Lait - Stérilisé - Pasteurisé".  
Renaixez au Directeur de l'établissement, vous animer, une équipe de 40 personnes travaillant en 3 x 8 en développant nos projets prioritaires :

- Qualité
- Développement ☐ formation ☐ des qualifications
- Gestion prévisionnelle de l'emploi

**La connaissance de la co-extrusion constitue un plus.**

## Ingénieur responsable maintenance + énergie

**Rattaché ■ Directeur de l'établissement, Responsable d'une équipe**  
■ 30 personnes, une principale activité consistant à :

- augmenter la productivité et les rendements des lignes de production en améliorant la qualité des produits et la sécurité des opérateurs ;
- améliorer les ratios énergétiques par la maîtrise opérationnelle des

- animer des groupes d'études et projets, mettre en œuvre et

Après une première expérience réussie vous associez le sens de l'organi-

Après une première expérience réussie, vous associez le savoir de l'Organisation à des connaissances électroniques, mécaniques et frigorifiques. **Ensemble, ils forment un tout complet : photo et extensions au Directeur.**

Envoyez **carte** complet + photo et présentations au Directeur  
Relations Sociales, ■ ALLIANCE AGRO-ALIMENTAIRE, 3A,  
183 avenue des Eaux-Unis, 31016 Toulouse Cedex.  
Réponse rapide et discrétion assurées.



## INGENIEUR DEVELOPPEMENT

*Responsable de projets  
en électronique de puissance*



**EUROTHERM  
AUTOMATION**

**Automatisation**  
Membre du Groupe  
**EUROTHERM** plc  
(1,6 Mds de CA), nous sommes  
un des leaders mondiaux  
en Régulation de Température,  
de Process, Electronique de  
Puissance et Automatisation.  
Nous sommes en France  
105 personnes pour 100 MF.  
Nous recherchons pour notre  
entreprise à Lyon  
un Ingénieur à fort potentiel.

Au sein du Service Développement, ■■■■ proposons ■ prendre en charge ■ conduite de projets de développement de nos GRADATEURS DE PUISSANCE A THYRISTORS ; ■ poste nécessaire de ■■■■ des solutions techniques rationnelles ■ économiques ■■■■ le souci des contraintes de fabrication.

De formation supérieure en Electronique, vous avez une expérience significative dans le domaine analogique, numérique et vous maîtrisez les courants forts. Imaginatif, innovant et dynamique, vous avez le goût du travail en équipe ; l'anglais technique permet les échanges dans le Groupe.

Adresser ☐ candidature (lettre + CV + photo) ||  
EUROTHERM AUTOMATION - Pierre CLERJON  
Parc d'Affaires - BP 55 - ☐ DARDILLY CEDEX



## SECTEURS DE POINTE

### LA CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE MARSEILLE-PROVENCE

recrute pour

#### L'ÉCOLE SUPÉRIEURE D'INGÉNIEURS DE MARSEILLE

Ecole pilote d'ingénieurs de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur, dans le cadre de son plan de développement :

#### 1 INGENIEURS ENSEIGNANTS CHERCHEURS

Vous serez le formateur des ingénieurs en formation initiale ou continue et conduirez des activités de recherches technologiques en partenariat avec le monde industriel. Diplômé d'une grande école d'ingénieurs, vous justifiez d'une expérience réussie de 3 à 5 ans minimum dans l'un des domaines suivants :

##### GENIE THERMIQUE INDUSTRIEL

avec spécialisation moteurs automobiles (NSM ou similaires) et une expérience dans le développement moteur chez un constructeur ou un centre d'études, vous serez responsable d'activités de formation, de recherche, de développement et d'essais, notamment sur le banc 1500 cv de notre centre technologique moteurs. (1 poste - Réf. 010)

##### ENVIRONNEMENT DE L'INGENIEUR MANAGEMENT DE L'INNOVATION (EMI)

Homme de contact, vous assisterez le responsable du département EMI dans l'organisation et la mise en œuvre de tous travaux d'enseignement scientifique et technique, et participerez à la formation et la recherche relatives à la conception de produits nouveaux, la qualité et la gestion de la production, le management de la technologie. Une expérience en entreprise ou académique dans la fonction conception de produits ou dans une activité de recherche et développement. (2 postes - Réf. 011)

##### GENIE MARIN

vous spécialisez en génie marin ou océanique (EP - INSA - EN - ESM...) vous serez responsable de la conception des équipements de la mer et de développer des contacts de R & D avec les milieux industriels. (1 poste - Réf. 012)

##### ELECTRONIQUE, INFORMATIQUE INDUSTRIELLE

vous assurez des enseignements en électronique informatique et participez à la recherche industrielle dans un ou deux domaines suivants : systèmes embarqués de systèmes et programmation temps réel ; produits et procédés électroniques ; intelligence artificielle et systèmes experts. (1 poste - Réf. 013)



#### 1 CHEF DU DEPARTEMENT GENIE MARIN

Ingénieur génie marin, vous justifiez d'une expérience réussie de 10 à 15 ans dans le milieu industriel : offshore, inspection sous-marine ou construction navale... Vous définirez et mettez en œuvre avec votre équipe la stratégie d'enseignement, de recherche et de transfert technologiques du département. (Réf. 014)

#### 2 INGENIEURS CONSEILLERS TECHNOLOGIQUES pour la société de valorisation de l'ESIM

Ingénieur Grande École, vous possédez 5 ans minimum de pratique industrielle, une solide culture technologique générale et une expérience confirmée dans le montage de contrats de recherche industrielle. Une compétence juridique et technico-commerciale sera appréciée. Vous serez chargé de mettre en application et développer une politique de transfert technologique. (Réf. 015)

#### 1 TECHNICIEN SUPERIEUR PRODUCTIQUE

Technicien supérieur (BAC + 2 ans) justifiant de 5 ans d'expérience minimum en production industrielle, vous serez responsable de l'organisation et du suivi pédagogique et technique des stages "production" en entreprises. Des compétences en technologies de fabrication, analyse du travail, gestion de la qualité et de la production sont nécessaires. (Réf. 016)

Envoyer lettre manuscrite + CV en indiquant la référence choisie :

Monsieur le Directeur de l'ESIM,  
L.M.T. - Technopôle de Château Gombert  
13451 MARSEILLE CEDEX 13

CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE  
MARSEILLE-PROVENCE

### UNIMMEUBLES

#### JEUNE INGENIEUR GENIE ELECTRIQUE

SAINT-QUENTIN-EN-YVELINES

##### UNIFICA

Contrôle Immobilier de Crédit Agricole

##### GESTION TECHNIQUE

##### DES SITES

##### D'EXPLOITATION DU

##### GROUPE

##### CNCA

Au sein de cette filiale gérant le patrimoine immobilier propre de la CNCA, vous serez chargé de définir les projets de génie électrique, d'en fixer les coûts et les délais prévisionnels suivant un cahier des charges que vous réaliserez en tant que maître d'ouvrage et d'en suivre la réalisation dans le respect du planning, du budget et du budget.

Vous procéderez à toutes les phases des projets (appel d'offres, rapport de choix, suivi des travaux et mise en œuvre). Vous assurerez les prestations de maîtrise d'œuvre et réceptionnerez les travaux en phase terminale.

Une première expérience dans le génie électrique est requise pour ce poste, avec une connaissance des courants forts, des courants faibles et du BT.

Un diplôme d'ingénieur en Électricité ou équivalent est requis.

Merci d'adresser votre lettre de motivation + C.V. + références sous la référence UNIFICA à notre conseil FINANSEARCH - 11, rue Jean Mermoz - 75008 PARIS.

FINANSEARCH  
TAILLANDIER CONSEIL  
ÉTHIQUE ET RECRUTEMENTS

#### Ingénieur Productivité Achats

#### Ingénieur Application Allemagne

##### Valeo

ALTERNATIVES  
DEMARCHE

Notre Division de L'ÉLÉ D'ABEAU (38) spécialisée dans la fabrication des démarreurs recherche

##### Ingénieur Productivité Achats

Vous développerez notre démarche de Partenariat Fournisseurs.

Par une approche globale, vous optimiserez les opérations apportant une valeur ajoutée au produit au sein de nos fournisseurs. Vous serez responsable de la mise en œuvre de notre savoir-faire de Système de Production (Flux tiré, Juste nécessaire, Qualité totale, Optimisation des surfaces).

Votre formation d'ingénieur (X, Centrale, Mines...) et une première expérience industrielle (Production, Organisation, Conseil) vous permettront de rejoindre un Groupe gagnant. Votre évolution sera à la hauteur des résultats que vous obtiendrez.

##### Ingénieur Application Allemagne

De formation ingénieur (Centrale, Supélec, Mines...), vous avez développé votre compétence en Electromécanique et vous avez, si possible, une première expérience technico-commerciale automobile.

Au sein de notre Direction Recherche et Développement et en collaboration avec les commerciaux, vous serez chargé de l'analyse des besoins clients et de la définition technique. Vous serez le Chef de Projet, mobilisant nos ressources internes et service du client, responsable des programmes de développement et de mise en série.

Langue impérative : Allemand.

Merci d'envoyer lettre manuscrite + CV en précisant le poste choisi à ERM VALEO - Annette Lecocq BP 71 - 38301 LA VERpillière.

Le Groupe Valeo, par ses réalisations, est un potentiel technologique, son implantation internationale, est l'un des principaux partenaires des constructeurs automobiles et de véhicules particuliers. Valeo compte près de 27 000 personnes réparties en dix branches d'activité. Le Groupe dispose de plus de 80 usines ou centres de recherche et réalise un chiffre d'affaires de 20 milliards de francs, dont plus de la moitié hors de France.

##### Valeo

L'EQUIPEMENT  
AUTOMOBILE

ALCATEL Radiotéléphone (1 500 personnes, 1,6 milliard de francs de CA), filiale du numéro 1 mondial des télécommunications, est leader en France pour la conception et l'installation de réseaux et systèmes de radiotéléphonie publics et privés. De la conception à la commercialisation de nos produits, notre métier est total. Et notre croissance à la mesure de celle du marché des communications mobiles. Dans ce contexte fortement concurrentiel, nous recrutons aujourd'hui nos équipes d'études.

#### INGENIEURS CONCEPTION MECANIQUE

Matériaux Plastiques - Câbles - Industriels

Au sein du Bureau d'Études, vous concevez et développez nos futurs radiotéléphones. Vous êtes chargé du développement mécanique à dominante plastique (casing) de l'intégration de fonctions électroniques (afficheurs, claviers, antennes...). Vous devez concilier des impératifs de design, d'ergonomie et de fiabilité industrielle dans le cadre d'une production de grande série. Votre champ d'intervention s'étend de la définition des spécifications au lancement de production.

Ingénieur à dominante mécanique, vous bénéficiez d'une expérience de 5 ans ou plus dans le développement de produits de grande série (automobile, électroménager, audiovisuel...). Ouvert aux contacts, vous n'hésitez pas à faire partager vos idées. Votre tempérament créatif va de pair avec un souci permanent des exigences économiques et industrielles. Bien sûr, vous pratiquez l'anglais. Une exposition au langage de l'évolution de notre groupe.

##### ALCATEL

##### RADIOTELEPHONE

La communication au cœur de l'action.

Merci d'écrire sous réf. 34579 à HCA

19/21 Bd Gambetta - 92117 Issy les Moulineaux Cdx qui transmettra.

### L'OPÉRA DE LYON

recrute

#### SON DIRECTEUR TECHNIQUE EXPLOITATION

##### MISSIONS :

Sous l'autorité de la Direction générale et en liaison avec la Direction technique production, il assurera notamment les responsabilités :

- de la maintenance préventive et curative du Nouvel Opéra ;
- du nettoyage ; de la sécurité ; de l'optimisation fonctionnelle et budgétaire des installations ; du cadrage et du suivi des budgets correspondant à ses responsabilités.

##### PROFIL :

- Formation d'INGÉNIEUR ÉLECTROMÉCANICIEN ;
- Cinq années d'expérience similaire en secteur tertiaire ou industriel ;
- Aptitude à l'encadrement et à l'animation d'une équipe.

Adresser CV détaillé et lettre manuscrite de motivations avec souhaits de rémunérations à :

M. le Directeur administratif et financier  
de Lyon, 9, quai Jean-Moulin - 69001 LYON

### BCEOM

Société Française d'Ingénierie  
recherche un

#### CHARGE D'ETUDES ENVIRONNEMENT

Ingénieur ou équivalent, avec expérience BE, DDE..., vous avez naturellement conduit à prendre en charge la direction d'études d'impact et d'environnement, en particulier dans le domaine des infrastructures de transport.

Vous animerez la cellule Environnement / Paysage de notre agence de France basée à Saint-Quentin-en-Yvelines et en assurerez son développement.

Merci d'adresser lettre de motivation, CV et prétentions, sous référence 92/12 à : BCEOM  
Direction des Ressources Humaines - 15, Square Max-Hymans - 75741 PARIS Cedex 15.

Pharmaceutique sur le marché  
Milliards de Francs de CA  
la recherche.

Synthélabo, Elia Médical est le  
constructeur français de stimulateurs  
cardiaques et de systèmes Holter  
pour une progression annuelle de  
CA.

### Ingénieur Informaticien

Au sein de la Direction Recherche et Développement, vous serez chargé de l'analyse des besoins clients et de la définition technique. Vous serez le Chef de Projet, mobilisant nos ressources internes et service du client, responsable des programmes de développement et de mise en série.

Langue impérative : Allemand.

Merci d'envoyer lettre manuscrite + CV en précisant le poste choisi à ERM VALEO - Annette Lecocq BP 71 - 38301 LA VERpillière.

Le Groupe Valeo, par ses réalisations, est un potentiel technologique, son implantation internationale, est l'un des principaux partenaires des constructeurs automobiles et de véhicules particuliers. Valeo compte près de 27 000 personnes réparties en dix branches d'activité. Le Groupe dispose de plus de 80 usines ou centres de recherche et réalise un chiffre d'affaires de 20 milliards de francs, dont plus de la moitié hors de France.

**Synthélabo**

مكتبة الأمل



هذه من الامم

PRODUCTION INTERDITE

Le Monde • Mercredi 30 septembre 1992 43

## LE MONDE DES CADRES

### CONSEIL EN MANAGEMENT

#### COMPÉTENCES DE MANAGER

EUREQUIP est l'un des principaux Cabinets français de Conseil en Organisation et en Management. Nos activités actuelles et nos perspectives de développement nous amènent à renforcer nos équipes de Consultants, notamment dans les domaines du Management des Ressources Humaines; de l'Organisation des Systèmes d'Information; de la Maîtrise de la Qualité dans les Services; de l'Organisation et de la Qualité dans le secteur de la Construction.

#### DIPLÔMÉS DE GRANDES ÉCOLES

HEC, ESSEC, ESCP, X, PONTS, MBA...  
5 ans au moins d'expérience opérationnelle

Votre connaissance de l'Entreprise, les fonctions et les responsabilités que vous y avez exercées, votre rigueur, votre sens de la communication et votre culture générale font de vous un homme de terrain autant que de stratégie. Vous savez écouter, analyser et anticiper. Vous aimez conseiller et convaincre. Vous parlez anglais. Disponible et curieux, vous savez vous adapter à des interlocuteurs diversifiés.

Soutenu par nos méthodes et par la synergie du Groupe CGI - un des premiers mondiaux du Conseil et de l'Ingénierie - vous prenez en charge des missions de haut niveau, dans un premier temps au sein d'équipes intervenant dans le domaine d'activité correspondant à votre expérience. Vous y exprimerez vos acquis professionnels et votre sens des responsabilités et de l'initiative. Vous vous y préparerez à une évolution de carrière conforme à vos ambitions et à votre potentiel.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (une absolue confidentialité est assurée), sous la référence MS/5255, à Véronique WEILLÉ.



**EUREQUIP**

5, Esplanade Charles de Gaulle  
92753 Nanterre Cedex



#### SM Conseil s'agrandit et s'installe dans ses nouveaux locaux

à dater du 1er octobre 1992

3 rue Treillard, 75008 Paris. Tél. 45 63 56 00 - Fax 45 63 17 18

Recherche et sélection de cadres et dirigeants tous secteurs d'activités

Serge Malaret et son équipe sont à votre disposition pour vos recrutements, entretiens d'évaluation, bilans de carrière.

**SM Conseil**

3, RUE TREILLARD, 75008 PARIS

#### LA S.A. D'H.L.M. ET D'AMÉNAGEMENT DE HAUTE-NORMANDIE

dont le siège social est à 76190 YVETOT, 5, rue Saint-Pierre. (7 000 logements locatifs sur les départements de la Seine-Maritime et de l'Eure + sections de maîtrise d'ouvrage immobilières.)

##### RECHERCHE

dans le cadre de sa réorganisation :

#### Un(e) responsable de la gestion locative

Il ou elle proposera et mettra en œuvre les politiques sectorielles de la société (loyers, petit entretien, peuplement, charges locatives, accompagnement social, impayés, suivi des budgets) et animera l'action des agences décentralisées.

Ce poste conviendrait à un ou une jeune chef d'agence de gestion décentralisée, à fort potentiel, désirant évoluer. Niveau bac + 4.

#### Un(e) chef du service « travaux neufs »

Au sein du département « Travaux neufs et patrimoine », il ou elle assurera la responsabilité des études de faisabilité, du montage des opérations, du suivi des chantiers, de la gestion des garanties et animera une équipe de deux chargés d'opérations.

Profil souhaité : un ou une jeune ingénieur (secteur privé ou public) avec quelques années d'expérience dans la maîtrise d'ouvrage.

Dossier de candidature comprenant : lettre de motivation, résumé de carrière et références, copies des diplômes et prétentions à :

Monsieur le Président de la S.A. D'H.L.M. et d'aménagement de Haute-Normandie  
5, rue Saint-Pierre, 76190 Yvetot.

Premier réseau associatif national au service de l'habitat (148 associations) intervenant tout particulièrement au profit des populations démunies

recherche son

#### DIRECTEUR GÉNÉRAL

##### FONCTIONS :

- En collaboration avec le Président et le Bureau coordonner et animer les instances statutaires.
- Participer à l'organisation et à la mobilisation d'un réseau diversifié réparti sur l'ensemble du territoire.
- Mettre en œuvre une stratégie de modernisation et de développement axée sur la valorisation de nouveaux produits et la recherche de nouvelles qualifications.
- Assurer les contacts avec les administrations centrales, collectivités publiques, élus et partenaires concernés par l'activité des associations adhérentes.

##### PROFIL :

- Expérience de la vie associative et militante.
- Sens politique aisé.
- Aptitude à l'animation d'une équipe pluridisciplinaire de haut niveau (une douzaine de personnes).
- Connaissance approfondie du cadre réglementaire et institutionnel lié au logement et à ses acteurs.
- Goûts des contacts et des relations publiques.
- Totale disponibilité.
- Formation supérieure indispensable.

Adresser candidature au Monde Publicité, sous n° 8575  
15/17, rue du Colonel-Pierre-Avia - 75902 Paris Cedex 15

**FCR**

FRANCE  
CABLES  
& RADIO

## Consultant Senior Marketing

Du secteur public aux entreprises privées, FCR, 800 personnes, 1,7 milliard de CA, filiale de Cogecom (Groupe France Télécom), est le partenaire privilégié des acteurs du monde des Télécommunications.

Au sein du service Marketing de notre Direction "Systèmes de Communication d'Entreprise", spécialisée dans les réseaux d'entreprise (conseil, architecture de systèmes, suivi de réalisation et exploitation), vous êtes chargé de la réalisation d'études de marché et êtes responsable du suivi commercial, technique et budgétaire.

Agé de 30 ans, de formation supérieure (Grande École d'ingénieurs et/ou de Commerce), vous justifiez d'une expérience professionnelle de 8 ans ou plus en marketing des services, de préférence dans le domaine des télécoms professionnels.

En outre, vous possédez de réelles capacités d'analyse des marchés et de leur évolution et une bonne connaissance des acteurs, de leurs stratégies, et des enjeux réglementaires.

Anglais courant indispensable.

Merci d'adresser lettre, CV, photo et prétentions, sous réf. ALA/11/M, à France Câbles et Radio, DRRA, 124 rue Réaumur, 75091 Paris Cedex 02.

Les communications n'ont pas de frontières

# AT KEARNEY

♦ Nous sommes l'un des leaders mondiaux du conseil en stratégie et en management.

♦ Notre métier est d'aider les grandes entreprises à se développer et à améliorer leur compétitivité.

♦ Nous recherchons pour Paris et nos bureaux Européens des collaborateurs à fort potentiel pour poursuivre notre croissance.

## CONSULTANTS SENIORS ET MANAGERS

♦ Vous avez une expérience réussie dans le conseil ou l'entreprise, et êtes diplômé d'une grande école (X, Mines, Centrale, Télécom, ENA, HEC,...).

♦ Vous avez démontré vos capacités d'analyse et de synthèse, et vos talents de conviction auprès d'équipes dirigeantes.

♦ Merci de nous faire part de vos projets en nous adressant votre candidature : A.T. KEARNEY - 48, rue Jacques Dulud 92200 Neuilly-sur-Seine.

**TMO**  
CONSULTANTS

L'une des 10 premières sociétés françaises d'Études Marketing

recherche

## 2 CHEFS DE PRODUITS D'ÉTUDE

pour promouvoir des méthodes originales mises au point internationalement

Expérience de la vente dans le domaine des services indispensable

Écrire à Corinne TURPIN,

**TMO CONSULTANTS**

22, rue du 4-Septembre - 75002 PARIS  
(joindre photo)

R E T R O U V E Z C E S A N N O N C E S S U R 3 6 • 1 5 L M



## SECTEURS DE POINTE

## INGENIEURS

METHODES OFFSHORE - PLANNING



Filiale de GTM-ENTREPOSE (Groupe Lyonnais des Eaux-Dumetz) ETPM est l'un des spécialistes mondiaux de l'offshore (constructions de plates-formes pétrolières et pose de pipe-lines) et réalise un chiffre d'affaires de 2,7 milliards de francs. Notre volonté de développement nous conduit à créer plusieurs postes d'ingénieurs.

## INGENIEUR METHODES SENIOR

Ref. 8304

Dans le cadre de la réalisation de nombreux projets OFFSHORE, nos équipes de jeunes ingénieurs sont encadrées par un personnel expérimenté.

Si vous avez entre 35 et 45 ans et acquies une grande expérience dans la préparation et la mise au point de procédures d'offshore ou travaux similaires, nous pouvons vous offrir un poste permettant de vous exprimer pleinement dans le rôle de leader, tout particulièrement dans la définition des options principales des procédures ainsi que dans leurs vérifications détaillées.

Ce poste implique des déplacements réguliers sur les sites d'exploitation pour vérifier l'adéquation des préparations, et dans un but de recherche de qualité optimale proposer des améliorations.

## INGENIEURS METHODES JUNIOR

Ref. 8305

Intégré à une équipe dynamique, votre rôle consiste à effectuer une préparation minutieuse et détaillée des travaux qui devront être réalisés par des moyens très importants dans un milieu OFFSHORE souvent difficile.

Fort de 2 à 4 ans d'expérience, votre formation d'ingénieur devra vous permettre d'analyser avec rigueur les problèmes posés et les solutions à envisager dans les levages lourds, les fondations et la soudure de conduites immergées.

Ce poste implique de nombreux déplacements à l'étranger (Mer du Nord et Afrique Centre-Ouest principalement) pour vérifier la bonne qualité de votre préparation et servir de support technique à la direction des chantiers.

## INGENIEUR PLANNING

Ref. 8303

De formation Ecole d'ingénieur et fort de 2 à 5 ans d'expérience acquise en milieu industriel, dans l'ordonnement, le planning, vous avez envie d'évoluer.

Nous vous offrons l'opportunité d'affirmer vos compétences en participant en liaison étroite avec les estimateurs et les Chefs de Projets, à l'élaboration et au suivi des plannings inhérents aux appels d'offres et aux affaires OFFSHORE (fabrications, installations de plates-formes et canalisations sous-marines). Rigoureux, méthodique vous êtes familiarisé avec l'outil informatique (la connaissance du logiciel de planning ARTEMIS est appréciée), vous êtes disponible pour des déplacements ponctuels sur nos chantiers à l'étranger.

Tous ces postes basés à Nantes sont à pourvoir immédiatement et impliquent, compte tenu de notre environnement international, une parfaite maîtrise de la langue anglaise.

Adresser votre candidature sous réf. choisie à ETPM - DRH - 57, Av. Jules Quentin BP 207 - 92002 NANTERRE Cedex ou raptez 3616 EUROCOM code ING

ETPM

LA MER A SES

ARCHITECTES

## BOSSARD

UN DES PREMIERS GROUPES DE CONSEIL EN FRANCE

DEVELOPPE SES ACTIVITES DE CONSEIL ET D'INGENIERIE EN SYSTEMES D'INFORMATION ET RECHERCHE DES

## DIRECTEURS DE MISSION

Réputés pour la qualité de nos prestations et le professionnalisme de nos intervenants, nous menons à bien des missions diversifiées dans un grand nombre de secteurs : Banque, Industrie, Distribution, Administration...

Ingénieur diplômé de Grande Ecole, vous avez de 8 à 10 ans d'expérience en informatique et en gestion, ainsi qu'un fort potentiel commercial et d'encadrement. Vous êtes passionné par la conception et la maîtrise d'œuvre de systèmes d'information et souhaitez progresser dans une structure souple et dynamique.

Jouissant d'une grande autonomie sur vos missions, vous aurez la responsabilité d'une équipe, assurerez les contacts avec les clients et participerez au développement commercial de nos activités.

De réelles perspectives d'évolution dans un contexte international sont offertes aux candidats à fort potentiel.

Merci d'adresser votre candidature détaillée s.réf. AB 09/92 à Anne BUJARD - BOSSARD 14, rue Rouget de Lisle 92441 ISSY LES MOULINEAUX cedex.

## DIRECTEUR DE CLIENTELE

MARCHÉ SANTÉ/SOCIAL

PARIS - RP 580 KF 4

Nous vous confierons la gestion et le développement d'un secteur qui comporte tous les Grands Comptes stratégiques sur ce marché. Véritable "maître d'œuvre" commercial, vous dirigerez une petite équipe d'ingénieurs commerciaux, dont la mission sera de négocier de grands projets et d'établir des relations de partenariat à long terme avec nos clients.

A 30/40 ans environ, de formation Bac + 5 (Grande Ecole d'ingénieur ou de gestion), vous possédez une solide expérience de la vente de services ou de solutions complexes auprès de Grands Comptes, de préférence déjà dans le secteur SANTÉ/SOCIAL. Vous êtes par exemple aujourd'hui Responsable de Marché ou Ingénieur Commercial confirmé chez un constructeur, un éditeur de logiciels, en SSII ou en cabinet de consulting.

Nous recherchons un candidat à fort potentiel, excellent négociateur mais aussi fin stratège et homme d'analyse. Nous vous offrons une réelle perspective d'évolution de carrière, au sein d'un Groupe prestigieux, dans un environnement pluridisciplinaire de très haut niveau.

Merci d'adresser CV, photo, lettre en précisant votre rémunération actuelle à notre Conseil MERCURI URVAL, 14 bis rue Daru, 75378 Paris Cedex sous la référence 59.6311/LM (portée sur lettre et enveloppe). Confidentialité assurée.

Mercuri Urval

LE MONDE  
DES CADRES

L'ASSEMBLÉE NATIONALE

RECRUTE PAR CONCOURS

## 3 ADMINISTRATEURS

(H/F)

juristes, économistes, scientifiques  
ou gestionnaires de formation supérieure

## CONDITIONS POUR CONCOURIR

Ce concours est ouvert aux candidats de nationalité française, titulaires d'une licence ou d'un diplôme équivalent et âgés de 20 à 40 ans (possibilités de dérogations)

Date de clôture des inscriptions : 6 novembre 1992 (17 h)  
Épreuves d'admissibilité : 14, 15, 16 décembre 1992  
Épreuves d'admission : février-mars 1993

Pour tous renseignements, s'adresser à :

L'ASSEMBLÉE NATIONALE  
SERVICE DU PERSONNEL  
233, boulevard Saint-Germain  
75007 PARIS

Tél : 40 63 87 05 ou 40 63 87 87 ou 40 63 87 20

Développer et fabriquer aujourd'hui  
les terminaux de demain

Avec près de 8 000 personnes et plus de 6,5 milliards de francs de C.A., MATRA COMMUNICATION est l'un des principaux acteurs français du domaine des télécommunications. Notre vocation : imaginer, fabriquer, lancer et commercialiser des produits de communication aussi simples à utiliser que sophistiqués dans leur conception. Nos atouts : un effort constant de recherche, la maîtrise des technologies les plus pointues, et surtout des ingénieurs de talent qui souhaitent aller toujours plus loin. Aujourd'hui nous recherchons :

## INGENIEURS INDUSTRIALISATION

Créatif et imaginatif, vous concevrez et élaborerez de nouvelles solutions technologiques permettant l'industrialisation de nos terminaux de demain (téléphones sans fil, visiophone, mobiles radio...). De contact facile, vous travaillerez en étroite relation avec nos fournisseurs et en collaboration avec l'ensemble des services techniques et industriels liés à la vie des produits.

Rigoureux, vous serez chargé de qualifier des matériaux et filières d'assemblage de composants. Débutants ou dotés d'une première expérience, vous êtes ingénieurs de formation, spécialisés Physique/Chimie ou Chimie des matériaux (ENSAM, ENI, ENSI, ISMRA...). (R&E II).

Pour ces postes basés en Bretagne, merci d'adresser votre dossier de candidature en précisant la réf. choisie à Marie-Josée Reberjoux.

## INGENIEURS DE PRODUCTION

Vous participerez à la réalisation de nos produits. Nous vous proposons l'opportunité de vivre l'intégralité d'un cycle de production : gestion de production, fabrication, méthodes, qualité... Dans un contexte informatisé (CAO - FAO - GFAO) à fort développement technologique (robotisation, approvisionnements "just in time") vous aurez la responsabilité de la mise en place et du développement de projets, de type "pilote" en temps réel de nos ateliers, certification d'entreprise, automatisation de nos lignes de production.

Débutants ou dotés d'une première expérience, vous êtes ingénieurs de formation, généralistes ou spécialistes en électronique (ENSAM, ENI, SUPELEC, ESEO...). (R&E II).

MATRA COMMUNICATION  
Siège Social - Cressat/Gwenn  
29562 Quimper Cedex 9

MATRA  
COMMUNICATION

IL Y AURA TOUJOURS DES HOMMES DE TALENT

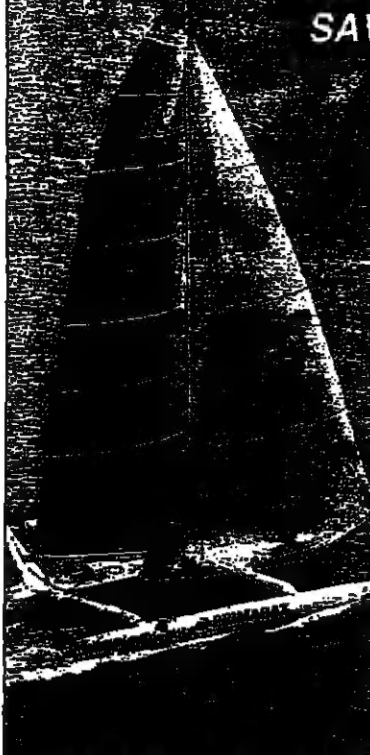
RETROUVEZ VOS ANNONCES SUR 30 151 M

مكتبة النظم



## SECTEURS DE POINTE

### SAVOIR RECONNAITRE LES TALENTS...



**PRIMAGAZ**  
L'ÉNERGIE D'ALLER PLUS LOIN

et être reconnu pour son savoir-faire, tel est l'esprit de PRIMAGAZ. C'est aussi le départ de l'aventure de Laurent BOURGON et de sa victoire sur "PRIMAGAZ" dans la tranche Québec/Saint-Malo.

Nous lui avons fait confiance, comme nous faisons confiance à toutes nos équipes sur le terrain pour répondre aux besoins de nos prescripteurs et clients. Actuellement, pour étoffer nos équipes, nous recherchons deux :

#### INGÉNIEURS AM, INSA, MINES NANCY... débutants ou 1ère expérience

Pour l'un des postes, vous serez, après une période de formation à nos produits et techniques, amené à prendre en charge différents postes d'ordre marketing, logistique ou industriels, afin d'assumer à terme une fonction de responsable d'exploitation dans un de nos centres de profits.

(Réf. 1M)

Pour l'autre poste, vous serez chargé, après étude sur les sites existants, de la conduite de projets industriels, des phases de conception à la surveillance de la réalisation.

(Réf. 2M)

Bien sûr ces postes demandent, outre un côté technique, un sens relationnel développé, un bon esprit d'analyse et de synthèse et une sensibilité économique.

L'internationalisation de notre groupe exige pour votre évolution de carrière un anglais courant. L'allemand serait un atout supplémentaire.

Intéressé ? Adressez rapidement votre dossier (lettre, C.V., photo et prétentions) précisant la référence choisie, à Monsieur CLEGGIOT - Direction des Ressources Humaines - PRIMAGAZ - 84 ave Hoche - 75008 PARIS

### INGÉNIEUR HYDRAULIQUE ET SYSTEMES

## Vous avez la compétence, gagnez l'expertise

Le CSTB (Centre Scientifique et Technique du Bâtiment), est un centre de recherche et d'essais unique en Europe.

Sa vocation : apporter les connaissances scientifiques indispensables à l'acte de construire et susciter de nouvelles technologies pour assurer les qualités d'usages, la durabilité et la sécurité des bâtiments.

Ses interactions avec le secteur scientifique et industriel sont multiples : contrats d'études, essais, avis techniques et certifications concernant l'habitat et la construction, les matériaux, les éléments...

Nos spécialistes bénéficient de moyens d'exception pour faire évoluer leurs connaissances et de nombreuses ouvertures vers les entreprises. Nous créons aujourd'hui un poste pour un INGÉNIEUR HYDRAULIQUE ET SYSTEMES.

Vous consacrant aux activités de recherche et d'essais dans le domaine des réseaux hydrauliques dans le bâtiment, vous mettrez au point les méthodes et techniques visant à connaître, apprécier et améliorer le fonctionnement des réseaux hydrauliques.

Vous valorisez ainsi nos moyens d'essais et en particulier une tour expérimentale permettant d'étudier les réseaux hydrauliques en grandeur réelle. Vous développez parallèlement des outils de modélisation des produits.

Ingénieur Grande Ecole (Arts et Métiers, ENSAIS, INSA...), vous possédez de préférence une première expérience. Vous maîtrisez l'informatique et l'anglais. Vos qualités relationnelles seront un atout pour ce poste évolutif qui implique aussi un travail en équipe.

Poste basé à Marnes-la-Vallée.

Merci, pour en savoir plus, d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions au C.S.T.B. - Service des Ressources Humaines Patrick NOSSENT - 4, av. du Recteur Poincaré - 75 782 Paris cedex 16.



L'AVENIR EN CONSTRUCTION

### grenoble

Notre unité, filiale d'un grand groupe international, conçoit et réalise des produits opto-électroniques high tech pour des applications d'automatisme industriel dans le monde entier. Elle recherche son :

## directeur technologie et développement

De formation ingénieur grande école en électronique (SUPELEC, INPG) ou généraliste de haut niveau (CENTRALE, CENTRALE LYON) + si possible formation marketing complémentaire.

Agé de 35 ans environ, vous possédez une expérience réussie en management d'un Bureau d'Études Electronique.

Avec la responsabilité d'une équipe de 17 personnes dont 8 ingénieurs de différentes nationalités, vous élaborerez les plans de développement produits et participerez, avec nos unités américaine et japonaise, aux projets mondiaux du groupe.

De culture internationale, avec anglais courant, vous saurez vous imposer pour faire aboutir vos idées et vous positionner en leader mondial de nos trois unités.

Pour ce poste basé à GRENOBLE, adressez votre dossier de candidature complet (lettre + CV + photo) sous réf. MO/DIR à notre Conseil qui vous garantira une entière discrétion.

GRENOBLE - PARIS - NICE  
SCOR CONSEIL  
47, av. Alsace Lorraine  
38000 GRENOBLE

## INGÉNIEUR ETUDES DEBUTANT

(X, Mines, ENSI...)

INFORMATIQUE FINANCIERE

► Membres d'un important groupe financier international, nos filiales françaises comptent 280 personnes. L'informatique est un facteur majeur de notre développement. Nous recherchons pour notre département Organisation et Informatique un ingénieur études.

Complètement intégré à l'activité de l'entreprise, vous répondrez aux besoins des différents services en terme d'organisation et d'informatique : direction des opérations de marché, département de back-office, contrôle financier... Après une prise de connaissance de l'organisation et des métiers de l'établissement, nous vous proposons une formation à nos méthodes et techniques. Vous participerez ensuite à la réalisation puis à la conception d'applications dans un contexte international.

L'architecture des systèmes d'information est organisée autour de matériels DEC, de stations de travail SUN et de nombreux réseaux de télécommunications dont celui du groupe.

Vous souhaitez vous investir dans une société à taille humaine, dotée de moyens techniques performants. Évoluant dans un milieu international, vous maîtrisez l'anglais.

Le poste est à pourvoir à Paris.

Nous vous remercions d'écrire sous réf. M921 à notre Conseil, Hélène REFREGIER, qui étudiera votre candidature de façon confidentielle.

HELENE REFREGIER CONSEIL  
8, rue Saint-Philippe du Roule - 75008 Paris.

### GPI simulation

FME, 130 personnes.  
leader dans son domaine, recherche :

## CHEF DE SECTION ELECTRONIQUE

Responsable d'une équipe de 10 ingénieurs électroniciens, vous avez en charge le développement hard et soft de simulateurs embarqués. Vous devrez donner les impulsions techniques et manager tous les projets de la section.

Vous maîtrisez impérativement les techniques calculateurs temps réel, asservissements analogiques et numériques, gestion de capteurs, émetteurs, détecteurs, etc.

Ingénieur diplômé d'une grande école d'électronique, vous avez au moins 5 ans d'expérience dont une partie d'encadrement.

Poste basé à Suresnes (92).

Habilitation confidentiel défense possible.

Merci d'adresser votre candidature (lettre, CV et prétentions) à Madame FAIVRE - Ressources Humaines, Girations Donat Industries, 5, rue Jean-Mucé, 92150 Suresnes.

Groupe CESELSA

Leader en France de la réhabilitation de terrains pollués, nous intervenons depuis l'étude physique et écologique du site, jusqu'à la mise en œuvre complète de techniques de pointe de dépollution.

Situés à LYON, nous comptons 25 collaborateurs et appartenons à un groupe de dimension internationale. Nous travaillons en France et à l'étranger. Pour notre première année d'activité, nous avons réalisé un CA de 15 MF et nous cherchons, pour participer à notre expansion, un



Vous prenez en charge la responsabilité d'un projet, depuis son élaboration et sa rédaction (aspects techniques, humains et budgétaires) jusqu'à l'exécution des travaux. Vous animez alors l'équipe sur place et assurez la coordination entre le site et le siège de GEOCLEAN.

Parfaitement mobile, vous maîtrisez l'anglais. Agé de 28 à 30 ans, vous apportez une expérience "terrain" de chantier ou d'exploitation.

Merci d'adresser votre CV + LM sous réf. N 199/RG, à notre conseil OPUS, 5 quai V-Augagneur, 69003 LYON.

## Ingénieur chimiste ou environnement

OPUS

### POLYCHROME

Organisé de façon européenne, POLYCHROME en France est l'un des premiers fournisseurs de consommables et de matériels sur le marché des industries graphiques et fait partie du groupe, leader mondial dans ce domaine, DANIPON INK AND CHEMICALS. La direction de notre usine d'AVRANCHES (50) où sont fabriqués des plaques offset et les produits chimiques adaptés, vous offre de participer aux développements de ses produits et recherche son

## RESPONSABLE RECHERCHE ET DEVELOPPEMENT

NORMANDIE

Dans le cadre d'un dialogue permanent avec les autres services de recherche du groupe (Alliance, Eclair Unif) et avec une équipe de 6 personnes complémentaires et motivées, vous animez : • la recherche et la mise au point de nouveaux produits et procédés de fabrication • le développement des produits et des procédés actuels • l'appui technique auprès de la production • le dialogue en interne avec les différents services de l'usine, et en externe avec le service commercial pour une bonne adaptation des produits au marché.

Chimiste de formation supérieure, une expérience conséquente de cette fonction vous permet de mettre en œuvre des résultats tangibles ; votre anglais opérationnel est courant, une bonne connaissance de la chimie des polymères serait un plus.

Votre autonomie et votre maturité professionnelle et personnelle seront les meilleurs atouts d'une réussite ou sein d'une entreprise qui vous donnera l'opportunité de continuer à progresser.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo, prétentions) sous référence RRD/1309 à notre conseil GUILLET 160 rue de Paris - 92100 Boulogne.

pharmaceutique sur le marché mondial. Les ventes dépassent les 10 milliards de Francs de CA.

Synthélabo, Elia Médical est le premier constructeur français de stimulateurs cardiaques et de systèmes Holter. Synthélabo connaît une progression annuelle de 10% de son CA.

## Chef de Projet Développement

Notre Direction Recherche et Développement, vous serez responsable de la mise en fabrication et du suivi d'une nouvelle ligne de produits implantables :

- gestion du projet,

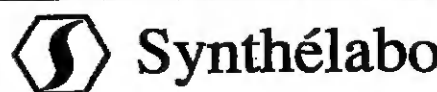
- définition et réalisation des équipements de test et de fiabilisation,

- suivi des qualifications et des homologations.

Electronicien de formation, vous possédez une première expérience réussie.

Nous souhaitons rencontrer un candidat motivé, ayant le goût du contact et de la communication.

Adressez lettre manuscrite, CV, photo et prétentions sous la référence 92CPD1 à l'attention de : Madame DONNAREL - Direction du Personnel 96/100 rue Maurice Arnoux - 92120 MONTRouGE.





هكذا من العمل

46 Le Monde • Mercredi 30 septembre 1992 •

REPRODUCTION INTERDITE

Le 1

*Deux jours pour décider  
de votre avenir professionnel*

**4èmes Journées Prospectives  
les 27 et 28 octobre 1992**

le 27 octobre

rentrée sur invitation aux  
Assises de l'Emploi

le 28 octobre de 9h à 21h

- les Tribunes des Entreprises
- les Rendez-vous des Métiers
- le Débat des Ecoles  
et des Universités
- les Profils

UNESCO - 125, avenue de Suffren - 75007 Paris - métro Segur

Le Monde  
INITIATIVES

BOSSARD  
CONSULTANTS

elf

Pricewaterhouse

TP

FRANCE  
TELECOM

Cigref

Crédit Mutuel

Ball

LA POSTE

SNEF

MINEF